

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

REGION DE L'OUEST

DEPARTEMENT DES HAUTS-PLATEAUX

COMMUNE DE BAHAM

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work - Fatherland

WEST REGION

UPPER PLATEAU DIVISION

BAHAM COUNCIL

GENERAL SECRETARY



FINANCEMENT PNDP

PLAN COMMUNAL DE DÉVELOPPEMENT DE BAHAM



Ecole maternelle publique de Banka



Diagnostic participatif au foyer du village Boukue

VALIDATION DU PREFET DES HAUTS- PLATEAUX
BAHAM.....

Mars 2015

Table de matières

RESUME DU PCD	5
LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES	11
LISTE DES TABLEAUX.....	13
LISTE DES CARTES.....	14
LISTE DES FIGURES.....	14
LISTE DES ANNEXES	14
INTRODUCTION.....	14
1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	15
2. OBJECTIFS DU PCD.....	15
3. STRUCTURE DU DOCUMENT	16
1. METHODOLOGIE.....	17
1.1 PREPARATION DU PROCESSUS.....	17
1.2 COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT.....	20
1.3 CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC ET CARTOGRAPHIE.....	25
1.4 ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION.....	26
1.5 MISE EN PLACE DU MECANISME DE SUIVI-EVALUATION PARTICIPATIF	27
2. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE.....	29
2.1 LOCALISATION DE LA COMMUNE	29
2.2 MILIEU BIOPHYSIQUE	31
2.2.1 CLIMAT.....	31
2.2.2 SOLS	31
2.2.3 RELIEF	31
2.2.4 HYDROGRAPHIE.....	31
2.2.5 VEGETATION	31
2.2.6 FAUNE.....	31
2.2.7 AIRES PROTEGEES	32
2.2.8 RESSOURCES MINIERES	32
2.3 MILIEU HUMAIN.....	32
2.3.1 <i>Histoire de la Commune</i>	32
2.3.2 <i>Démographie</i>	32
2.3.2.1 Taille et structure de la population.....	32
2.3.2.2 Groupes ethniques et relations interethniques	34
2.3.2.3 Religion	34
2.3.2.4 Mobilité de la population.....	34
2.3.3 <i>Caractérisation des populations vulnérables</i>	34
2.3.4 <i>Organisation sociale</i>	34
2.3.5 <i>Habitat</i>	35
2.3.6 <i>Système foncier</i>	35
2.3.7 <i>Activités économiques</i>	35
2.3.7.1 Agriculture rurale et périurbaine.....	35
2.3.7.2 Sylviculture.....	35
2.3.7.3 Élevage et pêche.....	36
2.3.7.4 Chasse.....	36

2.3.7.5	Artisanat.....	36
2.3.7.6	Commerce	36
2.3.7.7	Services/Secteur privé.....	36
2.4	PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR.....	37
2.4.1	. <i>Education</i>	37
2.4.2	<i>Santé publique</i>	45
2.4.3	<i>Eau et énergie</i>	48
2.4.4	<i>Commerce</i>	54
2.4.5	<i>Travaux publics</i>	56
2.4.6	<i>Sport et éducation physique</i>	56
2.4.7	<i>Tourisme</i>	56
2.4.8	<i>Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre</i>	57
2.4.9	<i>Poste et télécommunication</i>	58
2.4.10	<i>Environnement et protection de la nature</i>	58
2.4.11	<i>Affaires sociales</i>	59
2.5	PRINCIPALES POTENTIALITES ET RESSOURCES DE LA COMMUNE ;.....	59
2.5.1	<i>Potentialités et ressources du milieu biophysique</i>	59
2.5.2	<i>Potentialités et ressources du milieu socio-économique</i>	60
3.	SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	61
3.1	SYNTHESE DU DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL (DIC)	61
3.1.1	<i>Gestion des ressources humaines</i>	61
3.1.2	<i>Gestion des ressources financières</i>	63
3.1.3	<i>Gestion du patrimoine communal</i>	64
3.1.4	<i>Gestion des relations</i>	65
3.1.5	<i>Evaluation du Plan de Développement Communal (2008 - 2014)</i>	65
3.1.6	<i>Axes de renforcement de la commune</i>	69
3.2	PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR.....	71
3.3	FICHES DES PROJETS PRIORITAIRES	101
4.	PLANIFICATION STRATEGIQUE	112
4.1	VISION ET OBJECTIFS DU PCD	112
4.1.1	VISION.....	112
4.1.2	OBJECTIFS.....	112
4.2.	CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR.....	113
4.3.	COUT ESTIMATIF DU PCD.....	202
4.4.	DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE LOCALE	222
4.4.1	SITUATION DE REFERENCE.....	222
4.4.2	ECONOMIE LOCALE	224
4.5.	RECAPITULATIF DE LA PRISE EN COMPTE DE LA PETITE ENFANCE.....	228
4.6.	RECAPITULATIF DE LA PRISE EN COMPTE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	233
4.7.	ESQUISSE DU PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DES TERRES DE L'ESPACE COMMUNAL	236
5.	PROGRAMMATION	241
5.1	CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) DES PROJETS PRIORITAIRES	241
5.2	CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT	251
5.2.1	<i>Principaux impacts environnementaux potentiels</i>	252
5.2.2	<i>Principaux impacts sociaux potentiels</i>	256
5.2.3	<i>Plan sommaire de gestion de l'environnement</i>	259
5.3	PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA)	263
5.3.1	RESSOURCES MOBILISABLES ET ECHEANCES	263
5.3.2	PROGRAMMATION ANNUELLE DES PROJETS PRIORITAIRES	263
5.3.3	PLAN OPERATIONNEL EN FAVEUR DES POPULATIONS VULNERABLES	269

6.	MÉCANISME DE SUIVI-EVALUATION	274
6.1	COMPOSITION, ATTRIBUTION DU COMITE DE SUIVI DU PCD	275
6.2	INDICATEURS DE SUIVI-EVALUATION (PAR RAPPORT AU PIA).....	276
6.3	DISPOSITIF, OUTILS ET FREQUENCE DE SUIVI.....	280
6.4	MECANISME DE PREPARATION DU PIA ET DE REVISION DU PCD	281
6.4.1	<i>Préparation du PIA</i>	281
6.4.2	<i>La révision du PCD</i>	281
7.	PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD	282
	CONCLUSION.....	284

Introduction

1. Contexte et justification

En promulguant la loi N° 96/04 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972, l'Etat camerounais affichait ainsi sa ferme volonté de rompre avec la centralisation qui sans doute avait étalé de nombreuses limites. L'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la loi constitutionnelle suscitée précise que le Cameroun est un Etat unitaire décentralisé. Pour rendre opérationnelle la décentralisation ainsi choisie comme mode de gestion de l'Etat, une série de lois a été par la suite prise en 2004 et baptisée « lois portant orientation de la décentralisation ». La décentralisation, puisqu'il s'agit d'elle, confère aux collectivités territoriales décentralisées (communes et régions) de larges pouvoirs en matière de développement.

Ces collectivités territoriales désormais ont pour mission la promotion du développement économique, social, sanitaire, éducatif culturel et sportif.

Les communes en particulier se voient confier une mission générale de développement local, d'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations (article 3 de la loi N° 2004/018). Plus exactement et en termes de développement local, il est attendu d'elles la détermination des objectifs du changement de situation et des moyens nécessaires à mettre en œuvre pour les réaliser dans les délais prévus. Le but poursuivi par cette planification locale est de favoriser la définition d'une nouvelle vision, plus globale et commune de la collectivité. C'est pour permettre à ces communes d'y parvenir que l'Etat a jugé bon de leur accorder des compétences dans plusieurs domaines. Mener à bien cette mission qui leur incombe dorénavant nécessite l'élaboration d'un document-guide devant les orienter dans le processus de prise de décision. Cette espèce de boussole porte le nom de plan Communal de développement. De manière concrète, le PCD contient donc un ensemble d'actions ou d'objectifs de développement et les moyens devant permettre leur concrétisation dans le temps. Il se veut le résultat d'une concertation entre les acteurs du développement local, à savoir les populations locales, les élus, les autorités traditionnelles, les autorités religieuses, les élites extérieures, les services déconcentrés de l'Etat et enfin les partenaires au développement.

Pour s'arrimer à cette nouvelle donne de développement, la commune de Baham a au cours de l'année 2007 et ce grâce à une convention de partenariat signée avec le Programme National de Développement Participatif (PNDP), qui est l'instrument/outil que l'Etat a conçu pour faciliter, mieux accompagner les communes dans cette marche vers la décentralisation et plus exactement la planification du développement, élaboré son Plan de Développement Communal. Entre 2007 et 2014, sept années se sont écoulées entraînant de nombreux changements au niveau communal. Pendant la même période le Cameroun se dote du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) centré essentiellement sur la croissance et la création d'emplois formels et décents en vue de réduire la pauvreté. Désormais tout décideur devrait s'en référer. C'est pour adapter le PCD élaboré en 2007 au DSCE que la commune s'est engagée à signer une autre convention de partenariat avec le PNDP dans l'optique de l'actualiser. Réussir un tel défi suppose le recrutement d'un Organisme d'Appui Local. Les procédures de passation des marchés publics allant dans ce sens ont été mises en route et le Centre d'Education Populaire et d'Animation pour le Développement qui avait fait acte de candidature a été choisi sur cette base pour prêter main forte à la commune dans ce chantier d'actualisation.

2. Objectifs du PCD

Le PCD a pour objectif global de traduire la vision du développement de la commune de Baham à travers des missions qui seront déclinées de manière stratégique et opérationnelle.

De manière spécifique il vise à présenter:

- la monographie de la Commune de Baham;
- les Diagnostics: niveau communal (DIC), niveau espace urbain communal (DEUC) et niveau villages (DPNV);
- les infrastructures existantes dans l'ensemble de la commune assorties de leurs coordonnées GPS;
- les structures de gestion participative du développement au niveau village (CC, CDV) et communale (CS du PCD);
- les aspects transversaux suivants:
 - La gestion des aspects socio-environnementaux ;
 - Les problèmes des populations marginales;
 - Le genre et la problématique des populations vulnérables;
 - L'amélioration de la gouvernance locale;
 - Le Virus d'Immuno Déficience Acquis (VIH/SIDA) et ses implications;
- les apports des bénéficiaires dans l'appropriation du processus de mise en œuvre, d'évaluation et de son actualisation;
- le Plan Stratégique ressortant les microprojets par secteur de la Commune;
- le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires;
- le Plan d'Investissement Annuel (PIA) et les sources de financement;
- un mécanisme de suivi évaluation participatif.

3. Méthodologie

Le processus d'élaboration du PCD dans la commune de Baham s'est déroulé suivant les 7 étapes ci-après:

1. La préparation de l'ensemble du processus;
2. La réalisation du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC);
3. La réalisation du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC);
4. La réalisation du Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV);
5. La consolidation des résultats des différents diagnostics;
6. La planification, de mobilisation des ressources et de programmation;
7. Mise en place du mécanisme de suivi.

3.1 Préparation de l'ensemble du processus

Elle s'est déroulée à plusieurs niveaux:

- Au niveau du CEPAD, elle a porté sur un ensemble de réunions préparatoires.
- Au niveau de la commune elle a lieu sur les plans administratif et plan technique.

3.2 Réalisation du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)

La démarche utilisée pour la réalisation du DIC a consisté à la préparation du DIC, la collecte des données, le dépouillement, traitement et analyse des données et l'élaboration du rapport du DIC.

3.3 Réalisation du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)

Ce diagnostic a été réalisé dans l'espace urbain de Baham en respectant la démarche du DEUC qui consiste à identifier les problèmes communs de la ville, analyser ces problèmes et élaborer le rapport du DEUC.

3.4 Réalisation du Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV)

Le diagnostic participatif est l'analyse globale des villages de la commune dans tous ses aspects (biophysique, social, économique et culturel) aboutissant à une banque de données notamment sur les problèmes et les besoins prioritaires par village, les potentialités et les contraintes ainsi qu'une meilleure proposition de solutions utiles à la planification et à la mise en œuvre des activités principales de développement local.

3.5 Cartographie et consolidation des données du diagnostic.

La cartographie a consisté à faire le pointage par le GPS des infrastructures existantes dans l'espace communal. Ces données ont été par la suite traitées en utilisant le logiciel "MAPINFOS" pour générer des cartes thématiques (éducation, santé, infrastructures hydrauliques, sites d'exploitation minières, etc.)

3.6 Planification, mobilisation des ressources et programmation

La planification s'est faite à travers un atelier au cours duquel les travaux thématiques de groupe et des restitutions en plénière des produits (élaboration des cadres logiques, tableaux de planification des projets prioritaires). Il a permis de déterminer la provenance des ressources mobilisables par la commune pour l'année 2015 et de programmer les actions du PCD.

3.7 Mise en place du mécanisme de suivi

La mise en place du mécanisme de suivi-évaluation des actions de développement s'est appuyée sur un processus participatif au bout duquel un comité de suivi-évaluation a été mis en place, ses attributions et outils définis ainsi que le calendrier de suivi-évaluation des activités du PCD.

4. Principaux résultats obtenus

Résultats du Diagnostic de la commune.

Le tableau ci-dessous fait une brève présentation de la commune et ressort les principales forces, faiblesses, opportunités, menaces et quelques axes d'accompagnement.

Région	Ouest	
Département	Hauts-Plateaux	
Commune	Baham	
Date de création de la commune mixte	19 décembre 1962	
Date de création de la commune d'arrondissement	Décret N° 77/2003 du 29 juin 1977	
Population	32 000 ¹ habitants d'après le CA de la commune	
Superficie	82 km ²	
Densité de la population	390 habitants/Km ²	
Communes voisines	Au Nord	Commune de Bamendjou
	A l'Ouest	Communes de Bangou et Batié
	Au Sud	Commune de Bayangam
	A l'Est	Commune de Bandjoun
Nombre de villages	16 (Demgo, Ngougoua, Bagwouom, Lagweu, Djemgheu, Banka, Baho, Bapi, Chengne, Poumze, Kaffo, Batoussouo,	

¹Ce chiffre est de 24 795 habitants d'après le RGPH de 2005

	Cheffou, Medjo, Hiala, Boukue)	
Nombre de groupement	01	
Espace Urbain	02 quartiers (Centre administratif et Centre commercial)	
Maire	M. TEGUIA KAMDEM Isidore,	
1^{er} Adjoint au Maire	M. KAMDEM Roger Gustave,	
2^{ème} Adjoint	M. KAMTO Donatien	
Secrétaire Général	M. TCHUIANI Alexandre	
<ul style="list-style-type: none"> • Activités économiques: Agriculture, élevage et commerce • Les services rendus sont: Banque (établissement de micro-finance et de transfert d'argent : MC² (mutuelle communautaire de croissance); EXPRESS UNION; EMI MONEY ; EXPRESS EXCHANGE...); les assurances (PROASSUR, SAAR ASSURANCES) ; la Station-service TOTAL: (carburants et lubrifiants), Transport: Taxis e brousse stationnant à Baham centre à destination de Bafoussam, et autres localités de la commune; mototaxis stationnant à chaque grand carrefour. Commerce: Quelques établissements commerciaux. Tourisme: 04 hôtels (Palace, le Marseillais, Refuge, Hôtel Baham) 		
Infrastructures sociales :		
Types d'infrastructures	Nombre	Observations
Etablissements Sanitaires publiques	10	- 01 hôpital de district de santé dans l'espace urbain - 08 Centres de Santé Intégré Public(CSI)
Etablissements sanitaires privés	02	- 02 centres de santé privé confessionnel dans l'espace urbain et à Baho - 01 Poste de stratégie avancée à Banka
Etablissements scolaires (éducation de base)	57	- 17 écoles maternelles publiques - 21 écoles primaires publiques - 07 écoles primaires catholiques - 04 écoles maternelles catholiques - 03 écoles maternelles CEPCA (Conseil des Eglises Protestantes du Cameroun) - 05 écoles primaires du CEPCA
Etablissements scolaires et école normale (enseignements secondaires)	10	<ul style="list-style-type: none"> • 06 établissements secondaires publics dont: <ul style="list-style-type: none"> - 04 lycées parmi lesquels 01 lycée bilingue dans l'espace urbain et 01 lycée technique à Djemgheu, 01 lycée à Medjo et à Poumze - 01 CETIC à Medjo - 01 CES bilingue à Chengne, • 02 établissements secondaires privés laïcs dans l'Espace Urbain • 01 établissement secondaire privé confessionnel dans l'espace urbain • 01 Ecole Normale des Instituteurs de l'Enseignement Général (ENIEG) à Boukue
Etablissements de l'enseignement professionnel	02	01 établissement de SAR/SM à Lagweu 01 Centre de formation professionnelle privé
Eau	/	<ul style="list-style-type: none"> • Un réseau d'adduction d'eau CAWATER peu étendu • 14 forages dont 05 non fonctionnels • 03 puits dont 02 non fonctionnels
Energie	/	<ul style="list-style-type: none"> • Un réseau de distribution d'énergie électrique ENEO peu étendu. • 88,3 Km de linéaire base tension • 48,2 Km de linéaire moyenne tension • 29 transformateurs

		<ul style="list-style-type: none"> • 2066 poteaux installés.
Travaux publics	/	<ul style="list-style-type: none"> • 01 Délégation Départementale du Ministère des Travaux Publics • Un vaste réseau de routes en terre • un réseau routes bitumées
Conseiller Municipal:	25 membres tous du RDPC dont 23 hommes et 02 femmes	
Personnel communal:	15 permanents ,04 temporaires et 01 stagiaire	
Patrimoine communal:	01 hôtel de ville, 01 centre multifonctionnel, 01 bâtiment abritant l'ancienne propharmacie, 01 complexe multiports, des boutiques au marché de Baham, des hangars au marché de Baham et de Magain, du matériel roulant, etc.	
Réseau de relation:	Partenariat avec le PNDP (pour l'actualisation de son plan de développement communal, la réalisation de certaines études techniques et environnementales, la prise en charge des agents d'appui communaux, etc.), la commune en partenariat avec certaines institutions comme la BAD (Banque Africaine de Développement), pour la réalisation de certaines infrastructures d'assainissement, dans le cadre du projet d'alimentation en eau potable et assainissement en milieu rural (PAEPA-MRU), PADDL/GIZ, etc.	
Principales forces:	<ul style="list-style-type: none"> • Régularité des salaires au sein de l'institution communale • Présence d'un délégué du personnel au sein de la commune • Existence d'un organigramme fonctionnel • Polyvalence de certains agents communaux • Répartition claire des tâches entre le Maire et ses adjoints • Membre du syndicat des communes des Hauts-Plateaux • Bonne relation avec les autorités traditionnelles, religieuses et certaines organisations de la société civile 	
Principales faiblesses:	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un personnel qualifié dans la maîtrise d'ouvrage • Insuffisance dans le système d'évaluation • Non-opérationnalité de certains services • Insuffisance dans la perception du rôle du conseiller municipal • Insuffisance de communication entre les conseillers et la population • Faible mobilisation des ressources internes et négligence de certains postes de recettes • Faible communication autour des finances communales tant en interne qu'en externe • Absence de formation du Préposé Matière; • Absence de certains documents de la comptabilité matière ; • Parc automobile réduit • Faible collaboration avec les SDE • Absence d'une cellule de communication • Présence d'une radio communautaire non-fonctionnelle 	
Opportunités :	<ul style="list-style-type: none"> • Ressource humaine importante et de qualité • Existence d'organisme et de programme d'appui autour de la Mairie • Elite dynamique (un Comité de Développement fonctionnel : BahamDev) • Existence d'un Plan de Développement Communal en cours d'actualisation 	

	<ul style="list-style-type: none"> • Une situation géographique de la commune favorable aux échanges car traversée par la route nationale (N° 5) • Existence d'un Plan conjoint de la Gestion du Patrimoine Communal (GPC) non-exploité
Obstacles	<ul style="list-style-type: none"> • Conflit latent au sein du personnel • Insuffisance de moyens financiers • Incivisme fiscal • Problèmes fonciers pour l'installation de nouvelles infrastructures
Axes d'accompagnement	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser les séminaires de formation pour le personnel sur les thèmes (Connaissance des missions de la commune, La maîtrise d'ouvrage communal). • Mettre sur pied un système de planification des ressources humaines • Organiser les séminaires de formation à l'intention des conseillers sur les thèmes (Rôle du Conseiller municipal Communication entre les conseillers et population) • Elargir l'assiette fiscale. • Former le personnel aux techniques de recouvrement ; • Elaborer un plan de communication autour des finances communales. • Sécuriser le patrimoine communal existant (foncier...) • Elaborer tous les documents de la comptabilité-matière (Compte de gestion matière, Inventaire de base...) • Achever la construction des infrastructures (Complexe sportif communal, Centre Multifonctionnel Communal, Abattoir) • Développer l'intercommunalité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ; • Rendre fonctionnelle la radio communautaire • Mettre en place une stratégie de communication/ collaboration avec tous les SDE

5. Coût estimatif du PCD

Le coût global du PCD composé d'une part des 28 secteurs de développement d'un montant de 9 507 880 000 F CFA et d'autre part de l'institution communale évaluée à 1 506 600 000 F CFA soit un montant global de 11 014 480 000 F CFA.

6. Mécanisme de mise en œuvre et de suivi évaluation du PCD

Un mécanisme de suivi –évaluation et une stratégie de communication, de marketing sur la mise en œuvre de ce PCD est mis en place.

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ACD	Agent communal de développement
AEP	Adduction en Eau Potable
AFC	Alliance Franco-Camerounaise
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AHPPV	Association Humanitaire pour la Promotion des Personnes Vulnérables
APEE	Association des Parents d'Elèves et Enseignants
AS	Aides-soignants
BIP	Budget d'Investissement Public
CA	Compte Administratif
CAC	Centimes Additionnels Communaux
CAN	Club des Amis de la Nature
CAPLAMI	Société Coopérative Agricole des Planteurs de la Mifi, Khoung-Khi et Hts Plateaux
CC	Comités de Concertation
CC	Changements Climatiques
CCS	Comité Communal de suivi
CDE	Camerounaise Des Eaux
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEAC	Centre d'Education et d'Action Communautaire
CEFAM	Centre de Formation des Administrateurs Municipaux
CEP	Certificat d'Etudes Primaires
CEPAD	Centre d'Éducation Populaire et d'Animation pour le Développement
CEPCA	Conseil des Eglises Protestantes du Cameroun
CES	Collège d'Enseignement Secondaire
CETIC	Collège d'Enseignement technique Industriel et Commercial
CFCE	Centre de Formation et de Création des Entreprises
CM	Conseil Municipal
CMPJ	Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes
CNJC	Conseil National de la jeunesse du Cameroun
CNJC	Conseil National de la Jeunesse du Cameroun
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
COGE	Comités de Gestion
COPIL	Comité de Pilotage
COSA	Comités de Santé
CPFF	Centre de Promotion de la Femme et de la Famille
CRRRI	Cellule Régionale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
CRTV	Cameroon Radio and Television
CSI	Centre de Santé Intégré
CV	Comités de Vigilance
CZV	Centres Zootechniques et Vétérinaires
DAEPIA	Délégation Départementale de l'Elevage, des Pêches et Industries Animales
DAJES	Délégation d'Arrondissement de la Jeunesse
DASEP	Délégation d'Arrondissement du Sport et de l'Education physique
DD MINMAP	Délégation Départementale des Marchés Publics
DDAS	Délégation Départementale des Affaires Sociales
DDCAF	Délégation Départementale du Cadastre et des affaires foncières

DDCOMMERCE	Délégation Départementale du Commerce
DDEDUB	Délégation Départementale de l'Education de Base
DDFOF	Délégation Départementale de la Forêt et de la Faune
DDINDT	Délégation Départementale des Industries et Développement Technologique
DDMINCOM	Délégation Départementale du Ministère de la Communication
DDMINPMEESA	Délégation Départementale du Ministère des Petites et Moyennes entreprises, de l'Economie sociale et de l'Artisanat
DDMINPROFF	Délégation Départementale du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
DDSEP	Délégation Départementale des Sports et de l'Education Physique
DER	Projet d'Electrification Rurale Hauts-Plateaux
DEUC	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	Diagnostic Institutionnel Communal
DPNV	Diagnostic Participatif Niveau Village
DRAC	Délégation Régionale des Arts et de la Culture
DRMINPOSTEL	Délégation Régionale du Ministère des Postes et Télécommunications
DRTOURL	Délégation Régionale du Tourisme et des Loisirs
DRTSS	Délégation Régionale du Travail et de la Sécurité Sociale
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EEC	Eglise Evangélique du Cameroun
EMF	Etablissements de Micro Finance
ENIEG	Ecole Normale des Instituteurs de l'Enseignement Général
EPS	Education Physique et Sportive
FNE	Fonds National de l'Emploi
GPC	Gestion du Patrimoine Communal
GPS	Global Positioning System
HIMO	Haute intensité de Main-d'œuvre
IB	Infirmiers Brevetés
IDE	Infirmiers Diplômés d'Etat
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINFOF	Ministère de la Forêt et de la Faune
MINHDU	Ministère de l'Habitat et du Développement urbain
MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Education Physique
MRC	Mouvement pour la Renaissance du Cameroun
OAL	Organisme d'Appui Local
OBC	Organisations de Base Communautaire
PACD/PME	Programme d'Appui aux PME de Transformation des Produits Agroalimentaires de consommation de Masse/Petites et Moyennes Entreprises
PCD	Plan Communal de Développement
PDC	Plan de Développement Communal
PE	Petite Enfance
PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux
PIA	Plan d'Investissement Annuel

PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites et Moyennes Industries
PNDP	Programme National de Développement Participatif
PPM	Plan de Passation des Marchés
PSA	Poste de Stratégie Avancée
PSU	Plan Sommaire d'Urbanisation
PUGDT	Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres
PV	Procès-verbal
RDPC	Rassemblement Démocratique du Peuple camerounais
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RM	Receveur Municipal
RTA	Religion Traditionnelle Africaine
SAR/SM	Section Artisanale et Rurale/Section Ménagère
SDE	Services Déconcentrés de l'Etat
SDF	Social Democratic Front
TDR	Termes de Référence
VIH/SIDA	Virus d'Immuno-Déficience Acquise

LISTE DES TABLEAUX

No du tableau	INTITULE DES TABLEAUX	PAGE
1	Préparation du processus.	17-20
2	Méthodologie de collecte des informations et traitement	20-25
3	Méthodologie utilisée lors de la consolidation des données et cartographie	25-26
4	Planification, mobilisation des ressources et programmation	26-27
5	Mécanisme de suivi-évaluation participatif	27-28
6	Localisation de la commune	29
7	Répartition de la population par sexe et par tranche d'âge	33
8	Education de base	37-44
9	Enseignements secondaires	44-45
10	Santé	46-47
11	Les forages	48-49
12	Adduction d'eau	49-50
13	Electrification	51-53
14	Equipements publics marchands	54-55
15	Gestion des ressources humaines	61-62
16	Gestion des ressources financières	63-64
17	Gestion du patrimoine communal	64
18	Gestion des relations	65
19	Evaluation du PDC	65-69
20	Axes de renforcement	69-71
21	Matrice d'analyse des problèmes par secteur	75-102
22	Projets prioritaires	102-111
23	Cadre logique par secteur	113-202
24	Coût estimatif du PCD	203-222
25	Economie locale	225-228
26	Problèmes liés à la petite enfance	229-233
27	Problèmes liés aux changements climatiques	233-236
28	Matrice des unités de paysage	236-239

29	CDMT	241-251
30	Impacts environnementaux potentiels	252-255
31	Impacts sociaux potentiels	256-259
32	Plan sommaire de gestion environnementale	259-263
33	Ressources mobilisables et échéances de la commune	263
34	Plan d'Investissement Annuel	264-268
35	Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables	269
36	Plan opératoire de passation de marché de la Commune de Baham (PPM) année 2015	270-273
37	Indicateurs de suivi-évaluation du PIA – Commune de Baham	277-279
38	Matrice de suivi des activités de projets	280
39	Matrice de rédaction du rapport de suivi-évaluation de projets	280
40	Matrice du plan de communication sur la mise en œuvre du PCD	283

LISTE DES CARTES

N° DE LA CARTE	INTITULE DE LA CARTE	PAGE
1	Localisation de la commune dans le département des Hauts-Plateaux, Région de l'Ouest	30
2	Esquisse du PUGDT	240

LISTE DES FIGURES

N° DU GRAPHIQUE	INTITULE DU GRAPHIQUE	PAGE
1	Répartition de la population	33

LISTE DES ANNEXES

1. Fiches de projets du PIA
2. PV d'approbation du PCD par le COMES
3. Arrêté de mise en place du Comité Communal de Suivi (CCS)

INTRODUCTION

1. Contexte et justification

En promulguant la loi N° 96/04 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972, l'Etat camerounais affichait ainsi sa ferme volonté de rompre avec la centralisation qui sans doute avait étalé de nombreuses limites. L'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la loi constitutionnelle suscitée précise que le Cameroun est un Etat unitaire décentralisé. Pour rendre opérationnelle la décentralisation ainsi choisie comme mode de gestion de l'Etat, une série de lois a été par la suite prise en 2004 et baptisée « lois portant orientation de la décentralisation ». La décentralisation, puisqu'il s'agit d'elle, confère aux collectivités territoriales décentralisées (communes et régions) de larges pouvoirs en matière de développement.

Ces collectivités territoriales désormais ont pour mission la promotion du développement économique, social, sanitaire, éducatif culturel et sportif.

Les communes en particulier se voient confier une mission générale de développement local, d'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations (article 3 de la loi N° 2004/018). Plus exactement et en termes de développement local, il est attendu d'elles la détermination des objectifs du changement de situation et des moyens nécessaires à mettre en œuvre pour les réaliser dans les délais prévus. Le but poursuivi par cette planification locale est de favoriser la définition d'une nouvelle vision, plus globale et commune de la collectivité. C'est pour permettre à ces communes d'y parvenir que l'Etat a jugé bon de leur accorder des compétences dans plusieurs domaines. Mener à bien cette mission qui leur incombe dorénavant nécessite l'élaboration d'un document-guide devant les orienter dans le processus de prise de décision. Cette espèce de boussole porte le nom de plan Communal de développement. De manière concrète, le PCD contient donc un ensemble d'actions ou d'objectifs de développement et les moyens devant permettre leur concrétisation dans le temps. Il se veut le résultat d'une concertation entre les acteurs du développement local, à savoir les populations locales, les élus, les autorités traditionnelles, les autorités religieuses, les élites extérieures, les services déconcentrés de l'Etat et enfin les partenaires au développement.

Pour s'arrimer à cette nouvelle donne de développement, la commune de Baham a au cours de l'année 2007 et ce grâce à une convention de partenariat signée avec le Programme National de Développement Participatif (PNDP), qui est l'instrument/outil que l'Etat a conçu pour faciliter, mieux accompagner les communes dans cette marche vers la décentralisation et plus exactement la planification du développement, élaboré son Plan de Développement Communal. Entre 2007 et 2014, sept années se sont écoulées entraînant de nombreux changements au niveau communal. Pendant la même période le Cameroun se dote du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) centré essentiellement sur la croissance et la création d'emplois formels et décents en vue de réduire la pauvreté. Désormais tout décideur devrait s'en référer. C'est pour adapter le PDC élaboré en 2007 au DSCE que la commune s'est engagée à signer une autre convention de partenariat avec le PNDP dans l'optique de l'actualiser. Réussir un tel défi suppose le recrutement d'un Organisme d'Appui Local. Les procédures de passation des marchés publics allant dans ce sens ont été mises en route et le Centre d'Education Populaire et d'Animation pour le Développement qui avait fait acte de candidature a été choisi sur cette base pour prêter main forte à la commune dans ce chantier d'actualisation.

2. Objectifs du PCD

Le PCD a pour objectif global de traduire la vision du développement de la commune de Baham à travers des missions qui seront déclinées de manière stratégique et opérationnelle.

De manière spécifique il vise à présenter:

- la monographie de la Commune de Baham;
- les Diagnostics: niveau communal (DIC), niveau espace urbain communal (DEUC) et niveau villages (DPNV);
- les infrastructures existantes dans l'ensemble de la commune assorties de leurs coordonnées GPS;
- les structures de gestion participative du développement au niveau village (CC, CDV) et communal (CS du PCD);
- les aspects transversaux suivants :
 - La gestion des aspects socio environnementaux
 - Les problèmes des populations marginales;
 - Le genre et la problématique des populations vulnérables;
 - L'amélioration de la gouvernance locale;
 - Le Virus d'Immuno-Déficence Acquis (VIH/SIDA et ses implications);
- les apports des bénéficiaires dans l'appropriation du processus de mise en œuvre, d'évaluation et de son actualisation;
- le Plan Stratégique ressortant les microprojets par secteur de la Commune;
- le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires;
- le Plan d'Investissement Annuel (PIA) et les sources de financement;
- un mécanisme de suivi-évaluation participatif.

3. Structure du document

Le présent document qui tient lieu de rapport final du PCD met en évidence:

- La méthodologie utilisée pour élaborer le PCD dans la commune,
- Les principaux résultats du diagnostic participatif,
- Les résultats du diagnostic de l'Institution communale,
- Les problèmes identifiés et analysés par secteur,
- La planification stratégique,
- La programmation
- La stratégie de mise en œuvre du PCD dans la commune.

1. METHODOLOGIE

1.1 Préparation du processus

La préparation du processus d'élaboration du PCD de la commune de Baham s'est déroulée en six étapes et a permis de prendre en compte toutes les dispositions nécessaires à sa réussite. Elle s'est déroulée à plusieurs niveaux, au sein de l'OAL CEPAD puis de la commune. Ces différentes phases sont résumées dans le tableau ci-dessous:

Tableau 1: Préparation du processus.

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période/ Date	Support/ Outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
Assurer la réussite du processus et susciter l'adhésion des parties prenantes	Préparation au sein de l'OAL CEPAD	<ul style="list-style-type: none"> - Réunion technique interne de préparation et de présentation de la mission (à l'équipe dirigeante) aux équipes d'intervention; - Participation de deux membres de l'OAL à l'atelier de formation des OAL - Préparation logistique et matérielle. 	<ul style="list-style-type: none"> - Coordonnateur de l'OAL CEPAD - Chef de mission OAL CEPAD 	01 au 30 mai 2014 09 au 20 juin 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Crayon à bille - Papiers formats 	<ul style="list-style-type: none"> - Le chef de mission et les équipes d'intervention ont été informés de la mission - 02 membres de l'OAL ont participé à l'atelier de formation des OAL - La logistique et le matériel préparés 	Tous les membres des équipes de l'OAL CEPAD
	Prise de contact avec l'exécutif municipal	<ul style="list-style-type: none"> - Examen et validation du chronogramme détaillé des activités préalablement élaboré par l'OAL - Présentation de l'équipe complète de l'OAL et vérification de la conformité des 	Président COPIL Chef de mission OAL CEPAD	30 Juin 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Crayon à bille - Papiers formats 	<ul style="list-style-type: none"> - La méthodologie et le chronogramme ont été adoptés - Conformité du personnel de l'OAL et CV vérifiée et validée 	<ul style="list-style-type: none"> - Exécutif Municipal - Agent communal de développement (ACD) - Autres membres du COPIL

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période/ Date	Support/ Outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
		CV tel que présenté dans l'offre - Sensibilisation de l'exécutif en vue de l'identification des sources de financements à présenter au cours de l'atelier de planification					
	Renforcer les capacités du personnel de l'OAL, des membres du COPIL et des sectoriels locaux	- Préparation et restitution des résultats de l'atelier de formation des OAL aux autres membres de l'équipe pluridisciplinaire en charge du processus de planification communale, membres du COPIL et sectoriels locaux - Organisation des différentes équipes d'animation ;	- Chef de mission et chef d'équipe de l'OAL CEPAD - PNDP - Président du COPIL	Du 08 au 10 juillet 2014	- Crayon à bille - Papiers format et kraft, Vidéo projecteur - Guide de planification locale et communale - Cahier du participant	Les membres de l'équipe de l'OAL, du COPIL et sectoriels locaux ont maîtrisé les objectifs et les étapes du processus de planification communale et les techniques d'animation	- Les membres du COPIL - Tous les membres des équipes de l'OAL CEPAD - Les sectoriels locaux
	Informier et sensibiliser les autorités locales	- Introduction et présentation de l'OAL aux autorités administratives (Sous-préfet et préfet) par l'exécutif	- Coordonnateur et Chef de mission OAL CEPAD - Maire	11 juillet 2014	Bloc-notes Crayon à bille	- Les autorités sont informées - La date de l'atelier de lancement est connue	- Préfet - Sous-préfet

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période/ Date	Support/ Outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
		- Compte rendu aux autorités des travaux déjà menés et négociation de la date de l'atelier de lancement					
	Informer et sensibiliser les autres parties prenantes	- Préparation et l'acheminement des correspondances, les affichages publics, la diffusion des communiqués radio sur l'importance du processus et sa durée dans la Commune. - Invitation à l'atelier de lancement	- Chef de mission OAL CEPAD - Maire - Préfet - Président du COFIL	12-17 juillet 2014	- Bloc-notes - Crayon à bille	- Les autres parties prenantes sont informées - Les lettres d'invitations sont préparées et ventilées	- Elites - Conseillers municipaux - Autorités traditionnelles
		- Préparation des termes de références de l'atelier - Préparation logistique	- Coordonnateur et chef de mission OAL CEPAD - Maire, SG - Président du COFIL	08- 17 juillet 2014	- Papiers - Téléphone	- TDR sont élaborés - Discours préparés	
		Tenue de l'atelier de lancement officiel du processus	- Préfet - Maire - PNDP - Coordonnateur et chef de mission OAL	18 juillet 2014	- Crayon à bille - Papiers format et kraft, - Vidéo projecteur	- Les autres parties prenantes sont informées et sensibilisées sur le processus de planification en cours	- Sous-préfet - Conseillers municipaux - COFIL - Elites - Sectoriels locaux

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période/ Date	Support/ Outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
			- CEPAD - ACD			- Un PV de l'atelier de lancement est disponible	- Secteurs privé - Associations et ONG - Autorités traditionnelles

1.2 Collecte des informations et traitement

La collecte des données de base s'est faite d'une part par les facilitateurs endogènes qui avaient été préalablement formés à la collecte et d'autre part, par les facilitateurs de l'équipe d'animation du CEPAD. La collecte et le traitement des informations se sont déroulés suivant un calendrier préalablement arrêté avec l'exécutif communal, les autorités traditionnelles et ceci aussi bien au niveau de l'institution communale que de l'espace urbain communal des villages.

Cette méthodologie de collecte et de diagnostic participatif utilisée se trouve dans le tableau ci-dessous:

Tableau 2: Méthodologie de collecte des informations et traitement

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période	Support/ outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
Elaborer la situation de référence (état des lieux et besoins) de la Commune	Caractérisation des infrastructures et ressources de la Commune	Collecte des données générales de base	- Facilitateurs endogènes de l'OAL CEPAD - Autorités traditionnelles - Personnes ressources de la Commune	Du 19 au 25 Juillet 2014	Fiches de collecte Crayon à bille	Les données générales de bases sont collectées	-COPIL
		Collecte des données géo-référencées des infrastructures et ressources identifiées	OAL CEPAD	30 août 2014 au 23 décembre 2014	- Fiches de collecte - Crayon à bille - GPS	Une base des données géo-référencées des infrastructures et ressources a été élaborée	COPIL

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période	Support/ outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
		<ul style="list-style-type: none"> - Saisie des données (Ficher Excel, PROADP) - Elaboration des cartes thématiques 	<ul style="list-style-type: none"> -OAL CEPAD -CASE/PNDP/ Ouest 	Du 01 au 10 Février 2015	<ul style="list-style-type: none"> - Fiches de collecte - Ordinateur 	<ul style="list-style-type: none"> - Le fichier Excel des données de base général est fourni - Les cartes thématiques sont élaborées - PRO ADP fourni 	COFIL
	Diagnostic de l'institution communale	<p>Préparation du DIC</p> <hr/> <p>Réalisation du DIC articulée autour de cinq centres d'intérêt:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les informations générales sur la commune; - les ressources humaines; - les ressources financières; - le patrimoine communal; - la gestion des relations. 	<ul style="list-style-type: none"> - Chef de mission et chefs d'équipe de l'OAL CEPAD - Président du COFIL - Personnes ressources 	29 Juillet- 05 Août 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Fiches de collecte - Crayon à bille - Bloc-notes - Documents de base de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Tout le personnel communal informé - Calendrier de la rencontre élaboré <p>Les informations de l'institution communale ont été collectées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Exécutif Municipal - Personnel communal - Conseillers municipaux - Sectoriels - Secteur privé - Contribuables / population
		Dépouillement, traitement et analyse des données collectées	Equipe de l'OAL CEPAD	05 au 08 Août 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Fiches de collecte - Crayon à bille - Bloc-notes 	<ul style="list-style-type: none"> - Forces et faiblesses de la commune identifiées - Situation de collaboration de la commune avec son environnement établie - Axes de 	<ul style="list-style-type: none"> - Comité de Pilotage - Exécutif Municipal - Personnel communal

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période	Support/ outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
						- Axe de renforcement de la commune identifiés	
		Restitution et validation des résultats	Equipe de l'OAL CEPAD	12 août 2014	- Rapport du DIC - Ordinateur - Vidéo projecteur	- Résultats du DIC validés - PV de validation du DIC produit	- Comité de Pilotage - Exécutif Municipal - Personnel communal
	Diagnostic de l'espace urbain communale	Préparation du DEUC	Equipe de l'OAL CEPAD	Du 20 Juillet au 20 août 2014	- Fiches de collecte - Crayon à bille - Bloc-notes - Rapports divers de la Commune	- Calendrier de rencontre avec les différents responsables sectoriels, les forces de l'ordre, autorités administratives et municipales élaboré - Invitation des corps de métiers et couches vulnérables ventilées	- Responsables des services sectoriels - forces de l'ordre, (police et Gendarmerie), les autorités administratives et municipales

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période	Support/ outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
		Réalisation du DEUC	<ul style="list-style-type: none"> - Equipe de l'OAL CEPAD - Personnes ressources - COFIL 			<ul style="list-style-type: none"> - Les informations collectées auprès des sectoriels, forces de l'ordre, autorités administratives et municipales - Corps de métiers et couches vulnérables de la Commune identifiées - Les informations collectées sur les différents corps de métiers 	<ul style="list-style-type: none"> - SDE (locaux, Départementaux et Régionaux) - Forces de l'ordre, (police et Gendarmerie), les autorités administratives et municipales - Corps de métiers et couches vulnérables
		Dépouillement, traitement et analyse des données collectées	Equipe de l'OAL CEPAD	Du 20 au 25 Août 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Fiches de collecte - Crayon à bille - Bloc-notes 	Synthèse des informations recueillies par secteur et préparation de la restitution et présentation des pistes de solutions. Cette étape se fait au sein de l'OAL	<ul style="list-style-type: none"> - Responsables des services sectoriels - Forces de l'ordre, (police et Gendarmerie), les autorités administratives et municipales
		Restitution et validation des résultats du DEUC	Equipe de l'OAL CEPAD	27 août 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Ordinateur - Vidéo projecteur - Crayon à bille - Bloc-notes 	<ul style="list-style-type: none"> - Atouts et potentialités de l'espace urbain identifiés et validés - Problèmes par secteur identifiés et validés y compris ceux des 	<ul style="list-style-type: none"> - Sectoriels MINHDU, MINMIDT, MINEPDED et MINCOMMERCE - Comité de Pilotage - Exécutif Municipal

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période	Support/ outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
						corps de métiers, couches vulnérables, changements climatiques et petite enfance et solutions envisagées - Liste des projets prioritaires de l'espace Urbain disponible	- Représentants corps de métiers et couches vulnérables
	Atelier de lecture des rapports DIC et DEUC	- Harmonisation des canevas DIC et DEUC - Lecture des documents chapitre par chapitre et amendements/ - recommandations	-PNDP -Personnes ressources	Du 04 au 07 Novembre 2014	- Draft de rapport du DIC et DEUC - Vidéo projecteur	- Accords des parties prenantes sur les canevas de présentation de chaque rapport - Chaque rapport a reçu les amendements à prendre en compte	OAL
	Diagnostic participatif niveau village	Préparation du DPNV	-OAL CEPAD -COFIL -PNDP	Du 22 au 29 août 2014	- Papier Kraft - Marqueurs - Papier format	Programme de travail dans les villages adopté	- COFIL - Autorités traditionnelles
		<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation du DPNV • Identification des problèmes et potentialités par secteur • Analyse des problèmes par secteur et recherche des solutions • Planification des solutions endogènes • Choix des projets prioritaires 	<ul style="list-style-type: none"> • OAL CEPAD • COFIL • PNDP 	Du 30 août au 20 octobre 2014	<ul style="list-style-type: none"> • Check list du processus de planification • Papier Kraft • Marqueurs • Cahier du participant 	Rapport DPNV par village contenant tous les produits disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Populations locales - Elites

1.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie

La consolidation des données du diagnostic et la cartographie se sont faites au fur et à mesure de l'avancement du processus: les résultats ont été restitués au cours d'un atelier de consolidation de tous des diagnostics (DEUC, DIC, DPNV). Les interventions des participants ont permis d'apporter les amendements au travail fait. Le tableau ci-après reprend la méthodologie utilisée pour la consolidation des données des diagnostics.

Tableau 3: Méthodologie utilisée lors de la consolidation des données et cartographie

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période	Support/ outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
Consolider les données des diagnostics	Réaliser une synthèse par secteur des données des diagnostics	<ul style="list-style-type: none"> - Etablissement de la situation de référence par secteur - Formulation des problèmes et identification des solutions transversales par secteur - Elaboration de la matrice sur les CC - Elaboration de la matrice sur la PE - Etablissement d'une carte participative des ressources naturelles de la commune 	OAL CEPAD	Du 21 octobre au 04 décembre 2014	Rapport DPNV de chaque village	Synthèse par secteur des données des diagnostics réalisés disponibles y compris la carte des ressources naturelles de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> - Sectoriels - Comité de Pilotage
	Elaboration d'un PUGDT	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration de la matrice des unités de paysage de la Commune Exploitation de la carte des ressources naturelles Elaboration du PUGDT 	OAL CEPAD		<ul style="list-style-type: none"> - Carte des ressources naturelles - Matrice des unités de paysage par village 	Draft de PUGDT disponible	COFIL
	Mise en commun des données des diagnostics	Consolidation des données des diagnostics (DIC, DEUC, DPNV, PUGDT) au sein de l'OAL	OAL CEPAD	Du 21 octobre au 04 décembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport DIC - Rapport DEUC - Rapport DPNV 	Rapport global des différents diagnostics élaboré	-

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période	Support/ outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
		Atelier de restitution et validation des données consolidées	<ul style="list-style-type: none"> - OAL CEPAD - Exécutif communal - PNDP - COFIL 	05 décembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Papier format - Vidéo projecteur - Papier kraft - Papier conférence - Marqueurs 	Rapport des données des diagnostics consolidé validé et disponible	<ul style="list-style-type: none"> - Sectoriels - Comité de concertation - Chefs de village

1.4 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

Suite à la consolidation des données du diagnostic et de la cartographie, un atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation a été organisé.

Tableau 4: Planification, mobilisation des ressources et programmation

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période	Support/ outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
Planifier les activités, mobiliser les ressources et programmer dans le temps les activités principales	Préparation de l'atelier de planification	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des TDR par le CEPAD; - Identification et mobilisation des personnes ressources et acteurs clés; - Accompagnement du Maire à la préparation des invitations; - Communication sur l'atelier 	OAL CEPAD/ Maire	Du 05 au 21 décembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> -Papier format -Papier kraft -Papier conférence -Marqueurs - Communiqué-radio 	<ul style="list-style-type: none"> -TDR élaborés - Personnes ressources et acteurs-clés Identifiés. 	Sectoriels Comité de Pilotage
	Planification	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des travaux thématiques - Elaboration des cadres logiques, - Planification des projets prioritaires. 	OAL CEPAD	22 décembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Tableau synthèse des activités des 28 secteurs - Projets prioritaires de l'institution communale, des villages et l'espace urbain 	<ul style="list-style-type: none"> - Cadres logiques élaborés - Projets prioritaires Planifiés 	<ul style="list-style-type: none"> - Conseillers municipaux - Sectoriels - Comité de Pilotage - Comité de concertation

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période	Support/ outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
	Mobilisation des ressources	<ul style="list-style-type: none"> - Préparation du Maire à la recherche des financements - Présentation des ressources de la commune 	Maire/ OAL CEPAD	23 décembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Compte Administratif - Papier format 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources mobilisables pour la première année présentées 	Conseillers municipaux
	Programmation	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation des projets prioritaires - Elaboration du Cadre de Dépense à Moyen Terme - Elaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA) - Elaboration d'un plan de passation des marchés. 	<ul style="list-style-type: none"> - OAL CEPAD - Exécutif communal - PNDP - COFIL - Sectoriels 	23 décembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Papier format - Papier kraft - Papier conférence - Marqueurs 	<ul style="list-style-type: none"> - CDMT et PIA validés et disponibles - Plan de passation des marchés disponible 	<ul style="list-style-type: none"> - Conseillers municipaux - Sectoriels - Comité de Pilotage - Comité de concertation

1.5 Mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif

La mise en place du mécanisme de suivi-évaluation des actions de développement s'est appuyée sur un processus participatif au bout duquel un comité de suivi-évaluation a été mis en place, ses attributions et outils définies ainsi que le calendrier de suivi-évaluation des activités du PCD

Tableau 5: Mécanisme de suivi-évaluation participatif

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période	Support/ outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
Mettre sur pied une stratégie de suivi évaluation participatif	Mise en place du comité communal de suivi	<ul style="list-style-type: none"> - Identification et choix des personnes compétentes - Formation des membres du comité - Mise à sa disposition de moyens de travail et outils adéquats. 	Maire	Du 05 au 28 février 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Papier format - Papier kraft - Papier conférence - Marqueurs - Vidéo projecteur 	<ul style="list-style-type: none"> - Les membres du CCS sont connus - les dispositions prises pour le fonctionnement sont précisées 	Comité de suivi

Objectifs	Activités	Principales tâches	Responsables/ Partenaires	Période	Support/ outils	Résultats obtenus	Parties prenantes
	réalisation du cahier de charge	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi des activités du PIA. - Information de l'exécutif communal /autres parties prenantes. - Prise des mesures correctives idoines en cas de blocage constaté; - Actualisation du PIA de l'année suivante et de la banque de données du PRO-ADP (Progiciel d'Aide au Développement participatif) 	Maire/ membres du CC	A partir du 01 mars 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Canevas de rédaction du rapport de suivi-évaluation de projet - Matrice de suivi des activités de projet 	Un cahier de charges élaboré	Conseillers municipaux Sectoriels

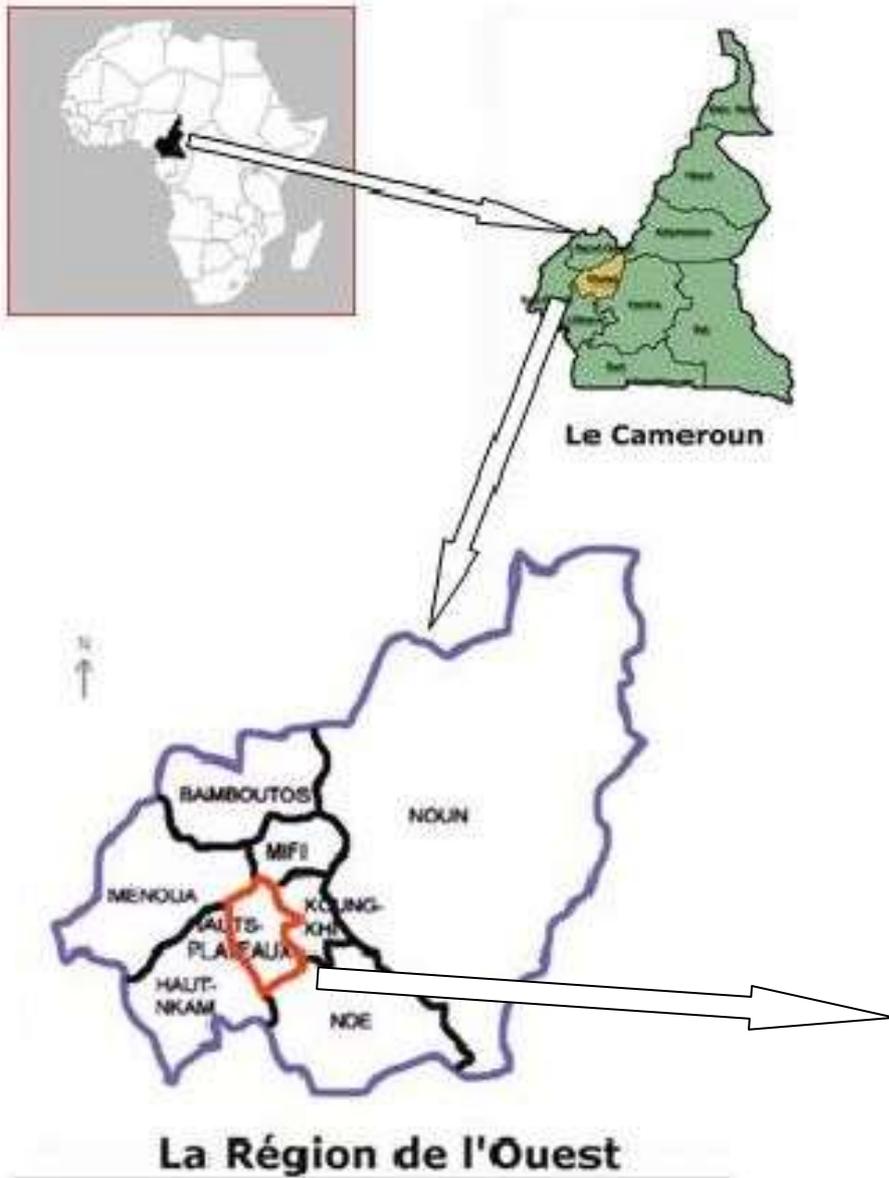
2. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

2.1 Localisation de la commune

Tableau 6 : Localisation de la commune

Région	Ouest	
Département	Hauts-Plateaux	
Commune	Baham	
Date de création de la commune mixte	19 décembre 1962	
Date de création de la commune d'arrondissement	Décret N° 77/2003 du 29 juin 1977	
Communes voisines	Au Nord	Commune de Bamendjou
	A l'Ouest	Communes de Bangou et Batié
	Au Sud	Commune de Bayangam
	A l'Est	Commune de Bandjoun
Nombre de village	16 (Demgo, Ngougoua, Bagwouom, Lagweu, Djemgheu, Banka ,Baho, Bapi, Chengne,Poumze, Kaffo, Batoussouo, Cheffou, Medjo, Hiala, Boukue)	
Nombre de groupement	01	
Centre urbain	02 quartiers (Centre administratif et Centre commercial)	

Carte 1 : Localisation de la Commune dans le Département Hauts- plateaux, Région de l'Ouest Cameroun



Commune de Baham

2.2 Milieu biophysique

2.2.1 Climat²

Le climat de Baham est de type équatorial avec deux saisons : une saison sèche (de la mi-novembre à la mi-mars), une saison des pluies (de la mi-mars à la mi-novembre). La température annuelle moyenne se situe entre 22 et 28°C. Les précipitations annuelles oscillent entre 1500 et 2000mm.

2.2.2 Sols

Baham a dans l'ensemble un sol de type rouge ferralitique et parfois latéritique. Il est assez pauvre. Ceci entraîne comme conséquence la faiblesse des rendements agricoles, d'où la nécessité de recourir à la fertilisation, histoire de relever leur niveau de production. On observe par endroit des zones de bas-fonds avec des sols assez fertiles dûs aux dépôts d'humus suite à l'érosion pluviale.

2.2.3 Relief

Le relief de Baham est composé de plateaux, de collines et de quelques bas-fonds. Ce relief très peu accidenté ne constitue aucune entrave à l'expansion urbaine et à la pratique des activités agricoles. On note d'ailleurs une intense activité agricole notamment dans les bas-fonds particulièrement en saison sèche.

2.2.4 Hydrographie

Le territoire de Baham est arrosé par de nombreux ruisseaux qui y prennent leur source. Ces ruisseaux par endroit servent de lieu pour la lessive et parfois pour l'approvisionnement en eau de boisson. Les débits sont faibles et les ruisseaux tarissent en saison sèche. Cette situation rend difficile l'accès à l'eau pour tout usage.

2.2.5 Végétation

La végétation est arbustive par endroit, c'est-à-dire qu'elle se compose des arbustes tels que, les eucalyptus, les manguiers, les avocatiers, les kolatiers, etc., et herbacée avec notamment la présence de l'impérata cylindrica et des fougères. On note aussi la présence de bosquets et galeries forestières en destruction et des forêts sacrés.

Le bois est utilisé pour le chauffage et dans les chantiers de construction. Sa coupe est anarchique et se fait avec peu de souci pour le reboisement des espaces détruits.

On peut également observer sur le territoire communal la présence d'une forêt communautaire d'eucalyptus Saligna qui date de l'époque coloniale. La poussée démographique et la pression foncière font que cette réserve de carbone soit en perpétuelle attaque par les hommes. Une réglementation serait nécessaire pour pérenniser son exploitation

2.2.6 Faune

La faune à Baham est constituée des rats et perdrix. Ces animaux font l'objet d'une chasse effrénée et régulière depuis plusieurs années et sont menacés de disparition. La chasse constitue pour certains, une source alternative de revenus. Vu la rareté, voire la disparition de espèces dans la région, il est utile d'envisager l'élevage des rats et des aulacodes qui pourrait non seulement permettre de protéger l'espèce des rongeurs en voie de disparition, mais aussi générer des revenus aux producteurs.

² Source Ancien PDC

2.2.7 Aires protégées

La commune de Baham possède une aire protégée, la réserve (Périmètre de reboisement) de Chengne dont la gestion est contrôlée par la commune. Il est cependant important de noter l'existence des bas-fonds autour de certaines chefferies du territoire communal.

2.2.8 Ressources minières

Le territoire de la commune de Baham dispose d'un potentiel minier de moindre importance constitué de carrières. Les carrières sont de deux types: celles de pierres, inexploitées situées sur les versants des collines à Kaffo, Ngougoua et Chengne et celle de la latérite située Baho. Les voies d'accès à ces carrières sont non-aménagées.

2.3 Milieu humain

2.3.1 Histoire de la Commune

Créée le 19 décembre 1962 après l'indépendance du Cameroun, la commune mixte de Baham a évolué en commune d'arrondissement par décret N°77/203 du 29 juin 1977, puis en commune en 1992. Sur le plan administratif, Baham, chef-lieu de l'arrondissement qui porte son nom est administré par un Sous-préfet assisté dans ses fonctions par des chefs traditionnels de 2^{ème} et 3^{ème} degré, tous auxiliaires de l'administration.

A sa création, la commune de BAHAM a d'abord été dirigée par un Administrateur municipal nommé par le Gouvernement de la République du Cameroun à travers le Ministre de l'intérieur de l'époque. Après cette période, est venue celle des Maires et les conseillers municipaux. A la tête de la commune de Baham, six (06) Maires et un (01) Administrateur Municipal se sont succédés. Il s'agissait respectivement de:

- EPESSA BITCHOUNGUI (Administrateur Municipal);
- SA'ABIENGAING GUIFFO Donald;
- Jean SOP;
- KAMDEM Didier;
- PONE Joseph;
- TCHADJI Elias;
- DJONOU Samuel;
- TEGUIA KAMDEM ISIDORE.

La chefferie traditionnelle des Baham est très organisée, à l'exemple de toutes les chefferies traditionnelles de l'Ouest-Cameroun. A Baham il y a un (01) chef supérieur de 2^{ème} degré ou Fô des Baham. Dans chacun des 16 villages et des 02 grands quartiers du centre urbain, on note l'existence des chefs de 3^{ème} degré dont les pouvoirs ne sont pas les mêmes que ceux du chef supérieur.

Parmi les événements importants ayant marqué la vie de la commune de Baham, on peut retenir:

- L'érection de Baham par le décret n°92/207 du 23 05 1992 en chef-lieu du département des Hauts- Plateaux.

2.3.2 Démographie

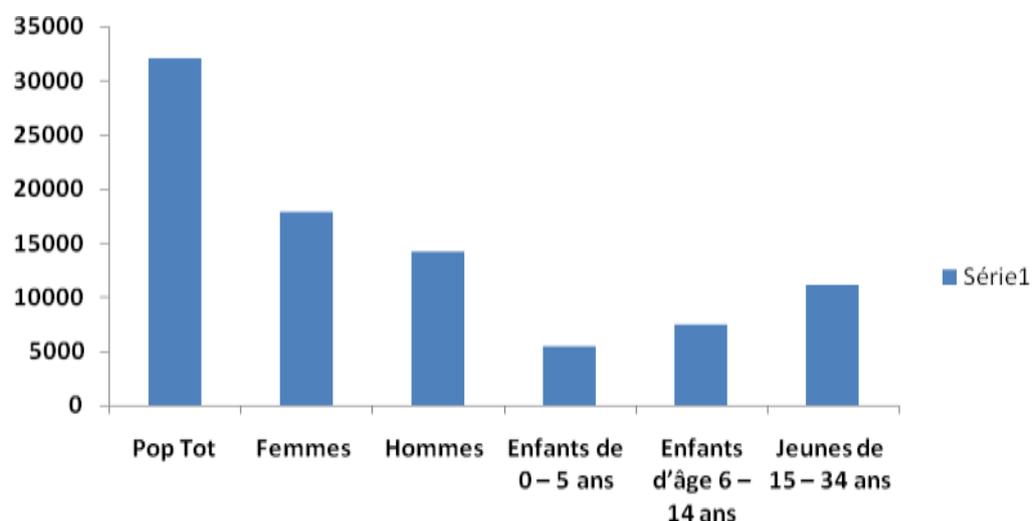
2.3.2.1 Taille et structure de la population

La population de la commune de Baham est estimée à 24 795 habitants d'après le RGPH de 2005 et 32 000 habitants d'après le Compte Administratif de la commune et répartie sur une superficie de 82 km², soit une densité de 390 habitants/km². Elle compte 16 villages et un espace urbain. Les enfants de 0 à 5 ans représentent 16,9%, les jeunes de 15 à 34 ans représentent 34,7% tandis que les femmes représentent 55,63% de la population totale. Le tableau et le graphique ci-dessous illustrent la répartition de la population issue du compte administratif de la commune.

Tableau 7: Répartition de la population par sexe et par tranche d'âge selon les estimations issues du Compte Administratif de la commune

Village	Population					
	Hommes	Femmes	Total	Enfants de 0 – 5 ans	Enfants d'âge 6 – 14 ans	Jeunes de 15 – 34 ans
CENTRE URBAIN	2777	3115	5892	996	1379	2044
BAGHOM	617	730	1347	228	315	467
BAHO	380	502	882	149	206	306
BANKA	814	989	1803	305	428	626
BAPI	310	420	730	123	171	253
BATOUSSOUO	800	923	1723	291	403	598
BOUKUE	683	866	1549	262	362	537
CHEFFOU	814	940	1754	296	410	609
CHENGNE	818	1074	1892	320	443	657
DEMGO	608	880	1488	251	348	516
DJEMGHEU	692	838	1530	259	358	530
NGOUGOUA	817	1167	1984	335	464	683
HIALA	491	681	1172	198	274	407
KAFFO	532	739	1271	215	297	441
LAGWEU	1301	1753	3054	516	715	1060
MEDJO	571	649	1190	201	278	413
POUMZE	1171	1538	2709	458	632	940
Total général	14196	17804	32 000	5408	7487	11098

Graphique 1: Répartition de la population



2.3.2.2 Groupes ethniques et relations interethniques

Deux principaux groupes ethniques sont présents sur le territoire communal: les Bamilékés et les Anglophones. On remarque la présence d'autres groupes ethniques tels les Bamoun, les Bétis, les Haoussa et Bororos... Ces allogènes se sont installés ici pour des raisons diverses: la pratique des activités agropastorales, l'exercice des fonctions administratives et le mariage. Ces groupes ethniques se côtoient mutuellement dans un climat emprunt de paix, d'entente et d'amour.

2.3.2.3 Religion

La religion pratiquée sur l'espace communal est à forte obédience chrétienne. En dehors du catholicisme, du protestantisme et de l'islam, on constate par ailleurs une propension de la population à la Religion Traditionnelle Africaine (RTA).. Ainsi observe-t-on en plus des chapelles chrétiennes, de nombreux lieux sacrés où l'on se rend pour vouer un culte aux ancêtres à travers les offrandes.

2.3.2.4 Mobilité de la population

Une kyrielle de raisons motive le déplacement des populations de la commune de Baham, à savoir l'achat des produits manufacturés divers, la vente des produits agropastoraux, la recherche des soins de santé de qualité, la sollicitation des services dans les structures administratives, la recherche d'un emploi, les études, la recherche du bien-être infrastructurel... Cette mobilité n'est pas du tout aisée, compte tenu de l'état de la route et de l'insuffisance, voire la mauvaise qualité des moyens de locomotion.

Pour marquer leur attachement à leur territoire, ces populations retournent de temps en temps au bercail, soit pour les activités traditionnelles, soit pour des initiatives de développement communautaire.

2.3.3 Caractérisation des populations vulnérables

Dans les rangs des personnes vulnérables présentes sur le territoire communal, figurent en bonne place les handicapés, les personnes du troisième âge ou vieillards, les orphelins, les veuves qui se livrent à différentes activités: l'agriculture, l'élevage, le petit commerce, l'artisanat pour les vieillards et orphelins, le service dans les restaurants et bars pour les veuves.

Leur taux d'accès aux infrastructures socioéducatives est faible et inégalement réparti entre les diverses catégories des personnes vulnérables susvisées.

Le service des affaires sociales de l'arrondissement et l'Association Humanitaire pour la Protection des Personnes Vulnérables (AHPPV), à leur manière, appuient les personnes vulnérables en les aidant à se structurer, à se former, en animant la vie des associations déjà formées, en orientant les jeunes handicapés vers les structures d'encadrement et en faisant d'eux des acteurs de développement par la création des AGR.

2.3.4 Organisation sociale

Les villages qui font partie de l'espace communal ont chacun à sa tête un chef de troisième degré. A la tête du groupement Baham et au dessus de ces chefs de troisième degré, se trouve un chef de deuxième degré. Ces nombreux chefs sont assistés par des notables dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions quotidiennes.

Le système de dévolution successorale se fait de père en fils aussi bien au niveau de l'héritage que du trône.

Les chefs traditionnels et les patriarches sont les gardiens de la tradition et jouent le rôle d'intermédiaires entre les ancêtres et les hommes.

Plusieurs partis politiques ont droit de cité ici: le Rassemblement Démocratique du Peuple camerounais (RDPC), le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), le Social Democratic Front (SDF).

2.3.5 Habitat

L'habitat dans la commune est dispersé dans les villages et serré dans l'espace urbain. Les maisons sont construites, soit en matériaux locaux (briques de terre), soit en matériaux définitifs (ciment, carreaux) en fonction du pouvoir d'achat.

Les maisons aux toits coniques indiquent la présence d'une autorité traditionnelle. Bien que les murs des maisons demeurent pour la plupart non-crépés et les sols non-cimentés dans les villages, on observe néanmoins une amélioration du cadre de vie des populations avec la disparition des toits en paille. Cependant, les constructions sont faites de manière anarchique et sans respect des normes.

2.3.6 Système foncier

Trois modes régissent le système d'acquisition des terres: l'achat, le don et l'héritage. La plupart des parcelles de terrain détenues par les familles ne sont pas immatriculées. La terre est utilisée en partie pour la construction des maisons d'habitation et pour la pratique des activités agropastorales. On va de plus en plus loin pour créer les parcelles de production agricole.

Les terres font souvent l'objet des litiges lesquels sont réglés au niveau des autorités traditionnelles et au cas contraire par les juridictions compétentes.

2.3.7 Activités économiques

2.3.7.1 Agriculture rurale et périurbaine

Entant que principale activité économique, l'agriculture telle que pratiquée à Baham est non seulement diversifiée, mais en plus elle dépend des conditions physiques du milieu.

Parmi toutes les cultures, le maïs passe pour être celle qui utilise le plus grand nombre d'actifs et possède le plus haut rendement.

Il ne fait l'ombre d'aucun doute que cette agriculture se pratique plus dans les champs individuels que collectifs.

La tomate, composante essentielle de l'agriculture maraîchère se cultive sur des superficies plus considérables par village. La culture de tomate est talonnée de près par celle de la pomme de terre. L'activité agricole n'est pas qu'une source de produits alimentaires, elle génère tout de même des revenus et des emplois saisonniers.

Certaines pratiques agricoles courantes telles les feux de brousse et l'écobuage ont des effets néfastes sur l'environnement.

En outre, les populations s'adonnent très peu aux cultures de rente. La pratique de l'agriculture a favorisé dans certains coins la création des marchés hebdomadaires sur lesquels la commune prélève des taxes et des impôts pour financer le développement. La commune gagnerait à les identifier et à y construire les infrastructures.

2.3.7.2 Sylviculture

Bien que faiblement pratiquée, la culture des arbres est visible à un double niveau: au premier niveau, les sylviculteurs privés posent des actions à l'intérieur des haies vives, brise-vents et limites foncières. Au second niveau, le reboisement public est effectué par la commune en partenariat avec le Ministère de la Forêt et de la Faune (MINFOF à travers sa Délégation Départementale des Hauts-Plateaux) dans la réserve de Chengne.

Ces activités sylvicoles se résument en la mise en place, l'entretien des plantations et la production des plants.

2.3.7.3 Élevage et pêche

a) Elevage

Les conditions climatiques ont favorisé la pratique de l'élevage. L'activité pastorale regroupant l'élevage des ovins, porcins et de la volaille procure de façon générale des revenus substantiels. L'encadrement technique des éleveurs est assuré par la Délégation Départementale de l'Elevage, des Pêches et Industries Animales (DDEPIA), les deux centres zootechniques et vétérinaires (CZV) situés à Ngougoua et dans l'espace urbain.

La construction d'un abattoir municipal constituerait des potentielles sources de recouvrement de recettes pour la municipalité.

Ces animaux ainsi élevés servent à la fois de source de protéines animales et de revenu pécuniaire. Cette activité se heurte aux difficultés liées à l'approvisionnement en intrants.

On a pu identifier quelques fermes « modernes » à Banka, Cheffou et dans l'espace urbain. La production locale en poulets de chair est 4100 têtes et en poulets pondeuses de 12 860 têtes. La destination des produits d'élevage est Baham, Bafoussam, Yaoundé, Douala.

b) Pêche

La pêche dans la localité est presque inexistante mais on a répertorié 02 étangs piscicoles exploités de façon traditionnelle. Cela traduit son caractère secondaire. Les difficultés inhérentes à la pisciculture s'analysent en l'abandon des étangs et au manque d'alevins. Pourtant la culture des poissons est une source de revenus, de protéines animales et d'emplois. Les points de ravitaillement se situent dans la ville de Bafoussam.

2.3.7.4 Chasse

L'activité de chasse est reléguée au second rang eu égard à la rareté du gibier. Les revenus issus de la vente des produits de chasse permettent aux chasseurs de satisfaire certains de leurs besoins tels que : l'achat de l'huile de palme, du sel de cuisine ou du pétrole lampant....

On peut cependant faire le reproche à ces chasseurs de s'attaquer à tous les animaux de la catégorie C du moment où l'on sait que certains d'entre eux sont protégés par la réglementation en matière de chasse.

2.3.7.5 Artisanat

La matière première artisanale est le bambou de raphia dont on se sert pour la fabrication des chaises, des tables, des paniers, des nattes et des lits. L'art du bambou semble encore sous-développé dans la commune. La sculpture sur bois pratiquée par quelques artisans comme activité secondaire qui permet la fabrication des mortiers, pilons et tam-tams, est une réalité sur l'espace communal. A ces artisans, se greffent quelques menuisiers.

L'organisation de ce secteur s'impose si la commune tient à accroître ses sources de recettes.

2.3.7.6 Commerce

La commune possède un marché central dans l'espace urbain réputé pour être l'un des points importants lieu de rencontre entre vendeurs et acheteurs. Les commerçants qui y exercent leurs activités possèdent des échoppes, des boutiques et débits de boisson qui offrent aux clients des services. Au grand marché, celui du centre-ville, s'ajoutent d'autres marchés tels que Mamyon, Bahiala, Banka et Medjo dans une moindre mesure. Toutefois, ces derniers souffrent d'une insuffisance d'ordre infrastructurel pourtant ils constituent des sources de prélèvement de recettes pour la commune.

2.3.7.7 Services/Secteur privé

Il existe d'autres activités de services aux performances non-négligeables. Il s'agit des micro banques (MC² et Express Union, Express Exchange, EMY MONEY...), des assurances (PROASSUR, SAAR Assurance), des secrétariats bureautiques, du transport (effectué par les mototaximen, taxis de brousse...), etc.

2.4 Principales infrastructures par secteur

2.4.1 . Education

Le système éducatif dans la commune de Baham reflète celui du pays tout entier qui est fait de deux sous-systèmes: anglophone et francophone et se réduit à l'enseignement primaire et maternel d'une part et à l'enseignement secondaire d'autre part.

a) Education de base

La carte de l'**enseignement primaire et maternel** de la commune qui compte 57 écoles primaires et maternelles se présente comme suit:

- 21 écoles primaires publiques (avec 03 écoles bilingues);
- 17 écoles maternelles publiques;
- 04 écoles maternelles catholiques;
- 07 écoles primaires catholiques;
- 03 écoles maternelles du Conseil des Eglises Protestantes du Cameroun (CEPCA);
- et 05 écoles primaires du CEPCA.

Tableau 8 : Education de base

No	Village	Coordonnées géographiques			Statut école	Niveau	Année de création	Effectifs élèves totaux			Effectif total enseignants			Nombre et équipement des salles de classe					Etat général des bâtiments		
		X	Y	Z				(i)	(ii)	Fillle	Garçon	Total	Maître parents	Contractuel	Fonctionnaire	poto poto	Planche	Semi-dur	Dur	Table - bancs	Bon
1	Baghom	10,36702	5,31265	1648	PRI	0	1991	4	3	7	1	0	0	0	0	1	0	22	0	1	0
2	Baghom	10,36715	5,31262	1648	PRI	3	1964	14	12	26	3	0	0	0	0	6	0	31	0	0	6
3	Djemgheu	10,38067	5,3068	1656	PUB	3	1972	72	82	154	0	0	7	0	0	4	2	93	0	6	0
4	Djemgheu	10,38051	5,30658	1660	PUB	0	2007	12	11	23	0	0	1	0	0	0	1	16	0	1	0

5	BatossouEP 2	10,39475	5,31936	1628	PUB	3	1998	35	65	100	1	0	3	0	0	0	5	60	0	5	0
6	Batossou	10,3945	5,31929	1628	PUB	0	1990	13	12	25	0	0	1	0	0	0	1	50	0	0	1
7	BatossouEP 1	10,3953	5,31942	1630	PUB	3	1965	30	45	75	0	0	4	0	0	0	9	70	0	0	9
8	Kaffo	10,41022	5,30801	1714	PUB	0	ND	17	15	32	0	2	0	0	0	0	2	45	2	0	0
9	Kaffo	10,41022	5,30801	1714	PUB	3	1992	71	85	156	2	4	1	0	0	0	6	125	6	0	0
10	Kaffo	10,39818	5,31379	1683	PRI	2	2010	6	6	12	2	0	0	0	0	0	2	15	2	0	0
11	Kaffo	10,39818	5,31399	1683	PRI	0	2010	14	8	22	1	0	0	0	0	0	1	15	1	0	0
12	Cheffo	10,41753	5,32167	1645	PUB	3	ND	116	110	226	2	4	1	3	0	0	6	175	0	6	3
13	Cheffo	10,41263	5,32119	1619	PRI	0	ND	8	6	14	2	0	0	0	0	0	2	25	2	0	0
14	Cheffo	10,40112	5,32608	1616	PRI	3	1918	54	76	130	3	0	0	0	0	0	6	62	6	0	0
15	Cheffo	10,41753	5,32167	1645	PUB	0	ND	7	6	13	0	1	0	0	0	0	1	5	1	0	0
16	Cheffo	10,41263	5,32119	1619	PRI	3	1950	34	49	83	4	0	0	2	0	0	2	25	2	0	2
17	Medjo	10,41417	5,33293	1599	PUB	0	2007	17	18	35	0	1	0	0	0	0	2	50	0	2	0
18	Medjo	10,41417	5,33293	1599	PUB	3	ND	130	160	290	0	6	0	0	0	0	6	200	4	2	0
19	Demgo	10,36954	5,34925	1583	PUB	0	2009	16	10	26	0	1	0	0	0	0	1	18	0	1	0
20	Demgo	10,35739	5,34497	1611	PUB	3	ND	95	125	220	3	3	2	0	0	0	7	135	2	3	2
21	Demgo	10,37551	5,34325	1649	PRI	2	1950	31	27	58	3	0	0	0	1	0	2	10	2	1	0
22	Demgo	10,37551	5,34325	1649	PRI	0	1950	14	16	30	2	0	0	0	0	0	1	34	0	1	0
23	Ngougou (Ecath 2)	10,39571	5,30116	1655	PRI	3	1929	36	48	84	4	0	0	0	0	1	2	43	0	3	0

24	Ngougoua(Ecath 1)	10,39715	5,27084	1812	PRI	3	1924	26	21	47	4	0	0	0	0	0	3	42	0	3	0
25	Ngougoua	10,39252	5,28922	1657	PUB	0	ND	5	6	11	0	1	0	1	0	0	0	3	0	0	1
26	Ngougoua	10,39252	5,28922	1657	PUB	3	1976	76	99	175	0	0	4	0	0	0	3	79	0	3	0
27	Esp Ur(Ecath)	10,36752	5,32903	1666	PRI	3	1950	233	262	495	10	0	0	0	0	0	14	200	0	7	0
28	Esp Ur(EPG)	10,36988	5,32323	1670	PUB	3	1972	113	138	251	0	0	7	0	0	0	9	75	0	9	0
29	Esp Ur(EPLa)	10,36204	5,33272	1665	PUB	1	2014	60	30	90	1	1	0	1	0	0	0	10	0	0	1
30	Esp Ur(EPG1)	10,36915	5,33227	1660	PUB	3	1965	150	134	284	0	8	1	0	0	0	8	193	0	8	0
31	Esp Ur(EPG2)	10,36915	5,33227	1660	PUB	3	2002	108	123	231	0	3	3	0	0	0	6	175	6	0	0
32	Esp Ur(EPB)	10,37127	5,32544	1641	PUB	3	1991	179	172	351	2	3	0	1	0	1	3	92	2	2	1
33	Esp Ur (EM)	10,37127	5,32544	1641	PUB	0	2000	42	54	96	0	3	0	0	0	0	2	17	2	0	0
34	Esp Ur(EM La)	10,36204	5,33271	1665	PUB	0	2013	18	12	30	1	1	0	1	0	0	0	43	0	0	1
35	Esp Ur(EMF)	10,37127	5,32544	1641	PUB	0	1988	31	28	59	0	2	1	0	0	0	2	120	2	0	0
36	EspUr(Ecath)	10,36726	5,32849	1670	PRI	0	2000	50	77	127	1	3	0	0	0	0	3	20	0	3	0
37	Boukue	10,38896	5,33624	1562	PUB	3	1943	59	74	133	0	4	1	3	0	2	4	158	3	2	4
38	Boukue	10,38858	5,33676	1571	PUB	0	ND	24	28	52	0	2	1	2	0	0	0	21	0	0	2
39	BAHIALA	10,39708	5,33547	1614	PUB	0	ND	16	25	41	0	0	2	0	0	0	2	13	2	0	0
40	BAHIALA(EP)	10,39708	5,33547	1614	PUB	3	ND	81	109	190	0	5	1	2	0	0	4	195	4	0	0
41	BAHIALA(EP B)	10,39535	5,33366	1578	PUB	2	ND	22	22	44	0	2	0	0	0	0	2	30	2	0	0
42	Banka	10,35211	5,30376	1688	PRI	0	2009	19	11	30	0	1	0	0	0	1	0	20	0	1	0

43	Banka	10,34518	5,31005	1654	PUB	0	ND	19	11	30	0	1	0	0	0	0	1	4	0	0	1
44	Banka	10,34518	5,31005	1654	PUB	3	1972	59	86	145	1	4	1	0	0	0	6	120	0	2	0
45	POUMZE	10,34029	5,33316	1619	PUB	0	1994	15	26	41	0	2	0	0	0	0	2	30	0	2	0
46	POUMZE	10,34029	5,33316	1619	PUB	3	1970	119	124	243	2	5	0	0	0	0	10	131	0	10	0
47	POUMZE/E Cat	10,34353	5,31914	1666	PRI	3	ND	41	67	108	0	3	0	3	0	0	0	55	0	0	3
4	POUMZE/EEC	10,32978	5,34525	1588	PRI	0	2012	13	18	31	1	0	0	1	0	0	0	16	0	0	1
49	POUMZE/EEC	10,34676	5,3477	1580	PRI	3	ND	11	14	25	2	0	0	0	0	0	6	53	0	6	0
50	POUMZE/EEC	10,32978	5,34525	1588	PRI	3	2012	42	60	102	3	0	0	3	0	0	0	42	0	0	3
51	CHENGNE	10,37441	5,28417	1832	PUB	0	2007	24	23	47	1	1	0	0	0	0	2	52	0	0	2
52	CHENGNE	10,37432	5,28427	1832	PUB	3	1978	106	115	221	0	6	1	0	0	0	9	103	0	6	3
53	CHENGNE	10,37941	5,29391	1853	PRI	3	1947	27	35	62	3	0	0	0	0	2	2	60	2	0	2
54	Bapi	10,35265	5,29136	1710	PUB	0	2009	11	9	20	0	0	0	0	0	0	1	9	0	0	0
55	Bapi	10,35575	5,28924	1709	PUB	3	2005	75	87	162	1	6	0	0	0	0	4	140	4	0	0
56	Baho	10,3677	5,29933	1686	PUB	0	2011	18	15	33	1	1	0	0	0	0	0	30	0	0	0
57	Baho	10,3677	5,29933	1686	PUB	3	1969	67	74	141	2	3	1	0	0	0	1	132	7	0	0
TOTAL								2805	3184	5989	69	93	44	23	1	18	176	3086	66	101	48

Tableau 8 (suite) : Education de base

Village	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle classe	Ratio élèves / place assise	Aménagements							Structure de gestion	
				point d'eau	latrines	Bac à ordures	reboisement	cloture	logt. Enst.	autres	A P E	conseil d'établissement
				(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)		(O/N)	(O/N)
Baghom	7	7	0	N	N	N	N	N	N	fosse	N	O
Baghom	8,66	4,33	0	N	N	N	N	N	N	fosse	N	O
Djemgheu	22	25,66	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Djemgheu	23	23	1	O	N	N	N	N	N	fosse	O	O
BatossouoEP2	25	20	1	N	N	N	O	N	N	fosse	O	O
Batossouo	25	25	0	N	N	N	N	N	N	fosse	O	N
BatossouoEP1	18,75	8,33	1	O	N	N	O	N	N	fosse	O	O
Kaffo	16	16	0	N	N	N	N	N	N	fosse	O	N
Kaffo	22,28	26	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	N
Kaffo	6	6	0	N	N	N	N	N	N	fosse	O	N
Kaffo	22	22	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	N
Cheffo	32,28	37,66	1	O	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Cheffo	7	7		N	N	N	N	NN	N	fosse	O	O
Cheffo	43,33	21,66	1	O	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Cheffo	13	13	1	O	N	N	N	N	N	fosse	O	N
Cheffo	20,75	41,5	2	N	N	N	N	N	O	fosse	O	N
Medjo	35	17,5	0	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Medjo	48,33	48,33	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Demgo	26	26	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Demgo	27,5	31,42	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O

Village	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle classe	Ratio élèves/place assise	Aménagements							Structure de gestion	
				point d'eau	latrines	Bac à ordures	reboisement	clôture	logt. Enst.	autres	APE	conseil d'établissement
Demgo	19,33	29	3	O	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Demgo	15	30	0	O	N	N	N	N	N	fosse	O	N
Ngougoua(Ecath 2)	21	28	1	O	N	N	N	N	N	fosse	N	N
Ngougoua(Ecath 1)	11,75	15,66	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Ngougoua	11	58,33	2	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Ngougoua	43,75	58,33	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Esp Ur(Ecath)	49,5	35,35	1	N	N	N	O	O	N	fosse	O	O
Esp Ur(EPG)	35,85	27,88	2	O	N	N	O	N	N	fosse	O	O
Esp Ur(EPLa)	45	ND	5	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Esp Ur(EPG1)	31,55	35,5	1	O	N	N	O	O	N	fosse	O	O
Esp Ur(EPG2)	38,5	38,5	1	O	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Esp Ur(EPB)	70,2	87,75	2	O	N	O	N	N	N	fosse	O	O
Esp Ur (EM)	32	48	3	O	N	N	O	O	N	fosse	O	O
Esp Ur(EM La)	15	ND	0	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Esp Ur(EMF)	19,66	29,5	0	O	N	N	O	N	N	fosse	O	O
EspUr(Ecath)	31,75	42,33	3	N	N	N	O	O	N	fosse	O	O
Boukue	26,6	22,16	0	O	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Boukue	17,33	ND	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
BAHIALA	20,5	20,5	2	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
BAHIALA(EP)	31,66	47,5	0	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
BAHIALA(EP)	22	22	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Banka	30	30	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Banka	30	30	4	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Banka	24,16	24,16	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
POUMZE	20,5	20,5	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
POUMZE	34,71	24,3	1	O	N	N	N	N	N	fosse	O	O

Village	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle classe	Ratio élèves/place assise	Aménagements							Structure de gestion	
				point d'eau	latrines	Bac à ordures	reboisement	clôture	logt. Enst.	autres	AP E	conseil d'établissement
POUMZE/E Cat	36			N	N	N	N	N	N	fosse	O	N
POUMZE/EEC	31		1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
POUMZE/EEC	12,5	4,16	0	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
POUMZE/EEC	34		1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
CHENGNE	23,5	23,5	0	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
CHENGNE	31,57	24,55	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
CHENGNE	20,66	15,5	1	N	N	N	N	N	O	fosse	O	O
Bapi		20	1	N	O	N	N	N	N	fosse	O	O
Bapi	23,14	40,5	1	N	O	N	N	N	N	fosse	O	O
Baho	16,5		1	N	N	N	N	O	N	fosse	O	O
Baho	23,5	141	1	N	O	N	N	N	N	fosse	O	O
		30,87	56,7	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(i) PUB	Ecole publique	(ii) 0	Maternelle	3	CM1,CM2	6	Etablissement Supérieur	
EP	ecole des parents	1	SIL, CP	4	CES / CETIC	7	SAR/SM	(O/N) OUI / NON
PRI	Privé/confessionnel	2	CE1,CE2	5	Lycée	8	ENIEG	

b) Enseignement secondaire

Au niveau du secondaire, la commune de Baham compte 10 établissements y compris l'Ecole Normale des Instituteurs de l'Enseignement Général (ENIEG) de Boukue: 04 lycées, 01 Collège d'Enseignement technique Industriel et Commercial (CETIC), 01 Collège d'Enseignement Secondaire (CES) bilingue et 03 établissements d'enseignement privé).

Tableau 9 : Enseignement secondaire

No	VILLAGE	Coordonnées géographiques			Statut école	Niveau	Année création	Effectifs élèves totaux			Effectif total enseignants			nombre et équipement des salles de classe				
		X	Y	Z				(i)	(ii)	Fille	Garçon	Total	Vaca-taires	Contrac-tuel	Fonction-naire	banco/seko/poto	planche	semi-dur
1	Djemgueu (Lyc Tech)	10,38545	5,31187	1601		5	2005	163	529	692	14	0	32	0	0	7	10	255
2	Medjo (CETIC)	10,41575	5,33233	1609	PUB	4	2014	15	10	25	3	0	1	0	0	0	3	15
3	Medjo(Lycee)	10,43241	5,32528	1599	PUB	5	2005	400	200	600	12	5	12	0	0	0	12	305
4	Esp Ur (Mehoua)	10,37263	5,32231	1655	PRI	5	2004	78	113	191	34	8	0	0	0	0	32	768
5	Esp Ur (Henrich)	5,33079	10,36688	1683	PRI	5	1997	200	150	350	13	13	0	0	0	0	10	200
6	Esp Ur (IPPN)	10,37755	5,33272	1631	PRI	5	1987	152	96	248	10	9	0	0	0	0	17	408
7	Esp Ur (LBB)	10,38033	5,32282	1600	PUB	5	1978	591	449	1040	20	12	35	0	0	0	20	526
8	Boukue (ENIEG)	10,38858	5,33676	1571	PUB	8	2011	333	65	398	6	0	14	0	0	0	6	138
9	Poumze(Lycee)	10,34896	5,32047	1650	PUB	5	2005	258	251	509	13	0	13	0	0	0	12	241
10	Chengne (CES Bilingue)	10,37161	5,28307	1832	PUB	4	2011	61	58	119	4	0	4	0	0	0	5	52
TOTAL								2251	1911	4172	129	47	115	0	0	7	130	2988

Tableau 9 (Suite) : Enseignement secondaire

Village	Etat général des bâtiments			Ratio élèves/en-seignants	Ratio élèves/salle classe	Ratio élèves/place assise	Aménagements							Structure de gestion	
	Bon	Passable	Mauvais				Point d'eau	Latrines	Bac à ordures	Reboisement	Clôture	Logt. Enst.	Autres	APE	Conseil d'établissement
							(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)		(O/N)	(O/N)
Djemgueu (Lyc Tech)	0	8	0	ND	40,70	1	N	N	N	O	N	N	fosse	O	O
Medjo (CETIC)	3	0	0	ND	8,33	1	O	N	N	N	N	N	fosse	N	N
Medjo(Lycee)	12	0	0	ND	50	1	N	N	N	O	N	N	fosse	O	O
Esp Ur (Mehoua)	0	32	0	ND	5,96	0	O	O	N	O	O	N	fosse	N	O
Esp Ur (Henrich)	0	10	0	ND	35	1	O	N	N	O	N	N	fosse	O	O
Esp Ur (IPPN)	5	12	0	ND	14,58	0	O	N	N	O	O	N	fosse	N	O
Esp Ur (LBB)	20	0	0	ND	52	1	O	O	O	N	O	N	fosse	O	O
Boukue (ENIEG)	3	1	0	ND	66,33	1	O	N	N	O	N	N	fosse	N	O
Poumze(Lyce)	10	0	2	ND	42,41	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
Chengne (CES Bilingue)	0	0	5	ND	23,8	1	N	N	N	N	N	N	fosse	O	O
TOTAL	54	63	7	143,1	30,239		.								

4 CES / CETIC
5 Lycée

(O/N)
7 SAR/SM

OUI / NON
8 ENIEG

2.4.2 Santé publique

La carte sanitaire de l'arrondissement comprend 04 aires de santé (Baham, Ngougoua, Kamsim et Bahiala) avec 10 formations sanitaires dont 07 publiques (Hôpital de district de Baham, Centre de Santé Intégré (CSI) de Demgo, CSI de Bapi, CSI de Ngougoua, CSI de Bahiala, CSI Medjo, CSI de Cheffou), 01 privée laïque (centre de santé privé de Baho) et 02 privés confessionnels (Hôpital Ad Lucem de Baham, Centre de santé EEC de Poumze). A cette liste de formations sanitaires citées, s'ajoute le poste de stratégie avancée (PSA) de Banka. On note dans la commune de Baham une excellente collaboration entre le district de santé de Baham et les tradi-praticiens qui se traduit par la disponibilité d'un répertoire/fichier des tradi-praticiens au district de santé. La population a d'ailleurs recours à la médecine traditionnelle pratiquée par quelques-uns de ces tradi-praticiens.

Tableau 10 : Santé

Village	Population de l'aire(a)	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Réalisation			Informations générales sur le Centre				Personnel					
					Entreprise	Source de financement	Année de construction	Aire de santé	District Santé	Statut du centre	Année de création	Médecin	IDE	IB	AS	Matrone	Comis
		X	Y	Z						(i)							
Cheffou	4116	10,42234	5,32255	1653	Etat	BIP	2012	Bahiala	Bah	Int	2005	0	0	0	1	0	0
Medjo	4116	10,41197	5,3328	1569	Etat	BIP	2010	Bahiala	Bah	Int	2004	0	1		0	0	1
Demgo	10089	10,37407	5,34483	1648	Etat	BIP	2010	Baham	Bah	Int	1986	0	0	1	1	0	1
Ngougoua	1984	10,39556	5,29518	1666	Etat	Pop+Etat	ND	Ngougoua	Bah	Int	ND	0	1	0	1	0	1
Espace Urbain.	10089	10,36893	5,3358	1648	ADLUCEM	PROPRE	ND	Baham	Bah	PRI	1939	0	0	2	2	0	0
Espace Urbain.	10089	10,37557	5,33033	1660	Etat	Etat	ND	Baham	Bah	HOP	1960	1	3	1	5	0	20
Bahiala	4116	10,39376	5,33709	1596	Etat	Elite	1958	Bahiala	Bah	Int	1958	0	1	0	2	1	1
Poumze	10089	10,34849	5,32974	1591	ND	EEC	1964	Baham	Bah	PRI	1964	0	0	1	2	0	0
Chengne	3396	10,37465	5,27926	1855	ND	Etat	2002	Kamsim	Bah	Int	2002	0	1	0	0	0	1
Bapi	3396	10,31913	5,28496	1773	Etat	BIP	ND	Kamsim	Bah	Int	1987	0	1	0	0	0	1
Baho	3396	10,37436	5,30275	1691	Privée	Propre	ND	Kamsim	Bah	PRI	ND	0	0	1	0	0	0
TOTAL												1	8	6	14	1	27

Tableau 10 (suite) : Santé

VILLAGE	Infrastructure				Equipement du centre					Aménagement					Données sanitaires					Gestion du Centre		
	Nombre de bâtiment	Etat			Lit	Labo	Maternité	Pharmacie	Réfrigérateur	Point d'eau	Latrine	Reboisement	Clôture	Dispositif de traitement déchet	Logement médecin	Taux de couverture sanitaire	Taux de fréquentation	Nombre d'accouchement moyen	Taux de couverture vaccinal	Maladie épidémique	Existence d'un Comité de gestion	Existence d'un Comité de santé
(ii)		Bon	Passable	Mauvais																		
Cheffou	2	2	0	0	28	O	O	O	1	O	O	N	N	F	O	25	10	22	52	0	O	O
Medjo	1	1	0	0	15	O	O	O	1	O	O	N	N	I	N	25	25	15	85	0	O	O
Demgo	1	1	0	0	10	O	O	O	1	O	O	O	N	A	N	95	95	6	100	0	O	O
Ngougoua	3	0	3	0	27	O	O	O	1	O	O	N	N	F	O	80	ND	7	93	0	O	O
Espace Urbain.	3	3	0	0	8	O	O	O	1	O	O	O	O	A	N	ND	72	4	88	0	O	O
Espace Urbain.	4	0	3	1	50	O	O	O	1	O	O	O	N	F	O	100	40	12	100	0	O	O
Bahiala	3	1	2	0	25	O	O	O	2	O	O	N	N	I	O	70	60	3	80	0	O	O
POUMZE	5	0	5	0	7	O	O	O	1	N	O	N	N	A	O	30	18	7	54	0	O	O
CHENGNE	1	1	0	0	11	O	N	O	1	N	O	N	N	F	N	100	75	2	63	0	O	O
Bapi	3	0	2	1	18	O	O	O	1	O	O	N	N	F	N	ND	ND	ND	ND	ND	O	O
Baho	1	0	1	0	3	N	O	N	0	O	O	N	O	A	N	ND	ND	ND	ND	ND	N	N
TOTAL	27	9	16	2	205																	

nombre de personnes, familles ou ménages
(a) bénéficiaires (tient compte des autres villages couverts)

Le nombre de bâtiment donné doit être ensuite
(ii) reparté selon l'état: bon, passable, mauvais

(i) INT intégré
SAT Satellite
HOP Hopital
PRI Privé / confessionnel

(iii) I Incinérateur
B Bacs
F Fosses
A Autres

2.4.3 Eau et énergie

a)- Eau

Le réseau hydraulique communal existant à Baham ne permet pas de couvrir les besoins hydriques des populations, malgré la présence du réseau de la CAMWATER. Ce réseau d'approvisionnement en eau se compose de trois éléments essentiels: les puits, les forages et sources non-aménagées.

Tableau 11: Les forages

Village	Population (a)	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			REALISATION			CARACTERISTIQUES DE L'OUVRAGE								ENTRETIEN			QUANTITE ET QUALITE EAU					
					Entreprise	Source de financement	Date mise en service	Anti bourbier	Aire assainissement	Diamètre du forage	Profondeur forage	Hauteur de l'eau	Type de pompe	Cause panne	Etat de l'ouvrage	Exploitation de l'ouvrage	Existence Comité de gestion	Fonctionnalité CG	Quantité suffisante	Qualité de l'eau	Maladies liées à l'eau			
																						X	Y	Z
Djemgueu	1530	10,38813	5,30318	1664	ONG	Fonds propres	2008	N	N					MH	IM	N		R	AB	N	N	N		N
Lagweu	3054	10,36308	5,32946	1648	Coréenne	coréenne	2012	N	N	0,14	30	8	MH	IM	N	moteur	E	AB	N	N	N	C	N	
Cheffou	1754	10,42309	5,32366	1649	Commune	BIP	2014	N	O	ND	ND	ND	MH	IM	O		B	EX	O	O	O	C	N	
Ngougoua	1984	10,39753	5,27109	1814	Etat	Public	1997	O	O	ND	ND	ND	MH		O		B	EX	O	O	N	C	N	
Ngougoua	1984	10,39571	5,29532	1670	Etat	Public	ND	ND	ND	ND	ND	ND	MH		O		B	EX	O	O	O	C		
Ngougoua	1984	10,39572	5,28357	1808	Privé	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	MH		O		B	EX	O	O	O	C		
Boukue	1549	10,39129	5,34299	1629	Mairie	mairie	ND	N	O	ND	ND	ND	MH	IM	N	Gestion	R	AB	N	N	N		N	
Bahiala	1172	10,39174	5,33468	1609	Elite	Elite	2007	N	N	ND	ND	ND	MH	IM	N	Eau sale	E	AB	N	N	O	T	O	
Medjo	1190	10,40655	5,33656	1565	Elite	BIP	2006	O	O	ND	ND	ND	MH	IM	O		B	EX	O	O	N	C	N	
Medjo	1190	10,43241	5,32525	1569	DDHP	BIP	2014	O	O	ND	ND	ND	MH		O		B	EX	O	O	O	C	N	
Medjo	1190	10,42185	5,32615	1597	Elite	Elite	2004	O	O	ND	ND	ND	MH	IM	O		B	EX	O	O	O	C	N	
Banka	1803	10,35208	5,30422	1654	ND	ND	ND	O	N	ND	ND	ND	MH	IM	N	moteur	R	AB	N	N	N	L	N	
Poumze	2709	10,341	5,33811	1588	Elite	Elite	ND	O	O	ND	ND	ND	MH	IM	O		B	EX	N	N	O	C	N	
Chengne	1754	10,37321	5,28499	1613	ND	Elite	2007	N	N	ND	ND	ND	MH	IM	O		B	EX	N	O	O	C	N	

Chengne		ND	ND	ND	ND	Elite	2010	O	O	ND	ND	ND	MH	IM	O		B	EX	N	O	O	C	N
Bapi	740	10,355575	5,28924	1709	ND	ND	ND	O	N	ND	ND	ND	MH	IM	O		B	AB	N	O	N	C	O
Baho	902	10,37044	5,29947	1700	Pop	Elite	2006	O	N	1,02	35	10	MH	IM	O		B	EX	N	O	O	C	N
TOTAL																							

MIN (a) nombre de personnes, familles ou ménages bénéficiaires

MAX ND ; Non Disponible

(i) MH motricité humaine

(ii) B bon

(iii) EX exploité abandonné

ES Energie solaire

E endommagé

AB é

E électrique

R à réhabiliter

Tableau 12 : Adduction d'eau

Village	Population (a)	Type d'ouvrage			Réalisation			Caractéristique de l'ouvrage						Fonctionnalité																		
		Scanwater	Alimentation en eau potable	CDE	Entreprise	Source de financement	Date mise en service	Prise d'eau	Nombre de châteaux	Nombre de forages	Nombre de borne-fontaines	Nombre de branchements	Capacité	Longueur des conduites	Adduction fonctionnelle	Château / captage fonctionnel	Nombre forage en panne	Nombre borne - fontaine en panne	Gestion	Château N°1			Borne - fontaine N°1									
																				(i)	en litre	(en m)	(O/N)	(ii)	X	Y	Z	X	Y	Z		
Baghom	1347	N		O	CDE	IND	2002	A	0	0	0	10		2000	O	N	0	0	D													
Djemgueu	1530	N		O	CDE	IND	2006	A	0	0	10	50		ND	ND		2	0	D													
Lagweu	3054	N		O	CDE	IND	ND	A	0		0	100		ND	O	N	1	0	D	10,377	5,29901	1758										
Batossouo	1723	N		O	CDE	IND	ND	A	0	0	0	20		5		N	ND	0	D													
Kaffo	1271	N		O	CDE	IND	ND	A	0	0	1	7		7	O	ND		0	D					10,4	5,32	1655						

Cheffou	1754	N		O	CDE	IND	ND	A	0	1	0	20		7	O	N	1	0	D						
Demgo	1488	N		O	CDE	IND	2002	A	0	0	0	20		ND	O		0	0	D						
Espace urbain	5892	N		O	CDE	IND	1980	A	0	0	0	500		1000	O	O	0	0	D						
Boukue	1549	N		O	CDE	IND	ND	A	1	1	0	95	5000	ND	O	O	1	0	D	10,383	5,3478	1676			
bahiala	1172	N		O	CDE	IND	ND	A	0	1	0	12		7	O	O	1	0	D						
Medjo	1190	N		O	CDE	IND	ND	A	0	3	0	20		7	O	ND	0	0	D						
Chengne	1754	N		N		Elite	ND		1	ND	ND	ND		ND	ND	ND				10,374	5,28165	1864			
Baho	902	N		N		Elite	ND		1	ND	ND	ND		ND	ND	ND	0	0							
TOTAL																									

MIN

N D

Non Disponible

(i)

S

Source

(ii)

D

direct

(O/N)

OUI /

NON

MAX

F

Forage

C

concession

(a)

nombre de personnes, familles ou ménages bénéficiaires

P

Puits

A

Autres

b)- Energie

Le réseau électrique est faiblement étendu dans le groupement Baham, même s'il est vrai que les 16 villages qui le constituent et auxquels il convient d'associer l'espace urbain sont tous connectés au réseau électrique ENEO. En réalité, il n'existe pas dans la commune du chef-lieu du département des Hauts-Plateaux de l'électrification décentralisée. Ce réseau ENEO est fonctionnel dans tous les villages qu'il traverse.

Comme sur toute l'étendue du territoire national, les populations de la commune de Baham font régulièrement face à l'épineux problème des délestages. Nous comptons sur le déploiement du projet Electrification Rurale (DER) Hauts-Plateaux pour étendre davantage le réseau électrique dans la commune et satisfaire de ce fait l'un des vœux exprimés par les populations.

Tableau 13 : Electrification

Village	Population (a)	REALISATION			CARACTERISTIQUES DE L'OUVRAGE							FONCTIONNALITE				
		Entreprise	Source de financement	Date de mise en service	Nature	Quartiers desservis	Nombre de transformateurs	Nombre de poteaux installés	Longueur moyenne tension	Longueur basse tension	Nombre de branchements	Réseau fonctionnel	Nombre de transformateurs en panne	Nombre de poteaux hors d'usage (tombés, endommagés, etc)	Existence d'un comité de vigilance (pour l'extension du réseau)	Existence d'un comité de gestion (pour l'électrification décentralisée)
					(i)			(en km)	(en km)		(O/N)				(ii)	
Baghom	1347	ENEO	Individuel	1996	ER	2	1	100	2	10	300	O	0	10	N	D
Djemgueu	1530	ENEO	Individuel	1984	ER	ND	2	150	3	8	200	O	1	20	N	D
Lagweu	3054	ENEO	Individuel	ND	ER	ND	1	22	1,7	0,8	25	O	0	8	N	D
Batossouo	1723	ENEO	Individuel	ND	ER	ND	3	60	1,4	2,5	110	O	0	2	N	D
Kaffo	1271	ENEO	Individuel	ND	ER	2	2	165	3,250	5	100	O	0	5	N	D
Cheffo	1754	ENEO	Individuel	ND	ER	2	2	144	4	7	85	O	0	7	N	D
Demgo	1488	ENEO	Individuel	1960	ER	1	1	15	1	0,5	30	O	1	3	O	D
Ngougoua	1984	ENEO	Individuel	1992	ER	5	2	200	10	8	300	O	0	50	N	D
Espace urbain	5892	ENEO	Individuel	ND	ER	7	1	150	0,2	7,5	125	O	0	0	O	D
Boukue	1549	ENEO	Individuel	ND	ER	3	3		3,5	4	200	O	0	0	N	D
Bahiala	1172	ENEO	Individuel	ND	ER		1	100	2	4	50	O	0	0	N	N
Medjo	1190	ENEO	Individuel	ND	ER	2	1	60	1,5	1,5	50	O	0	0	N	N

Banka	1803	ENEO	BIP	2010	ER	5	2		4,1	6	60	O	0	1	N	N
Poumze	2709	ENEO	BIP/INDIVI DUEL	ND	ER	4	2	600	6	10	45	O	0	3	N	N
Chengne	1754	ENEO	BIP	ND	ER	4	2	160	5	8		O	0	3	O	N
Bapi	740	ENEO	Individuel	ND	ER	3	1	80	1	2,5	34	O	0	2	N	N
Baho	902	ENEO	BIP	ND	ER	2	2	60	1,8	3	50	O	1	0	N	N
TOTAL							29	2066	48,2	88,3	1714		3	104		

Tableau 8 (suite) : Electrification

	Coordonnées géographiques de l'ouvrage											
	Groupe électrogène			Transformateur N°1			Transformateur N°2			Transformateur N°3		
	X	Y	Z	X	Y	Z	X	Y	Z	X	Y	Z
Baghom												
Djemgueu				10,36601	5,31256	1635						
Lagweu				10,38881	5,30324	1601	10,38805	10,38577	1594			
Batossouo				10,35973	5,3327	1666						
Kaffo				10,39583	5,3193	1632	10,39583	5,31038	1642			
Cheffo				10,41166	5,31407	1660						
Demgo				10,40248	5,33402	1601						
Ngougoua	10,3716	5,34446	1650									
Espace urbain				10,38652	5,28496	1769						

Boukue				10,36936	5,33614	1655						
Medjo				10,39861	5,33544	1621						
BANKA				10,41728	5,32938	1610						
POUMZE				10,35167	5,30568	1662						
CHENGNE							10,33787	5,34194				
Bapi				10,37146	5,26996	1846	10,37442	5,28165	1837			
Baho												

MIN

(O/N)

OUI /
NON

(i) ER

Extension
réseau
Electrification
décentralisée

(ii) D

direct

MAX

ED

C concession

(a) nombre de personnes, familles ou ménages bénéficiaires

2.4.4 Commerce

Les infrastructures marchandes visibles sur le territoire communal se classent en deux catégories: les marchés et 01 magasin de stockage.

Tableau 14 : Equipements publics marchands

Village	Population (a)	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Type d'infrastructures							Réalisation			Caractéristiques de l'ouvrage			
					Magasin	Marché / complexe commerciale	Gare routière	Parc à bétail	Abattoir	Pépinière	Autres	Entreprise	Source de financement	Année construction	Capacité	Nature	Jour de marché	Etat actuel
Espace urbain	5892	10,3684	5,3339	1656	0	1	0	0	0	0		Mairie	Mairie	19...	ND	PM	Ts jrs	P
Espace urbain	5892	10,36889	5,33302	1646	1	0	0	0	0	0		CAPLAMI	CAPLAMI	1982	300	ND	ND	P
Espace urbain	5892	10,36864	5,33469	1648	0	0	1	0	0	0		ND	ND	ND	ND	ND	ND	M
Espace urbain	5892	ND	ND	ND	0	0	0	0	1	0		Mairie	Mairie	ND	ND	ND	ND	Inachevé e
Boukue	1549	10,3809	5,33464	1624	1	0	0	0	0	0		Ferme école	propre	2010	ND	ND	ND	ND
Bahiala	1172	10,40106	5,33366	1611	0	1	0	0	0	0		Popula	Marchands	1960	ND	PI	Ts 8jrs	ND
Banka	1803	10,34518	5,31005	1654	0	1	0	0	0	0		ND	ND	1980	ND	PI	Ts 8jrs	ND
Banka	1803	ND	ND	ND	0	0	0	0	0	1		Pop	Propre	2010	ND	ND	ND	ND
Poumze	2709	10,34111	5,35081	1623	0	1	0	0	0	0		ND	BIP	2007	ND	PI	Ts 8jrs	P
Poumze	2709	ND	ND	ND	0	1	0	0	0	0		ND	ND	ND	ND	PI	Ts 8jrs	M
Chengne	1754	ND	ND	ND	0	0	0	0	0	2		ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Baho	902	ND	ND	ND	0	0	0	0	0	1		Pop	Propre	2004	ND	ND	ND	ND
TOTAL																		

ND : Non Défini

Tableau 14 (Suite) : Equipements publics marchands

	Equipement existant							Aménagement existant							Gestion de l'infrastructure			
	Comptoir	Boutique	Hangar	Boucherie	Poissonnerie	Chambre froide	Autres	Point d'eau	Latrine	Dispositif de traitement déchet	Reboisement	Electricité	Rampes d'accès pour handicapés	Bureau	Autres	Mode de gestion	Existence Comité Gestion	Recette mensuelle
								(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(iv)	(O/N)	
Espace urbain	40	180	2	4	0	0		O	O	N	N	O	N	O		D	O	ND
Espace urbain	0	0	0	0	0	0		O	O	N	N	O	N	O		ND	O	ND
Espace urbain	0	0	0	0	0	0		N	N	N	N	N	N	N		C	N	ND
Espace urbain	0	0	0	0	0	0		N	N	N	N	N	N	N		ND	N	ND
Boukue	0	0	0	0	0	0		O	O	N	N	O	N	O		D	O	ND
Bahiala	25	15	0	0	0	0		O	N	N	N	O	N	N		D	N	ND
Banka	10	3	0	0	0	0		N	N	N	N	N	N	N		ND	N	ND
Banka	0	0	0	0	0	0		O	N	N	N	N	N	N		ND	N	ND
Poumze	ND	ND	1	0	0	0		N	N	N	N	O	N	N		D	N	ND
Poumze	ND	ND	0	0	0	0		N	N	N	N	O	N	N		D	N	ND
Chengne	0	0	0	0	0	0		N	N	N	O	N	N	N		ND	N	ND
Baho	0	0	0	0	0	0		O	N	N	O	N	N	N		ND	N	ND
Total	75	198	3	4	0	0												

(a) nombre de personnes, familles ou ménages bénéficiaires

(i) PI Périodique
PM Permanent
Ts 8jrs Tous les 8 jours

(ii) L Lundi
M Mardi
ME Mercredi
J Jeudi
ND Non Defini

V Vendredi
S Samedi
D Dimanche

(iii) B bon
P passable
M mauvais
(iv) D Direct
C Concession

(O/N) OUI / NON

2.4.5 Travaux publics

La commune est traversée par la Nationale N° 5 bitumée qui la relie à la métropole régionale de la région de l'ouest et à la région du Littoral.

Un ensemble de routes et pistes permet aussi de relier les villages et quartiers qui forment la commune. Le nombre de pistes et de routes créées demeure insuffisant. A ce problème, se greffent l'étroitesse, le mauvais état des ponts et de la chaussée.

Pendant la saison de pluies, ces pistes sont impraticables. Dans un tel contexte, les moyens de transport deviennent rares et coûteux, les voyages s'assimilent à un véritable chemin de croix et les agriculteurs et éleveurs peinent à se mouvoir avec leurs produits vers les marchés.

L'état des routes composant la voirie urbaine est différent de celui des pistes rurales car il existe dans l'espace urbain, des voies bitumées (Boulevard sur l'axe centre commercial-Carrefour Kamghom, axe préfecture-lycée bilingue, centre commercial-Mafoche...). L'état de routes rurales alourdit les échanges commerciaux inter-villages ou intra-communaux. Pour sortir de cette situation, il importe d'ouvrir de nouvelles pistes, d'entretenir celles déjà créées et de poursuivre les travaux de bitumage engagés sur l'axe Carrefour Kamghom-Carrefour Guépard.

2.4.6 Sport et éducation physique

Sans être la commune la plus nantie en infrastructures sportives, celle de Baham affiche dans son compteur plusieurs équipements sportifs et de loisir et aussi des structures d'encadrement:

- 01 stade municipal inachevé contenant une piste d'athlétisme de 06 couloirs
- 01 complexe multi-sport communal à l'intérieur duquel on trouve un terrain de Hand-ball, de Volley-ball et de Basketball;
- 04 aires de jeu non-réglementaires dans les établissements scolaires;
- la présence d'une équipe de football en 1^{ère} division;
- la présence de 04 cadres d'EPS à la Délégation Départementale des Sports et de l'Education Physique (DDSEP);
- 02 centres de formation en football et 01 en volley-ball;
- Une Délégation Départementale des Sports et de l'Education Physique et une Délégation d'Arrondissement des Sports et de l'Education Physique (DASEP);
- Plusieurs associations sportives (Vétérans, club motos taximen, femmes volontaires...).

Les aires de jeu ci-dessus citées se logent pour la plupart au sein des établissements scolaires et nécessitent des aménagements à l'effet d'être réglementaires. Pour le plein épanouissement de la jeunesse et la promotion de la pratique du sport, il convient d'accroître ces infrastructures sportives et même d'accélérer les travaux d'achèvement de la construction des infrastructures existantes.

2.4.7 Tourisme

Le potentiel touristique de la commune de Baham est assez impressionnant au regard de ses nombreux sites et potentialités touristiques:

- Les rochers de FOVU dans l'espace urbain;
- Le monument des « trois statues » de Kenmali à Ngougoua;
- Le site de Touocmsi à Banka;
- Le mont Sekem à Kaffo;
- La chute de Vac-vac à Chengne;
- Le mont Tendié à Chengne;
- Le site du Laakam à la chefferie de Bahiala;
- Le site touristique de Lamben à Bapi;
- Le musée royal à la chefferie supérieure;

- D'autres atouts touristiques à retenir ici sont le relief de la commune (montagneux par endroit), la belle architecture des chefferies (celles du troisième degré au nombre de 16 et de la chefferie supérieure) et le festival «*LIE LA TATOMDJAP*».

En effet, la majorité de ces sites sont aussi des lieux sacrés. C'est le cas de *FOVU, TOUOCMSI, VAC-VAC, LAMBEN...* et en tant que tels, ils passent pour être également des lieux de culte aux dieux. Les sacrifices aux ancêtres se font dans les cases en présence de leur crâne.

Pour l'instant, la commune ne dispose pas d'infrastructures d'accueil taillées à la mesure de ses potentialités pourtant, nous sommes à l'ère de l'industrie touristique, une industrie pourvoyeuse de nombreux emplois et surtout de beaucoup de revenus. Aussi ces sites touristiques souffrent de leur non-aménagement. La liste de ces problèmes qui anéantissent le développement du secteur touristique à Baham mérite d'être allongée avec la méconnaissance des opportunités du tourisme et l'absence de culture touristique.

Les hôtels vers lesquels convergeraient des touristes en quête d'un hébergement sont au nombre de 04:

- l'hôtel le Marseillais;
- l'hôtel Palace;
- l'hôtel Baham;
- et l'auberge le Refuge.

La qualité des services qu'offrent ces établissements hôteliers en dehors du Marseillais n'est pas des plus encourageables. Le développement de l'activité touristique à Baham passera non seulement par la viabilisation des sites existants, mais en plus par l'amélioration des services ou ne sera pas.

2.4.8 Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

L'arrondissement de Baham est le chef-lieu du département des Hauts-Plateaux. La commune d'arrondissement de Baham devrait donc abriter tous les services départementaux et les services d'arrondissement. Pour le moment, tous les services déconcentrés de l'Etat n'y sont pas représentés. La liste suivante répertorie les services déconcentrés départementaux en activité à Baham:

- la préfecture;
- la délégation départementale des enseignements secondaires;
- la délégation départementale de l'éducation de base;
- la délégation départementale de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable;
- la délégation départementale de la forêt et de la faune;
- la délégation départementale des transports;
- la départementale de l'agriculture et du développement rural;
- la délégation départementale de l'élevage, des pêches et industries animales;
- la délégation départementale de la promotion de la femme et de la famille;
- la délégation départementale des affaires sociales;
- la délégation départementale des domaines et affaires foncières;
- la délégation départementale de l'habitat et de l'urbanisme;
- la délégation départementale des marchés publics;
- la délégation départementale de l'industrie, des mines et du développement technologique;
- la délégation départementale du commerce;
- le centre divisionnaire des impôts;
- la délégation départementale des petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat;
- la délégation départementale de la jeunesse et de l'éducation civique;
- la délégation départementale du sport et de l'éducation physique;
- l'hôpital de district;
- la prison de Baham;
- la délégation départementale de l'eau et de l'énergie;
- la délégation départementale des travaux publics;

- la délégation départementale de l'emploi et de la formation professionnelle;
- le commissariat de sécurité publique;
- la compagnie de brigade de gendarmerie.

Ne sont pas présents à Baham les services ci-après:

- la délégation départementale du tourisme et loisirs;
- la délégation départementale des arts et de la culture;
- la délégation départementale du travail et de la sécurité sociale;
- l'antenne de la recherche scientifique et de l'innovation;
- le palais de justice;

On dénombre plusieurs services d'arrondissement à Baham:

- la sous-préfecture;
- l'inspection d'Arrondissement de l'éducation de base;
- la délégation d'arrondissement d'agriculture;
- la délégation d'arrondissement de l'élevage, des pêches et industries animales;
- le bureau de poste;
- la mairie;
- le centre social;
- le centre multifonctionnel de promotion de la jeunesse;
- la délégation départementale de la jeunesse et de l'éducation physique;
- la délégation d'arrondissement des sports et de l'éducation physique;...

Quelques services déconcentrés de l'Etat fonctionnels à Baham opèrent dans leur propre siège. La plupart d'entre eux utilise des bâtiments d'emprunt.

Le chef supérieur Baham, les 16 chefs traditionnels de 3^e degré et les 02 autres chefs de 3^e degré de l'espace urbain sont des auxiliaires d'administration.

2.4.9 Poste et télécommunication

Le bureau de poste et les opérateurs de téléphonie mobile MTN, Orange, NEXTELL et CAMTEL(Cameroun and Tecomunication) représentent le secteur des postes et télécommunication. Les opérateurs de téléphonie mobile assurent une couverture moyenne de 65,7% du territoire du groupement Baham et ce malgré la présence de deux pylônes sur le territoire communal. La commune possède également deux points (bureaux) de poste non-fonctionnels, l'un à Chengne et l'autre à Kaffo. Dans l'espace urbain communal, se trouvent également 03 agences de transfert/messagerie (Express Exchange, Express Union, Emi Money).

Bien plus, dans l'espace communal, les populations ne peuvent pas compter sur la radio communautaire Baham pour avoir des nouvelles d'ici et d'ailleurs étant donné que celle-ci est en panne. Ainsi se replient-ils vers d'autres chaînes de radios qu'ils écoutent d'ailleurs à peine des fois à cause des fortes pluies qui perturbent les signaux aussi bien radiophoniques que télévisuels.

2.4.10 Environnement et protection de la nature

La commune de Baham a mis en place un système de gestion /collecte des ordures dans la ville de Baham. Les déchets sont collectés par le service d'hygiène, ceci afin de favoriser la salubrité au sein de la commune. Grâce à son partenaire Express Exchange, elle a installé des bacs à ordures dans la ville. Ses efforts déjà louables demeurent insuffisants si l'on s'en tient aux multiples plaintes des habitants de la cité de Baham. Les commerçants du marché central de Baham ne tarissent pas de doléances relativement au retard accusé par les agents communaux d'hygiène quant au ramassage des immondices. Selon eux, cette collecte accouchée sur le tard favorise la décomposition des déchets ainsi entassés empestant ainsi l'air au niveau du marché.

La mairie a construit et aménagé des toilettes au marché du centre urbain. En plus de ce que leur nombre est encore insuffisant, l'autre problème formulé au sujet de ces toilettes par ses usagers, c'est

l'absence d'eau. Les mesures visant à assainir davantage l'environnement du milieu urbain et du marché en particulier porteront donc sur plusieurs axes:

- L'augmentation du nombre de bacs à ordures dans la cité;
- L'augmentation quantitative des toilettes dans le marché;
- L'installation de l'eau dans les toilettes;
- L'anticipation du passage du service d'hygiène sur la décomposition des ordures.

2.4.11 Affaires sociales

Au sujet des infrastructures psychosociales, et notamment les foyers communautaires seuls 07(Demgo, Banka, Boukué, Chengne, Djenghue, Lagweu et Baho) des 16 villages ont pu se doter à ce jour une case sociale. Il reste à déplorer le fait que la construction de la majeure partie de ces foyers est inachevée (Demgo, Banka, Chengne et Baho). Aussi ces foyers font-ils face au problème d'équipement. Les capacités d'accueil de ces foyers varient d'un village à un autre. Les uns se distinguent par leur forte capacité d'accueil (Demgo, Lagweu, Banka et Baho). Les autres au contraire brillent par leur faible capacité d'accueil à l'instar de celui de Bahiala. Ces foyers communautaires sont des lieux de réunion, de tenue de congrès et de soirées récréatives pour la jeunesse de Baham. On devrait également noter la présence d'une case communautaire à Djemgheu.

A ces foyers non-aménagés et non-équipés, il convient d'ajouter l'existence au sein de la commune d'une forte représentation des confessions religieuses ayant bâti des églises ou lieux de culte. Au nombre de 10, ces églises toute obédience confondue sont installées dans les villages/ localités suivants: Baghom, Djemgheu, Demgo, Ngougoua, Boukue, Poumze, Chengne et l'espace urbain. Certains villages parmi ceux cités plus haut ont plusieurs maisons de culte: Chengne et Ngougoua... Relevons tout de même dans l'espace urbain, un centre multifonctionnel est en cours de construction. Jusqu'à l'heure actuelle, le centre de promotion de la femme et de la famille de la commune de Baham tarde à être créé, or est-il besoin de le préciser, il s'agit là de l'unité opérationnelle de la commune en matière de promotion de la femme et de la famille.

2.5 Principales potentialités et ressources de la Commune ;

2.5.1 Potentialités et ressources du milieu biophysique

Le milieu biophysique de Baham regorge de nombreuses potentialités. En effet, les caractéristiques pédoclimatiques et la relative disponibilité des terres militent en faveur du développement des activités agricoles et pastorales.

Le relief de cette localité de type montagneux est un véritable atout en ce sens qu'il offre un paysage splendide pour les touristes. Les bas-fonds présents dans tous les villages côtoient ces hautes altitudes. Mis en valeur, ces bas-fonds observés de part et d'autre dans la commune constitueraient une source de revenus pour les familles qui y ont accès quand on connaît l'apport pécuniaire des cultures de contre-saison pour ses pratiquants. C'est aussi dans ces bas-fonds que l'on voit pousser des raphias dont on décrie de plus en plus leur destruction par les maraîchers et les artisans. Pour préserver ces bas-fonds qui sont en fait des aires protégées, leur exploitation demande aussi à être régulée.

Sur le plan hydrographique, la commune de Baham ne regorge pas de cours d'eau importants. Les rivières qui arrosent la commune, du moins les plus connues sont Maffoche, Chedja, Lieugne... Située dans le village Chengne, la chute Vac-vac peut être une opportunité à explorer pour la construction d'un micro-barrage dans l'objectif de produire l'énergie électrique. Une étude de faisabilité dans le sens de la mise en route de ce projet devrait être envisagée ou programmée dans le long terme, si cela ne peut l'être dans le moyen terme. La forêt dans la commune a disparu, mais on constate une dissémination des forêts sacrées sur tout le territoire communal.

Sur le plan minier, on note une rareté des ressources minières. On ne peut que citer dans ce registre la présence de quelques carrières de pierres à Kaffo, Ngougoua et Chengne qui en ce moment ne font pas encore l'objet d'une exploitation à cause de l'absence de la technologie appropriée d'une part et de l'enclavement de leurs sites.

Une autre ressource qu'il ne faut pas négligée, c'est l'importante ressource humaine que regorge la commune de Baham et dont le dynamisme est cité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la commune.

2.5.2 Potentialités et ressources du milieu socio-économique

La situation économique de la commune de Baham n'est pas des plus enviables, pourtant l'élite Baham compte dans ses rangs de véritables hommes d'affaires. On observe dans l'espace urbain quelques points de vente de produits en gros et demi-gros. L'essentiel de ces commerçants est fait de détaillants. L'économie de la commune repose essentiellement sur les activités agricoles. Ces activités agricoles doivent leur essor aux conditions naturelles favorables.

Le dynamisme des populations cité ci-dessus est visible à travers le développement de son agriculture. L'agriculture et l'élevage sont diversifiés. L'agriculture est vivrière et maraîchère. Ce qui ne veut pas pour autant dire que les cultures de rente sont absentes ici. Il se trouve tout simplement qu'elles ne passionnent plus les populations comme ce fut le cas à une époque un peu lointaine. La diminution des surfaces cultivables et cultivées due à l'augmentation de la population y est aussi pour beaucoup, d'autant plus que l'augmentation des superficies de ces villages ne suit pas celle de la population. L'élevage s'inscrit par ailleurs dans le fichier des activités économiques ayant cours à Baham, mais il s'agit du petit élevage car ici on ne parle pas de l'élevage du gros bétail. Ce petit élevage est concentré sur les porcins, les caprins, la petite volaille (poulets pondeuses et poulets de chair).... L'encadrement technique des agriculteurs et éleveurs est assuré par 05 postes agricoles (Ngougoua, Bapi, Bahiala, Djemgheu et Poumze) et 02 centres zootechniques et vétérinaires (Ngougoua et dans l'espace urbain). Quelques apiculteurs existent dans la commune mais leur production demeure très faible (Djemgheu, Ngougoua...) Des espèces arbustives adaptées telles l'eucalyptus font l'objet non seulement d'une exploitation mais aussi d'une régénération par les populations. Des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) font l'objet de collecte par les populations qui en tirent des bénéfices à n'en pas sous-estimer.

3. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

3.1 Synthèse du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)

3.1.1 Gestion des ressources humaines

Tableau 15: Gestion des ressources humaines

Aspects d'analyse	Sous/Aspects d'analyse	Contraintes /Obstacles	Faiblesses/ Echecs	Opportunités /potentialités	Forces / Succès
RESSOURCES HUMAINES	Classification du personnel		<ul style="list-style-type: none"> - 07 Personnels peu formé sur les tâches actuelles après leur recrutement (Préposé matières). - Insuffisance des informations de la majorité du personnel sur la question communale - Absence d'un personnel qualifié dans la maîtrise d'ouvrage; - Notice individuelle du personnel communal non-actualisé 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressource humaine importante et de qualité (05 cadre); - Existence d'organisme et de programme d'appui autour de la Mairie (CEPAD, PADDL, PNDP) ; - Elite nombreuse et dynamique dans laquelle il y a des spécialistes dans tous les domaines 	Régularité des salaires;
	Politique de la gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Conflit latent au sein du personnel - Amateuisme d'une partie du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un profil de carrière écrit. • Non-perception des allocations familiales par le personnel • Insuffisance dans le système d'évaluation • Absence d'une procédure de recrutement écrite 		<ul style="list-style-type: none"> • Le paiement régulier des cotisations CNPS • Présence d'un délégué du personnel au sein de la commune • Existence d'un règlement intérieur ; • Présence d'une urne avec une clé pour la conservation des fiches de présence • Mode d'avancement respecté
	Viabilité organisationnelle		<ul style="list-style-type: none"> - Absence des textes particuliers prévus dans le règlement intérieur - Insuffisance de spécificité du cahier de charge - Inexistence d'un cahier de charge écrit; 		Existence d'un organigramme fonctionnel

	Fonctionnement des services		<ul style="list-style-type: none"> - Faible politique de communication au sein de la commune ; - Irrégularité des réunions de tout le personnel; • Inexistence d'une politique d'évaluation • Cumul de responsabilités du fait de l'ineffectivité du bureau d'ordre et du courrier • Non-opérationnalité de certains services (bureau des ressources humaines, bureau de la documentation et des archives, bureau des artisans, bureau des affaires juridiques, du contentieux et des assurances, recette municipal) 		<ul style="list-style-type: none"> • Secrétaire Général possédant une riche expérience • Polyvalence de certains agents communaux ; • Connaissance des tâches par chaque agent ; • Un Receveur Municipal diplômé du CEFAM • Existence d'un texte particulier régissant la recette municipale
	Conseillers Municipaux		<ul style="list-style-type: none"> • Faible représentativité des femmes au sein du personnel; • Insuffisance dans la perception du rôle du conseiller municipal 		<ul style="list-style-type: none"> • Formation continue reçue par le 1er et le 2^{ème} adjoint au Maire à travers divers séminaires ; • Esprit de solidarité de l'exécutif communal ; • Répartition claire des tâches entre le Maire et ses adjoints ; • Diversité des compétences au sein du conseil municipal (CM)
	Organisation du Conseil Municipal		<ul style="list-style-type: none"> • Absence de tenue de réunion en dehors de celles du vote du budget et de la validation de C.A • Ignorance des missions de chaque commission par la plupart des membres • Faible résidence des conseillers municipaux • Faible communication au sein du CM • Insuffisance de communication entre les conseillers et la population • Insuffisance de contrôle et de suivi du budget par le CM 		<ul style="list-style-type: none"> • Présence du superviseur membre de l'exécutif pour chaque commission • Forte présence des conseillers lors des tenues du CM • Forte implication des conseillers dans l'élaboration du budget;

3.1.2 Gestion des ressources financières

Tableau 16: Gestion des ressources financières

Aspects d'analyse	Sous/Aspects d'analyse	Contraintes /Obstacles	Faiblesses/ Echecs	Opportunités /potentialités	Forces / Succès
RESSOURCES FINANCIERES	Budget	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de moyens financiers - Incivisme fiscal 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du personnel à la recette municipale - Faible taux de recouvrement des taxes - Faible mobilisation des ressources internes et négligence de certains postes de recettes comme les droits de place sur le marché et la location de certains comptoirs. - Perturbation du recouvrement des taxes par certaines élites. - Retard dans la transmission des documents comptables à la tutelle. - Faible communication autour des finances communales tant en interne qu'en externe. - Retard dans le délai d'élaboration du budget. - Absence d'un manuel qui formalise les procédures comptables et de budgétisation - Absence de statistiques sur l'exécution du budget - Faible suivi du budget par le CM 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un marché construit - Sources de recettes inexploitées (sites touristiques, petits marchés dans les villages) - Présence des infrastructures (Centre multifonctionnel, Complexe Sportif) qui, achevées, contribueraient au développement, à la multiplicité des services, à l'accroissement des recettes communales 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte implication des conseillers dans l'élaboration du budget; - Tenue des commissions afin d'étudier le budget prévisionnel - Tenue des fiches de suivi des opérations comptables; - Fichier de contribuables actualisé; - Receveur Municipal disponible - Présence d'un agent financier de développement
	Compte administratif		<ul style="list-style-type: none"> - Retard dans la transmission du compte administratif à la tutelle - Faible communication autour des finances communales tant en interne qu'en externe. - Etablissement des mandats en régularisation 		Existence du compte administratif des trois derniers exercices
	Compte de gestion		<ul style="list-style-type: none"> - Retard dans la transmission des documents comptables à la tutelle - Etablissement des mandats en régularisation 		Existence du compte de gestion des trois derniers exercices

PLAN DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAL		Faible mobilisation des fonds pour le financement du PDC	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi de la mise en œuvre du Plan de Développement Communal difficile; - Décalage entre ce qui est prévu dans le plan de campagne et ce qui est réalisé; - Absence d'évaluation du niveau de mise en œuvre du PDC; - Non-fonctionnalité du comité de suivi du PDC 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un Plan de Développement Communal en cours d'actualisation ; - Projets du Plan de Campagne issus du PDC 	Existence du PNDP, du CEPAD dont le souci est d'appuyer la commune dans l'actualisation du PDC
---	--	--	--	--	--

3.1.3 Gestion du patrimoine communal

Tableau 17: Gestion du patrimoine communal

Aspects d'analyse	Sous/Aspects d'analyse	Contraintes /Obstacles	Faiblesses/ Echecs	Opportunités /potentialités	Forces / Succès
PATRIMOINE COMMUNAL		Problèmes fonciers pour l'installation de nouvelles infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> - Non-sécurisation du patrimoine foncier de la commune; - Matériel roulant en panne; - Absence d'un personnel de maintenance du matériel roulant; - Absence d'une politique de valorisation des sites touristiques; - Sommiers non-actualisés; - Absence de certains documents de la comptabilité matière; - Préposé Matière non-formé; - Absence d'un plan d'amortissement des engins communaux; - Absence d'un cimetière communal; - Parc automobile réduit; 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'organismes et de programmes (CEPAD, PADDL, PNDP...) pouvant appuyer la réalisation des infrastructures communales - Une situation géographique favorable aux échanges car traversée par la route nationale (N° 5) qui relie la région de l'Ouest à la région du Littoral (Bafoussam –Douala); 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des infrastructures économiques (marchés) culturelles (centre multifonctionnel) et sportives (Complexe sportif) - Participation des populations à l'entretien des infrastructures - Existence d'un Plan conjoint de la Gestion du Patrimoine Communal (GPC)

3.1.4 Gestion des relations

Tableau 18 : Gestion des relations

Aspects d'analyse	Sous/Aspects d'analyse	Contraintes /Obstacles	Faiblesses/ Echecs	Opportunités /potentialités	Forces / Succès
GESTION DES RELATIONS		Faible capacité de négociation de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de relations avec d'autres communes - Insuffisance de jumelages avec d'autres communes - Faible collaboration avec les SDE - Absence des journaux communaux - Absence d'une cellule de communication 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des multiples programmes de développement - Présence d'une radio communautaire qui n'émet pas pour le moment 	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne relation avec la tutelle, le FEICOM. - Jumelage avec la commune de Saint Germain au mont d'or - Membre du syndicat des communes des Hauts-Plateaux - Bonne relation avec les autorités traditionnelles, religieuses et certaines organisations de la société civile (GIC, ONG, Comité de développement).

3.1.5 Evaluation du Plan de Développement Communal (2008 - 2014)

Tableau 19 : Evaluation du PDC

N°	Secteurs	Activités planifiées en 2008	Activités réalisées	Activités en cours de réalisation	Activités à planifier
1	Institution communale	Ressources Humaines	Elaborer et mettre en application un organigramme des services	Un organigramme élaboré et fonctionnel	Signer les textes particuliers qui accompagnent l'organigramme
			Organiser une session de formation à l'attention des conseillers municipaux sur le rôle, la place et les tâches d'un conseiller	Non	Organiser une session de formation à l'attention des conseillers municipaux sur le rôle, la place et les tâches d'un conseiller

N°	Secteurs	Activités planifiées en 2008	Activités réalisées	Activités en cours de réalisation	Activités à planifier
		Former et redéployer le personnel communal existant	Oui	Des accompagnements spécifiques du personnel sont en cours	
		Rendre fonctionnel le service d'hygiène et salubrité de la commune	Oui		Demander l'affectation d'un nouveau chef de service
	Ressources financières	Réactiver l'établissement et le contrôle des permis de bâtir	Oui		Rendre régulière le contrôle des permis de bâtir
		Faire un état des lieux de la situation des locations des comptoirs au marché central de Baham	Oui		
		Réaliser une étude sur les possibilités d'aménagement et d'exploitation des sites touristiques et des carrières existants sur le territoire communal.	Non	Réflexion sur les possibilités d'aménagement et d'exploitation des sites touristiques et des carrières existants sur le territoire communal	Réaliser une étude sur les possibilités d'aménagement et d'exploitation des sites touristiques et des carrières existants sur le territoire communal.
	Patrimoine communal	Construire la gare routière de Baham	Non		Construire la gare routière de Baham
		Faire un état des lieux du matériel roulant de la commune et envisager une réforme	Non		Faire un état des lieux du matériel roulant de la commune et envisager une réforme
		Réaliser les études de faisabilité sur la construction d'un abattoir municipal	Oui		Achever la construction de l'abattoir municipal (La construction s'est arrêtée)
		Construire le centre multifonctionnel			Achever la construction

N°	Secteurs	Activités planifiées en 2008	Activités réalisées	Activités en cours de réalisation	Activités à planifier
		communal	Construction partielle		du centre multifonctionnel communal
	Relations.	Mettre en place un cadre de concertation commune tutelle et sectoriels et définir la périodicité des rencontres	Partiellement		Définir la périodicité des rencontres
2	Santé	Faire un état des lieux des besoins en équipements et infrastructures de santé publique existants et envisager un appui progressif	Un état de lieu des besoins en équipements et infrastructures existe	- Equipement en matériel médical du CSI de Bahiala en cours - Equipement en matériel médical du CSI de DEMGO en cours	Appuyer progressivement les CSI en équipements et infrastructures adaptés à leur besoin
3	Agriculture	Susciter et faciliter l'installation des opérateurs économiques fournisseurs d'intrants agricoles	Des points de vente d'intrants d'agricoles et d'élevage existent		
		Réaliser une étude de faisabilité pour la multiplication et la fourniture des rejets de bananiers-plantains	Programme de la Relance de la Filière Bananiers-Plantains partiellement mis en œuvre		
4	Elevage	Susciter et faciliter l'installation des opérateurs économiques fournisseurs d'intrants d'élevage	Des points de vente d'intrants d'élevage existent		
5	Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat	Faciliter la création d'une galerie artisanale au centre urbain de Baham	Non		Créer une galerie artisanale au centre urbain de Baham

N°	Secteurs	Activités planifiées en 2008	Activités réalisées	Activités en cours de réalisation	Activités à planifier
6	Travaux publics	Faire un état des lieux des routes sur le territoire communal et programmer l'aménagement par ordre d'importance	<ul style="list-style-type: none"> - Un état des lieux des routes existe - Une programmation des travaux d'aménagement des routes existe 		Poursuivre l'aménagement
		Procéder à l'ouverture de 16.5 Km de route	Ouverture partielle des routes (piste agricole Toche-Lassé-Lagweu, axe Banka-Bapi, axe carrefour Yomgne-Monument, axe routier christophe Bouyom-vers route Bangou par souop Tabu,		Poursuivre l'ouverture de ...km de routes
		Procéder à la construction de 10 ponts sur le territoire communal	Construction partielle des ponts (pont sur l'axe Souop Kouwate vers chez Wabo Souop Kouam, pont reliant Dindjoue à Demcheghe et à CHENGNE)		Poursuivre la construction des ponts
7	Eau	Construire 16 forages sur l'ensemble du territoire communal (01 forages par communauté)	Réalisation partielle des forages (Banka, Djemgheu, Hiala)		Poursuivre la construction des forages
	Energie	Réaliser une étude de faisabilité pour l'extension du réseau électrique sur le territoire communal et une étude de renforcement des capacités du réseau existant	Réalisation partielle	En cours de réalisation	Poursuivre l'extension du réseau NB : Présence du Projet DER Haut-Plateaux
8	Sport et éducation physique	Construire un complexe sportif au centre urbain de Baham	Projet partiellement réalisé		Achever la construction du complexe multisports
9	Education	Construire et équiper 30 salles de	Construction de salles de		Construire 10 salles de

N°	Secteurs	Activités planifiées en 2008	Activités réalisées	Activités en cours de réalisation	Activités à planifier
		classe	classe à Medjo (06), Hiala (06), Poumze (04), Bapi (04),		classe
10	Environnement	Créer et aménager une décharge ou un dépotoir municipal	Non	Les négociations sont en cours de négociation avec les particuliers pour l'acquisition d'un Site	Créer et aménager une décharge ou un dépotoir municipal
		Faire une étude pour l'installation des bacs à ordures au centre urbain	Des bacs installés dans l'espace urbain		Installer de nouveaux bacs à ordures
		Faire une étude pour la mise en place d'une forêt communale	Non		Faire une étude pour la mise en place d'une forêt communale

3.1.6 Axes de renforcement de la commune

Tableau 20: Axes de renforcement

Domaine d'analyse	Points d'attention	Axes de renforcement
RESSOURCES HUMAINES	Classification du personnel	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les séminaires de formation pour le personnel sur les thèmes suivants: <ul style="list-style-type: none"> • Connaissance des missions de la commune. • La maîtrise d'ouvrage communal - Actualiser la notice individuelle du personnel communal
	Politique de la gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Rédiger un profil de carrière - Accélérer les procédures d'obtention des allocations familiales par le personnel - Rendre systématique le système d'évaluation au sein de la commune - Mettre sur pied un système de planification des ressources humaines
	Viabilité organisationnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Signer les textes particuliers qui accompagnent l'organigramme - Doter la commune d'un cahier de charges bien spécifié - Planifier les réunions avec tout le personnel

	Fonctionnement des services	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre sur pied un système de communication au sein de la commune - Planifier les réunions (Hebdomadaire, Mensuel...) - Mettre en place une politique d'évaluation - Réfléchir sur la création d'une mutuelle de personnel. - Rendre opérationnels certains services - Recruter un personnel qualifié (03 dont un chauffeur d'ici 2 ans) - Faire bénéficier tout le personnel de l'expérience du SG
	Conseillers Municipaux	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les séminaires de formation à l'intention des conseillers sur les thèmes suivants: <ul style="list-style-type: none"> ● Rôle du Conseiller municipal ● Communication entre les conseillers et population - Valoriser les compétences au sein du Conseil Municipal (CM) - Sensibiliser le Conseil Municipal sur le suivi et l'exécution du budget communal
	Organisation du Conseil Municipal	<ul style="list-style-type: none"> - Tenir des rencontres régulières au sein de chaque commission - Organiser des fora de discussion sur le rôle de chaque commission au sein du CM - Renforcer la communication en interne au sein du CM - Renforcer le contrôle et le suivi du budget au sein du CM - Promouvoir l'implication de tous les conseillers dans la gestion de la commune. - Organiser régulièrement les rencontres entre le CM et la population
RESSOURCES FINANCIERES	Budget	<ul style="list-style-type: none"> - Elargir l'assiette fiscale. - Actionner tous les postes de recettes comme les droits de place sur le marché et la location des comptoirs - Sensibiliser certaines élites sur le bien-fondé du paiement de l'impôt. - Former le personnel aux techniques de recouvrement - Elaborer un plan de communication autour des finances communales. - Sensibiliser les contribuables sur le bien-fondé du paiement de l'impôt. - Respecter les dates de transmission du compte du budget à la tutelle. - Respecter la date d'élaboration du budget - Rédiger un manuel de procédure sur le mécanisme de gestion financière.
	Compte administratif	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les dates de transmission du compte administratif à la tutelle. - Réduire le pourcentage d'établissement des mandats en régularisation
	Compte de gestion	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les dates de transmission du compte de gestion à la tutelle - Mobiliser plusieurs personnes lors de l'élaboration du compte de gestion - Réduire le pourcentage d'établissement des mandats en régularisation

PATRIMOINE COMMUNAL	<ul style="list-style-type: none"> - Sécuriser le patrimoine communal existant (foncier...) - Recruter un personnel de maintenance. - Mettre en place une politique de valorisation des sites touristiques - Créer un office de tourisme - Elaborer tous les documents de la comptabilité-matière (Compte de gestion matière, Inventaire de base...) - Former le Préposé- Matière dans la gestion du patrimoine - Mettre en oeuvre les activités de Gestion du Patrimoine Communal (GPC) - Accroître le patrimoine communal - Achever la construction des infrastructures (Complexe sportif communal, Centre Multifonctionnel Communal, Abattoir) - Construire un hôtel de ville - Doter la commune des engins lourds (Caterpillar, Compateuse, niveleuse)
GESTION DES RELATIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les élites afin qu'ils contribuent au développement de la commune - Développer l'intercommunalité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur - Rendre fonctionnelle la radio communautaire - Mettre en place une stratégie de communication/ collaboration avec tous les SDE. - Mettre sur pied une cellule de communication - Créer un journal mural communal - Créer un journal d'informations sur les activités de la commune.

3.2 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Tableau 21: Matrice d'analyse des problèmes identifiés par secteur

SECTEUR 01 : Agriculture		
PROBLEME REFORMULE : Difficultés à développer une agriculture rentable		
CAUSES/ EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
-Insuffisance d'encadrement technique des agriculteurs -Faible rendement -Insuffisance alimentaire	Banka, Chengne, Boukue, Baho, Lagweu, Poumze, Batoussouo, Medjo,	<ul style="list-style-type: none"> • Restructurer les organisations de producteurs existantes • Renforcer le suivi des agriculteurs • Sensibiliser les populations afin qu'elles se déplacent vers les 05 postes agricoles de la commune pour les besoins d'encadrement.
-Absence d'encadrement technique des agriculteurs	Djemgheu, Cheffou, Hiala, Ngougoua, Kaffo, Bapi	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter de 06 le personnel en service dans les 05 postes agricoles

		<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les populations afin qu'elles se déplacent vers les 05 postes agricoles de la commune pour les besoins d'encadrement • Organiser les agriculteurs en filières de production • Restructurer les organisations de producteurs existantes • Renforcer les capacités techniques des agriculteurs • Affecter un chef de poste au poste agricole vacant de Ngougoua • Solliciter le dynamisme des chefs de postes existants • Faire le suivi des agriculteurs
<p>-Faible fertilité des sols</p> <p>-Faible revenu des producteurs</p> <p>-Faible pouvoir d'achat</p>	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Pratiquer la jachère améliorée • Utiliser les engrais organiques de préférence • Recourir aux plantes améliorantes • Organiser des ateliers de formation des agriculteurs sur les techniques de fabrication du compost
<p>-Cherté des intrants agricoles</p> <p>-Faible fertilisation des parcelles cultivées</p> <p>-Utilisation des mauvaises semences</p> <p>-Faible production</p>	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser les agriculteurs en groupes • Organiser des achats groupés d'intrants agricoles • Solliciter les subventions en intrants agricoles auprès du MINADER/Mairie • Susciter et faciliter l'installation des opérateurs privés
<p>-Faible organisation des agriculteurs en coopératives de production</p> <p>-Difficulté d'accès aux appuis</p>	Tous les villages	Sensibiliser les populations sur la nécessité de se regrouper en coopératives et par filière de production
Conflits agropastoraux	Djemgheu, Batoussouo,	<ul style="list-style-type: none"> • Délimiter les aires par filière • Sensibiliser les éleveurs à plus de conscience dans l'exercice de leurs activités ; • Créer un cadre de concertation entre Agriculteurs et éleveurs • Former les éleveurs sur les techniques de fabrication des aliments du bétail à base des produits locaux • Sensibiliser les éleveurs sur les bienfaits de l'élevage en claustration
<p>-Maladies et autres ennemies des plantes</p> <p>-Destruction des cultures</p> <p>-Baisse de la production</p>	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Se rapprocher des chefs de poste pour s'enquérir des techniques de lutte phytosanitaire • Augmenter les stocks des produits disponibles dans les brigades phytosanitaires
Absence d'un magasin de stockage et de	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Construire un magasin de stockage ; • Mettre sur pied une unité de transformation des produits

conservation		agricoles • Construire une chambre froide
-Outillage rudimentaire -Etroitesse des surfaces cultivées	Tous les villages	
-Vents violents et dévastateurs -Destruction des cultures -Faible pouvoir d'achat -Découragement des agriculteurs -Abandon de l'agriculture	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Pratiquer le buttage pour les plantes céréalières ; • Recourir aux tuteurs et aux brise-vents pour les bananier-plantains • Reboiser massivement pour freiner la vitesse du vent.
-Enclavement des bassins de production -Difficulté d'évacuation des produits agricoles vers les points de vente	Tous les villages	Ouvrir les pistes de collecte ou de desserte
-Bâtiment du Centre d'Education et d'Action Communautaire non –construit -Fonctionnement du CEAC dans un bâtiment d'emprunt ; -Absence de visibilité du CEAC construit	Tous les villages	Construire le bâtiment du CEAC
-Pratique des feux de brousse -Destruction de la faune et de la flore -Dégradation de l'écosystème	CHENGNE (Réserve), BAHU, BAPI, DJEMGHEU et autres	<ul style="list-style-type: none"> • Eviter les feux de brousse ; • Sensibiliser la population sur l'existence d'une réglementation sur l'interdiction des feux de brousse
SECTEUR 02 : Elevage, pêche et industries animales		
PROBLEME REFORMULE: Difficultés à développer un élevage rentable		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Absence d'une unité de transformation des produits d'élevage	Toute la commune	Solliciter un appui pour la construction d'une unité de transformation
Cherté des intrants d'élevage	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser les agriculteurs en groupes • Effectuer des achats groupés • Solliciter les subventions en intrants d'élevage auprès du Ministère de l'Elevage, des Pêches et Industries Animales (MINEPIA)/Mairie • Solliciter et faciliter l'installation des opérateurs privés de la filière
Insuffisance d'eau pour l'abreuvement	Djemgheu, Baho, Lagweu, Hiala,	Construire de nouveaux points d'eau

du bétail en saison sèche	cheffou, Boukue	
-Abattoir du centre -ville inachevé -Abattage des animaux dans des domiciles sans le respect des règles d'hygiène -Risque de contamination des consommateurs par certaines maladies	Espace urbain communal	Achever la construction de l'abattoir
-Maladies du bétail (peste porcine, rouget,...) -Baisse du nombre de têtes élevé	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Former les éleveurs sur les techniques de lutte contre les maladies du détail • Respecter les règles d'hygiène animale • Mener une lutte préventive et curative contre les maladies du bétail
Conflits agropastoraux	Djemgheu, Batoussouo,	Mettre en place un cadre de concertation permanente entre éleveurs et agriculteurs
Absence d'une mélangeuse broyeuse	Tous les villages	Mettre en place une mélangeuse broyeuse assortie d'un point de vente
Vol du bétail	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des comités de vigilance dans les autres villages • Redynamiser les comités de vigilance existant (Le cas de Banka)
-Insuffisance d'infrastructures d'élevage (marché à bétail, chambre froide, ...) -Perte de recettes par la commune -Mauvaise conservation des denrées (viande...)	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Créer les infrastructures d'élevage, un marché à bétail, un parc à bétail, une chambre froide. • promouvoir une campagne annuelle de vaccination contre ces maladies (le rouget, la rage et la peste des petits ruminants) • Renforcer les cliniques vétérinaires en produits courants
Centres Zootechniques et Vétérinaires non- construits	Espace urbain, Ngougoua	Construire 02 Centres Zootechniques et Vétérinaires à dans l'espace urbain et à Ngougoua
Pratique insuffisante de l'élevage non-conventionnel	Tous les villages	Promouvoir l'élevage non conventionnel (lapins, aulacodes, cochon-dindes, abeilles, etc...)
Absence de tuerie municipale	Centre urbain	Aménager une tuerie municipale
-Mauvaise conservation de la drèche	Centre urbain	Sensibiliser les vendeurs de drèche sur la nécessité de protéger leurs marchandises afin de réduire le risque de contamination des animaux par la mauvaise conservation des ces aliments

Faible collaboration entre la Délégation départementale d'élevage et la commune		Mettre en place d'une plate forme de concertation entre la commune et la délégation départementale de l'élevage
SECTEUR 03 : Domaines et Affaires Foncières		
PROBLEME PRIORITAIRE : Difficultés d'accès à la propriété foncière		
CAUSES	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Faible connaissance des procédures d'obtention du titre foncier	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des campagnes de sensibilisations sur l'importance du titre foncier Vulgariser la procédure d'obtention du titre foncier et la législation foncière et domaniale
Difficultés d'immatriculation des terres par les populations		Faciliter l'immatriculation des terres.
Absence d'un plan cadastral d'occupation des sols et de cartes d'utilisation des terres		Actualiser le plan sommaire d'urbanisme datant de Novembre 1999
Absence de titre de propriété sur les parcelles de l'institution communale		Obtenir un titre de propriété sur chaque parcelle de l'institution communale
Récurrence des conflits fonciers	Tous les villages	Obtenir un titre foncier sur les terres occupées
SECTEUR 04: Habitat et Développement Urbain		
PROBLEME REFORMULE: Difficultés d'aménager l'espace urbain et faible développement de l'habitat		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
	URBANISME	
Plan sommaire d'urbanisme non-actualisé	Espace urbain communal	<ul style="list-style-type: none"> Solliciter l'appui du MINH DU pour l'actualisation du PSU en ce concerne l'élaboration des termes de référence en vue du recrutement d'un cabinet d'études. Organiser les campagnes de sensibilisation pour le respect du PSU existant
Difficultés d'assainissement de l'espace urbain	Espace urbain	<ul style="list-style-type: none"> Rendre fonctionnel le service d'hygiène et d'assainissement Construire des ouvrages d'assainissement urbain.
Difficultés d'aménagement et d'extension de la voirie urbaine ;	Espace urbain	<ul style="list-style-type: none"> Faire une étude en vue de l'aménagement et de l'extension de la voirie urbaine Aménager et étendre la voirie urbaine.
Difficultés d'évacuation des déchets,	Espace urbain	<ul style="list-style-type: none"> Faire une étude d'impact environnemental sommaire en vue de la création d'un dépotoir d'ordures.
Mauvais état des routes	Dans l'espace urbain	Reprofilier et entretenir de 5 Km de route dans l'espace urbain

		<ul style="list-style-type: none"> - Axe carrefour Pavillon vert- Abattoir sur 1,2km - Carrefour Sado-Derrière hôtel Palace sur 1,3 Km - DD MINEPN / Hauts Plateaux-Ecole Bilingue du centre sur 0,5 km - Carrefour Brigade de gendarmerie-DD MINMINDT- Whouom sur 1km
		Bitumage de 5 Km de route dans l'espace urbain <ul style="list-style-type: none"> - carrefour Colonel DJOKO- DD MINMAP / Hauts Plateaux –sous préfecture de Baham sur (1,312km) - Mairie-DD MINEPAT-Résidence du préfet sur (2X0,3 km) - Carrefour ancien-collège Henirich-carrefour foyer lawgue sur (0,8km)
HABITAT		
Construction anarchique	Toute la commune	Contrôler les permis de bâtir pour sensibiliser les populations sur le respect des normes de construction
Construction en matériaux provisoires	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Vulgariser la construction en matériau local amélioré • Construire une unité de fabrication du matériau local amélioré
Insuffisance de logements décents ;		Construire de nouveaux logements décents au centre ville
Absence de logements sociaux communaux		<ul style="list-style-type: none"> - Acquérir une parcelle de terrain - Construire des logements communaux
SECTEUR 05 : Environnement, protection de la nature et développement durable		
PROBLEME REFORMULE : Difficultés à protéger durablement l'environnement et la nature		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Déversement des déchets d'huiles à moteur usées à même au sol	Espace urbain	Sensibiliser les bouchers et les garagistes sur les méfaits de la pollution
Insuffisance des espaces verts dans les établissements scolaires et services publics	Tous les villages	Créer les espaces verts dans les établissements scolaires et services publics
Faible Collaboration entre les chasseurs et le personnel du MINFOF	Tous les villages	Mettre en place un cadre de concertation entre la délégation du MINFOF et les chasseurs.
Absence de comités d'hygiène et de salubrité ;	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place au niveau des villages des comités de relais d'hygiène et de salubrité pour l'assainissement des poches d'espace public ;
Insuffisance d'initiatives comme celles de	Tous les villages excepté	Encourager les initiatives individuelles d'hygiène et de salubrité dans

M. Chemise à Batoussouo qui nettoie le carrefour qui porte son nom	Batoussouo	les villages, telle que celle de M. CHEMISE
Insuffisance de toilettes publiques ;	Centre urbain	Construire de nouvelles toilettes publiques dans l'Espace urbain
Latrines des écoles non ventilées	Tous les villages	Construire des latrines ventilées dans toutes les écoles
Proximité des élevages et des maisons d'habitation	Tous les villages	Eloigner les élevages des habitations
Absence de recyclage des déchets non biodégradables	Tous les villages	Mettre en place une unité de recyclage des déchets non biodégradables
Destruction des raphias dans les bas-fonds ;	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Régénérer les raphias dans les bas-fonds ; • Sensibiliser les populations sur les risques environnementaux de la destruction des raphias dans les bas-fonds
Erosion des sols ;	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager toutes les initiatives humaines de lutte contre l'érosion des sols telles que : la culture en courbe de niveau, le reboisement dans les zones à risques...
La disparition des espèces fauniques et végétales en raison des températures extrêmes	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les populations sur les risques liés à la pratique des feux de brousse • Reboiser massivement
Faible connaissance de la population quant à l'importance de la protection de l'environnement ;	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les populations sur l'importance de la protection de l'environnement ; • Créer de nouveaux clubs des amis de la nature au sein de tous les établissements des villages.
Destruction abusive des arbres pour bois de chauffage et habitat ;	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Reboiser encore et encore • Promouvoir l'utilisation des foyers améliorés
Utilisation abusive des produits phytosanitaires dans l'agriculture ;	Tous les villages	Sensibiliser les populations sur les dangers des produits phytosanitaires sur l'homme et sur l'environnement.
Feux de brousse	CHENGNE (Reserve), BAHO, BAPI, DJEMGHEU et autres	Sensibiliser la population sur l'existence d'une réglementation relative à l'interdiction des feux de brousse
SECTEUR 06 : Forêt et Faune		
PROBLEME REFORMULE : Faible protection de la forêt et de la faune dans la commune de Baham		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Déforestation abusive non suivie de reboisement	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Programmer des journées de reboisement • Sensibiliser les populations sur le bien fondé du reboisement • Mettre en place une pépinière communale.

		<ul style="list-style-type: none"> Faire le suivi des arbres existants
Pratique des feux de brousse ;	CHENGNE (Reserve), BAHO, BAPI, DJEMGHEU et autres	Sensibiliser la population sur l'existence d'une réglementation sur l'interdiction des feux de brousse
Chasse des espèces protégées	Tous les villages	Respecter la réglementation en matière de chasse
Pollution de l'environnement par les produits phytosanitaires	Tous les villages	Sensibiliser les populations sur les dangers des produits phytosanitaires sur l'homme et l'environnement
SECTEUR 07 : Administration Territoriale, Décentralisation et Maintien de l'ordre		
PROBLEME REFORMULE : Difficultés d'accès aux services d'administration territoriale et de maintien de l'ordre		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Insuffisance des services déconcentrés de l'Etat	Tous les villages	Solliciter la création de tous les services déconcentrés de l'Etat au niveau de la commune
Faible diligence des forces de l'ordre en cas d'interpellation	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les services du maintien de l'ordre à plus de promptitude dans leurs interventions ; Sensibiliser les populations sur la nécessité de collaborer avec les services de sécurité publique
Insuffisance de comités de vigilance ;	Commune	Sensibiliser les populations à la création d'un comité de vigilance dans leur village
Absence de poste de police au marché du centre commercial	Espace urbain	Solliciter la création d'un poste de police au marché du centre commercial
Difficulté de déplacement des forces de l'ordre en cas de sollicitation	Commune	Doter les services de maintien de l'ordre des véhicules pour le déplacement
Secteur 8 : EDUCATION DE BASE		
PROBLEME REFORMULE: Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Enseignement maternel		
Absence d'écoles maternelles publiques	Baghom, Ngougoua, Kaffo	Créer des écoles maternelles publiques
Absence de clôtures dans les écoles existantes ;	Toute la commune	Construire des clôtures dans toutes les écoles maternelles à Baham
Ecoles maternelles publiques non construites	Lagweu, Chengne, Banka, Bapi, Ngougoua, Baho, centre urbain, Boukue, Poumze	Construire un bâtiment de deux salles de classes à l'école maternelle
Absence de latrines ventilées	Toute la commune	Construire au moins deux latrines ventilées dans toutes les écoles maternelles

Insuffisance du mobilier / des équipements pour enfants (absence de réchaud, de couverts, de bacs à ordures et insuffisance des lits, nattes, matelas et des tables-bancs téléphone, faxe, internet) ;	Toute la commune	Doter les écoles maternelles en équipements adéquats en quantité suffisante (couverts, bacs à ordures, lits, nattes, matelas, tables-bancs téléphone, faxe, internet) ;
Changement abusif des manuels scolaires	Toute la commune	Plaidoyer auprès des autorités administratives
Absence d'électricité dans les écoles maternelles publiques	Toute la commune	Electrifier l'école maternelle bilingue publique
Absence d'enseignants spécialisés pour handicapés	Toute la commune	Former les enseignants spécialisés pour handicapés
Insuffisance d'enseignants dans les écoles maternelles	Chengne, Bapi, Baho, Medjo Batossouo, Djemgheu, Kaffo, Cheffou, Demgo, Centre urbain, Banka, Hiala, Poumze,	Affecter de nouveaux enseignants dans les écoles maternelles de : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Chengne, (02) ➤ Bapi, (02) ➤ Baho, (02) ➤ Medjo (02) ➤ Djemgheu (02) ➤ Batossouo (02) ➤ Kaffo (01) ➤ Cheffou (02) ➤ Demgo (02) ➤ Centre urbain (04) ➤ Hiala (01) ➤ Banka (02) ➤ Poumze (01)
Faible volume du paquet minimum	Toute la commune	Accroître le volume du paquet minimum dans tous les établissements publics
Absence d'un site pour l'école maternelle	Lagweu	Trouver un site pour l'école maternelle
Site de l'école maternelle non sécurisé	Toute la commune	Sécuriser les sites des écoles primaires par l'obtention des titres fonciers
Insuffisance d'espaces reboisés dans les écoles maternelles	Toutes les écoles primaires de la commune excepté 03 écoles du	Créer les espaces reboisés dans toutes les écoles primaires de la commune excepté 03 écoles du centre urbain

	centre urbain	
Absence de logements pour enseignants	Toute la commune	Construire des logements pour enseignants
Enseignement primaire		
Salles de classe non aménagées	Banka	Aménager les salles de classe
Salles de classe délabrées	Ngougoua, Batossouo, Cheffou, Espace urbain, Chengne	Réfectionner les salles de classe à l'école publique de : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Batossouo (09) ➤ Cheffou (03) ➤ Espace urbain (04) ➤ Chengne (03) ➤ Ngougoua(03) ➤ Demgo (02)
Présence d'un bâtiment délabré représentant un danger pour les élèves	Baho	Détruire ce bâtiment délabré représentant un danger pour les élèves
Insuffisance d'équipements (tables-bancs, bureaux des maîtres, matériels didactiques, bibliothèques scolaires, boîte à pharmacie, petit matériel	Banka, Baho, Medjo et espace urbain	Doter les écoles primaires : <ul style="list-style-type: none"> - De l'espace urbain de 171 tables-bancs davantage. - Des écoles concernées de bureaux des maitres - Offrir des livres du Maître, notamment, livres de lectures, de grammaire, d'orthographe, d'histoire, de géographie, de science, de morale et d'éducation civique, et d'anglais. - Doter les écoles de boîtes à pharmacie - Doter les écoles du petit matériel
Absence de latrines ventilées dans les écoles primaires	Espace urbain, Chengne, Banka, Bapi, Ngougoua, Medjo	Construire 04 latrines ventilées dans chacune de ces écoles primaires
Absence d'enseignants spécialisés pour handicapés	Toute la commune	Former les enseignants spécialisés pour handicapés
Absence dans les écoles primaires des rampes d'accès pour personnes handicapées.	Toute la commune	Construire dans chaque école primaire une rampe d'accès pour personnes handicapées.
Faible volume du paquet minimum ;	Toute la commune	Accroître le niveau du paquet minimum dans toutes les écoles primaires.
Absence de barrières	Toute la commune	Construire une barrière dans chaque école
Insuffisance de matériels sportifs (ficelle, sifflet, maillot, chronomètre)	Toute la commune	Doter l'école primaire publique du matériel sportif

04 salles de classe sans ouvertures (portes, fenêtrés) à l'école primaire publique de Chengne	Chengne	Mettre les ouvertures sur ces salles de classe
Insuffisance d'enseignants dans les écoles primaires publiques	Banka, Bapi, Ngougoua, Baho, Batossouo, Kaffo, Cheffou, Espace urbain, Boukue, Hiala, Poumze	Affecter de nouveaux enseignants dans ces écoles <ul style="list-style-type: none"> ➤ Banka (02) ➤ Bapi (01) ➤ Ngougoua (03) ➤ Baho (03) ➤ Batossouo (07) ➤ Kaffo (02) ➤ Cheffou (02) ➤ Espace urbain (13) ➤ Boukue (02) ➤ Hiala (06) ➤ Poumze (02)
Perturbation du système acoustique en cas fortes pluies	Lagweu, Medjo	
Insuffisance d'écoles primaires bilingues	Chengne, Baghom	Créer, construire et équiper 02 écoles primaires bilingues à Chengne, Baghom
Absence d'un site de construction de l'école primaire publique	Lagweu	Acquérir un site pour la construction
Insuffisance d'infrastructures (points d'eau, électricité, bureau du directeur, salles de classe, logement d'astreinte, aire de jeu)	Banka, Bapi, Ngougoua, Baho, espace urbain, Medjo	<ul style="list-style-type: none"> - Construire davantage des salles de classe et des bureaux de directeurs pour les écoles primaires - Electrifier les écoles - Créer des points d'eau dans toutes les écoles de la commune excepté 04 écoles du centre urbain, 01 école à Batossouo, 01 école à Cheffou, 01 école à Boukue, 01 école à Poumze - Construire des logements d'astreinte
Site de l'école primaire non sécurisé	Toute la commune	Sécuriser les sites des écoles primaires par l'obtention des titres fonciers
Mauvais fonctionnement du bureau de l'APEE	Banka	Améliorer le fonctionnement de l'APEE
Accès difficile à l'école publique du fait	Ngougoua	Entretien des voies d'accès à l'école publique

du mauvais état des voies d'accès		
Absence de dos d'âne	Baho	Réaliser une étude de faisabilité en vue de la construction des dos d'ânes
Absence de bacs à ordures dans les écoles publiques	Toutes les écoles excepté 01 école de l'espace urbain	Doter toutes les écoles excepté 01 école de l'espace urbain des bacs à ordures
Existence d'une route divisant l'école publique en deux	Banka	Dévier la route divisant l'école publique en deux
Insuffisance d'espaces reboisés dans les écoles primaires	Toutes les écoles primaires de la commune excepté 01 école à Djemgheu, 02 écoles à Batossouo, 03 écoles du centre urbain	Créer les espaces reboisés dans toutes les écoles primaires de la commune excepté 01 école à Djemgheu, 02 écoles à Batossouo, 03 écoles du centre urbain
Absence de logements pour enseignants	Toute la commune	Construire des logements pour enseignants
SECTEUR 09 : Enseignements secondaires		
PROBLEME REFORMULE : Difficultés d'accès à un enseignement secondaire de qualité		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Absence d'un lycée agricole	Toute la commune	Créer, construire et équiper un lycée agricole
Insuffisance d'établissements d'enseignement secondaire technique	Toute la commune excepté Djemgheu, Medjo	Créer, construire et équiper de nouveaux établissements d'enseignement secondaire technique
Insuffisance des infrastructures et équipements dans les établissements de l'enseignement secondaire général (point d'eau, clôture, salle de classe, électricité, salle informatique, latrines, salles de professeurs, bâtiment administratif.)	Chengne, Poumze, espace urbain	Doter : <ul style="list-style-type: none"> •Le CES bilingue de Chengne d'un point d'eau, d'une salle informatique, d'une salle de professeurs, d'un bloc de 06 latrines et d'un bâtiment administratif •Le lycée technique de Djemgheu d'un point d'eau, de nouvelles salles de classes •Electrifier le CES de Chengne •Sécuriser les établissements scolaires par les clôtures faites avec le matériau local
Insuffisance d'enseignants qualifiés dans les établissements privés et publics	Chengne, Poumze, Djemgheu, espace urbain, Medjo	Affecter les enseignants qualifiés dans les établissements concernés
Insuffisance de filières de formation au lycée technique de Djemgheu	Djemgheu	Demander l'ouverture de nouvelles filières de formation au lycée technique de Djemgheu

Impraticabilité du tronçon routier desservant le lycée technique de Djemgheu	Djemgheu	Aménager le tronçon routier reliant le lycée technique de Djemgheu
Mauvais comportement des élèves		Sensibiliser les parents pour qu'ils sensibilisent les enfants à plus de responsabilité
Changement abusif des manuels scolaires	Toute la commune	Plaidoyer auprès des autorités du MINESEC
Coût élevé des livres scientifiques	Toute la commune	Plaidoyer auprès des autorités du MINESEC
Difficulté de déplacement des élèves en saison de pluies	Toute la commune	Aménager les voies d'accès dans les établissements de l'enseignement secondaire.
Insuffisance d'espace reboisé	Toute la commune excepté le lycée technique de Djemgheu, 01 établissement à Medjo, 03 établissements dans le centre urbain	Créer les espaces reboisés dans les établissements (excepté le lycée technique de Djemgheu, 01 établissement à Medjo, 03 établissements dans le centre urbain)

SECTEUR 10 : Enseignement Supérieur

PROBLEME REFORMULE : Difficultés d'accès à l'enseignement supérieur

CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Coût d'accès élevé à l'enseignement supérieur	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> • Octroyer les bourses d'études • Réduire le coût des logements
Absence des établissements d'enseignement supérieur	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> • Simplifier les • Procédures de création d'établissement Supérieur privé • Créer des établissements d'enseignement supérieur
Faible (5%) octroi de bourse aux bacheliers	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le nombre de bourses aux bacheliers de la commune de Baham

SECTEUR 11 : Santé publique

PROBLEME REFORMULE : Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité

CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Insuffisance des centres de santé intégrés (CSI)	Banka, Djemgheu, Baho,	Créer, construire et équiper de nouveaux centres de santé intégrés
Insuffisance du personnel qualifié dans les centres de santé intégrés	Demgo, Bapi, Chengne, Ngougoua, Cheffou, Medjo, Bahiala, Poumze	Affecter de nouveaux personnels dans les centres de santé intégrés de : Demgo (02), Bapi (03), Chengne (03), Ngougoua (02), Cheffou (03), Medjo (03), Bahiala(02), Poumze (02)

Insuffisance d'infrastructures dans les centres de santé (bâtiment d'isolement, de maternité, de pédiatrie, de case d'astreinte, de cuisine, point d'eau, laboratoire, incinérateur	Chengne, Demgo, Bapi, Cheffou	Doter les centres de santé intégrés de: <ul style="list-style-type: none"> •Demgo d'une cuisine, d'une case d'astreinte, d'une clôture •Construire un incinérateur à l'hôpital de district •Chengne d'une case d'astreinte, d'une cuisine, d'un bâtiment d'isolement, d'une maternité, d'une clôture, d'une pédiatrie et d'un point d'eau •Bapi d'une case d'astreinte, d'une clôture •Cheffou d'une clôture •Medjo d'une case d'astreinte, d'une clôture •Ngougoua, d'une clôture •Centre administratif d'une case d'astreinte, d'une clôture •Bahiala d'une clôture •Poumze d'un point d'eau, d'une clôture
Puits non-aménagé au centre de santé	Bapi	Aménager le puits au centre de santé
Insuffisance de matériels et d'équipements dans les centres de santé intégrés (tables d'accouchement, motocyclette, petite boîte de chirurgie, poupinelle, pinces, chariots, balance, matériel de glycémie, pèse bébé, tensiomètres, lits, masque de ventilation pour nouveau-nés, ballons de ventilation auto gonflables, boîtes d'accouchement, boîtes de pansement	Ngougoua, Chengne, Demgo	Doter les centres de santé de : <ul style="list-style-type: none"> ○ Ngougoua d'une poupinelle, des pinces, d'un tensiomètre, d'une balance, et du matériel de glycémie ○ Chengne d'une table d'accouchement, motocyclette et de deux petites boîtes de chirurgie ○ Demgo d'un pèse bébé, de deux tensiomètres, de trois lits, de deux masque de ventilation pour nouveau-nés, de deux ballons de ventilation auto gonflables, de cinq boîtes d'accouchement et de cinq boîtes de pansement
Insuffisance de moyens pour prendre en charge le personnel d'appuis (gardien, pharmacien)	Chengne	Solliciter du MINSANTE/ Commune la mise à disposition du personnel d'appui.
Automédication	Toute la commune	Sensibiliser les populations sur les risques liés à la pratique d'automédication
Consommation des médicaments de la rue	Toute la commune	Sensibiliser les populations sur les dangers liés à la consommation des médicaments de la rue
Méconnaissance des techniques de potabilisation de l'eau	Toute la commune	Sensibiliser les populations sur les techniques de potabilisation de l'eau
Difficulté d'accès à l'eau potable	Toute la commune	Créer des points d'eau potable

Présence de maladies de carence	Baghom	Se rapprocher des centres hospitaliers Prévenir les maladies de carence par la bonne alimentation des bébés
Recours aux charlatans	Lagweu	Sensibiliser les populations sur les risques liés au recours aux charlatans
SECTEUR 12 : Eau et Energie		
Eau		
PROBLEME RFORMULE : Difficultés d'accès à l'eau potable		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Insuffisance de points d'eau potable	Baghom, Baho, Ngougoua, chengne,	Créer de nouveaux points d'eau à : - Baghom (05), - Baho (03) - Ngougoua (5) - Chengne (04)
Insuffisance des comités de gestion des points d'eau	Toute la commune excepté l'espace urbain communal	Mettre en place des comités de gestion des points d'eau dans les villages qui en sont dépourvus
Existence des sources d'eau pérennes non- aménagées	Chengne, Ngougoua, Banka, Baghom	Aménager les sources d'eau à: - Chengne (02) - Ngougoua (03) - Banka (03) - Baghom (01)
Dépendance de la commune de Baham du circuit d'alimentation en eau potable de la CDE de Bandjoun	Toute la commune	Construire une station de distribution d'eau autonome à celle existante
Méconnaissance des techniques de traitement d'eau	Toute la commune	Sensibiliser les populations sur les techniques de traitement d'eau
04 bornes fontaines en panne	Djemgheu	Réhabiliter 04 bornes fontaines à Djemgheu
Forages non -fonctionnels	Chengne, Bapi, Banka	Réhabiliter les forages à : - Banka (01) - Baghom (04)
Consommation des eaux de pluies et de rivières	Chengne, Baghom	Sensibiliser les populations sur les dangers liés à la consommation des eaux de pluies et des rivières

Absence du réseau CDE	Chengne, Bapi, Banka,	Installer le réseau CDE
Faible extension du réseau CDE	Baghom	Etendre le réseau CDE
Coût très élevé des factures d'eau	Baghom	Mener un plaidoyer en vue d'une réduction du coût des factures d'eau
Energie		
PROBLEME REFORMULE : Difficultés d'accès à l'énergie électrique		
Faible extension du réseau électrique ENEO de moyenne et de basse tension	Toute la commune	Etendre le réseau électrique de basse tension 66,8 de moyenne tension sur 29.2 km dans les 16 villages de la commune de Baham <u>Village Baghom</u> 2km : Ma Odette-Tapokam (1,8km)Chefferie –Simkem (600m)Tabougue – Tekeu Kuate ; <u>Village Poumze</u> 7km Magaing – carrefour Bu'tagne ,kamdem Laurent –Mamyom , Mission catholique – Bu'kamdem ,Nzutamgula – Té Djonoue <u>Village Banka</u> (1,5km)Axe Souop Magreu-CEBEC(1km);Toukam Marcel-limite Bapa(0.5km) <u>Village Ngougoua</u> (10km) axe CSI-Chepanou (4km) ;Wiaffo Koaum- Jean fossi_(4km);Jean fossi-Souop Chela(1km) ;Ghoyim Christophe-Carrefour(1.5km); <u>Village Cheffou</u> (2,5km)Axe Dockpa Takam-Kououlouo (1km),Tetame-Carrefour SouopTchuenkam(0.5km);Carefour chef de vilge- Souop Kamtem(0,5km) <u>Village Bapi</u> (2,5km)Axe Bloc Djingué- limite Bapa(2,5km) Renforcement de la ligne Carrefour-Chefferie Bapi. <u>VillageBaho</u> Axe(1km)Dzikeibou-limite Banka <u>Village Boukue</u> (2,5km)Axe Tedzu-Teyimm-Caref Tuoewem(1.5km);Defo Tamto- Forage (1km) <u>Village Djengheu</u> (5,km) <u>Village Batoussouo</u> (1,5km)Axe Kamgou'ghue-Beausejour (1.5km) <u>Village Lagwue</u> (4,5km) <u>VillageChengne</u> (6,5km):axe Souop Tekeu-Denguia (1 km), Axe mission catholique-Vac-vac en passant par Talom Wouyim (2km), axe Talom Wouyim-Souop Kaam Tchoupa (1km), axe Talom Wouoyim-Dr Kamdem-Tétchouo' Kowouom Tsegheu(1 km), Chefferie-Tekeu Cheusseu en passant par le CES bilingue de Chengne (1,2 km), Ecole publique-Souop Tasseu (500 km), <u>Village Demgo</u> (6,5km) Axe ancienne brigade <u>VillageMedjo</u> (6 km)CSI-chapelle-Kamtsahasta (1.8km); Lycée –poste agricole-Kamdem David (4km) ;CSI – <u>Cheffou</u> _(0,6km) <u>VillageKaffo</u> (2km)Axe carefour Edouard- Tchueboue (2km) <u>VillageDjemghue</u> (3,5km)

Lente intervention d'ENEO en cas de panne	Toute la commune	- Sensibiliser ENEO sur la nécessité d'intervenir promptement en cas de panne - Solliciter l'ENEO en cas de panne
Baisse de tension	Toute la commune	Plaidoyer auprès d' ENEO
Présence des poteaux défectueux	Banka,	Demander le remplacement des poteaux défectueux
Coupures intempestives	Toute la commune	Plaidoyer auprès d' ENEO
Faible niveau d'entretien du réseau ENEO existant	Chengne	- Sensibiliser ENEO sur la nécessité d'entretenir le réseau existant - Solliciter auprès d'ENEO l'entretien du réseau électrique
Branchements clandestins	Banka,	Sensibiliser les populations sur les risques liés aux branchements clandestins
Vol des prises de terre	Banka	- Sensibiliser les populations sur les conséquences liées au vol des prises de terre - Solliciter la réinstallation de la prise de terre
Lenteur d'ENEO dans la procédure d'abonnement des clients	Toute la commune	Sensibiliser ENEO sur la nécessité de réagir promptement aux sollicitations des clients
Absence d'éclairage public	Toute la commune	Mettre en place un système d'éclairage public
Absence d'un point de vente du pétrole lampant	Toute la commune	Créer des points de vente du pétrole lampant dans les villages
Encombrement des lignes électriques par les branchages d'arbres	Bapi,	Elaguer les branchages d'arbres
Coût de consommation élevé	Toute la commune	Plaidoyer auprès d' ENEO
Vol de câbles électrique	Baghom, Ngougoua, Djemgheu	- Sensibiliser les populations sur les conséquences liées au vol des câbles - Demander la réinstallation des câbles électriques

SECTEUR 13 : Travaux publics

PROBLEME REFORMULE : Difficultés d'accès à un réseau routier de qualité

CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Mauvais état des routes (points critiques, bourbiers, nids de poules, ravines, moellons,)	Ngougoua, Chengne, Baho, Banka, Bapi, Demgo, Lagweu, Baghom, Espace Urbain ; Djemgheu, Kaffo, Medjo, Poumze	Reprofilage/Entretien de 98,5 Km de route dans les 16 villages de la commune. <u>Village Baho</u> la traversée Tockpa tchoueng kouo, descente tayouo) (0,85km) <u>Village Baghom</u> axe Mekam-tetapouoh (2km) ; <u>Village Poumze</u> :axe Djimkum-To Poumze(2km) ;axe chefferie Poumze-Bamendjou (1,5km) ;axe chefferie Poumze-Mamyom sans passer par

Tochie-(1.5km) ;axe Tochie-Mamyom (2.5 km)Village Medjo :axe Fougne-Tega(6km) ;axe CSI-Cheffou(2km) ;axe CETIC- kamdjemo(2km)
Village Batoussou axe Kamkatse-Chemgheu, (2,5km)
axe beau séjour-Chedja'a, (1,5km) ;axe école publique-kouossou, (3,5 km) ;axe carrefour chemise-marché supérieur-chedja (2km)Village ChengneAxe carrefour kamtain-carrefour trois status badenkop(6km)Axe limite Baho /chengne (carrefour souop téguia) – chweké(4km)Axe route venant de l'école publique Baho passant par souop talom-carrefour tekeu kouam(1 ,5km) ;axe defo gouanom-chiekouo(4 km)
Village Cheffou AxeDzuyou-Penkwa (1,5km) ;Axe Plaque Cheffou-Tamdjaa(2km) ;Axe Dzuyou-Kamkatse(2 km)
Village LagweuCarrefour Tamo Watchoum-SAR/SM-(1,5km) ;Foyer Lagweu –carrefour Deffo Kamwa (5 km) ; Carrefour Sado- chefferie Lagwe(1,5 km)
Village Djemgheu Mekam demlo-E Pub-(1,5km) ;E.Pub-DemDjemgheu(1km) ;Tofemgwo-Ngougoua ;ToDjemgheu-Kamtin (1,8km) ;Kamghouon-Palm d'or (2km) ;Souop Sefo-Ngougoua ;Teta-E.publique ;kamghouon-Chefferie (1,5km)
Village Ngougoua ;axe centre de santé-carrefour djoko(3km)
axe yomgne-carrefour wambodefo, (5km); axe defo kuipou-fossi(1,5km) ;axe fetse-antenne TV Bangou (4km)Village Bapi ;kamdjoum-banka (2,5km) ;chefferie djeugouo-banka(2km) ;cours d'eau teyam barthélemy-kamdjoum(1km)
Village Banka Ecole publique-Poumze (2,5km) ;CEBEC-Bapi(1,5km) ;Ecole publique-CEBEC(0,8km) ;Carrefour tonmo-Prison(0,9km) ;Carrefour Djache-Djegouo(1km)Village DemgoBeng-Tobeng (6km) ;Beng-Kabeng (5km) ;Carr Ba'Somagne - Beng(2,5km) ;Carr Ba'Somagne – Tobeng ;Carr Ba'Somagne – Kabeng (2,5km)
Village BahialaChefferie-Medjo (1,5km)Chefferie Sup –Boukue (1,5km)Village BoukueMafoché-Touevveen(1,5km) ;Mafoché-Rte Nat.N°5(1,7km)_Centre urb-Mafoché(2 km) ;Chefferie –Mafoché (1,2km)
Bitumage de 35 km des axes :
du carrefour ancien-collège Henirich-carrefour foyer Lawgeu (0,8km)

		Carrefour Kamghom- Carrefour Guépard) Phase 2 ;l'axe Kamghom – Kamkansim – inter D63 long de 3.54 Km ;Carrefour Kamghom- Carrefour Djemgheu- école publique de Djemgheu long de 2 km ;des routes des écoles (Hougne Lycée de Medjo 3,8 km - Kamghom Lycée Technique 2,5 km - Kamghom CES B de Chengne 4,5 km).(10,8 Km) ;Route Kam Djeumgheu-Batossouo-Kaffo Chefferie-Cheffou Chefferie - inter D62 (15 km)
Etroitesse des routes	Djemgheu, Demgo, Lagweu, Baghom	Elargir les routes existantes à : Djemgheu, Demgo, Lagweu, Baghom (01)
Pratique des cultures sur les routes	Djemgheu, Demgo, Baghom	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les populations sur les inconvénients de la pratique des cultures sur la chaussée • Elargir les routes
Ponts non construits	Ngougoua, Djemgheu, Chengne, Demgo, Lagweu, Baghom	<p>Construire des ponts à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ngougoua,(03) Djemgheu,(05) • Chengne (05) • Demgo, (02) • Lagweu, (• Baghom (04)
Ponts défectueux	Ngougoua, Banka, Demgo, Lagweu, Baghom	Réhabiliter des ponts à :Ngougoua, (02)Banka, (05)Demgo,Lagweu, Baghom
Ponceaux non-construits	Chengne	Construire 03 ponceaux à Chengne
Absence de comités d'entretien des routes	Ngougoua, Djemgheu, Chengne, Baho, Banka, Bapi, Demgo, Baghom	Mettre en place des comités de routes dans les villages concernés
Enclavement de certaines zones	Ngougoua, Djemgheu, Chengne, Baho, Demgo Bapi, Baghom	<p>Ouvrir des routes à :</p> <p><u>Village Baho</u> :Axe Tockpa Sa'sem-Defo kuatse en passant par le Te Meteng, (1,5km) ;axe Te Fedjo-Souop kamgaing(0,7km)</p> <p><u>Village Baghom</u> axe simken- wabo tamsa'(1,3 km); axe Mekam tafenwahtah pokam, (2 km) ;axe tagne teto- defo ka'am, (1km) ;axe feche-Tadombou(0.3km)</p> <p><u>Village Batoussouo</u> Axe Kouosouo-site du foyer, (1 km) ;Axe Mougue-Kamer Samuel (1,5km) ;Axe Tokpa Tachouo-tchouop(2km)<u>Village Kaffo</u>Kouogui-école publique) (1km) ;Deffo kamdem-Deffo waka(0.8 km) ;Sekem-Tchebeu (1km)</p> <p><u>Village Chengne</u>Axe souop tasseu-djempouh, (1km) ;Axe souop talom-</p>

		C.E.S, (2 km) ;Axe feuyou-souop tekue djemguia (0,5km) ;axe Dr djoko-maitre Kamgaing(1.5km) <u>Village Ngougoua</u> :axe centre de santé intégré-kenmali en passant par l'école publique (10 km) <u>Village Bapi</u> :axe Lanbin-Bankar par Tacher kamdem, (2km) ;axe route Banka-chefferie Bapi par Ndefoko'o(2,5km) ;axe mouafo nouaname I-chefferie bapi 1km;axe mouafo nouaname II-carrefour chefferie,0.5km ;axe chefferie bapi-banka par Jean Totche, (2,5km) ;axe C.S.I- feusega (frontière bapa), (0,1km) ;axe mission catholique-meko'o, (0.1km) ;axe kam temoin-Jean Toche, (0,75km) axe drema-route kam-Temoin (0,75km) <u>Village Banka</u> Axe KEUM-Bahwouum (3 km)
Absence de buses	Ngougoua, Banka, Bapi	Poser des buses à : <ul style="list-style-type: none"> • Ngougoua, • Banka, (03) • Bapi (08)
Buses défectueuses	Ngougoua	Poser des nouvelles buses à Ngougoua
Ponts sans garde-fous	Djemgheu, Demgo	Construire des garde-fous à : <ul style="list-style-type: none"> • Djemgheu, (01) • Demgo (01)
Absence de matériels pour l'entretien routier	Djemgheu	Acquérir le matériel d'entretien routier à Djemgheu
Routes sans caniveaux	Chengne, Demgo, Bapi	Aménager des caniveaux à : <ul style="list-style-type: none"> • Chengne, • Demgo • Bapi (04)
Routes non-bitumées	Chengne, Djemgheu	Bitumer des routes à : <ul style="list-style-type: none"> • Chengne,(01) • Djemgheu
Encombrement de la chaussée par les branchages d'arbres	Demgo	Elaguer les branchages d'arbres à Demgo
SECTEUR 14 : Affaires sociales		
PROBLEME REFORMULE : Faible épanouissement des personnes vulnérables		

CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Faible identification des personnes vulnérables	Tous les villages	Identifier/recenser les personnes vulnérables dans les villages
Faible assistance sociale aux personnes vulnérables	Toute la commune	Augmenter les appuis apportés aux personnes vulnérables
Marginalisation des personnes vulnérables	Djemgheu	Sensibiliser les populations sur la prise en compte des personnes vulnérables
Faible connaissance des structures d'encadrement des personnes vulnérables	Ngougoua	Etablir le fichier général des personnes vulnérables
Inorganisation des personnes vulnérables	Toute la commune excepté l'espace urbain	Renforcer les organisations des personnes vulnérables
Existence d'enfants sans actes de naissance	Ngougoua, Djemgheu	Sensibiliser les parents sur la nécessité d'établir les actes de naissance aux enfants
Irresponsabilité de certains parents	Toute la commune	Sensibiliser les parents sur la nécessité d'assumer leurs responsabilités
Grossesses précoces	Toute la commune	Donner aux jeunes filles une éducation appropriée
Manque d'engouement des personnes invalides à se faire établir des cartes d'invalidité	Toute la commune	Sensibiliser les handicapés physiques sur l'importance de la carte nationale d'invalidité
Difficulté d'accès des couches vulnérables à l'éducation	Djemgheu, Chengne	Se rapprocher des services compétents
Conflits conjugaux	Djemgheu	Se rapprocher des services compétents
Difficulté d'accès des personnes vulnérables aux appuis	Djemgheu, Chengne, Bapi,	Se rapprocher des services compétents
Fichier des personnes vulnérables en général inexistant	Toute la commune	Etablir le fichier général des personnes vulnérables
Insuffisance du matériel (chaises roulantes, prothèse, <i>des canes blanches</i> , nutrition des orphelins) pour les personnes vulnérables	Toute la commune	Faciliter l'accès des handicapés aux bâtiments administratifs par l'installation des rampes
Conflit intergénérationnel opposant	Toute la commune	Sensibiliser les personnes âgées et les jeunes sur la nécessité de

personnes âgées et jeunes		vivre ensemble
Faible encadrement scolaire des orphelins vivant avec leurs grands parents	Espace urbain	Renforcer l'encadrement scolaire des personnes vulnérables
Enfants de bororos sans actes de naissance	Espace urbain, Djemgheu	Continuer à organiser les audiences foraines pour permettre à ces enfants de Bororos d'obtenir leurs actes de naissance
Répudiation des veuves de leurs maisons après le décès de leurs maris	Demgo	Sensibiliser les populations sur le respect des droits de la veuve
Sous-scolarisation des orphelins	Toute la commune	Se rapprocher des services compétents

SECTEUR 15 : Promotion de la femme et de la famille

PROBLEME REFORMULE : Faible épanouissement de la femme et de la famille

CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Absence d'un Centre de Promotion de la Femme et de la Famille (CPFF)	Toute la commune	Constituer un dossier de création, de construction et d'équipement un centre de promotion de la femme et de la famille à Baham
Personnel insuffisant à la délégation départementale du MINPROFF		Demander d'affectation du personnel à la délégation départementale du MINPROFF
Absence d'un répertoire communal des filles- mères,	Toute la commune	Mettre en place un répertoire communal de filles-mères,
Insuffisance de formation aux activités génératrices de revenus (AGR) et aux techniques de gestion de la famille	Toute la commune	Former les femmes aux AGR et aux techniques de gestion de la famille
Etablissement des actes de naissance sans souches aux enfants	Toute la commune	Sensibiliser les populations et chefs de centre secondaires d'état civil sur les risques liés à l'établissement des faux actes de naissance
Faible connaissance des femmes sur l'existence du MINPROFF	Toute la commune	Sensibiliser les femmes sur l'existence du MINPROFF
Concubinage (union libre)	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les concubins sur les dangers des unions libres • Appuyer la célébration collective des mariages

SECTEUR 16: JEUNESSE

PROBLEME REFORMULÉ Faible épanouissement de la jeunesse dans l'espace urbain de BAHAM

CAUSE/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Absence d'équipements à la délégation	Espace urbain	Equiper suffisamment la délégation d'arrondissement de Baham du

d'arrondissement de la jeunesse		MINJEC
Centre multifonctionnel à compétence communale inachevé	Espace urbain	Achever la construction du Centre multifonctionnel à compétence communale
Faible taux de remboursement des prêts accordés aux jeunes en vue de financer leurs projets	Toute la commune	Amener les jeunes à rembourser les prêts contractés au PAJER-U dans le but de financer leurs projets
Bureaux communal et départemental du CNJC non-fonctionnels	Espace urbain	Rendre fonctionnel les bureaux Communal et départemental du CNJC
Délinquance juvénile et incivisme des jeunes	Baho, Banka, Bapi, Lagweu, Baghom, Chengne	Sensibiliser les jeunes sur les questions d'éducation à la citoyenneté
Non-implication des jeunes dans les travaux d'investissement humain	Demgo Cheffou, Kaffo, Batoussouo	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les jeunes sur l'importance du vivre-ensemble • Réconcilier les jeunes
Jeunes non-formés	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> • Former les jeunes dans les métiers
Insuffisance d'appuis aux associations des jeunes	Ngougoua, Lagweu	Se rapprocher des structures d'appuis
Difficulté d'accès aux appuis	Toute la commune	Se rapprocher des structures d'appuis
Insuffisance d'aires de jeu	Toute la commune excepté l'espace urbain, Baho	Créer de nouvelles aires de jeu
Ignorance de l'existence des programmes d'appuis	Ngougoua	Se rapprocher des structures d'accompagnement
Absence d'un cyber café	Toute la commune excepté l'espace urbain	<ul style="list-style-type: none"> • Créer un cyber café • Créer un centre multimédia
Exode massif des jeunes	Toute la commune	Créer des infrastructures (éducatives, de loisir...) pouvant maintenir les jeunes sur place
Jeunes inorganisés	Toute la commune	Organiser les jeunes en associations et groupes
Insuffisance d'encadrement des jeunes par les parents	Lagweu, Cheffou, Kaffo, Batoussouo	Renforcer l'encadrement des jeunes
Conflits de générations	Toute la commune	Encourager le dialogue jeunes -parents
Absence de dialogue entre parents et enfants sur la sexualité	Chengne, Demgo	Sensibiliser les jeunes sur les conséquences de la sexualité précoce
Existence des filles-mères	Toute la commune	Sensibiliser les partenaires sexuels sur la nécessité d'assumer leurs responsabilités

SECTEUR 17 : Sport et éducation physique

PROBLEME REFORMULE : Entraves à la pratique du sport et de l'éducation physique		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Insuffisance d'infrastructures sportives de qualité (Aire de jeux, stade municipal,.....)	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> • Finaliser la construction du stade municipal et du complexe multi sport communal • Construire et équiper une salle de gymnastique et du sport de combat • Finaliser la construction du complexe sportif communal • Aménager les aires de jeux dans tous les établissements scolaires
Insuffisance du personnel/ équipement/des moyens de communication et de déplacements à la DDMINSEP	Espace urbain	<ul style="list-style-type: none"> • Equiper en matériels sportifs et didactiques la DAMINSEP • Augmenter les cadres d'EPS • Construire et équiper du MINSEP
Insuffisance du personnel d'éducation physique et sportive dans les établissements scolaires	Toute la commune	Affecter le personnel d'éducation physique et sportive
Absence de corps de métiers sportifs	Toute la commune	Organiser les sportifs en différents corps de métier
Absence d'équipements à la DASEP		Equiper la DASEP
Secteur 18 : Transport		
PROBLEME REFORMULE : Difficultés de déplacement des personnes et des biens		
CAUSES /EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Insuffisance de gares routières	Toute la commune	Construire la gare routière du centre urbain Créer et aménager une gare routière à Poumzé
Inorganisation des conducteurs de moto taxis	Toute la commune	Structurer les transporteurs
Conducteurs de motos taxis non-formés	Toute la commune	Sensibiliser les motos-taximen sur l'importance de la formation
Mauvais état des routes	Toute la commune	Aménager les routes
Coût élevé des frais de transport dans la zone rurale	Toute la commune	Aménager les voies d'accès dans les zones rurales
Absence de comités de routes	Toute la commune	Créer les comités de routes
Absence d'une auto-école	Toute la commune	Créer une auto-école
Tracasseries policières	Toute la commune	Sensibiliser les forces de l'ordre sur les risques liées à la pratique des mauvaises habitudes.

Encombrement des routes secondaires par les branchages d'arbres		Elaguer les routes secondaires
Difficulté à constituer les dossiers de transport public	Toute la commune	Faciliter la constitution des dossiers aux transporteurs et l'accès aux équipements réglementaires
Secteur 19: EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE		
Problème reformulé : Difficultés d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle		
CAUSES	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Emploi		
Absence de structures offrant de grandes opportunités d'emplois	<u>Toute la commune</u>	Créer et encourager la création de structures offrant de grandes opportunités d'emplois
Exode des investisseurs, préférant investir plutôt dans les grandes villes	Toute la commune	Encourager les opérateurs économiques à investir sur le plan local
Difficultés d'accès aux crédits à l'investissement;	Toute la commune	Renforcer les capacités des opérateurs économiques en montage de projets, en vue du financement.
Faible appui financier aux agriculteurs et aux éleveurs	Toute la commune	Se rapprocher des structures d'appui
Difficultés de placement des chercheurs d'emplois enregistrés.	Toute la commune	Signer des conventions de partenariat avec les entreprises sur le placement des chercheurs d'emplois.
Malhonnêteté des employeurs et des employés	Djemgheu, Baghom	Sensibiliser les employeurs et les employés sur la nécessité d'être honnête
Chômage	Toute la commune	Former les sans emploi dans les activités génératrices de revenus
Emplois saisonniers	Djemgheu, Banka	Inciter à la création des activités génératrices d'emplois permanents
Travail indécent	Djemgheu	Humaniser le travail
Non-affiliation des travailleurs	Toute la commune excepté dans le secteur public	Affilier les travailleurs à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
Faible rémunération des employés	Toute la commune	Payer aux employés la rémunération correspondante au travail fourni
Formation professionnelle		
Insuffisance de structures de formation professionnelle	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> •Solliciter la création d'un centre de formation professionnelle publique rapide. •Encourager la création des centres privés de formation professionnelle.
Absence de bâtiments propres à la	Centre urbain	Construire la ferme-école de Baham

ferme-école		
Effectif des apprenants de la ferme-école insuffisant	Centre urbain	Sensibiliser les parents / jeunes sur l'existence et les opportunités de la ferme-école
Ignorance de l'importance de la formation professionnelle	Bapi	Sensibiliser les populations sur l'importance de la formation professionnelle
Insuffisance de moyens financiers pour payer les frais de formation	Banka, Djemgheu	
Secteur 20: PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT		
Problème reformulé : Difficulté à développer les PME et PMI		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Insuffisance de PME/PMI	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Sensibiliser les élites à la création et faciliter les conditions d'implantation des PME-PMI. ❖ Se référer au Centre de Formation et de Création des Entreprises (CFCE)
Insuffisance d'appuis techniques et financiers aux initiatives de PME-PMI	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les appuis techniques (Faire des séminaires de renforcement des capacités) et financiers aux initiatives de PME-PMI. - Instaurer une journée de PME. - Se rapprocher de la délégation départementale des PME
Difficulté à structurer et à organiser les artisans.	Toute la commune	Structurer les artisans par corps de métiers
Inorganisation des artisans	Ngougoua, Banka, Bapi, Chengne, Demgo	
Insuffisance du personnel/équipement à la DDMINPMEESA	Espace urbain	Renforcer le personnel et les équipements de la délégation départementale
Absence d'une vitrine communale de promotion du secteur artisanal et d'un centre de formation aux métiers artisanaux	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> • Créer une vitrine artisanale communale (village artisanal/ un salon communal de l'artisanat) • Construire/équiper le centre de formation aux métiers artisanaux
Faible couverture par le réseau ENEO	Baho, Demgo	Etendre le réseau électrique ENEO
Inexistence d'un point de vente de produits artisanaux	Toute la commune excepté l'espace urbain, Poumze	Créer un point de vente des produits artisanaux
Difficulté d'accès aux matières premières	Baho, Banka, Bapi, Chengne	Faire des achats groupés des matières premières

		Régénérer les raphias
Cherté des matières premières	Baho	
Faible connaissance des structures d'encadrement des artisans	Ngougoua	Se rapprocher de la délégation départementale des PME/PMI
Insuffisance de débouchés	Ngougoua, Bapi, Bapi, Chengne, Demgo	Rechercher les débouchés
SECTEUR 21 : Recherche Scientifique et Innovations		
PROBLEME REFORMULE : Difficulté d'accès aux résultats de la recherche et de l'innovation		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Insuffisance de semences améliorées en agriculture et pisciculture	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> - Former les producteurs sur la multiplication des semences - Créer des champs semenciers. - Créer des centres de distribution des semences améliorées
Insuffisance de races améliorées en élevage	Tous les villages	
Insuffisance de vulgarisation des produits de la recherche	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgariser les produits de la recherche dans la commune - Promouvoir l'utilisation et la fabrication des foyers améliorés
Faible valorisation des matériaux locaux durables de construction	Tous les villages	Sensibiliser les populations sur la promotion des matériaux locaux durables de construction
SECTEUR 22 : Tourisme		
PROBLEME REFORMULE : Difficulté à promouvoir le tourisme		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Absence d'un fichier des sites touristiques	<u>Pour les grottes</u> : espace urbain <u>Pour les chutes</u> : Chengne	Identifier et répertorier les sites touristiques de la commune de Baham
Absence de culture touristique	Toute la commune	Sensibiliser les populations sur les opportunités du tourisme
Sites touristiques et voies d'accès non-aménagés/entretenus	<u>Pour le rocher sacré</u> : espace urbain <u>Pour les chutes</u> : Chengne, <u>Pour les Monts</u> : Chengne et Kaffo	Aménager et entretenir les sites touristiques
Non-implication de la délégation dans l'organisation et la tenue des camps de jeunes et colonies de vacances	Espace urbain	Solliciter l'organisation des camps de jeunes et colonies de vacances
Faible vulgarisation des sites touristiques	Toute la commune	Vulgariser les sites touristiques
Insuffisance de structures de loisirs	Tous les villages	Aménager les structures de loisir
Absence d'office de tourisme	Toute la commune	Créer un office de tourisme

Absence de synergie entre les partenaires liés au développement du tourisme	Toute la commune	Créer un cadre de concertation entre partenaires
Monument de trois statues de Kenmali non entretenu	Ngougoua	Entretien du monument de Kenmali
SECTEUR 23 : Culture		
PROBLEME REFORMULE : Difficulté à promouvoir les valeurs culturelles		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Insuffisance d'espaces de valorisation du patrimoine socioculturel	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> • Construire des musées • Recenser et collecter les documents historiques et objet d'art
Faible valorisation de l'art culinaire traditionnel	Tous les villages	Valoriser l'art culinaire traditionnel lors des cérémonies
Insuffisance de foyers culturels	Baho, Baghom, Bapi, Ngougoua Poumze, kaffo	Construire les foyers culturels
Patrimoine culturel non-inventorié	Tous les villages	Créer un comité de recensement du patrimoine culturel dans chaque village
Vol des objets de valeur traditionnelle	Tous les villages	Créer un comité de village dans chaque village
Faible écoulement des objets culturels	Tous les villages	Rechercher de nouveaux marchés
Influence néfaste des médias sur les valeurs traditionnelles	Tous les villages	Sensibilisation des jeunes par des parents à travers le dialogue parents-enfants
Absence de journées culturelles	Tous les villages	Instituer des journées culturelles
Faible valorisation des danses traditionnelles	Tous les villages	Valoriser les danses traditionnelles
SECTEUR 24 : Mines, Industries et Développement Technologique		
Problème reformulé: Difficulté d'exploitation minière		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Inexploitation de la carrière de gravier à cause de l'accès difficile	Ngougoua	Viabiliser l'accès au site de la carrière de gravier
Potentiel minier de Baham inconnu	Toute la commune	Faire des études préliminaires
Insuffisance des Petites et Moyennes Industries (PMI)	Toute la commune	Inciter les élites à la mise en place des unités de transformation des produits locaux
Absence des industries de	Toute la commune	Inciter les élites à la mise en place des unités de transformation des

transformation et de production		produits locaux
Inorganisation des quelques acteurs locaux du secteur des mines	Toute la commune	Organiser les artisans miniers
Ignorance de la réglementation minière (Exploitation sur le domaine national)	Toute la commune	Sensibiliser les populations sur la réglementation minière
Secteur 25: COMMERCE		
Problème reformulé: Faible niveau d'organisation du commerce		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Insuffisance des infrastructures et des équipements de marchés ;	Espace urbain, Banka Pounze, Hiala	Construire des infrastructures et équiper le marché.
Association des commerçants non-légalisée	Espace urbain	Sensibiliser les commerçants sur la nécessité de légaliser leur association
Difficultés d'encadrement des commerçants	Espace urbain	Mettre en place une stratégie d'encadrement des commerçants
Faible niveau de collaboration entre la commune et les commerçants ;	Espace urbain	Mettre en place une plate forme d'échange et de communication entre la commune et les commerçants
Insuffisance qualitative et quantitative du personnel communal au marché;	Espace urbain	Solliciter l'affectation Former, redéployer et transférer les compétences au personnel de la commune
Hangar non-construit au marché	Banka, Pounze, Hiala	Construire un hangar dans chacun des marchés
Inorganisation des commerçants	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les commerçants sur les avantages d'être organisé • Planifier avec la commune l'accompagnement des commerçants. • Répertorier les commerçants
Inexistence de comité de gestion de marché	Banka, Pounze, Hiala	Mettre sur pied un comité de gestion des marchés
Absence de toilettes publiques au marché	Banka, Pounze, Hiala	Construire des toilettes publiques au marché
Absence de points d'eau au marché	Banka Pounze, Hiala	Construire un point d'eau au marché Banka, Pounze, Hiala
SECTEUR 26 : Poste et Télécommunication		
PROBLEME REFORMULE : Difficulté d'accès au réseau de télécommunication		
CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Faible couverture des réseaux de téléphonie (MTN, ORANGE, CAMTEL NEXTTEL)	Chegne, Bapi, Baho, Baghom, Kaffo, Demgo	Installer 01 pylône de télécommunication
Faible propagation des Signaux de télécommunication		
Absence d'un télécentre communautaire ;	Toute la commune	Créer un télécentre communautaire

Absence du téléphone fixe filaire (concentrateur Camtel en panne)	Toute la commune	Réhabiliter le concentrateur Camtel
Non-opérationnalité du bureau de poste de Kaffo et Chengne	Kaffo et Chengne	Créer un télécentre communautaire polyvalent sur l'un des deux sites
Insuffisance d'informations des populations sur les offres de services de la CAMPOST	Toute la commune	Organiser des journées portes ouvertes
Accès difficile au réseau internet	Toute la commune	- Créer un cyber café -Créer un centre multi média

SECTEUR 27 : Travail et Sécurité Sociale

PROBLEME REFORMULE : Difficulté d'accès à la sécurité sociale des travailleurs

CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Insuffisance d'affiliation des travailleurs à la CNPS	Toute la commune	Sensibiliser employeurs sur l'importance de l'affiliation à la CNPS
Non-couverture des travailleurs du secteur informel par la sécurité sociale	Toute la commune	Sensibiliser les travailleurs du secteur informel sur la possibilité de s'affilier comme assurés volontaires à la CNPS
Absence de culture d'assurance	Toute la commune	Encourager les acteurs à souscrire des polices d'assurance individuelles, associatives, familiales ou professionnelles dans les sociétés d'assurance
Absence de mutuelles de santé ;	Toute la commune	Sensibiliser les élites, les leaders de communautés à créer et à suivre le fonctionnement des mutuelles de santé
Lenteur dans la prise en charge des travailleurs par la CNPS (pension-retraite, allocation familiale, indemnité, etc.)	Toute la commune	- Accélérer les procédures le paiement des pensions retraites - Simplifier les procédures de paiement des allocations familiales et indemnités - Faciliter le paiement des allocations de retraite en sollicitant le concours des Etablissements de Micro Finance (EMF)

SECTEUR 28 : Communication

PROBLEME REFORMULE : Difficulté d'accès à l'information et la communication de masse

CAUSES/EFFETS	VILLAGES CONCERNES	SOLUTIONS
Insuffisance caractérisée du personnel (un cadre pour tout le département) et d'équipement à la DDMINCOM	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le personnel à la DDMINCOM • Augmenter les équipements • Acquérir le matériel roulant
Faible propagation des	Toute la commune	Installer de nouveaux pylônes de communication

signaux de communication (signal de la Cameroon Radio and Television);		
Absence d'une cellule communale de communication.	Espace urbain	Rendre fonctionnelle la cellule communale de communication
Faible culture de la lecture et de la recherche de l'information	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations sur les bienfaits de la lecture - Doter les bibliothèques existantes en livres et parutions divers - Se rapprocher de l'Alliance Franco-camerounaise et du Ministère des Arts et de la culture afin de nouer des partenariats
Fortes précipitations perturbant le signal	Toute la commune	
Radio communautaire non fonctionnelle	Toute la commune	Mener un plaidoyer auprès des autorités administratives, des bailleurs de fonds et des populations en vue de la mobilisation des fonds pour rendre la radio communautaire fonctionnelle
Absence de journaux communaux	Toute la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Créer un journal mural communal - Créer un journal d'informations sur les activités de la commune
Effets néfastes des coupures intempestives sur la diffusion des informations ;	Toute la commune	Plaidoyer auprès d'ENEO
Abandon des outils de communication traditionnelle ;	Tous les villages	Initier la génération présente à l'utilisation de ces outils
Inorganisation des corps de métiers (Photographes)	Espace urbain	<ul style="list-style-type: none"> - Recenser les photographes - Organiser les photographes en corps de métier
Insuffisance de kiosques à journaux	Tous les villages	<ul style="list-style-type: none"> - Créer les kiosques à journaux. - Prendre attache avec MESSA PRESSE basé à Yaoundé

3.3 Fiches des projets prioritaires

Tableau 22 : Projets prioritaires

N°	Localité	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités	Justification
		PS 1	PS 2	PS 3	PS 4	PS 5	PE 1	PE 2	PE 3		
1	Lagweu	Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle publique de Lagwue	Ouverture piste agricole sur les axes : - Foyer-Chefferie - Carrefour Tamo SAR/SM - Palace-La'se - La'se-Tatchie - Tatchie-Dinsin	Extension du réseau ENEO de Moyenne et basse tension 4,5km	Extension du réseau CDE	Construction de 03 blocs de 02 salles de classe à l'école primaire publique	Construction d'un marché de vivres	Formation des agriculteurs et des éleveurs sur : - Le montage des projets. - La fabrication du compost	Construction d'un centre d'art et de la culture à la chefferie	Ouverture piste agricole sur les 04 axes : - Foyer-Chefferie - Carrefour Tamo SAR/SM - Palace-Lase - La'se-Tatchie - Tatchie-Dinsin	La réhabilitation de ces tronçons routiers permettra de désenclaver le village et surtout de faciliter le développement du village
	Coût (X1000)	25 000	25 000	67 500	A déterminer	48 000	20 000	3 000	25 000	25 000	
2	Demgo	Extension du réseau ENEO de Moyenne et basse tension sur un linéaire de 6.5 km (Axe ancienne brigade..carrefour)	Forage à Motricité Humaine	Achèvement de la construction du foyer communautaire	Construction de d'un bloc de 02 salles de classe à l'école primaire publique	Elargissement de la route principale de l'école EEC à la chefferie Demgo	Création, construction et équipement d'un centre de formation professionnelle rapide	Construction d'un atelier de broyage (mélangeuse broyeuse)	Construction d'un hangar au marché	Forage à Motricité Humaine	En réalisant ce projet, le village Demgo pourra accéder à une eau potable et observer une réduction du taux des maladies hydriques qui y sévit.
	Coût (X1000)	97 500	8 000	14 000	16 000	7 000	120 000	25 000	15 000	8 000	
3	Bapi	Ouverture sur 5.5 km des tronçons	Construction d'un point d'eau au C S I	Construction du bloc maternel à	Construction d'une case	Construction d'un bloc de 02 salles de	Construction d'un magasin	Construction d'un point de vente de	Construction d'une provenderie	Construction d'une case communautaire	Réaliser ce projet revient à doter le

N°	Localité	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités	Justification
		routiers kamdjoum-banka (2,5km) ; chefferie djeugouo-banka(2km) ; cours d'eau teyam barthélemy-kamdjoum(1 km)	de Bapi	l'école maternelle	communautaire à Bapi	classe à l'école publique bilingue de Bapi	de stockage à Bapi	produits artisanaux	e	à Bapi	village Bapi d'un lieu de rassemblement des populations qui lui faisait encore défaut.
	Coût (X1000)	A déterminer	8 000	25 000	14 000	16 000	40 000	12 000	25 000	14 000	
4	Djemgheu	Etude de faisabilité en vue de la construction de 01 pont à Djeumgheu	Entretien routier sur les axes - Mekam demlo/ Ecole.Pub - Ecole Pub / DemDjemgheu - Tofemgwo/ Ngougoua - ToDjemgheu/ Kamtin	Aménagement des tronçons routiers dans le village Djemgheu	Création, construction et équipement d'un poste agricole	Création, construction et équipement d'un centre de santé dans le village Djemgheu	construction d'un magasin de stockage	Formation sur le montage des projets et la recherche de financements	Construction d'un magasin de stockage	Entretien routier sur les 04 axes : - Mekam demlo / Ecole.Pub - Ecole Pub /DemDjemgheu - Tofemgwo/Ngougoua - ToDjemgheu/ Kamtin	Il s'agit de donner un coup d'accélérateur au processus de développement de Djemgheu car ne dit-on pas que « Là où la route passe, le développement suit »
	Coût (X1000)	25 000	A déterminer	A déterminer	12 000	50 000	40 000	3 000	40 000	25 000	

N°	Localité	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités	Justification
5	Batoussouo	Achèvement de la construction du CSI ;	Etude de faisabilité eu vue de l'extension du réseau CDE dans le village	Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle	Construction et équipement d'une case communautaire	Construction du pont (kouossouo-Gouetchim)	Organisation des agriculteurs et les éleveurs par filière de production.	Appui à la de structuration des jeunes et formation en montage de projets	Organisation de 02 festivals culturels	Construction du pont (kouossouo, Gouetchim)	La construction de ce pont permettra de relier deux zones coupées l'une de l'autre.
	Coût (X1000)	24 000	2 500	25 000	21 000	A déterminer	1 500	4 000	2 000	A déterminer	
6	Cheffou	Construction du bloc maternel à l'école maternelle de Demko	Création de 01 point d'eau potable à Cheffou	Extension du réseau électrique ENEO de Moyenne et basse tension sur un linéaire de 2.5 Km Axe Dockpa Takam-Kouolouo (1km),Tetame-Carrefour SouopTchuen kam(0.5km);	Reprofiler sur 5 km de route (axes Dzuyou-Penkwa ;Plaque cheffou –Tamdja et Dzuyou-Kamkatse)	Construction d'un centre de formation en disciplines sportives	Construction une case communautaire à Cheffou	Renforcement des capacités techniques des agriculteurs et éleveurs	Formation des jeunes en montage de projets économiques sur : -Le montage des projets. - La fabrication du compost	Projet de création d'un 01 point d'eau potable à Cheffou	Le choix de ce projet se justifie par la volonté d'assurer la santé des populations en réduisant le taux de maladies dues à l'eau sale.
	Coût (X1000)	25 000	8 000	37 500	A déterminer	120 000	21 000	3 000	3 000	8 000	
7	Medjo	Création de points d'eau	Réhabilitation / d'entretien de l'état des routes sur les	Equipement du CSI	Aménagement d'une aire de jeu au lycée de	Construction et équipement d'un atelier au CETIC de	Organisation des éleveurs et agriculteur	Construction du marché	Construction d'un foyer culturel	Construction du marché	La construction de ce marché,

N°	Localité	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités	Justification
			axes :		MEDJO	Medjo					
			- Fougne-Tega - CSI-Cheffou - CETIC/kamdje moo				s par filière de production et renforcement de leur capacité technique				contribuera à augmenter les sources de recettes communales et surtout faire respecter par les vendeurs qui le fréquentent les règles d'hygiène alimentaire
	Coût (X1000)	8 000	10 000	8 000	5 000	25 000	3 000	20 000	30 000	20 000	
8	Banka	Construction d'01 pont à Banka (Keum)	Transformation en Centre de Santé de Intégré du poste de stratégie avancée de Banka et construction	Réhabilitation du forage non fonctionnel au marché Banka	Construction du bloc maternel à l'école maternelle	Ouverture de la route Banka - Keum (2 km) à Banka	Construction d'un musée à Banka et aménagement des sites touristiques (Touocmsi ,To'okem, Sielang)	Construction d'un hangar de 30 comptoirs au marché de Banka	Création, construction et équipement d'un centre de formation professionnelle en agriculture et en élevage à Banka	Construction d'01 pont à Banka (Keum)	Le pont de Keum une fois construit permettra de relier le village Banka au village Lagweu et en plus on aura l'embaras de choix lorsqu'il s'agira de se rendre à Keum.
	Coût (X1000)	A déterminer	51 000	A déterminer	25 000	A déterminer	25 000	30 000	120 000	A déterminer	
9	Baho	Construction	Construction	Construction	Réhabilitation	Construction	Aménagement	Construction	Création	Construction	Il existe un

N°	Localité	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités	Justification
		d'un bloc maternel à l'école maternelle de Baho	d'une case communautaire	d'un point d'eau à MEWAIN 1	de la boucle routière du village (axe école publique – kamtella)	d'un point d'eau à DENHE 1	ment d'une pépinière d'arbres fruitiers, et plantes médicinales dans le village	d'une unité de production du matériau amélioré à base de latérite (briques de terre, foyer)	d'un point de vente des produits artisanaux	d'un bloc maternel à l'école maternelle de Baho	acte administratif portant création de cette école qui continue de fonctionner dans un bâtiment d'emprunt pourtant l'espace qui devrait accueillir cette école est connu.
	Coût en FCFA	25 000	21 000	A déterminer	A déterminer	A déterminer	2 500	15 000	5 000	25 000	
10	Ngougoua	Construction de 01 point d'eau à Ngougoua	Entretien des routes sur les axes: - Kamkatsechefferie - Djemgheu-Général - CSI-Axe principal Eglise catho-Yomnie	Construction du bloc maternel à l'école maternelle	Réfection de 03 blocs de 02 salles de classe à l'école publique	Construction d'un foyer communautaire	Création, construction et équipement d'une ferme école	Construction d'un centre de distribution des semences et races améliorées	Formation des éleveurs sur les techniques de l'élevage non-conventionnel facilitation de l'accès aux souches des	Entretien des routes sur les axes: - Kamkatsechefferie - Djemgheu-Général - CSI-Axe principal Eglise catho-Yomnie	Mis en œuvre, ce projet aidera à désenclaver ce village et donc à faciliter le mouvement des populations

N°	Localité	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités	Justification
									aulacodes		
		8 000	A déterminer	25 000	48 000	25 000	70 000	20 000	3 000	A déterminer	
11	Poumze	Construction d'un foyer communautaire à Poumze.	Extension du réseau électrique de MT et BT sur 4 km sur les axes : - Magaing – carrefour Bu'tagne - kamdem Laurent – Mamyom - Mission catholique – Bu'kamde Nzutamgula – Té Djonoue	Construction d'un bloc de 02 salles de classe au Lycée de Poumze	Etude de faisabilité en vue de l'extension du réseau CDE sur les 04 axes: - Magaing – limite Banka - Abe Yindjo – limite - Bamedjou - Sa'a Fotso – école publique	Reprofilage des routes à Poumze axe Mamyom – via Bu'Tagne	Construction d'une gare routière à Magaing	Organisation de 02 séminaires de renforcement des capacités techniques des agriculteurs et éleveurs sur les montages de projets	Construction d'un hangar de 30 places au marché de Mamyom	Construction d'un bloc de 02 salles de classe au Lycée de Poumze	Il s'agira en réalisant ce projet de réduire la promiscuité dans les salles de classe et donc de créer un cadre favorable aux études
		Coût en FCFA	25 000	60 000	16 000	A déterminer	A déterminer	25 000	3 000	30 000	16 000

N°	Localité	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités	Justification
12	Chengne	Construction des caniveaux sur la route Tagne Tédjou –Carrefour Tamtettueng	Construction et équipement d'une maternité au CSI de Chengne	Construction d'un bloc de 02 salles de classe au CES de chengne	Ouverture de la route Souop Talom - CES	Construction d'un bloc administratif au CES de Chengne	Construction d'un hangar pour conservation de pommes de terre à Chegne	Organisation de 02 séminaires de renforcement des capacités techniques des agriculteurs et éleveurs sur les montages de projets	Aménagement des 02 sites touristiques suivants: - Réserve de Chengne et Mont Tendiou de Chengne	Construction de 02 salles de classe au CES de chengne	Elle viendra mettre un terme au ruissellement des torrents sur la chaussée qui contribue à sa détérioration
		A déterminer	50 000	16 000	A déterminer	25 000	29 000	3 000	30 000	16 000	
13	Baghom	Etude faisabilité en vue de la construction de 04 ponceaux: Tabougeu , Tekeu Isidore , Tapokam , Paul Tsemo	Entretien du réseau routier de 04 axes: - Kuitamwa-Chefferie - Toghom-Feuche ; - Feuche-Kawhom - Djemghom-Simken	Extension du réseau ENEO sur 3km les 03 axes: Ma Odette-Tapokam (1,8km) Chefferie – Simkem (600 m) Tabougeu – Tekeu Kwatse	Réhabilitation de 04 puits à motricité humaine : Simkem ,Wabo Tamsa EEC Baghom ,Beu Teyam	Création, Construction du bloc maternel à l'école maternelle	Organisation de 02 séminaires de formation agriculteurs sur les techniques de transformation des produits agricoles	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Organisation d'un séminaire de fabrication et vulgarisation du matériau amélioré	Réhabilitation de 04 puits à motricité humaine : Simkem ;Wabo Tamsa ; EEC Baghom ; Beu Teyam	Elle permettra de stopper la consommation des eaux de pluies et de rivières qui a cours ici au regard de leurs conséquences graves.
	Coût en FCFA	A déterminer	A déterminer	45 000	A déterminer	25 000	3 000	20000	1 500	A déterminer	

N°	Localité	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités	Justification
14	Boukue	Construction d'un bloc de 02 salles l'E.N.I.E.G	Extension du réseau électrique ENEO sur 3km : Axe Tedzu-Teyimm-Caref Tuoewem(1.5km);Defo Tamto-Forage (1.5km)	Aménagement/Entretien des axes routiers: - Mafoche-Touevveen - Mafoche/Rte Nat.N°5	Extension du réseau hydraulique CDE dans tout le village	Construction du foyer communautaire	Organisation de 02 séminaires de formation agriculteurs sur les techniques de transformation des produits agricoles	Achèvement du foyer social et culturel à Boukue	Organisation de 02 séminaires de formation des jeunes sur 02 thèmes économiques -Montage des projets -Création d'une PMI	Construction de 01 bloc de 02 salles l'E.N.I.E.G	Ce projet vient créer un cadre agréable de travail pour les enseignants de l'ENIEG et un cadre d'accueil acceptable pour les élèves-enseignants.
	Coût en (x1000)	21 000	45 000	A déterminer	A déterminer	25 000	3 000	18 000	3 000	16 000	
15	Hiala	Construction du bloc maternel à l'école maternelle bilingue	Equipement du centre de santé intégré	Construction d'un foyer culturel	Formation des jeunes en montage de projets	Extension du réseau CDE dans le village	Structuration des éleveurs et agriculteurs	Formation des éleveurs indépendants sur les procédures de création des PME	Construction d'un hangar de 24 places et d'un bloc latrine de 03 cellules au marché de Hiala	Construction d'un hangar de 24 places et d'un bloc latrine de 03 cellules au marché de Hiala	Ce projet facilitera le développement des activités commerciales tout en préservant la santé des acheteurs. et la commune renforcera ses recettes propres.
	Coût (X1000)	25 000	10 000	25 000	3 000	A déterminer	1 000	1 000	29 000	29 000.	

N°	Localité	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités	Justification
16	Kaffo	Construction de 02 salles de classe à l'école publique de Kaffo	Création, construction et équipement d'un Centre de Santé Intégré à kaffo	Captage et Adduction d'Eau du Mont Sekem à Kaffo (AEP)	Construction d'un forage à l'école publique de Kaffo	Reprofilage/entretien des routes à Kaffo	Construction d'un foyer culturel à kaffo	Renforcement des capacités agropastorales des agriculteurs et éleveurs à Kaffo	Formation des jeunes en montage de projet	Captage et Adduction d'Eau du Mont Sekem à Kaffo (AEP)	Les populations du village habitant la zone où le projet sera mis en œuvre pourront accéder à une eau potable et observer une réduction du taux des maladies Coût en FCFA hydriques qui y sévit.
	Coût (X1000)	16 000	50 000	76 875 800	8 000	A déterminer	25 000	3 000	3 000	76 875 800	

N°	Localité	Projets sociaux					Projets économiques			Priorité des priorités	Justification
17	Espace urbain	Construction de 03 salles de classe à l'école publique bilingue	Structuration des différents corps de métiers de l'espace urbain	Equipement des 05 écoles primaires de l'espace urbain en matériels sportifs propres à la catégorie de cette tranche scolaire	Construction des caniveaux des deux côtés de l'axe principal (rond point du centre urbain - lycée bilingue de Baham)	Construction d'un point d'eau (forage/puits) à l'hôpital de district de Baham	Construction d'une chambre froide au marché du centre ville	Construction d'un abattoir	Construction d'une gare routière	Construction d'une chambre froide au marché du centre ville	La commune ne dispose pas d'une chambre froide. Les produits vivriers et d'élevage périssent faute de moyens de conservation
	Coût (X1000)	24 000	2 000	50 000	A déterminer	8 000	28 106	53 098, 309	100 000	28 106	

4. PLANIFICATION STRATEGIQUE

4.1 Vision et objectifs du PCD

4.1.1 Vision

Le Cameroun depuis la constitution de 1996 est engagé dans un processus irréversible de décentralisation. Les lois sur la décentralisation de juillet 2004 transfèrent aux Communes et aux Régions des compétences et de ressources les plaçant ainsi au centre du développement local. La vision du Maire repose sur 02 axes. Il rêve d'une commune dotée d'une capacité financière dans le but de garantir l'efficacité de l'action communale. Pour y parvenir, il prétend:

- Renforcer les capacités techniques de son personnel dans le montage des projets;
- Ensuite, il entend faire du développement communal son principal cheval de bataille .Ce deuxième axe ainsi dégagé concerne :
 - Le secteur des infrastructures routières et immobilières;
 - L'électrification de la commune pour susciter la création des PME-PMI;
 - L'actualisation du PSU en vue de favoriser le développement de l'espace urbain;
 - Le développement du tourisme;
 - La mise en place des plates formes de collaboration avec les sectoriels.

4.1.2 Objectifs

Le PCD a pour objectif global de traduire la vision du développement de la commune de Baham à travers des missions qui seront déclinées de manière stratégique et opérationnelle.

De manière spécifique, il vise à présenter:

- la monographie de la Commune de Baham;
- les Diagnostics: niveau de l'institution communale (DIC), niveau espace urbain communal (DEUC) et niveau villages (DPNV);
- les infrastructures existantes dans l'ensemble de la commune assorties de leurs coordonnées GPS;
- les structures de gestion participative du développement au niveau village (CC,CDV) et communal (CS du PCD)
- les aspects transversaux suivants:
 - La gestion des aspects socio environnementaux;
 - Les problèmes des populations marginales;
 - Le genre et la problématique des populations vulnérables;
 - L'amélioration de la gouvernance locale;
 - Le VIH/SIDA et ses implications;
- les apports des bénéficiaires dans l'appropriation du processus de mise en œuvre, d'évaluation et de son actualisation;
- le Plan Stratégique ressortant les microprojets par secteur que la Commune;
- le Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires;
- le Plan d'Investissement Annuel (PIA) et les sources de financement;
- un mécanisme de suivi-évaluation participatif

4.2. Cadre logique par secteur

Tableau 23 : Cadre logique par secteur

SECTEUR 0 : Institution communale				
PROBLÈME : Faible capacité d'intervention de l'institution communale				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Source de vérification	Hypothèse
Objectif global	Améliorer la capacité d'intervention technique et financière de l'institution commune			
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les capacités opérationnelles du personnel et des conseillers municipaux.	Nombre de séminaires organisé		
	2. Mettre sur pied les stratégies d'augmentation de 50% des recettes au sein de la commune.	L'augmentation des recettes communales de 50 %	- Documents communaux - Comptes de gestion de la commune	
	3. Sécuriser et augmenter le patrimoine communal	Le nombre d'engins lourds acquis et de terrains communaux ayant un titre de propriété foncière	- Documents communaux - Comptes de gestion de la commune	
	4. Promouvoir la communication et le contrôle citoyen au autour de l'action communale.	Le nombre de plate forme de concertation entre la population et la commune	Documents communaux	
Résultats	R.1.1 Les capacités opérationnelles du personnel renforcées.	Le nombre de séminaire sur le recouvrement des taxes propres de la commune passe de 0 à 2	Comptes administratifs de la commune	
		Le nombre de cadres communaux passe de 3 à 7	Documents communaux	
	R.1.2 Les capacités opérationnelles des conseillers municipaux renforcées.	Le nombre de séminaires à l'intension des Conseillers Municipaux passe de 01 à 3	Documents communaux	
	R.2.1 Les recettes ont augmenté de 50% au sein de la commune	Les recettes au sein de la commune ont augmenté de 50%	Comptes de gestion de la commune	
		Le nombre de séminaire sur les techniques de recouvrement des taxes propres organisé par la commune passe de 0 à 01	Comptes de gestion de la commune	
	R.2.2 La capacité de l'institution	Le nombre de partenariat/ jumelage signé	Conventions de partenariat	

	communale à la recherche de nouveaux partenariats améliorée	avec d'autres communes	de la commune	
		Le plan de marketing et de communication existe.		
	R.3 La mise en œuvre de la feuille de route de Gestion du Patrimoine Communal (GPC) poursuivie.	un hôtel de ville de la commune construit	Comptes administratifs de la commune	
		Le nombre d'engins lourds du service technique passe de 0 à 03	Comptes administratifs de la commune	
		le Plan Sommaire d'Urbanisme (PSU) actualisé	Documents communaux Rapport du DDH DU	
	Le nombre de terrains communaux ayant un titre de propriété foncière passe de 0 à 8.	Comptes administratifs de la commune		
R.4.1 Le contrôle citoyen au sein de l'institution communale facilité.	Le nombre de rencontres commune-population passe 02 à 06 dans l'espace communal.	Documents communaux	Bonne gouvernance de l'ensemble des acteurs	
	Une plate forme de concertation avec les autres acteurs de développement de la commune fonctionnelle.	Documents communaux		
R.4.2 La communication au autour de l'action communale renforcée	une cellule communale de communication fonctionnelle	Documents communaux		
	Le nombre de journaux créés	Documents communaux		
	La radio communautaire fonctionnelle	Documents communaux		
Activités à mener		Tâches	Coût (X 1000)	
A.1 .R.1.1 Organisation d'au moins 03 séminaires de renforcement des capacités à l'intention du personnel communal sur les thèmes (Connaissance des missions de la commune, la maîtrise d'ouvrage communal...)	Elaboration des TDR du séminaire	1 500		
	Elaboration de l'appel à manifestation d'intérêt public portant recrutement d'un consultant			
	Publication de l'appel à manifestation d'intérêt public			
	Recrutement du consultant			
	Tenue du séminaire de renforcement des capacités			
A.2.R.1.1 Recrutement de 04 cadres communaux	Obtention de la délibération du conseil municipal portant recrutement de 04 cadres communaux	1 000		
	Lancer un avis de recrutement du personnel			

		Recrutement des 04 cadres communaux		
A.3.R.1.1 Actualisation de la notice individuelle du personnel communal		Organisation d'un nouveau recensement du personnel communal	200	
		Actualisation de la notice du personnel communal		
A.4.R.1.1 Reconstitution /actualisation de l'organigramme de l'institution communale et son opérationnalisation		Reconstitution /actualisation de l'organigramme communal	1 500	
		L'opérationnalisation de l'organigramme		
A.5 R.1.1 Plaidoyer auprès de la CNPS pour l'apurement des allocations familiales et de retraite du personnel communal		Constitution des dossiers des allocations familiales et de retraite	500	
		Mise place d'une plate forme d'échange commune CNPS		
A.6 .R.1.1 Elaboration d'un manuel de procédures de gestion des ressources humaines et comptable		Elaboration des TDR	1 000	
		Recrutement du consultant		
		Elaboration du manuel de procédures de gestion des ressources humaines		
A.1.R.1.2 Organisation de 02 séminaires de formation à l'intention des conseillers sur les thèmes (Rôle du Conseiller municipal, Communication entre les conseillers et population et la maîtrise de l'exécution et du suivi du budget communal)		Elaboration des TDR du séminaire	1 000	
		Elaboration de l'appel à manifestation d'intérêt public portant recrutement d'un consultant		
		Publication de l'appel à manifestation d'intérêt public		
		Recrutement du consultant		
		Tenue du séminaire de renforcement des capacités		
A.2.R.1.2 Organisation des forums de discussion sur le rôle de chaque commission au sein du CM		Préparation des forums	2 000	
		Tenue des forums		
A.3 R.1.2 Tenue d'au moins 06 rencontres par an au sein de chaque commission du CM		Préparation de la rencontre	2 400	
		Tenue de la rencontre		
A.1.R.2.2 Identification de toutes les sources de recette propres de la commune		Préparation de la collecte	500	
		Collecte des informations sur les sources de recette propres de la commune		
A.2.R.2.2 Organisation d'un séminaire sur les techniques de recouvrement		Elaboration des TDR du séminaire	500	
		Elaboration de l'appel à manifestation		

	des taxes propres de la commune.	d'intérêt public portant recrutement d'un consultant		
		Recrutement du consultant		
		Tenue du séminaire de renforcement des capacités		
	A.3 .R.2.2 Sensibilisation des contribuables et des élites sur le bien- fondé du paiement de l'impôt	Création d'une commission communale de sensibilisation	400	
		Formation des membres de la commission		
		Sensibilisation des contribuables et des élites sur le bien- fondé du paiement de l'impôt		
	A.4.R 2.2 Elaboration d'un plan de communication autour des finances communales	Elaboration de l'appel à manifestation d'intérêt public portant recrutement d'un consultant	500	
		Recrutement du consultant		
		Mise sur pied d'un plan de communication autour des finances communales		
	A.5.R.2.2 Elargissement de l'assiette fiscale par la réalisation d'une étude sur les possibilités d'aménagement et d'exploitation des sites touristiques et des carrières existants sur le territoire communal	Identification des bases de l'imposition	500	
		Vérification du caractère légal de l'impôt à prélever		
		Obtention de la délibération du conseil municipal sur la taxe		
		Recouvrement de la taxe		
	A.6.R.2.2 Recherche de nouveaux partenariats avec des organismes nationaux et internationaux	Choix des potentiels partenaires et définition des termes du partenariat	500	
		Elaboration des demandes du partenariat		
Transmission et suivi des demandes				
Signature des conventions de partenariat				
A.7.R.2.2 Facilitation de la création d'une agence de développement local au sein de la commune	Plaidoyer auprès des élites pour la création de l'agence	1 000		
	Création de l'agence de développement local			
A.1 R.3.1 Formation du Préposé-Matière sur la gestion du patrimoine	Elaboration des TDR	500		
	Recrutement du formateur			
	Formation continue du préposé-Matière sur la gestion du patrimoine			
A.2.R.3.1 Constitution des dossiers	Inventaire du patrimoine foncier	10 000		

	d'incorporation dans le domaine communal des terrains abritant les immeubles communaux.	Constitution des dossiers d'incorporation dans le domaine communal des terrains abritant les immeubles communaux		
	A.3.R.3.1 Acquisition d'au moins une réserve foncière communale et la sécuriser	Recherche du site Achat de la parcelle Immatriculation de la réserve foncière	15 000	
	A.4.R.3.1. Création d'une cité administrative pour loger autant les bureaux des services sectoriels que les domiciles de leurs responsables	Etude de faisabilité pour la réalisation des ouvrages Réalisation des ouvrages	PM (Coût pris en compte dans les autres secteurs)	
	A.4.R.3.1 Elaboration de tous les documents de la comptabilité- matière (Compte de gestion-matière, Inventaire de base....)	Formation du préposé matière sur l'élaboration des documents de la comptabilité- matière Elaboration de tous les documents de la comptabilité- matière (Compte de gestion-matière, Inventaire de base....)	1 000	
	A.1 R.3.2Construction d'un hôtel de ville de la commune	Lancement du marché d'attribution du projet de construction de l'hôtel de ville de la commune Sélection du prestataire Construction d'un hôtel de ville de la commune	415 000	
	A.2.R.3.2Construction d'une gare routière au centre ville de Baham	Acquisition du site de construction Etudes de faisabilité en vue de la construction de la gare routière de Baham Construction de la gare routière de Baham	50 000	
	A.3 R.3.2 Achèvement de la construction de l'abattoir municipal	Etudes de faisabilité en vue de l'achèvement de la construction de l'abattoir municipal construction de l'abattoir municipal	55 000	
	A.4. R.3. Achèvement de la construction du complexe multi-sport communal	Etudes de faisabilité en vue de finir la construction du complexe multi-sport communal Finition de la construction du complexe multi-sport communal	450 000	
	A.5.R.3.2 Achèvement de la construction du centre multifonctionnel communal	Etudes de faisabilité en vue de finir la construction du centre multifonctionnel communal	20 000	

		Finition de la construction du centre multifonctionnel communal		
A.6 .R.3.2	Achèvement de la construction de la tribune	Etudes de faisabilité en vue de finir la construction de la tribune	55 000	
		Finition de la construction de la tribune		
A.7.R.3.2	Création l'office de tourisme	Rapprochement de la commune en vue du partage d'expérience sur la création d'un office de tourisme	500	
		Création de l'office de tourisme		
A.8.R.3.2	Acquisition de 03 engins lourds pour le service technique (Niveleuse, Compacteuse et un Caterpillar)	Obtention des pro formats	450 000	
		Achat de 03 engins lourds pour le service technique		
A.9.R3.2	Actualisation du Plan Sommaire d'Urbanisme (PSU) existant	Elaboration des TDR	2 500	
		Recrutement du Consultant		
		Actualisation du Plan Sommaire d'Urbanisme (PSU) existant		
A.10.R3.2	Création d'un cimetière communal	Elaboration des TDR	4 000	
		Recrutement du Consultant		
		Aménagement un cimetière communal		
A.1 .R 4.1.	Organisation de 04 rencontres commune-population dans l'espace communal	Préparation de la rencontre	1 000	
		Tenue de la rencontre		
A.2.R.4.1	Mise sur pied d'une plate forme de concertation avec les autres acteurs de développement de commune.	Identification des acteurs de développement de commune	200	
		Mise sur pied d'une plate forme de concertation avec les acteurs de développement de la commune.		
A.3.R.4.1	Promotion des approches HIMO dans les investissements publics	Sensibilisation à l'approche HIMO	120 000	
		Promotion des approches HIMO		
A.1.R.4.2	Mise en place d'une stratégie de communication/ collaboration avec tous les SDE.	Organisation d'une rencontre avec les SDE	200	
		Elaboration d'un plan conjoint de collaboration entre la commune et les SDE		
.A.2.R.4.2	Plaidoyer auprès des élites en vue de rendre fonctionnelle la radio communautaire dans la	Identification des Elites		PM (Coût pris en compte dans la communication)
		Plaidoyer auprès des élites en vue de		

	commune	rendre fonctionnelle la radio communautaire dans la commune		
	A.3.R.4.2 Création d'une cellule communale de communication	Opérationnalisation de la cellule communale de communication	1 000	
	A.4.R.4.23 Création d'un journal d'informations sur les activités de la commune	Constitution de l'équipe d'animation du journal	500	
		Création du journal d'information sur les activités de la commune		
	5.1.3 Création d'un journal mural communal et d'un journal d'informations sur les activités de la commune	Aménagement d'un babillard	200	
		Mise en place de l'équipe d'animation du journal		
		Création du journal mural communal		
	TOTAL		1 626 600	

SECTEUR 1: Agriculture				
PROBLÈME REFORMULE: Difficultés à développer une agriculture rentable dans la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources/méthodes de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter le développement d'une agriculture rentable dans la commune de Baham			
Objectifs spécifiques	1. Accroître la production et la productivité agricole à travers, l'encadrement (technique, organisationnel, matériel et en matière de commercialisation) efficace des agriculteurs et le règlement des conflits agro-pastoraux entre les acteurs locaux de la commune de Baham	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre d'appui accordé aux agriculteurs - Le niveau de production agricole - Le taux d'adoption de nouvelles techniques agricoles - Le nombre de plaintes liées aux conflits agro-pastoraux 	Rapports de DDADER Hauts-Plateaux	
	2. Fournir à la commune des infrastructures et équipements agricoles adaptés aux besoins et à la topographie.	Le nombre d'infrastructures et d'équipements	Rapports de DDADER Hauts-Plateaux	
Résultats	R.1.1 L'appui technique aux agriculteurs renforcé.	Le nombre de campagnes de sensibilisation des agriculteurs par semestre sur l'importance et la mise en place des nouvelles coopératives	Rapports de DDADER Hauts-Plateaux	

		par filière de production passe de 0 à au moins 3 par village		
		Le nombre de sessions de formation organisé passe de 1 à au moins 3 par semestre	Rapports de DDADER Hauts-Plateaux	
		Le nombre de chef de postes passe de 01 à 03 de et de 8 à 22 personnels d'encadrement agricole à la DDADER et à la DAADER	Rapports de DDADER Hauts-Plateaux	
	R.1.2 Les agriculteurs de Baham sont organisés et bénéficient des appuis en intrants agricoles (semences, engrais et pesticides)	Le nombre de subventions en intrants agricoles sont accordées aux les producteurs	Rapports de DDADER Hauts-Plateaux	
		Le nombre d'agriculteurs ayant augmenté leur revenu d'au moins 20%	Rapports de DDADER Hauts-Plateaux	
	R.1.3 Les conflits agropastoraux réduits dans la commune de Baham	Le nombre de campagnes de sensibilisation des producteurs organisé sur la délimitation et le respect des aires agricoles et pastorales passe 0 à 04	Rapports de DDADER Hauts-Plateaux	
	R.2.1 De nouvelles infrastructures présentes dans la commune	Le nombre de nouveaux d'infrastructures agricoles dans la commune (routes, pistes de collecte, magasins de stockage).	Rapports de DDADER Hauts-Plateaux	
	R.2.2 De nouveaux équipements agricoles adaptés aux besoins et à la topographie présents dans la commune	Le nombre de nouveaux équipements agricoles dans la commune	Rapports de DDADER Hauts-Plateaux	
	Activités à mener	Tâches	Coûts X 1000 FCFA	
	A1.R1.1. Organisation d'au moins 12 sessions de formation des agriculteurs de Baham par semestre sur : - l'itinéraire technique culturale - les techniques de fertilisation à base des plantes améliorantes - le processus de fabrication du compost - la mise en place des jachères améliorées à base des espèces	Elaboration de l'appel à manifestation d'intérêt public portant recrutement d'un consultant	1 200	
		Publication de l'appel à manifestation d'intérêt public portant recrutement d'un consultant		
		Sélection du consultant		
		Formation des agriculteurs		

	fertilisantes dans la Commune			
	A.2.R.1.1 Affectation de nouveaux cadres dans les services déconcentrés du MINADER	Constitution des dossiers d'affectation de 03 chefs de postes et de 15 personnels d'encadrement agricole à la DDADER et à la DAADER	200	
		Transmission et suivi des dossiers		
		Mise en place le comité de gestion du CEAC	200	
	A.1.R1.2.Organisation d'au moins 03 campagnes de sensibilisation des agriculteurs par semestre sur l'importance et la mise en place des nouvelles organisations d'agriculteurs par filière par village de production	Préparation de la campagne de sensibilisation (élaboration du calendrier de la campagne de sensibilisation, choix des techniques/outils de sensibilisation, choix des responsables et partenaires de la sensibilisation, choix des activités à mener,...)	96 000	
		Sensibilisation proprement dite		
		Organisation des producteurs par filière de production		
	A.2 R.1.2 Subventionnement des producteurs existants dans la commune en intrants agricoles	Rapprochement des agriculteurs vers les responsables des projets/ personnel du MINADER	200 000	
		Rédaction des projets de producteurs		
		Transmission et suivi de la mise en œuvre des projets		
	A.3.R.1.2 Organisation de 10 campagnes d'achats groupés des intrants agricoles.	Préparation des campagnes	4 000	
		Organisation des d'achats groupés des intrants agricoles		
	A.4.R.1.2 Incitation et facilitation de l'installation des opérateurs privés	Sensibilisation des opérateurs économiques	500	
		Création des points de vente	500	
	A.5.R.1.2 Organisation des ventes groupées de produits agricoles	Sensibilisation des producteurs sur l'importance des ventes groupées	500	
		Organisation des ventes groupées des produits agricoles	500	
	A.1.R.1.3 Organisation d'au moins 02 campagnes de sensibilisation des producteurs sur la délimitation et le respect des aires agricoles et pastorales	Préparation de la campagne de sensibilisation	2 000	
		Sensibilisation proprement dite		

A.2.R.1.3 Institutionnalisation des cadres de concertation permanente entre agriculteurs et éleveurs au niveau village et communal	Préparation de la rencontre d'échanges	2 000	
	Création des cadres de concertation permanente		
A 1.R.2.1. Construction de 03 postes agricoles (Ngougoua, Djemgheu, Poumze)	Elaboration des TDR	66 000	
	Recrutement du prestataire		
	Construction des postes agricoles		
A.2.R.2.1. Construction d'un magasin de stockage	Elaboration des TDR	40 000	
	Recrutement du prestataire		
	Construction du magasin de stockage		
A 3..R.2.1. Construction et équipement du CEAC	Elaboration des TDR	75 000	
	Recrutement du prestataire		
	Construction et équipement du CEAC		
A. 4.R.2.1. Construction d'une chambre froide	Elaboration des TDR	PM (Coût pris en compte dans le secteur de l'élevage)	
	Recrutement du prestataire		
	Construction de la chambre froide		
A.5.R.2.1 Construction de 02 cases communautaires	Elaboration des TDR	80 000	
	Recrutement du prestataire		
	Construction de la chambre froide		
A.6.R.2.1 Ouverture des pistes de collecte ou de desserte	Etudes de faisabilité en vue d'ouvrir des pistes de collecte	PM (Coût pris en compte dans le secteur travaux publics)	
	Ouverture des pistes de collecte		
A.1.R.2.2 Réalisation d'une étude sur l'aménagement des bas-fonds	Elaboration des TDR	2 000	
	Recrutement du consultant		
	Réalisation de l'étude sur l'aménagement des bas-fonds		
A.2.R.2.2 Fourniture de 10 motos pompes à 10 organisations paysannes et renforcer les stocks de produits disponibles dans les brigades phytosanitaires	Obtention des pro formats	15 000	
	Achat des 10 motos pompes		
A.3.R.2.2 Equipement de 03 postes agricoles (Ngougoua, Djemgheu, Poumze)	Elaboration de l'état des besoins	1 000	
	Obtention des pro formats		
	Achat du matériel d'équipement		
A.4.R.2.2 Augmentation des stocks des	Elaboration de l'état des besoins	8 000	

	produits disponibles dans les brigades pour mener une lutte phytosanitaire préventive et curative ;	Obtention des pro formats	50 000	
		Achat des produits		
	A.5.R.2.2 Mise sur pied d'une unité de transformation des produits agricoles	Elaboration des TDR		
		Recrutement du prestataire		
		Construction du local devant abriter l'unité de transformation		
Mise sur pied de l'unité de transformation des produits agricoles				
Total			604 600	

SECTEUR 2: Elevage, pêche et industries animales				
PROBLÈME REFORMULE: Difficultés à développer un élevage rentable dans la commune Baham				
	Logique d'intervention	Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources / méthodes de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter le développement d'un élevage rentable dans la commune de Baham			
Objectifs spécifiques	1. Accroître la production et la productivité en élevage à travers, l'encadrement (technique, organisationnel, matériel et en matière de commercialisation) efficace des éleveurs, le règlement des conflits agro-pastoraux entre les acteurs locaux de la commune de Baham et la sécurisation des exploitations d'élevage	Le nombre d'appui accordé aux éleveurs Le niveau de production en élevage Le taux d'adoption de nouvelles techniques d'élevage Le nombre de plaintes liées aux conflits agro-pastoraux Le nombre de comité de vigilance	Rapports de DDEPIA Hauts-Plateaux Rapports de DDEPIA Hauts-Plateaux	
	2. Fournir à la commune des infrastructures et équipements d'élevage adaptés aux besoins des éleveurs	Le nombre d'infrastructures et équipements d'élevage	Rapports de DDEPIA Hauts-Plateaux	
Résultats	R1.1 L'appui aux éleveurs renforcé dans la commune.	Le nombre de campagnes de sensibilisation des éleveurs par semestre sur l'importance et la mise en place des nouvelles coopératives par filière d'élevage passe de 0 à au moins 3	Rapports de DDEPIA Hauts-Plateaux	
		Le nombre de sessions de formation en élevage organisé passe de 1 à au moins 3 par semestre	Rapports de DDEPIA Hauts-Plateaux	

		L'augmentation de 40 % de la production pastorale	Rapports de DDEPIA Hauts-Plateaux	
		01 Centre Zootechnique et vétérinaire construit à Ngougoua	Rapports de DDEPIA Hauts-Plateaux	
		Le nombre de ventes groupées des produits d'élevage passe de 0 à 6 par an	Rapports de DDEPIA Hauts-Plateaux	
	R.1.2 Les conflits agropastoraux réduits dans la commune de Baham	La réduction du nombre de plaintes liées aux conflits agropastoraux passe de 10 à 50%	Rapports de DDEPIA Hauts-Plateaux	
		Le nombre de campagnes de sensibilisation des producteurs organisé sur la délimitation et le respect des aires agricoles et pastorales passe de 0 à 04	Rapports de DDEPIA Hauts-Plateaux	
		Le nombre de cadres de concertation entre agriculteurs et éleveurs mis en place passe de 0 à 1	Rapports de DDEPIA Hauts-Plateaux	
	R.1.3 Les exploitations d'élevage sécurisées	Le nombre de comité de vigilance passe de 1 à 16 dans la commune	Rapports de DDEPIA Hauts-Plateaux	
		Le nombre de structure fédératrice des comités de vigilance passe de 0 à 1 dans la commune	Rapports de DDEPIA Hauts-Plateaux	
		01 comité de vigilance redynamisé à Banka		
	R.2 De nouveaux infrastructures et équipements présents dans la commune	Le nombre de nouveaux infrastructures et équipements d'élevage dans la commune passe de 0 à 12	Rapports de DDEPIA Hauts-Plateaux	
Activités à mener		Tâches	Coûts X 1000 FCFA	
	A1.R.1.1 Organisation d' au moins 03 sessions de formation par semestre des éleveurs de Baham sur l'itinéraire technique d'élevage en mettant un accent particulier sur les thèmes associés: -Les mesures de biosécurité	Elaboration des TDR	3 000	
		Elaboration de l'appel à manifestation d'intérêt public portant recrutement d'un consultant		
		Publication de l'appel à manifestation d'intérêt public portant recrutement d'un consultant		
		Sélection du consultant		

	-L'hygiène des exploitations d'élevage -La conservation des aliments -La lutte préventive et curative sur les épizooties et autres maladies qui attaquent les animaux - Les techniques de fabrication des aliments du bétail sur la base des produits locaux	Formation des éleveurs		
A2.R.1.1 Organisation d'au moins 03 campagnes de sensibilisation par semestre des éleveurs sur l'importance et la mise en place des nouvelles organisations des éleveurs par type d'élevage		Préparation de la campagne de sensibilisation	3 000	
		Sensibilisation proprement dite		
		Organisation des producteurs par filière d'élevage		
A3.R.1.1 Appui des éleveurs de Baham approvisionnement en intrants d'élevage		Subventionnement des éleveurs existants dans la commune en intrants d'élevage	6 000	
		Organisation de 10 campagnes d'achats groupés des intrants d'élevage.		
A4.R.1.1 Appui des éleveurs à l'organisation des ventes groupées des produits d'élevage		Sensibilisation des éleveurs sur l'importance des ventes groupées	25 000	
		Organisation des ventes groupées des produits agricoles		
A1.R.1.2 Organisation d'au moins 02 campagnes de sensibilisation des producteurs sur la délimitation et le respect des aires agricoles et pastorales		Préparation de la campagne de sensibilisation	PM (coût pris en compte dans le secteur de l'agriculture)	
		Sensibilisation des producteurs		
A2.R.1.2 Sensibilisation des populations sur les bienfaits de l'élevage en claustration		Préparation de la campagne de sensibilisation	5 000	
		Sensibilisation des populations		
A3.R.1.2 Organisation de 03 séances de formation des éleveurs sur les techniques de fabrication des aliments du bétail sur la base des produits locaux		Elaboration des TDR	1 500	
		Elaboration de l'appel à manifestation d'intérêt public portant recrutement d'un consultant		
		Publication de l'appel à manifestation d'intérêt public portant recrutement d'un consultant		
		Sélection du consultant		
		Formation des éleveurs		
A1.R.3 Mise en place des comités de vigilance dans 15 villages de la commune excepté Banka		Sensibilisation des populations sur l'importance des comités de vigilance	PM (Coût pris en compte dans le secteur de l'administration)	
		Mise en place des comités de vigilance		
		Légalisation des comités de vigilance constitués		
		Mise en place d'une structure fédératrice de tous les		

		comités de vigilance Redynamisation du comité de vigilance de Banka	territoriale et de la décentralisation)	
A2.R.3 Mise en place d'un cadre de concertation entre éleveurs et agriculteurs		Sensibilisation des agriculteurs et éleveurs sur l'importance de la mise en place d'un cadre de concertation entre agriculteurs et éleveurs Mise en place du cadre de concertation	500	
A1.R.2 Construction de 05 points d'eau		Etudes de faisabilité en vue de la construction de 05 points d'eau Construction de 05 points d'eau	PM (Coût pris en compte dans le secteur Eau)	
A2.R.2 Achèvement de la construction de l'abattoir municipal		Etudes de faisabilité en vue de l'achèvement de l'abattoir municipal Achèvement de l'abattoir municipal	PM (Coût pris en compte dans le secteur Institution communale)	
A3.R.2 Construction de 02 centres zootechniques (Ngougoua, Espace urbain		Etudes de faisabilité en vue de la construction de 02 centres zootechniques et vétérinaires à Ngougoua et dans l'espace urbain) Construction de 02 centres zootechniques et vétérinaires (à Ngougoua et dans l'espace urbain)	50 000	
A4.R.2 Mise en place d'une mélangeuse broyeur assortie d'un point de vente		Etude de faisabilité en vue de la mise en place d'une mélangeuse broyeur assortie d'un point de vente d'aliments du bétail Mise en place d'une mélangeuse broyeur assortie d'un point de vente d'aliments du bétail	25 000	
A5.R.2 Aménagement d'un marché et d'un parc à bétail		Etudes de faisabilité en vue de l'aménagement d'un marché et d'un parc à bétail Aménagement d'un marché et d'un parc à bétail	30 000	
A6.R.2 Mise sur pied d'une unité de transformation des produits d'élevage		Etudes de faisabilité en vue de la mise sur pied d'une unité de transformation des produits d'élevage Mise sur pied d'une unité de transformation des produits d'élevage	15 000	
A7.R.2 Construction d'une chambre froide		Etudes de faisabilité en vue de la construction d'une chambre froide Construction d'une chambre froide	30 000	

	A8.R.2 Equipement des deux CVZ en produits courants (Vaccin...)	Obtention des pro formats	500	
		Achats des vaccins		
Total			194 500	

SECTEUR 03: Domaines et Affaires Foncières				
PROBLÈME REFORMULE: Difficultés d'accès à la propriété foncière dans la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources/méthodes de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès à la propriété foncière dans la commune de Baham			
Objectifs spécifiques	1. Sensibiliser les populations de la commune sur l'importance du titre foncier et la législation foncière domaniale	Le nombre de réunions de sensibilisation sur l'importance du titre foncier passe 0 à au moins 10 dans la commune	- Rapports de DDDAF Hauts-Plateaux - Documents communaux	
		Les conflits fonciers baissent de 20 à 40 %		
	2. Créer des réserves domaniales communales et communautaires	Le nombre de séances d'échanges entre les autorités administratives et traditionnelles sur l'immatriculation des terres passe de 0 à au moins 3	Rapports de DDDAF Hauts-Plateaux	
		Le nombre de site de réserve foncière communale passe de 0 à 3	Documents communaux	
Résultats	R.1.1 Les populations de la commune sensibilisées sur l'importance du titre foncier.	Le nombre de site de réserve foncière communautaire pour chacun des villages passe de 0 à 1	Rapports de DDDAF Hauts-Plateaux	
		Le nombre de réunions de sensibilisation sur l'importance du titre foncier passe 0 à au moins 10 dans la commune	Rapports de DDDAF Hauts-Plateaux	
	R.1.2 Les textes liés aux régimes foncier et domaniale vulgarisés	50% de la population de la commune de Baham connaissent les textes liés aux régimes foncier et domaniale en vigueur au Cameroun	Rapports de DDDAF Hauts-Plateaux/communaux	
	R.1.3 Les conflits fonciers réduits	Les conflits fonciers ont baissé de 20 à 40 %	Rapports de DDDAF Hauts-Plateaux	
		Le nombre de séances d'échanges entre les autorités administratives et traditionnelles sur l'immatriculation des terres passe de 0 à au moins 3		

	R.2 Les réserves foncières communales et communautaires disponibles	Le nombre de site de réserve foncière communale passe de 0 à 3	Rapports de DDDAF Hauts-Plateaux	
		Le nombre de site de réserve foncière communautaire pour chacun des villages passe de 0 à 1	Rapports de DDDAF Hauts-Plateaux	
Activités à mener		Tâches	Coûts X 1 000 FCFA	
	A.1.R.1.1 Organisation d'au moins 10 réunions de sensibilisation sur l'importance du titre foncier (appropriation du plan cadastral) dans la commune.	Elaboration des TDR des réunions de sensibilisation	5 000	
		Choix des techniques de sensibilisation		
		Tenue des 10 réunions de sensibilisation		
	A.1.R.1.2 Vulgarisation de la procédure d'obtention du titre foncier	Elaboration des TDR des ateliers de vulgarisation	10 000	
		Compilation des textes liés à l'obtention des titres fonciers		
		Vulgarisation des textes relatifs à l'obtention du titre foncier		
	A.2.R.1.2 Vulgarisation de la législation foncière domaniale	Elaboration des TDR des ateliers de vulgarisation	5 000	
		Compilation des textes liés à la législation foncière domaniale		
		Vulgarisation des textes relatifs à la législation foncière domaniale		
	A.3.R.1.3 Organisation d'au moins 3 réunions d'échanges entre les autorités administratives et traditionnelles sur la gestion du foncier	Elaboration des TDR des réunions d'échange	600	
		Invitation des autorités administratives et traditionnelles aux échanges		
		Tenue des réunions d'échanges		
	A.1.R.2 Acquisition d'au moins une réserve foncière communale et la sécuriser	Recherche du site	PM (coût pris en compte dans le secteur l'institution communale)	
		Achat de la parcelle		
		Immatriculation de la réserve foncière		
	A.2.R.2 Planification /finalisation des procédures d'immatriculation des terrains communaux existants	Inventaire du patrimoine foncier	PM (coût pris en compte dans le secteur l'institution communale)	
		Constitution des dossiers d'incorporation dans le domaine communal des terrains abritant les immeubles communaux		
	A.3.R.2 Elaboration d'un	Inventaire du patrimoine foncier	PM (coût pris en	

	sommier foncier communal	Elaboration du sommier foncier communal	compte dans le secteur l'institution communale)	
	A.4.R.2 Acquisition d'au moins une réserve foncière communautaire pour chacun des villages et la sécuriser	Recherche du site	48 000	
		Achat de la parcelle		
		Immatriculation de la réserve foncière		
TOTAL			88 6000	

SECTEUR 4 : Habitat et Développement Urbain				
PROBLÈME REFORMULE : Difficultés d'aménager l'espace urbain et l'habitat dans la commune de Baham				
Désignation	Logique d'intervention	Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources/méthodes de vérification	Hypothèse
Objectif global	Contribuer au développement urbain et à l'amélioration de l'habitat dans la commune			
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'élaboration des documents de planification de l'espace urbain	Le nombre de documents de planification disponible	- Rapports de DDHDU Hauts-Plateaux (H-P) - Rapport de la commune	
	2. Faciliter l'assainissement et l'entretien des routes de l'espace urbain	- Le niveau d'assainissement de l'espace urbain - Le nombre de routes entretenu	Rapports de formation à la commune	
	3. Faciliter l'accès au matériau local amélioré et aux logements	- Le nombre de logements sociaux communaux - Une unité de fabrication du matériau local amélioré construite et fonctionnelle à Baham	- Rapports de DDHDU /H-P - Rapport de la commune	
Résultats	1. Les documents de planification de l'espace urbain sont élaborés	Le Plan Sommaire d'Urbanisme (PSU) actualisé	- Rapports de DDHDU /H-P - Rapport de la commune	
	2. L'espace urbain assaini et ses routes entretenues	03 campagnes de sensibilisation des populations par semestre sur le respect des normes de construction	- Rapports de DDHDU /H-P - Rapport de la commune	

	3. L'accès au matériau local amélioré et aux logements sociaux facilités	50 logements sociaux communaux disponibles	- Rapports de DDHDU /H-P - Rapport de la commune	
		01 unité de fabrication du matériau local amélioré a été construite et est fonctionnelle à Baham	- Rapports de DDHDU /H-P - Rapport de la commune	
Activités à mener		Tâches	Coûts X 1 000 FCFA	
	A.1.R.1 Actualisation du Plan Sommaire d'Urbanisme (PSU) existant	Sollicitation de l'appui du MINH DU l'élaboration des termes de référence	PM (Coût pris en compte dans l'institution communale)	
		recrutement d'un cabinet d'études.		
		Actualisation du PSU		
	A.2.R.1 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation pour le respect du PSU existant	Elaboration des TDR des campagnes de sensibilisation	2 000	
		Choix des techniques de sensibilisation		
		Tenue des 02 campagnes de sensibilisation		
	A.3.R.1 Elaboration du Plan d'Occupation des Sols (POS)	Elaboration des TDR	80 000	
		recrutement d'un cabinet d'études.		
		Elaboration du Plan d'Occupation des Sols (POS)		
	A.4.R.1 Elaboration d'un plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres (PUGDT) de la commune de Baham.	Etudes de faisabilité en vue d'élaborer un plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres (PUGDT)	PM(Secteur environnement)	
		Elaboration du PUGDT		
	A.1.R.2 Opérationnalisation du service d'hygiène et d'assainissement	Affectation de 02 personnels dans le service	PM (Coût pris en compte dans l'institution communale)	
		Recrutement d'un personnel qualifié		
	A.2.R.2 Organisation d'au moins 03 campagnes de sensibilisation des populations par semestre sur le respect des normes de construction	Création d'une commission communale de sensibilisation	1 500	
		Formation des membres de la commission		
		Sensibilisation les populations sur le respect des normes de construction		
	A.3.R.2 Choix et aménagement d'un site de décharge	Acquisition du site de construction de la		

des déchets	décharge	PM (Secteur environnement)	
	Etudes de faisabilité en vue de l'aménagement de la décharge		
	Aménager du site de décharge des déchets.		
A.4.R.2 Construction de 10 latrines ventilées	Construction de 10 latrines ventilées	PM (Secteur environnement)	
A.5.R.2 Reprofilage et entretien de 5 Km de route dans l'espace urbain - Axe carrefour Pavillon vert- Abattoir sur 1,2km - Carrefour Sado-Derrière hôtel Palace sur 1,3 Km - DD MINEPN / Hauts Plateaux-Ecole Bilingue du centre sur 0,5 km - Carrefour Brigade de gendarmerie-DD MINMINDT-Whouom sur 1km	04 études de faisabilité technique et socio-environnementale	25 000	
	04 exécutions des travaux		
	04 suivi/contrôle des travaux		
A.6.R.2 Bitumage de 5 Km de route dans l'espace urbain - carrefour Colonel DJOKO- DD MINMAP / Hauts Plateaux –sous préfecture de Baham sur (1,312km) - Mairie-DD MINEPAT-Résidence du préfet sur (2X0,3 km) - Carrefour ancien-collège Henirich-carrefour foyer lawgue sur (0,8km)	03 études de faisabilité technique et socio-environnementale	330 000	
	03 exécutions des travaux		
	03 suivi/contrôle des travaux		
A.7.R.2 Construction de 02 ouvrages d'art dans l'espace urbain.	Etude de faisabilité technique et environnementale	100 000	
	Exécution des travaux de construction		
	Suivi des travaux		
A.8.R.2 Achèvement de la construction des logements sociaux communaux	Poursuite de l'exécution des travaux de construction	100 000	
	Suivi des travaux		
	Finition des logements		
A.9.R.2 Construction de 40 nouveaux logements sociaux communaux	Acquisition de la parcelle de terre	400 000	
	Etude de faisabilité technique et environnementale		
	Exécution des travaux de construction		
	Suivi des travaux		
A.1.R.3 Construction d'une unité de fabrication du matériau local amélioré	construction des logements	200 000	
	Acquisition du site		
	Etude de faisabilité technique et environnementale		

		Exécution des travaux de construction		
		Suivi des travaux		
		Total		1239 000

SECTEUR 05 : Environnement et Protection de la Nature				
PROBLÈME REFORMULE : Difficultés à protéger durablement l'environnement et la nature de la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources/méthodes de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter la protection durable de l'environnement et de la nature de la commune			
Objectifs spécifiques	1. Contribuer à la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles.	Le niveau d'intégration des principes de gestion des ressources naturelles dans les pratiques quotidiennes des populations	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport des sectoriels (DDADER/DDEPN) H-P - Rapport des services d'hygiène de la commune 	
	2. Assurer la durabilité des ressources environnementales			
Résultats/Axes stratégiques	R1.1. Les déchets de l'espace communal rationnellement gérés	Le nombre de site de décharge des déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Sommier foncier de la commune - Rapport des services d'hygiène de la commune 	
		Le nombre de campagne de sensibilisation des populations sur la collecte et la gestion des déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport des sectoriels (DDADER/DDEPN) H-P - Rapport des services d'hygiène de la commune 	
		Le nombre d'agents de collecte formés passe de 2 à 7	Rapport des services d'hygiène de la commune	
		Le nombre de des comités de relais d'hygiène et de salubrité pour l'assainissement des poches d'espace public	Rapport sectoriel (DDEPN, DDUDUH) Hauts-Plateaux	
	R.1.2. L'exploitation des espèces arborescentes est maîtrisée à 20%.	Le nombre d'espèces adaptées mises en place passe de 0 à 2	Rapports de DDPIA Hauts-Plateaux	
		Les sites de conduite des pépinières passent de 03 à 08	Rapport sectoriel (DDEPN)	
		Le nombre de plants mis en place passe de 0 3 000	Rapport sectoriel (DDEPN)	

	R.2.1. La pratique du brûlis dans l'activité agropastorale réduit	Le nombre de campagnes de sensibilisation des populations sur les enjeux de la pratique du brûlis passe de 0 à 3	Rapports de DDPIA Hauts-Plateaux	
	R.2.2 L'utilisation judicieuse des produits phytosanitaires encouragée	Le nombre de campagnes de sensibilisation des populations sur l'utilisation des pesticides passe de 0 à au moins 3	Rapport sectoriel (DDEPN) Hauts-Plateaux	
		Le nombre de formateurs villageois sur l'identification, gestion et l'utilisation des pesticides passe de 0 à 16 d'ici 2020	Rapports de DDPIA Hauts-Plateaux	
	R.2.3 Les structures d'encadrement environnementales créées	Le nombre d'espaces verts dans les établissements scolaires et les services publics	Rapports de DDPIA Hauts-Plateaux	
Activités à mener		Tâches	Coûts X 1 000 FCFA	
	A.1.R.1.1 Choix et aménagement d'un site de décharge des déchets.	Acquisition du site de construction de la décharge	500 000	
		Etudes de faisabilité en vue de l'aménagement de la décharge		
		Aménager du site de décharge des déchets.		
	A.2.R.1.1 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation des populations sur la collecte et la gestion des déchets par an et pendant 4 ans	Création d'une commission communale de sensibilisation	1 000	
		Formation des membres de la commission		
		Sensibilisation les populations sur la collecte et la gestion des déchets		
	A.3.R.1.1 Formation de 04 agents de collecte des ordures	Elaborer les TDR de la formation	1000	
		Recrutement du consultant		
		Formation des agents de collecte		
	A.4.R.1.1 Mise en place d'un dispositif de collecte et de gestion (bacs, camions, machine de traitement etc.). et une unité de recyclage des déchets non biodégradables	Conception du dispositif de collecte et de l'unité de recyclage	50 000	
		Mise en place un dispositif de collecte et de gestion et de l'unité de recyclage des déchets non biodégradables		
	A.5.R.1.1 Organisation de 03 ateliers de formation sur les thèmes :	Elaboration des TDR des ateliers	1 500	
		Recrutement des consultants		

	- Transformation des déchets en compost. - Lutte contre l'érosion des sols ,etc	Tenue des ateliers de renforcement des capacités		
	.A.6.R.1.1 Mise en place de 16 comités de relais d'hygiène et de salubrité pour l'assainissement des poches d'espace public ;	Elaboration des TDR de la formation des membres des comités de relais d'hygiène et de salubrité Recrutement du consultant Formation des membres des comités de relais d'hygiène et de salubrité	1 600	
	A.7.R.1.1 Organisation de 03 séances de formation sur l'hygiène et la salubrité faisant intervenir M.Chemise pour qu'il partage son expérience	Elaboration des TDR de la formation des membres des comités de relais d'hygiène et de salubrité Recrutement du consultant Formation des membres des comités de relais d'hygiène et de salubrité	1 500	
	A.8.R.1.2 Construction de 25 latrines à fosses ventilées dans toutes les écoles	Elaboration des TDR Recrutement du prestataire Construction de la chambre froide	25 000	
	A.1.R.1.2 Rapprochement de la commune de la Délégation Départementale de la Forêt et de la Faune (DDFOF) pour choisir au moins 02 espèces arbustives pour le reboisement	Entretien avec le DDFOF Choix de 02 espèces arbustives Reboisement	500	
	A.2.R.1.2 Choix de 03 sites et conduite des pépinières communales de 3000 arbres diversifiés (Pijum africanus Cypresus sp, Podocarpus sp.....)	Choix des sites Création des pépinières communes	6 000	
	A.3.R.1.2 Formation d'au moins 05 pépiniéristes dans la commune	Elaborer les TDR de la formation Recrutement du consultant Formation les 05 pépiniéristes	500	
	A.4.R.1.2 Elaboration d'un plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres (PUGDT) de la commune de Baham.	Etudes de faisabilité en vue d'élaborer un plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres (PUGDT) Elaboration du PUGDT	15 000	

A.5.R.1.2 Création des espaces verts dans les établissements scolaires et les services publics	Choix des établissements et services publics concernés	2 000	
	Mise à disposition des espèces arbustives appropriées		
	Aménagement des espaces verts		
A.1.R.2.1.Organisation d'au moins 3 campagnes triennales de sensibilisation: - des populations sur les risques liés à la pratique des feux de brousse - des bouchers et des garagistes sur les méfaits de la pollution (Déversement des déchets d'huiles à moteur usées à même au sol et des déchets des produits de boucheries) - des populations sur l'utilisation des foyers améliorés	Création d'une commission communale de sensibilisation	3 000	
	Formation des membres de la commission		
	Sensibilisation les populations les différents thèmes		
A.1.R.2.2. Organisation d'au moins 3 campagnes de sensibilisation des populations sur l'utilisation des pesticides.	Création d'une commission communale de sensibilisation	900	
	Formation des membres de la commission		
	Sensibilisation les populations sur l'utilisation des pesticides.		
A.2.R.2.2 Formation de 16 formateurs villageois sur l'identification de la qualité, la gestion et l'utilisation des produits phytosanitaires.	Elaborer les TDR de la formation des formateurs	1600	
	Recrutement du consultant		
	Formation des formateurs		
A.3.R.2.2 Création de 04 nouveaux clubs des amis de la nature au sein des établissements.	Sensibilisation des élèves	400	
	Création des clubs des amis de la nature (CAN)		
Total		611 500	

SECTEUR 06 : Forêt et Faune				
PROBLÈME REFORMULE : Difficultés de gestion durable de la forêt et de la faune dans la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources/méthodes de vérification	Hypothèse
Objectif global	Augmenter la protection des forêts et de la faune dans la commune de Baham par sa gestion durable et participative			
Objectifs spécifiques	1. Encourager la régénération artificielle (reboisement) et l'exploitation contrôlée des eucalyptus dans la commune.	Nombre de plants transplanté mis en terre	- Rapport DDFOF - Compte Adm	
	2. Faire large diffusion de la réglementation en matière de chasse dans la commune.	Le nombre de campagne de vulgarisation de la réglementation en matière de chasse	Rapport DDFOF	
Résultats	R.1 L'exploitation et la régénération artificielle des eucalyptus contrôlées	Le nombre de campagne de plantation des arbres/ d'eucalyptus passe de 0 à 5	Rapport DDFOF	
		01 pépinière communale de d'arbres diversifiés dans la commune passe de 0 à 1	Rapport DDFOF	
	R.2 La réglementation en matière de chasse vulgarisée.	Le nombre de campagnes de vulgarisation des populations sur le respect de la réglementation en matière de chasse passe de 0 à 5	Rapport DDFOF	
Activités à mener		Tâches	Coûts X 1 000 FCFA	
	A1.R.1.1 Organisation de 05 campagnes de par reboisement pendant par an	Mise en place de la pépinière	PM (Secteur environnement)	
		Planification de la campagne		
		Reboisement		
	A2.R.1.2 Formation d'au moins 05 pépiniéristes dans la commune	Elaboration des TDR	1 000	
		Recrutement d'un formateur		
		Formation des pépiniéristes		
	A3.R.1.2 Création de 02 pépinières communales d'essences appropriées pour le reboisement des espaces publics et privés de la commune.	Rapprochement du sectoriel de la forêt et de la faune pour s'enquérir des espèces adaptées au climat de la commune	PM (Secteur environnement)	
		Achat des semences des espèces		
		Création de la pépinière		
		Suivi de la pépinière		
	A.4.R.1.4 Recensement des scieurs d'eucalyptus, de détenteurs de dépôts et	Identification des exploitants d'eucalyptus	200	
		Etablissement d'un fichier d'exploitants d'eucalyptus		

	raboteurs dans l'arrondissement			
	A.4.R.5 Sensibilisation des populations sur la nécessité de créer des organisations œuvrant pour le reboisement	Préparation de la campagne de sensibilisation sur la nécessité de créer des organisations œuvrant pour le reboisement	200	
		Sensibilisation des populations sur la nécessité de créer des organisations œuvrant pour le reboisement	1 000	
	A.4.R.1.6 Appui aux organisations œuvrant pour le reboisement	Organiser des sessions de renforcement des capacités technique et organisationnelle de ces organisations	5 000	
		Appuyer matériellement ces organisations en semences des espèces adaptées au climat de la commune		
	A.4.R.1. Création des marchés intérieurs du bois et du gibier	Acquisition des sites de marchés	5 000	
		Création des marchés		
	A2.R.2.1 Organisation d'une campagne de sensibilisation par an et pendant 5 ans des populations sur le respect de la réglementation en matière de chasse	Préparation de la campagne de sensibilisation sur le respect de la réglementation en matière de chasse	3 000	
		Sensibilisation des populations sur le respect de la réglementation en matière de chasse		
	A2.R.2.2 Organisation de 03 sessions de formation des chasseurs par an sur la réglementation en matière de chasse	Elaboration des TDR	2000	
		Publication de l'appel à manifestation d'intérêt public en vue du recrutement d'un consultant		
		Recrutement du consultant		
		Formation des chasseurs sur la réglementation en matière de chasse		
	A3.R.2.3 Organisation de 03 journées de formation des populations sur les techniques d'élevage non-conventionnel	Elaboration des TDR	10 000	
		Elaboration d'un appel à manifestation d'intérêt public en vue du recrutement d'un consultant		
		Recrutement du consultant		
		Formation des populations sur les techniques d'élevage non-conventionnel		
	A4.R.2.4 Etablissement d'un fichier de détenteurs d'armes à feu	Recensement/identification des détenteurs d'armes à feu	300	
		Etablissement du fichier		
	A5.R.2.5 Etablissement d'un fichier de chasseurs en fonction des espèces fauniques	Recensement/identification des chasseurs en fonction des espèces fauniques	300	
		Etablissement du fichier des chasseurs en fonction des espèces fauniques		
	A6.R.2.6 Organisation de 05 patrouilles et	Organisation des patrouilles	500	

	de 05 contrôles inopinés par an sur les différents sites à protéger	Appui matériel des patrouilles	1 000	
		Organisation des contrôles inopinés		
	A7.R.2.7 Mise en place d'un comité local de vigilance de la réserve de Chengne	Sensibilisation des populations sur l'intérêt de la protection de la réserve de Chengne		
		Désignation des membres du comité local de vigilance		
		Légalisation du comité local de vigilance		
Total			29 500	

SECTEUR 7: Administration Territoriale, Décentralisation et Maintien de l'Ordre

PROBLÈME REFORMULE : Difficultés d'accès aux services de l'administration territoriale et de maintien de l'ordre dans la commune de Baham

Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources/méthodes de vérification	Hypothèse
Objectif global	Promouvoir l'accès des populations aux services de l'administration territoriale et de maintien de l'ordre			
Objectifs spécifiques	1. Solliciter la création des services déconcentrés de l'Etat.	Le nombre de nouveaux services déconcentrés de l'Etat (MINTSS, MINTOUL) créés	Rapport de la préfecture	
	2. Former le personnel communal en matière de décentralisation	03 sessions de formation sur le processus de décentralisation par an et pendant 4 ans organisées	Rapport de la commune	
	3. Améliorer l'efficacité du dispositif sécuritaire dans la commune	Le niveau d'amélioration de services rendu par les forces de maintien de l'ordre	Rapport de la préfecture	
Résultats	R.1 Les services déconcentrés de l'Etat nouvellement créés dans la commune	02 nouveaux services déconcentrés de l'Etat (MINTSS, MINTOUL) sont créés d'ici 2017 Le palais de justice est ouvert d'ici 2016	Rapport de la préfecture	
	R.2 Les capacités du personnel communal en matière de décentralisation renforcées.	03 sessions de formation sur le processus de décentralisation par an et pendant 4 ans sont organisées	Rapport de la préfecture	
	R.3 Le dispositif sécuritaire mis en place dans la commune est amélioré	12 comités de vigilance mis en place dans les villages qui n'en sont pas pourvus 04 comités de vigilance dans les villages (Kaffo, Bapi, Batoussouo, Banka) redynamisés	Rapport de la préfecture/ commune Rapport de la commune	
Activités à mener		Tâches	Coûts X 1 000 FCFA	
	A1.R.1.1 Création de 02 nouveaux	Constituer les dossiers de création de ces 02 services	600	

	services déconcentrés de l'Etat (MINTSS, MINTOUL)	déconcentrés de l'Etat		
		Transmission et suivi de ces dossiers		
	A2.R.1.2 Ouverture et la construction du palais de justice.	Constituer les dossiers de demande d'ouverture	100	
		Transmission et suivi des dossiers		
	A1.R.2.11 Organisation de 03 sessions de formation sur le processus de décentralisation par an pendant 4 ans	Elaboration des TDR	3 000	
		Elaboration d'un appel à manifestation d'intérêt public en vue du recrutement d'un consultant		
		Recrutement du consultant		
		Formation du personnel communal sur le processus de décentralisation		
	A2.R.2.1.2 Promotion des valeurs éthiques et lutte contre la corruption	Organisation des causeries éducatives sur les valeurs éthiques	1 000	
		Organisation des journées de sensibilisation sur la lutte contre la corruption		
	A1.R.3.1.1 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation des populations et notamment les chefs de villages par an sur 5 ans sur la nécessité de collaborer avec les services de sécurité publique	Préparation de la campagne de sensibilisation	500	
		Sensibilisation des chefs sur la nécessité de collaborer avec les services de sécurité publique		
	A2.R.3.1.2 Création de 04 comités de vigilance dans les villages (Demgo, Poumze, Baghom, Medjo)	Sensibilisation des populations sur l'importance d'un comité de vigilance	6 500	
		Mise en place des comités de vigilance (CV)		
		Légalisation des comités de vigilance		
		Formation des membres du comité de vigilance		
	A3.R.3.1.3 Redynamisation des comités de vigilance dans les villages (Kaffo, Bapi, Batoussouo, Banka)	Organisation d'une session de formation à l'attention des membres de ces comités de vigilance	2 500	
	A4.R.3.1.4 Dotation des services de maintien de l'ordre de 02 véhicules pour le déplacement	Sollicitation de la hiérarchie	50 000	
		Achat des 02 véhicules		
		Envoie aux services concernés		
	A5.R.3.1.5 Mise en place d'une instance faïtière/fédératrice des comités de vigilance	Sensibilisation des différents comités de vigilance sur l'importance de la mise en place d'une instance faïtière ou fédératrice des comités de vigilance	1 000	
		Mise en place de l'instance faïtière		
		Légalisation de l'instance faïtière		

	A6.R.3.1.6 Dotation de la prison de Baham en équipements	Etat des besoins en équipements de la prison	5 000	
		Obtention des pro formats		
		Achat des équipements		
	Total		70 200	

SECTEUR 08 : Education de base				
PROBLÈME REFORMULE : Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité dans la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources/méthodes de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès à une éducation de base de qualité dans la commune de Baham			
Objectifs spécifiques	1. Doter la commune de BAHAM de 04 nouvelles écoles (02 écoles maternelles publiques et 02 écoles primaires bilingues)	Le nombre de nouvelles écoles créées	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
	2. Augmenter le personnel enseignant, les infrastructures et les équipements dans les 54 écoles primaires et maternelles publiques et les sécuriser.	Le nombre de nouveaux enseignants affecté	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
		Le nombre de nouvelles infrastructures	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
		Le nombre de nouveaux équipements	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
	3. Protéger l'environnement des 54 écoles primaires et maternelles de la commune.	Le nombre d'écoles primaires et maternelles de la commune avec espaces reboisés passe de 08 à 54	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
Résultats	R.1.1 De nouvelles écoles primaires bilingues créées dans la commune	Le nombre d'écoles primaires bilingues publiques dans la commune passe de 03 à 05	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
	R.1.2 De nouvelles écoles maternelles publiques créées dans la commune	Le nombre d'écoles maternelles publiques dans la commune passe de 19 à 21	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
	R.2.1 De nouveaux enseignants qualifiés affectés dans les 33 écoles primaires et maternelles publiques de la commune	116 nouveaux maîtres qualifiés ont été affectés dans les 54 écoles primaires et maternelles publiques de la commune	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
	R.2.2 Les infrastructures des 54 écoles primaires	26 salles de classe dans les écoles	-Rapports du DDEDUB	

	et maternelles publiques renforcées.	primaires publiques de la commune sont réhabilitées	-Rapports communaux	
		30 salles de classe dans 12 écoles primaires de la commune sont construites	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
		Le nombre de logements pour enseignants dans les 21 écoles primaires publiques dans la commune passe de 02 à 19	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
		Le nombre de points d'eau potable dans les écoles primaires de la commune aménagés passe de 16 à 41	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
		Le nombre de blocs de latrines dans les écoles primaires publiques de la commune passe de 01 bloc de 02 latrines ventilées à 33 blocs de 02 latrines	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
		Le nombre de blocs administratifs construits dans les écoles primaires publiques de la commune passe de 17 à 32	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
	.2.3) Les équipements des 33 écoles primaires et maternelles publiques renforcés	Le nombre d'aires de jeux et de loisir aménagées dans les écoles primaires publiques de la commune passe de 22 à 32	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
		Le nombre d'écoles primaires publiques de la commune électrifiées passe de 19 à 32	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
		Le nombre d'écoles primaires publiques de la commune dotées de bibliothèques passe de 22 à 32	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
		54 salles de classe sont équipées en bureaux d'enseignants dans 16 écoles primaires de la commune	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
		05 écoles primaires publiques sont dotées de 279 tables-bancs	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
R.2.4 Les 33 écoles maternelles et primaires publiques sécurisées	Le nombre de clôtures dans les écoles primaires et maternelles publiques de la commune passe de 02 à 36	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux		

		Le nombre de dossiers d'obtention du titre de propriété foncière sur les parcelles abritant les 36 écoles primaires et maternelles publiques de la commune constitués et soumis aux autorités compétentes passe de 0 à 36	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
	R.3 L'environnement des 54 écoles primaires et maternelles de la commune protégé	Le nombre d'écoles primaires et maternelles de la commune avec espaces reboisés passe de 08 à 54	-Rapports du DDEDUB -Rapports communaux	
Activités à mener		Tâches	Coûts x1000 FCFA	
	A1.R.1.1.1 Création d'une école primaire publique et bilingue à Baghom	Constitution des dossiers en vue de la création de l'école primaire publique et bilingue de Baghom Transmission du dossier et suivi	500	
	A2.R.1.1.2 Transformation de l'un des deux groupes de l'école publique de Batossouo en école primaire bilingue	Constitution des dossiers de demande de transformation de l'école publique de Batossouo en école primaire bilingue Transmission des dossiers et suivi		
	A3.R.1.1.3 Transformation de l'école primaire de Chengne en école primaire bilingue	Constitution des dossiers de demande de transformation de l'école primaire de Chengne en école primaire bilingue Transmission des dossiers et suivi		
	A4.R.1.1.4 Création d'une école maternelle bilingue à Chengne	Constitution des dossiers en vue de la création de l'école maternelle bilingue à Chengne Transmission du dossier et suivi		
	A5.R.1.1.5 Transformation de l'école maternelle de Bahiala en école maternelle bilingue.	Constituer les dossiers de demande de transformation de l'école maternelle de Bahiala en école maternelle bilingue Transmission des dossiers et suivi		
	A1.R.2.1 Affectation de nouveaux enseignants (119) <u>Ecoles Maternelles</u> : (Chengne, (02) ;Bapi, (02) ;Baho, (02) ;Medjo (02) ;Djemgheu (02);Batossouo (02) ;Kaffo (01) ;Cheffou (02) ;Demgo (02) ;Centre urbain (04);Hiala (01) ;Banka (02) et Poumze	Constitution des dossiers de demande d'affectation de nouveaux enseignants Transmission et suivi des dossiers		

	(01)) <u>Ecoles Primaires</u> (Banka (02) ;Bapi (01) ;Ngougoua (03) ;Baho (03) ;Batossouo (07) ;Kaffo (02) ;Cheffou (02) ;Espace urbain (13) ;Boukue (02) ;Hiala (06) Poumze (02) ; dans les 36 écoles primaires et maternelles publiques de la commune, y compris 03 enseignants spécialisées pour élèves malentendants et malvoyants		500	
	A1.R.2.2 Construction de 30 nouvelles salles de classe dans 12 écoles primaires de la commune en prévoyant des rampes pour personnes handicapées lorsque jugées importantes	Etudes de faisabilité en vue de la construction de 30 salles de classe	240 000	
		Construction des 30 salles de classe		
	A2.R.2.2 Construction de 19 logements pour enseignants dans 19 écoles primaires publiques de la commune.	Etudes de faisabilité en vue de la construction de 19 logements pour enseignants dans 19 écoles primaires publiques de la commune	161 500	
		Construction de 19 logements pour enseignants dans 19 écoles primaires publiques de la commune		
	A3.R.2.2 Aménagement de 25 points d'eau potable dans 25 écoles primaires de la commune	Etudes de faisabilité en vue de l'aménagement de 25 points d'eau	PM (Coût pris en compte dans le secteur de l'eau)	
		Aménagement de 25 points d'eau		
	A4.R.2.2 Construction de 32 blocs de 02 latrines ventilées chacun dans 32 écoles primaires de la commune	Etudes de faisabilité en vue de la construction de 32 blocs de 02 latrines ventilées chacun dans 32 écoles primaires de la commune	122 500	
		Construction de 32 blocs de 02 latrines ventilées chacun dans 32 écoles primaires de la commune		
	A5.R.2.2Construction de 15 blocs administratifs dans 15 écoles primaires publiques de la commune	Etudes de faisabilité en vue de la construction de 15 blocs administratifs dans 15 écoles primaires publiques de la commune	75 000	
		Construction de 15 blocs administratifs		

		dans 15 écoles primaires publiques de la commune		
A8.R.2.2 Aménagement de 10 aires de jeux et de loisir dans 10 écoles primaires publiques de la commune		Etudes de faisabilité en vue de l'aménagement de 10 aires de jeux et de loisir dans 10 écoles primaires publiques de la commune	10 000	
		Aménagement de 10 aires de jeux et de loisir dans 10 écoles primaires publiques de la commune		
A9.R.2.2 Dotation de 10 écoles primaires publiques de la commune de bibliothèques d'ici 2024		Etudes de faisabilité en vue de la construction des locaux devant abriter les 10 bibliothèques	100 000	
		Construction des 10 locaux		
		Equipements des 10 bibliothèques		
A10.R.2.2 Réhabilitation de 26 salles de classe (Batossouo (09) ; Cheffou (03) ; Espace urbain (06) ; Chengne (03) ; Ngougoua (03) Demgo (02)) dans les écoles primaires publiques de la commune		Etudes de faisabilité en vue de la réhabilitation de 26 salles de classe dans les écoles primaires publiques de la commune	26000	
		Réhabilitation de 26 salles de classe dans les écoles primaires publiques de la commune		
		Destruction du bâtiment en état de délabrement très avancé de l'école primaire publique de Baho qui constitue un réel danger pour les élèves	1 000	
A11.R.2.2 Extension du réseau électrique dans 13 écoles primaires publiques de la commune		Eudes de faisabilité en vue de l'extension du réseau électrique dans 13 écoles primaires publiques de la commune	PM (Coût pris en compte dans secteur Energie)	
		Extension du réseau électrique		
A1.R.2.3. Equipement de 54 salles de classe en bureaux pour enseignants dans 16 écoles primaires de la commune		Obtention des pro formats	13 500	
		Achat des équipements		
A2.R.2.3 Dotation de 05 écoles primaires publiques de 279 table-bancs		Obtention des pro formats	932 900	
		Achat des tables bancs		
A3.R.2.3 Dotation de 08 écoles primaires de boîtes à pharmacie (06 dans l'espace urbain		Obtention des pro formats	1600	
		Achat et fourniture des boîtes à		

	et des autres à Banka, Baho et Medjo)	pharmacie		
	A4.R.2.3 Dotation de 08 écoles primaires du matériel didactique (livres pour enseignants) dans 08 écoles (06 de l'espace urbain et les autres à Banka, Baho et Medjo)	Obtention des pro formats Achat et fourniture du matériel didactique	480	
	A1.R.2.4 Construction de 30 clôtures dans 30 écoles primaires et maternelles de la commune qui en sont dépourvues	Etudes de faisabilité en vue de la construction de 30 clôtures dans chacune des 30 écoles primaires et maternelles de la commune qui en sont dépourvues Construction de 30 clôtures dans chacune des 30 écoles primaires et maternelles de la commune qui en sont dépourvues	225 000	
	A2.R.2.4 Immatriculation des parcelles de terrain abritant les 36 écoles (21 écoles primaires et de 15 écoles maternelles publiques) de la commune	Constitution des dossiers d'obtention du titre de propriété foncière de 21 écoles primaires et de 15 écoles maternelles publiques Soumission des dossiers aux autorités compétentes et suivi.	21 000	
	A3.R.2.4 Plantation des arbres dans 54 écoles primaires et maternelles de la commune	Rapprochement du sectoriel de la forêt et de la faune en vue de s'enquérir des espèces arbustives adaptées au climat de la commune de Baham Achat des plants Reboisement	PM (Coût pris en compte dans le secteur de l'environnement)	
	A4.R.2.4 Equipement de 36 écoles primaires et maternelles de 108 bacs à ordures	Obtention des pro formats Achats des bacs à ordures	480	
TOTAL			1 478 500	

SECTEUR 09 : Enseignements secondaires

PROBLÈME REFORMULE : Difficultés d'accès à l'enseignement secondaire de qualité

Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse	
Objectif global	Faciliter l'accès à l'enseignement secondaire de qualité dans la commune de Baham				
Objectifs spécifiques	1. Doter la commune de 03 nouveaux établissements d'enseignement secondaire public	Le nombre de nouveaux établissements d'enseignement secondaire public créé	-Rapport du DDES -Rapport de la commune		
	2. Augmenter le personnel enseignant, les infrastructures et les équipements dans les 07 établissements d'enseignement secondaire public de la commune et les sécuriser	Le nombre de nouveaux enseignants affecté Le nombre de nouvelles infrastructures construites Le nombre de nouveaux équipements Le nombre d'établissements secondaires sécurisés	-Rapport du DDES -Rapport de la commune		
	3. Assainir l'environnement des 10 établissements secondaires de la commune.	Le nombre d'établissements ayant des espaces reboisés	-Rapport du DDES -Rapport de la commune		
Résultats	R.1 De nouveaux établissements d'enseignement secondaire public créés dans la commune	Le nombre d'établissements d'enseignement secondaire public dans la commune passe de 07 à 10	-Rapport du DDES -Rapport de la commune		
	R.2.1 De nouveaux enseignants qualifiés affectés dans les 07 établissements d'enseignement secondaire public	L'effectif des enseignants a augmenté de 75 dans les 07 établissements d'enseignement secondaire public	Rapport du DDES -Rapport de la commune		
	R.2.2 Les infrastructures des 10 établissements d'enseignement secondaire de la commune renforcées	02 salles de classe et 01 atelier sont construits au CETIC Medjo		-Rapport du DDES -Rapport de la commune	
		Le nombre d'établissements d'enseignement secondaire de la commune électrifiés passe de 04 à 07		-Rapport du DDES -Rapport de la commune	
		08 salles de classe sont construites		-Rapport du DDES	
		15 salles de classe dans les 07 établissements d'enseignement secondaire public de la commune sont réhabilitées		-Rapport du DDES -Rapport de la commune	
		Le nombre d'établissements d'enseignement secondaire public ayant chacun un logement d'astreinte passe de 0 à 07		-Rapport du DDES -Rapport de la commune	
Le nombre de points d'eau potable aménagés dans les 07 établissements d'enseignement secondaire public		-Rapport du DDES -Rapport de la			

		de la commune passe de 02 à 07 en 03 ans	commune	
		Le nombre de blocs de latrines ventilées construit dans les établissements d'enseignement secondaire public passe de 03 blocs de 02 latrines ventilées à 07 blocs de 02 latrines en 03 ans	-Rapport du DDES -Rapport de la commune	
		Le nombre de blocs administratifs sont construits dans les 07 établissements d'enseignement secondaire public 03 blocs administratifs de la commune passe de 04 à 07	-Rapport du DDES -Rapport de la commune	
	R.2.3 Les équipements des 10 établissements secondaires de la commune renforcés	03 laboratoires scientifiques sont construits et équipés au lycée bilingue et au lycée de Poumze et Medjo	-Rapport du DDES -Rapport de la commune	
		Le nombre d'aires de jeux et de loisir aménagées dans les établissements d'enseignement secondaire public de la commune passe de 03 à 10	-Rapport du DDES -Rapport de la commune	
		Le nombre de cantines dans les 07 établissements d'enseignement secondaire de la commune passe de 02 à 07	-Rapport du DDES -Rapport de la commune	
		03 bibliothèques sont construites et équipées avec le matériel informatique	-Rapport du DDES -Rapport de la commune	
	R.2.4 Les 07 établissements d'enseignement secondaire public de la commune sécurisés	Le nombre de clôtures dans les 07 établissements d'enseignement public de la commune passe de 02 à 07	-Rapport du DDES -Rapport de la commune	
		Le nombre de dossiers d'obtention du titre de propriété foncière sur les parcelles abritant les 07 établissements d'enseignement secondaire public de la commune constitués et soumis aux autorités compétentes passe de 0 à 36	-Rapport du DDES -Rapport de la commune	
	R.3 L'environnement des 10 établissements secondaires de la commune assaini	Le nombre d'établissements ayant des espaces reboisés passe de 0 à 10	-Rapport du DDES -Rapport de la commune	
Activités à mener		Tâches	Coûts X 1 000 FCFA	
	A1.R.1. Création d'un lycée agricole dans la commune (Soit à Poumze, soit à Chengne soit à Banka)	Constitution des dossiers de demande de création d'un lycée agricole		
		Soumission des dossiers aux autorités compétentes et		

		suivi		
	A2.R.1. Création d'un CETIC dans la commune	Constitution des dossiers de création d'un nouveau CETIC dans la commune	500	
		Soumission des dossiers aux autorités compétentes et suivi		
	A3.R.1. Création d'un CES bilingue dans la commune (Bahiala)	Constitution des dossiers de création d'un CES bilingue dans la commune		
		Soumission des dossiers aux autorités compétentes et suivi		
	A4.R.1 Transformation du CES bilingue de Chengne en lycée bilingue	Constitution des dossiers de demande de transformation du CES bilingue de Chengne en lycée bilingue		
		Soumission des dossiers aux autorités compétentes et suivi		
	A1.R.2.1 Affectation de 61 nouveaux enseignants qualifiés et 14 enseignants d'EPS dans les 07 établissements d'enseignement secondaire public de la commune	Constitution des dossiers de demande d'affectation de 61 nouveaux enseignants qualifiés et 14 enseignants d'EPS dans les 07 établissements d'enseignement secondaire public de la commune	410	
		Soumission des dossiers aux autorités compétentes et suivi		
	A1R.2.2 Construction de 02 salles de classe et 01 atelier au CETIC Medjo	Etude de faisabilité en vue de la construction de 02 salles de classe et 01 atelier au CETIC Medjo	80 000	
		Construction de 02 salles de classe et 01 atelier au CETIC Medjo		
	A2.R.2.2 Construction de 08 salles de classe (02 au CES bilingue de Chengne de, 02 au lycée de Medjo, 02 au lycée de poumze, 02 à l'E.N.I.E.G de Baham)	Etude de faisabilité en vue de la construction de 02 salles de classe et 01 atelier au CETIC Medjo	80 000	
		Construction de 02 salles de classe et 01 atelier au CETIC Medjo		
	A3.R.2.2Réhabilitation de 15 salles de classe dans les 06 établissements d'enseignement secondaire public	Etude de faisabilité en vue de la réhabilitation de 15 salles de classe dans 06 établissements d'enseignement secondaire public	120 000	
		Réhabilitation de 15 salles de classe dans 06 établissements d'enseignement secondaire public		
	A4.R.2.2 Construction de 06 logements pour enseignants dans les 06 établissements secondaires publics de la commune (Lycée bilingue dans l'espace	Etude de faisabilité en vue de la construction de 06 logements pour enseignants dans 06 établissements publics de la commune.	51 000	
		Construction de 06 logements pour enseignants dans		

	urbain ,lycée technique à Djemgheu,lycée à Medjo , à Poumze, CETIC à Medjo et au CES bilingue à Chengne,).	06 établissements publics de la commune.		
	A5.R.2.2 Construction et équipement de 03 bibliothèques avec le matériel informatique	Etude de faisabilité en vue de la construction et l'équipement de 03 bibliothèques avec le matériel informatique	30 000	
		Construction et équipement de 03 bibliothèques avec le matériel informatique		
	A6.R.2.2 Aménagement de 05 points d'eau potable dans les établissements d'enseignement secondaire public de la commune	Etude de faisabilité en vue de l'aménagement de 05 points d'eau potable dans les établissements d'enseignement secondaire public de la commune	PM (Coût pris en compte dans le secteur de l'eau)	
		Aménagement de 05 points d'eau potable dans les établissements d'enseignement secondaire public de la commune		
	A7.R.2.2 Construction et équipement de 03 laboratoires scientifiques au Lycée bilingue et aux lycées de Poumze et de Medjo)	Etude de faisabilité en vue de la construction et l'équipement de 03 laboratoires scientifiques au Lycée bilingue et aux lycées de Poumze et de Medjo)	45 000	
		Construction et équipement de 03 laboratoires scientifiques au Lycée bilingue et aux lycées de Poumze et de Medjo)		
	A8.R.2.2 Construction de 04 blocs de 02 latrines ventilées (CES bilingue de Chengne, au lycée de Medjo, au CETIC de Medjo, au lycée de Poumze)	Etude de faisabilité en vue de la construction de 04 blocs de 02 latrines ventilées (CES bilingue de Chengne, au lycée de Medjo, au CETIC de Medjo, au lycée de Poumze)	16 000	
		Construction 04 blocs de 02 latrines ventilées (CES bilingue de Chengne, au lycée de Medjo, au CETIC de Medjo, au lycée de Poumze)		
	A9.R.2.2 Construction de 06 blocs administratifs au CES bilingue de Chengne, au CETIC de Medjo, et à l'ENIEG de Baham, aux lycées Bilingue, de Poumze et de Medjo.	Etude de faisabilité en vue de la construction de 06 blocs administratifs au CES bilingue de Chengne, au CETIC de Medjo, et à l'ENIEG de Baham, aux lycées Bilingue, de Poumze et de Medjo	150 000	
		Construction de 06 blocs administratifs au CES bilingue de Chengne, au CETIC de Medjo, et à l'ENIEG de Baham, aux lycées Bilingue, de Poumze et de Medjo		
	A10.R.2.2 Aménagement de 07 aires de jeux et de loisir dans les établissements	Etude de faisabilité en vue de l'aménagement de 07 aires de jeux et de loisir dans les établissements	4 000	

	d'enseignement secondaire public de la commune	d'enseignement secondaire public de la commune		
		Aménagement de 07 aires de jeux et de loisir dans les établissements d'enseignement secondaire public de la commune		
	A11.R.2.2 Construction de 05 cantines scolaires aux lycées bilingue de Baham, de Poumze et de Medjo à l'ENIEG et au lycée technique de Djemgheu,	Etude de faisabilité en vue de la construction de 05 cantines scolaires aux lycées bilingue de Baham, de Poumze et de Medjo à l'ENIEG et au lycée technique de Djemgheu,	10 000	
		Construction de 05 cantines scolaires aux lycées bilingue de Baham, de Poumze et de Medjo à l'ENIEG et au lycée technique de Djemgheu,		
	A12.R.2.2 Extension du réseau électrique dans 03 établissements d'enseignement secondaire de la commune (Chengne, Medjo, Poumze)	Etude de faisabilité en vue de l'extension du réseau électrique dans 03 établissements d'enseignement secondaire de la commune (Chengne, Medjo, Poumze)	PM (Coût pris en compte dans le secteur de l'énergie)	
		Extension du réseau électrique dans 03 établissements d'enseignement secondaire de la commune (Chengne, Medjo, Poumze)		
	A1.R.2.3. Equipement de 10 établissements d'enseignement secondaire de 30 bacs à ordures.	Obtention des proformats	3 000	
		Equipement des 10 établissements d'enseignement secondaire de 30 bacs à ordures		
	A2.R.2.3 Dotation de 04 établissements d'enseignement secondaire public de 155 tables-bancs (40 au CETIC de Medjo, 45 à Chengne, 25 à Djemgheu et 45 à l'ENIEG de Boukue	Obtention des pro formats	4 650	
		Achat des 155 tables-bancs		
	A3.R.2.3 Equipement de l'atelier du lycée technique de Djemgheu	Etude de faisabilité en vue de l'équipement de l'atelier du lycée technique de Djemgheu	15 000	
		Equipement du lycée technique de Djemgheu		
	A1.R.2.4 Construction de 05 clôtures dans chacune des établissements d'enseignement secondaire public de la commune qui en sont dépourvues	Etude de faisabilité en vue de la construction de 05 clôtures dans chacune des établissements d'enseignement secondaire public de la commune qui en sont dépourvues	37 500	
		Construction de 05 clôtures dans chacune des établissements d'enseignement secondaire public de la commune qui en sont dépourvues		
	A2.R.2.5. Immatriculation des parcelles de terrain abritant des 07	Constitution des dossiers d'obtention du titre de propriété foncière 07 établissements d'enseignement	3 500	

	établissements d'enseignement secondaire public	secondaire public		
		Soumission des 07 dossiers aux autorités compétentes		
	A1.R.3 Plantation des arbres dans les 10 établissements d'enseignement secondaire de la commune	Rapprochement de la délégation départementale de la forêt et de la faune en vue de s'enquérir des espèces arbustives adaptées au climat de la commune	PM (Coût pris en compte secteur environnement)	
		Achat des plants		
		Reboisement		
Total			650 560	

SECTEUR 10: Enseignement Supérieur				
PROBLÈME REFORMULE : Difficultés d'accès à l'enseignement supérieur dans la commune de Baham				
	Logique d'intervention	Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur des diplômés du secondaire de la commune.			
Objectifs spécifiques	1. Faciliter la création des établissements de l'enseignement supérieur à Baham	Le nombre d'établissements de l'enseignement supérieur	Rapport du MINESUP	
	2. Encourager les étudiants de la commune de Baham dans leurs études.	le nombre d'aides / bourses communales octroyé aux étudiants	Comptes administratifs/gestion de la commune	
		Le nombre d'étudiants de la commune recruté	Comptes administratifs/gestion de la commune	
Résultats	R.1 Les établissements de l'enseignement supérieur créés à Baham	Au moins 01 établissement de l'enseignement supérieur fonctionnel dans la commune	Rapport du MINESUP	
	R.2 Les étudiants de la commune de Baham encouragés.	50 aides / bourses communales octroyées aux étudiants de la commune de Baham par an	Comptes administratifs/gestion de la commune	
		200 étudiants de la commune recrutés pour les stages de vacance par an	Comptes administratifs/gestion de la commune	

Activités		Tâches	Coût (x 1000 FCFA)	
A1.R.1 Plaidoyer pour la création et l'installation d'un établissement d'enseignement supérieur public dans la commune		Création d'une commission communale	25 000	
		Mise à disposition, du site de construction des infrastructures de l'établissement		
		Composition du dossier de création et soumission aux autorités compétentes		
		Lobbying des élites		
		Création de l'établissement supérieur		
A2.R.1 Organisation de 03 campagnes de sensibilisation auprès des élites pour création d'01 établissement supérieur privé		Création d'une commission communale	3 000	
		Rencontre des élites/ structures fédératrices des élites dans les grandes villes		
		Création de l'établissement supérieur privé		
A1.R.2 Plaidoyer en vue de la réduction du coût des logements des étudiants dans les villes universitaires		Plaidoyer en vue de la réduction du coût des logements des étudiants dans les villes universitaires	1 000	
A2.R.2 Octroi de 50 aides / bourses de 50 000fcfa par an à 50 étudiants de la commune de Baham sur 10 ans		Création d'une commission communale d'octroi de bourses	25 000	
		Information des étudiants sur les conditions d'obtention des bourses à travers les communiqués		
		Dépôt et dépouillement des dossiers		
		Octroi des bourses		
A3.R.2 Recrutement dans le cadre de stages de vacances à la commune d'au moins 200 étudiants par an sur 5 ans.		Création d'une commission communale de recrutement des stagiaires	50 000	
		Information des étudiants sur composition des dossiers à travers les communiqués		
		Dépôt et dépouillement des dossiers		
		Recrutement des stagiaires		
TOTAL			104 000	

SECTEUR 11 : Santé publique				
PROBLÈME REFORMULE : Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité dans la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité dans la commune de Baham			
	1. Doter la commune de 03 nouvelles structures de santé	Le nombre de nouvelles structures de santé	-Rapport District Santé -Rapport de la commune	
	2. Augmenter l'effectif du personnel médical, les infrastructures et équipements dans les 08 CSI de la commune.	-Le nombre de nouveaux cadres de santé affecté -Le nombre de nouvelles infrastructures -Le nombre de nouveaux équipements	-Rapport District Santé -Rapport de la commune	
	3. Promouvoir l'organisation des populations de la commune en Organisations de Base Communautaire (OBC) pour mener des actions en faveur de la santé	Le nombre de nouvelles OBC créées	-Rapport District Santé -Rapport de la commune	
Résultats	R.1 De nouvelles structures de santé créées dans la commune	03 dossiers de création de 03 CSI (Baho, Djemgheu, Batoussou) sont constitués et soumis aux autorités compétentes	-Rapport District Santé -Rapport de la commune	
		01 dossier pour la transformation du poste de stratégie avancé de Banka en centre de santé intégré est constitué et soumis aux autorités compétentes	-Rapport District Santé -Rapport de la commune	
	R.2.1 De nouveaux cadres de santé affectés dans la commune	28 nouveaux cadres de santé sont affectés dans les 08 CSI de la commune	-Rapport District Santé -Rapport de la commune	
	R.2.2 De nouvelles infrastructures construites dans les centres de santé	05 points d'eau potable sont construits dans 05 structures de santé (Bapi, Chengne, Poumze, Medjo et l'hôpital de district) de la commune de Baham	-Rapport District Santé -Rapport de la commune	
		08 clôtures construites dans les 08 CSI de la commune	-Rapport District Santé	

			-Rapport de la commune	
		07 fosses de traitement de déchets sont aménagées dans 07 CSI	-Rapport District Santé -Rapport de la commune	
		04 logements d'astreinte sont construits dans les centres de santé intégrés (Bapi, Chengne, Demgo, Medjo)	-Rapport District Santé -Rapport de la commune	
	R.2.3 De nouveaux équipements (matériel de soins, d'hospitalisation et médicaments...) acquis pour les structures de santé	01 incinérateur de déchets est construit à l'hôpital de district de Baham	-Rapport District Santé -Rapport de la commune	
		Les 08 CSI de la commune sont dotés d'équipements adaptés à leurs besoins	-Rapport District Santé -Rapport de la commune	
	R.3 Les populations de la commune organisées en OBC pour mener des actions en faveur de la santé	Les élites et les leaders de communautés sont sensibilisés à créer et à suivre le fonctionnement une mutuelle de santé dans chaque aire de santé (Baham, Ngougoua, Kamsim, Bahiala)	-Rapport District Santé -Rapport de la commune	
		04 Comités de Gestion (COGE) et 04 Comités de Santé (COSA) de la commune sont redynamisés	-Rapport District Santé -Rapport de la commune	
Activités à mener		Tâches	Coûts X 1 000 FCFA	
	A1.R.1. Création de 03 structures de santé dans la commune	Constitution des dossiers de création de 03 CSI (Baho, Djemgheu, Batoussouo)	500	
		Soumission et suivi des dossiers aux autorités compétentes		
	A2.R.1 Transformation du Poste de stratégie Avancée de Banka en un centre de santé intégré	Constitution des dossiers en vue de la transformation du poste de Stratégie Avancée	300	
		Soumission et suivi des dossiers aux autorités compétentes		
	A1.R.2.1 Affectation de 28 nouveaux	Constitution des dossiers d'affectation de 28 nouveaux	280	

	personnels médicaux dans les 08 CSI de la commune	cadres de santé dans les CSI de la commune			
		Soumission et suivi des dossiers aux autorités compétentes			
	A1.R.2.2 Construction de 05 points d'eau potable dans 05 structures de santé (Bapi, Chengne, Poumze, Medjo et l'hôpital de district)	Etudes de faisabilité en vue la Construction de 05 points d'eau potable dans 05 structures de santé (Bapi, Chengne, Poumze, Medjo et l'hôpital de district)	PM(Coût pris en compte dans le secteur de l'eau)		
		Construction de 05 points d'eau potable dans 05 structures de santé (Bapi, Chengne, Poumze, Medjo et l'hôpital de district)			
	A2.R.2.2 Construction des clôtures dans les 08 CSI de la commune	Etudes de faisabilité en vue de la construction des les clôtures dans les 08 CSI de la commune	60 000		
		Construction des clôtures dans les 08 CSI de la commune			
A3.R.2.2 Aménagement de 07 fosses de traitement des déchets dans 07CSI	Etudes de faisabilité en vue l'aménagement de 07 fosses de traitement des déchets dans 07 CSI	7 000			
	Aménagement de 07 fosses de traitement des déchets dans 07CSI				
A4.R.2.2 Construction de 04 logements d'astreinte	Etudes de faisabilité en vue de la construction de 04 logements d'astreinte	140 000			
	Construction de 04 logements d'astreinte				
A5.R.2.2 Construction d'un incinérateur de déchets à l'hôpital de district de Baham	Etudes de faisabilité en vue de la construction d'un incinérateur des déchets à l'hôpital de district de Baham	8 000			
	Construction d'un incinérateur des déchets à l'hôpital de district de Baham				
	A1.R.2.3 Dotation du CSI de Poumze de 06 lits d'hospitalisation	Obtention des pro formats	600		
		Achat des lits			
	A1.R.2.3 Dotation des 08 CSI de la commune en 02 tables d'accouchement, 08 tensiomètres, 05 masques de ventilation	Obtention des pro formats	2 000		
		Achat des lits			
	A2.R.2.3 Dotation des 08 CSI de la commune en matériels de petite chirurgie, et escabeau, matériel de laboratoire et en médicaments	Obtention des pro formats	5 000		
		Achat des lits			
	A1.R.3 Sensibilisation des élites et des leaders de communautés à la création et au suivi le du fonctionnement d'une	Préparation des campagnes	500		
		Sensibitslisation proprement dite			

	mutuelle de santé dans chaque aire de santé (Baham, Ngougoua, Kamsim, Bahiala)			
	A2.R.3 Redynamisation de 04 COGE et 04 COSA de la commune	Organisation de 02 sessions de formation à l'attention des 04 COGE et COSA	800	
	A3.R.3 Sensibilisation des populations sur les dangers liés à la consommation des médicaments de la rue	Préparation des campagnes	500	
		Sensibilisation proprement dite		
	A4.R3 Sensibilisation des populations sur les techniques de potabilisation de l'eau	Préparation des campagnes	500	
		Sensibilisation proprement dite		
	A5.R3 Sensibilisation des populations sur les risques liés au recours aux charlatans	Préparation des campagnes	500	
		Sensibilisation proprement dite		
	A6.R.3 Organisation des campagnes de sensibilisation sur la prévention des maladies de carence par la bonne alimentation des bébés	Préparation des campagnes	500	
		Sensibilisation proprement dite		
	Total		218 980	

SECTEUR 12 : Eau et Energie

Eau

PROBLÈME REFORMULE : Difficultés d'accès à l'eau potable dans la commune de Baham

Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Contribuer à l'augmentation /amélioration qualitative et quantitative de l'offre en eau potable dans la commune de Baham			
Objectifs spécifiques	1. Mettre en place de nouvelles infrastructures hydrauliques	Le nombre de nouvelles infrastructures hydrauliques	- Rapports DDEE - Rapports communaux	
	2. Réhabiliter les infrastructures hydrauliques existantes	Le nombre d'infrastructures réhabilitées	- Rapports DDEE - Rapports communaux	

	3. Lutter contre la pollution des sources d'eau dans la commune.	Le nombre de sites des sources sécurisés	- Rapports DDEE - Rapports communaux	
Résultats	R.1. De nouvelles infrastructures hydrauliques mises en place	45 nouveaux points d'eau créés dans la commune	-Rapports DDEE -Rapports communaux	
		01 réseau d'adduction d'eau potable par système gravitaire mis en place à Kaffo	-Rapports DDEE -Rapports communaux	
		01 système d'adduction d'eau gravitaire achevé à Chengne	-Rapports DDEE	
		39 km d'extension du réseau électrique dans 16 villages sont réalisés	-Rapports DDEE -Rapports communaux	
	R.2. Des ouvrages hydrauliques non fonctionnels viabilisés dans la commune	06 forages/puits sont réhabilités à Lagweu, Boukue, Bahiala, Poumze, Chengne, Banka	-Rapports DDEE -Rapports communaux	
		Le puits du centre de santé intégré de Bapi est aménagé	-Rapports DDEE -Rapports communaux	
		02 sources dont l'une à Baghom et l'autre à Lagweu sont aménagées	-Rapports DDEE -Rapports communaux	
		04 bornes fontaines en panne à Djemgheu sont réhabilitées	-Rapports DDEE -Rapports communaux	
	R.3 La pollution des sources d'eau dans la commune a diminué.	Le nombre de sites de sources d'eau sécurisé dans la commune passe de 0 à 5	-Rapports DDEE -Rapports communaux	
		16 comités de gestion des points d'eau fonctionnels dans la commune	-Rapports DDEE -Rapports communaux	
Activités à mener		Tâches	Coûts (x 1000 FCFA)	
	A.1.R.1Création de 45 nouveaux points d'eau	Etudes de faisabilité en vue de la création de 45 nouveaux points	360 000	

	potable (forages et puits) dans la commune	d'eau		
		Création de 45 nouveaux points d'eau		
	A.2.R.1 Construction du réseau d'adduction d'eau potable par système gravitaire à Kaffo	Etudes de faisabilité en vue de la construction du réseau d'adduction d'eau potable par système gravitaire à Kaffo	45 000	
		Construction du réseau d'adduction d'eau potable par système gravitaire à Kaffo		
	A.3.R.1. Achèvement de la construction du système d'adduction d'eau gravitaire de Chengne-Djemgheu	Etudes de faisabilité en vue de l'achèvement de la construction du système d'adduction d'eau gravitaire de Chengne	35 000	
		Achèvement des travaux de construction du système d'adduction d'eau gravitaire de Chengne		
	A.4.R.1. Construction d'un château de rétention d'eau dans la commune de Baham	Etudes de faisabilité en vue de la construction du château de rétention d'eau	20 000	
		Construction du château de rétention		
		Connexion du château aux sources de ravitaillement	25 000	
		Etendre le réseau d'adduction d'eau CDE sur un linéaire de 39 km dans les 16 villages et l'espace urbain	78 000	
	A.1.R.2. Réhabilitation de 06 forages/puits à Lagweu, Boukue, Bahiala, Poumze, Chengne, Banka	Etudes de faisabilité pour la réhabilitation des forages/puits	400	
		Réhabilitation de ces puits et forages		
	A.2.R.2. Achèvement de la construction du puits du CSI à Bapi	Etudes de faisabilité pour l'achèvement de la construction du puits du CSI de BAPI	6 000	
		Achèvement de la construction du		

		puits du CSI de BAPI		
A.3.R.2. Aménagement de 04 sources à Baghom, Lagweu, Espace Urbain et à Baho		Etudes de faisabilité en vue de l'aménagement de 04 sources (Baghom, Lagweu, Espace Urbain Baho)	3 000	
		Aménagement de 04 sources (Baghom, Lagweu, Espace Urbain Baho)		
A.4.R.2. Réhabilitation de 04 bornes fontaines en panne à Djemgheu		Etudes de faisabilité pour la réhabilitation de 04 bornes fontaines en panne à Djemgheu	2000	
		Réhabilitation de 04 bornes fontaines en panne à Djemgheu		
A.1.R.3. Sensibilisation des populations sur les dangers liés à la pollution humaine des points d'eau dans la commune et les former aux techniques de traitement de l'eau.		Organisation des campagnes de sensibilisation des populations sur les dangers liés à la pollution humaine des points d'eau dans la commune et les former aux techniques de traitement de l'eau	2000	
		Délimitation et sécurisation des sites des sources d'eau	15 000	
A.2.R.3 Mise en place des mécanismes de lutte contre la pollution des sources d'eau dans la commune		Constitution de 16 comités de gestion des points d'eau dans la commune	1 200	
		Légalisation des 16 comités de gestion		
		Formation des membres des 16 comités de gestion aux techniques de gestion participative des ouvrages réalisés		
		Redynamisation des 02 comités de gestion des points d'eau de l'espace urbain		

TOTAL			592 600	
ENERGIE				
PROBLÈME REFORMULE : Difficultés d'accès à l'énergie électrique dans la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Améliorer qualitativement et quantitativement l'offre en énergie dans la commune de Baham			
Objectifs spécifiques	1. Etendre le réseau électrique de basse et moyenne tension sur un linéaire de 50 Km dans les 16 villages de la commune de Baham	Le nombre de Km de réseau électrique de basse et moyenne tension étendus dans les 16 villages de la commune	- Rapports du DDEE/communaux / ENEO	
	2. Construire et réhabiliter les ouvrages électriques dans les villages de la commune.	-Le nombre d'ouvrages électriques réhabilités	Rapports du DDEE/communaux / ENEO	
		01 mini-barrage hydro-électrique construit à Chengne	- Rapports du DDEE - Rapports communaux	
3. Faciliter l'accès des populations au pétrole lampant	Le nombre de points de vente du pétrole lampant	Rapports du DDEE/communaux / ENEO		
Résultats	R.1 Le réseau électrique de basse et moyenne tension étendu dans 16 villages de la commune de Baham	58 Km de réseau électrique de basse tension sont étendus dans les 16 villages de la commune	Rapports du DDEE/communaux / ENEO	
		18.7 Km de réseau électrique de moyenne tension sont étendus dans les 16 villages de la commune	Rapports du DDEE/communaux / ENEO	
		- 18 transformateurs installés - 1032 poteaux électriques sont mis en terre dans 16 villages de la commune	Rapports du DDEE/communaux / ENEO	
	R.2 Les ouvrages électriques sont construits et réhabilités dans la commune	- 03 transformateurs sont réhabilités à Baho, Djemgheu et Demgo	Rapports du DDEE/communaux / ENEO	

		- 104 poteaux sont remplacés dans 11 villages		
		01 étude pour la construction d'un mini-barrage hydro-électrique est réalisée à Chengne	Rapports du DDEE/communaux / ENEO	
	R.3 L'accès des populations au pétrole lampant est facilité	03 points de vente du pétrole lampant sont construits	Rapports du DDEE/communaux / ENEO	
Activités à mener		Tâches	Coûts (x 1000FCFA)	
	A1.R.1. Etendre le réseau électrique de basse tension sur 66,5 Km dans les 16 villages de la commune de Baham <u>Village Baghom</u> 2km : Ma Odette-Tapokam (1,8km) Chefferie –Simkem (600m)Tabougue – Tekeu Kuatse	Etudes de faisabilité en vue de l'extension du réseau électrique de basse tension sur 58 Km dans les 16 villages de la commune de Baham	363 000	
	<u>Village Poumze</u> 7km Magaing – carrefour Bu'tagne ,kamdem Laurent –Mamyom , Mission catholique – Bu'kamdem ,Nzutamgula – Té Djonoue <u>Village Banka</u> (1,5km)Axe Souop Magreu-CEBEC(1km);Toukam Marcel-limite Bapa(0.5km) <u>Village Ngougoua</u> (10km) axe CSI-Chepanou (4km) ;Wiaffo Koaum- Jean fossi_(4km);Jean fossi-Souop Chela(1km) ;Ghoyim Christophe-Carrefour(1.5km); <u>Village Cheffou</u> (2,5km)Axe Dockpa Takam-Kouolouo (1km),Tetame-Carrefour SouopTchuenkam(0.5km);Carrefour chef de vilge- Souop Kamtem(0,5km) <u>Village Bapi</u> (2,5km)Axe Bloc Djingué-limite Bapa(2,5km) Renforcement de la ligne Carrefour-Chefferie Bapi. <u>Village Baho</u> Axe(1km)Dzikeibou-limite Banka <u>Village Boukue</u> (2,5km)Axe Tedzu-Teyimm-Caref Tuoevwem(1.5km);Defo Tamto- Forage (1km) <u>Village Djengheu</u> (5,km) <u>Village Batoussouo</u> (1,5km)Axe Kamgou'ghue- Beausejour (1.5km) <u>Village Lagwue</u> (4,5km) <u>Village Chengne</u> (6,5km):axe Souop Tekeu-Denguia (1 km), Axe mission catholique-Vac-vac en passant par Talom Wouyim (2km), axe Talom Wouyim-Souop Kaam Tchoupa	Extension du réseau électrique de basse tension sur 58 Km dans les 16 villages de la commune de Baham		

	<p>(1km), axe Talom Wouoyim-Dr Kamdem-Tétchouo' Kowouom Tsegheu(1 km), Chefferie-Tekeu Cheusseu en passant par le CES bilingue de Chengne (1,2 km), Ecole publique-Souop Tasseu (500 km), <u>Village Demgo(6,5km)</u> Axe ancienne brigade <u>VillageMedjo(6 km)</u>CSI-chapelle-Kamtsahastsa (1.8km); Lycée –poste agricole-Kamdem David (4km) ;CSI –<u>Cheffou (0,6km)</u> <u>VillageKaffo(2km)</u><u>Axe carefour Edouard- Tchueboue (2km)</u> <u>VillageDjemghue (3,5km)</u></p>			
	<p>A2.R.1. Etendre le réseau électrique de moyenne tension sur 29.2 Km dans les 16 villages de la commune de Baham <u>Village Banka(1,5km)</u><u>Village Cheffou(1,5km)</u><u>Village Bapi(1,5km)</u> <u>VillageBaho(1,km)</u><u>Village Boukue(1,5km)</u> <u>Village Bahiala(2,km)</u> <u>Village Ngougoua (3km)</u> axe CSI-Chepanou (2km) ;<u>Wiaffo Koaum- Jean fossi_(2km)</u>;<u>Jean fossi-Souop Chela(1km)</u> ;<u>Ghoyim Christophe-Carrefour(1.5km)</u><u>Village Batoussouo (1,5km)</u> <u>Village Lagwue(1,5km)</u> <u>VillageChengne(2,km)</u> <u>Village Baghom 2km</u> :<u>Ma Odette-Tapokam(1,km)</u> Chefferie –<u>Simkem (600m)</u><u>Tabougue – Tekeu Kuatse(0;4,km)</u><u>Village Poumze 1.5 km</u> <u>Magaing – carrefour Bu'tagne ,kamdem Laurent –Mamyom , Mission catholique –Bu'kamdem ,Nzutamgula – Té Djonoue</u> <u>Village Demgo(4,5km)</u> <u>VillageDjemghue (3,5km)</u> <u>VillageMedjo(3.5km)</u>CSI-chapelle-Kamtsahastsa (1.8km); Lycée –poste agricole-Kamdem David (1.7km) ;CSI –<u>Cheffou (0,6km)</u></p>	<p>Etudes de faisabilité en vue de réseau électrique de moyenne tension sur 18.7 Km dans les 16 villages de la commune de Baham Extension du réseau électrique de moyenne tension sur 18.7 Km dans les 16 villages de la commune de Baham</p>	438 000	
	<p>A3.R.1 Installation de 19 transformateurs et 1032 poteaux électriques dans les 16 villages de la commune</p>	<p>Etudes de faisabilité en vue de l'installation de 19 transformateurs et 1032 poteaux électriques dans les 16 villages de la commune Installation de 19 transformateurs et 1032 poteaux électriques dans</p>	38 000	

		les 16 villages de la commune		
	A4.R1 Organisation de 05 campagnes d'informations sur les procédures de branchement du courant du courant électrique dans la commune	Préparation de la campagne	1500	
		Tenue de la campagne		
	A5.R.1 Sensibilisation des populations sur les dangers de la manipulation du courant électrique	Préparation de la campagne de sensibilisation	2000	
		Tenue de la campagne de sensibilisation		
	A6.R.1 Sensibilisation des populations sur les conséquences liées au vol des câbles électriques et des prises de terre	Préparation de la campagne	2 000	
		Campagne de sensibilisation		
	A7.R.1 Sollicitation de la réinstallation des câbles électriques	Constitution de la demande de réinstallation	10	
		Transmission et suivi de la demande		
	A8.R.1 Mise en place de 04 comités de vigilance du réseau électrique	Sensibilisation des populations sur l'importance de la mise en place d'un comité de vigilance	800	
		Désignation des membres des 04 comités		
	A9.R.1 Sensibilisation d' ENEO sur la nécessité de réagir promptement aux sollicitations des clients	Plaidoyer auprès des détenteurs du pouvoir décisionnel à ENEO	200	
	A1.R.2 Réhabilitation de 03 transformateurs à Baho, Djemgheu et Demgo et remplacer 105 poteaux dans 11 villages	Etudes de faisabilité en vue de la réhabilitation de 03 transformateurs à Baho, Djemgheu et Demgo et du remplacement de 105 poteaux dans 11 villages	13 000	
		Réhabilitation de 03 transformateurs (à Baho, Djemgheu et Demgo) et remplacement de 105 poteaux dans 11 villages		
	A2.R.2 Réalisation des études pour la construction d'un mini-barrage hydro-électrique à Chengne	Etudes de faisabilité en vue de la construction d'un mini-barrage hydro-électrique à Chengne	5 000	
		Construction d'un mini-barrage hydro-électrique à Chengne		
	A3R.2 Plaidoyer auprès d'ENEO sur:	Identification des détenteurs du		

	<ul style="list-style-type: none"> la baisse du coût de consommation de l'énergie électrique la nécessité d'entretenir le réseau existant (élagage des branchages d'arbres, remplacement des poteaux, transformateurs défectueux...) 	pouvoir décisionnel à ENEO Rencontre avec ces détenteurs du pouvoir décisionnel à ENEO	1000	
	A1.R.3 Création de 03 points de vente du pétrole lampant	Facilitation de la création de 03 points de vente du pétrole lampant par les opérateurs économiques		600
Total			758 110	

SECTEUR 13 : Travaux publics				
PROBLEME PRIORITAIRE : Difficultés d'accès à un réseau routier de qualité dans la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès à un réseau routier de qualité dans la commune.			
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'ouverture de route dans la commune de Baham	Le nombre de Km de routes nouvellement créées dans la commune	- Rapports de DDTP Hauts-Plateaux (H-P) - Documents communaux	
	2. Réhabiliter le réseau routier de la commune de Baham et mettre en place un dispositif de gestion de routes de la commune	Le nombre de Km de routes entretenus dans la commune Le nombre de comités de routes dans la commune	- Rapports de DDTP Hauts-Plateaux - Rapports de DDTP H/P - Documents communaux	
Résultats	R.1 Des routes ouvertes dans la commune de Baham	45 Km de routes nouvellement créés dans la commune	- Rapports de DDTP Hauts-Plateaux	
	R.2.1 Des routes bitumées dans la commune	35 km de route bitumé dans la commune	- Rapports de DDTP H/P - Documents communaux	
	R.2 .2 Un réseau routier réhabilités dans 16 villages de la commune Baham	98,5 Km de routes réhabilités dans la commune	- Rapports de DDTP H/P - Documents communaux	
	R.2.3 Des ouvrages de franchissement construits	27 ponts nouvellement construits dans la commune	- Rapports de DDTP H/P - Documents communaux	
		18 de ponts, et 04 ponceaux réhabilités dans la commune	- Rapports de DDTP H/P - Documents communaux	
R.2.4 Un dispositif et un mécanisme de gestion de	16 comités de routes fonctionnels	- Rapports de DDTP H/P		

	routes mis en place dans toute la commune	dans la commune	- Documents communaux	
	Activités à mener	Tâches	Coûts (X1000 FCFA)	
	<p>A.1 R.1 Ouverture de 45 km de route dans la commune de Baham</p> <p><u>Village Baho</u> :Axe Tockpa Sa'sem-Defo kuatse en passant par le Te Meteng, (1,5km) ;axe Te Fedjo-Souop kamgaing(0,7km)</p> <p><u>Village Baghom</u> axe simken- wabo tamsa'(1,3 km); axe Mekam tafenwahtah pokam, (2 km) ;axe tagne teto- defo ka'am, (1km) ;axe feche-Tadombou(0.3km)</p> <p><u>Village Batoussouo</u> Axe Kouosouo-site du foyer, (1 km) ;Axe Mougue-Kamer Samuel (1,5km) ;Axe Tokpa Tachouo-tchouop(2km)<u>Village Kaffo</u>Kouogui-école publique) (1km) ;Deffo kamdem-Deffo waka(0.8 km) ;Sekem-Tchebeu (1km)</p> <p><u>Village Chengne</u>Axe Souop Tasseu-Djempoue, (1, 5km) ;Axe Souop Talom- C.E.S, (2 km) ;Axe Feyouou-Souop Tekue Djemguia (1km) ;axe Dr Djoko-Maître Kamgaing(1.5km)</p> <p><u>Village Ngougoua</u> :axe centre de santé intégré-kenmali en passant par l'école publique (10 km)<u>Village Bapi</u> axe Lanbin-Bankar par Tacher kamdem, (2km) ;axe route Banka-chefferie Bapi par Ndefoko'o(2,5km) ;axe mouafo nouaname I-chefferie bapi 1km;axe mouafo nouaname II-carrefour chefferie,0.5km ;axe chefferie bapi-banka par Jean Totche, (2,5km) ;axe C.S.I- feusega (frontière bapa), (0,1km) ;axe mission catholique-meko'o, (0.1km) ;axe kam témoin-jean toche, (0,75km) axe drema-route kam-témoin (0,75km)<u>Village Banka</u> Axe KEUM-Bahwouum (3 km)</p>	Etudes de faisabilité eu vue de l'ouverture de la route	250 000	
		Lancement du marché d'attribution du projet d'ouverture		
		Sélection du prestataire		
		Réalisation des travaux		
	<p>A.1. R.2 .1 Bitumage de 35 km des axes : du carrefour ancien-collège henirich-carrefour foyer lawgue (0,8km) Carrefour Kamgwhom- Carrefour Guepard) Phase 2 ;l'axe Kamgwhom – Kamkensim –</p>	Etudes de faisabilité eu vue du bitumage de la route		
		Lancement du marché d'attribution du projet bitumage		

<p>inter D63 long de 3.54 Km ;Carrefour Kamgwhom-Carrefour Djemgeu- école publique de Djemgeu long de 2 km ;des routes des écoles (Hougne Lycée de Medjo 3,8 km - Kamghom Lycée Technique 2,5 km - Kamghom CES B de Chengne 4,5 km) .(10,8 Km) ;Route Kam Djeumgheu-Batossouo-Kaffo Chefferie-Cheffou Chefferie - inter D62 (15 km)</p>	<p>Sélection du prestataire</p> <p>Réalisation des travaux de bitumage</p>	<p>1 376 000</p>	
<p>A.1.R.2.2 Reprofilage/Entretien de 98,5 Km de route dans les 16 villages de la commune.</p> <p><u>Village Baho</u> la traversée Tockpa tchoueng kouo, descente tayouo) (0,85km)<u>Village Baghomaxe</u> Mekam-tetapouoh (2km) ;<u>Village Poumze</u> :axe Djimkum-To Poumze(2km) ;axe chefferie Poumze-Bamendjou (1,5km) ;axe chefferie Poumze-Mamyom sans passer par Tochie-(1.5km) ;axe Tochie-Mamyom (2.5 km)<u>Village Medjo</u> :axe Fougne-Tega(6km) ;axe CSI-Cheffou(2km) ;axe CETIC- kamdjemoo(2km)</p> <p><u>Village Batoussouo</u> axe Kamkatse-Chemgheu, (2,5km) axe beau séjour-Chedja'a, (1,5km) ;axe école publique-kouossouo, (3,5 km) ;axe carrefour chemise-marché supérieur-chedja (2km)<u>Village Chengne</u>Axe carrefour kamtain-carrefour trois status badenkop(6km)Axe limite Baho /chengne (carrefour souop téguia) – chweké(4km)Axe route venant de l'école publique Baho passant par souop talom-carrefour tekeu kouam(1 ,5km) ;axe defo gouanom-chiekouo(4 km)</p> <p><u>Village Cheffou</u> AxeDzuyou-Penkwa (1,5km) ;Axe Plaque Cheffou- Tamdjaa(2km) ;Axe Dzuyou-Kamkatse(2 km)</p> <p><u>Village Lagweu</u>Carrefour Tamo Watchoum-SAR/SM- (1,5km) ;Foyer Lagweu –carrefour Deffo Kamwa (5 km) ; Carrefour Sado- chefferie Lagwe(1,5 km)</p> <p><u>Village Djemgheu</u> Mekam demlo-E Pub-(1,5km) ;E.Pub-DemDjemgheu(1km) ;Tofemgwo-Ngougoua ;ToDjemgheu-Kamtin (1,8km) ;Kamghouon-Palm d'or (2km) ;Souop Sefo-Ngougoua ;Teta-E.publique ;kamghouon-Chefferie (1,5km)</p> <p><u>Village Ngougoua</u> :axe centre de santé-carrefour djoko(3km) axe yomgne-carrefour wambodefo, (5km); aXe defo kuipou-fossi(1,5km) ;axe fetse-antenne TV Bangou (4km)<u>Village Bapi</u> :kamdjoum-banka (2,5km) ;chefferie djeugouo-</p>	<p>Etudes de faisabilité eu vue du reprofilage/Entretien de la route</p> <p>Lancement du marché d'attribution du projet reprofilage/Entretien</p> <p>Sélection du prestataire</p> <p>Réalisation des travaux de reprofilage/Entretien</p>	<p>490 000</p>	

	<p>banka(2km) ;cours d'eau teyam barthélemy-kamdjourn(1km) Village Banka Ecole publique-Poumze (2,5km) ;CEBEC-Bapi(1,5km) ;Ecole publique-CEBEC(0,8km) ;Carrefour tonmo-Prison(0,9km) ;Carrefour Djache-Djegouo(1km) Village DemgoBeng-Tobeng (6km) ;Beng-Kabeng (5km) ;Carr Ba'Somagne - Beng(2,5km) ;Carr Ba'Somagne – Tobeng ;Carr Ba'Somagne – Kabeng (2,5km) Village BahialaChefferie-Medjo (1,5km)Chefferie Sup –Boukue (1,5km) Village BoukueMafoché-Touevveen(1,5km) ;Mafoché-Rte Nat.N°5(1,7km)_Centre urb-Mafoché(2 km) ;Chefferie –Mafoché (1,2km)</p>			
	<p>A.1.R.2.3 Construction de 27 ponts (04 à Baghom (Tabougeu ,Tekeu isidore , Tapokam ,Paul Tsemo) ,02 à Poumze (Djimkum-To Poumze, axe Poumze-Bamendjou) 02 à Batoussouo (Gouotcheu, Kouosouo) 06 à Chengne (Feuyou 1 et 2, derrière le C.S.I, chez Souop tasieu, veudjoue chez Tachetjeu, chez Dr Kamdem) ,02 à Lagweu(Mbouo et entre Tochié et Lasseu) 05 à Djemdheu(Tcho'dja, entrée lycée technique, en bas de la chefferie, Tafock entre Kamghom et l'église catholique)04 à Ngougoua (Wambo sobgui, tadiékouam, talomkam et defo kuipou) 02 à Demgo (Sileu et Totimen) 01 à Banka(Keum) et 08 (pose de buse) à Bapi (chez tewabo tagne, route de Djeugoue, en bas Mr kam jacques, chez Feuke kenmogne, à la mission catholique, chez jean totche, kamdjourn, limite bapi-banka) dans la commune de Baham</p>	<p>Etudes de faisabilité eu vue de la construction du pont Lancement du marché d'attribution du projet de construction Sélection du prestataire Construction du pont</p>	135 000	
	<p>A.2.R.2.3 Réhabiliter 18 ponts (01 à Baghom,01 à Medjo (Téta'a), 02 à Batoussouo (Chedja'a et Chemgheu), 02 à Kaffo (Touebeu et Kuekem),03 à Cheffou)01 à Djemgheu (pont de tako),02à Ngougoua(Méla'a denki) 04 à Banka(Bouo, Teku kouwe,</p>	<p>Etudes de faisabilité eu vue de la réhabilitation du pont Lancement du marché d'attribution du projet de réhabilitation Sélection du prestataire</p>	27 000	

	Teche, Keum, le pont situé sur le tronçon reliant Baho et Banka) 01 à Demgo (Lekwap) dans les villages de la commune.	Réhabilitation du pont		
	A.1.R 2.4 Constitution des dossiers de création des 16 comités de routes et les soumettre à la sous-préfecture	Constitution des dossiers de création des 16 comités de routes et les soumettre à la sous-préfecture.	1 600	
	A.2.R.2.4 Organisation de 2 séminaires de formation pour les 16 comités de routes de la commune.	Elaboration des TDR du séminaire	3 200	
		Elaboration de l'appel à manifestation d'intérêt public portant recrutement d'un consultant		
		Tenue du séminaire de renforcement des capacités		
	A.3.R. 2.4 Dotation en matériels les 16 comités de routes.	Rédaction de la demande d'appui en matériels	16 000	
		Dotation en matériels les 16 comités de routes.		
TOTAL			2 298 000	

SECTEUR 14 : Affaires Sociales				
PROBLÈME REFORMULE : Faible épanouissement des personnes vulnérables dans la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Contribuer à l'épanouissement des personnes vulnérables dans la commune de Baham			
Objectifs spécifiques	1. Organiser/structurer les personnes vulnérables dans la commune et améliorer l'offre des services en leur faveur	- Le nombre de groupes spécifiques/ d'associations des personnes vulnérables - Le pourcentage d'appui aux personnes vulnérables	Rapports de DDAS Hauts-Plateaux	
	2. Promouvoir l'accès à la citoyenneté des couches vulnérables et lutter contre leur stigmatisation et discrimination au sein de la commune	- Le nombre de campagnes de sensibilisation sur la nécessité d'établir les actes de naissance avec souche aux enfants des parents vulnérables - Le pourcentage de réduction de la stigmatisation et de la discrimination	Rapports de DDAS Hauts-Plateaux	

	3. Contribuer à la réduction des grossesses précoces et à la gestion des conflits conjugaux	-Le nombre de campagnes de sensibilisation des jeunes sur les conséquences des grossesses précoces -Le pourcentage de réduction des conflits conjugaux	Rapports de DDAS Hauts-Plateaux/DDPROF F	
	R.1 Des nouveaux groupes spécifiques/associations de personnes vulnérables constitués -L'offre de service aux personnes vulnérables améliorée	01 fichier d'identification des personnes vulnérables	Rapports de DDAS Hauts-Plateaux	
		Au moins 04 groupes spécifiques de personnes vulnérables formés et légalisés	Rapports de DDAS Hauts-Plateaux	
		L'offre de service aux personnes vulnérables a augmenté de 100 %	Rapports de DDAS Hauts-Plateaux	
	R.2 L'accès à la citoyenneté des personnes vulnérables facilité -La stigmatisation et la discrimination des personnes vulnérables réduites	Le nombre de campagnes de sensibilisation sur la nécessité d'établir les actes de naissance avec souche aux enfants issus des parents vulnérables passe de 0 à 4	Rapports de DDAS Hauts-Plateaux	
		Le nombre d'ateliers de sensibilisation sur la considération due aux personnes vulnérables passe de 0 à 5	Rapports de DDAS Hauts-Plateaux	
	R.3 Les grossesses précoces et les conflits conjugaux réduits	Le nombre de campagnes de sensibilisation des jeunes sur les conséquences des grossesses précoces passe de 0 à 04 par an	Rapports de DDAS H/P	
		Le nombre de conflits conjugaux résolus passe de 50 à 100	Rapports de DDAS Hauts-Plateaux	
Activités à mener		Tâches	Coûts X 1000 FCFA	
	A1.R.1 Accompagnement des personnes vulnérables de l'espace géographique communal à la création d'une structure fédératrice des associations	Organisation d'un recensement des personnes vulnérables	500	
		Etablissement d'un fichier des personnes vulnérables		
		Organisation/structuration des personnes vulnérables en groupes spécifiques		
		Légalisation des associations /groupes spécifiques des personnes vulnérables		

		Création d'une structure fédératrice des associations des personnes vulnérables	200	
A2.R.1 Etablissement de la carte nationale d'invalidité à au moins 150 handicapés physiques de la commune de Baham		Sensibilisation des handicapés physiques sur la nécessité de se faire établir la carte nationale d'invalidité	300	
		Etablissement de la carte nationale d'invalidité		
A2.R.1 Augmentation des appuis aux personnes vulnérables dans le cadre du transfert des compétences		Action de plaider auprès des pouvoirs publics en vue de l'augmentation des appuis aux personnes vulnérables	20 000	
A3.R.1 Création, construction et équipement d'un centre de formation professionnelle adapté aux handicapés		Constitution des dossiers en vue de la création d'un centre de formation professionnelle adapté aux handicapés	80 000	
		Transmission des dossiers aux autorités compétentes et suivi		
		Construction (en prévoyant en cas de besoin une rampe d'accès) et équipement du centre		
A4.R.1 Octroi de l'agrément à au moins 3 œuvres sociales privées		Constitution des dossiers de demande d'agrément en vue de la création des œuvres sociales privées	1000	
		Transmission des dossiers aux autorités compétentes et suivi		
		Construction d'une rampe d'accès pour les handicapés moteurs lors des travaux de construction du nouvel hôtel de ville de Baham.	PM (Coût pris en compte dans l'institution communale)	
A2.R.2 Organisation de 05 ateliers de sensibilisation des populations en vue d'un regain de considération en faveur des personnes vulnérables de la commune		Préparation de l'atelier	1500	
		Sensibilisation des populations en vue d'un regain de considération en faveur des personnes vulnérables de la commune		
A.3.R.2 Organisation de 04 campagnes de sensibilisation sur la nécessité d'établir les actes de naissance avec souche aux enfants issus des parents vulnérables		Préparation des campagnes	1500	
		Tenue des campagnes de sensibilisation		
A1.R3 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation des jeunes sur les conséquences des grossesses précoces		Préparation des campagnes	800	
		Tenue des campagnes de sensibilisation		

	par an pendant 05 ans			
	A2.R3 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation sur la parenté responsable par an sur 05 ans	Préparation des campagnes	400	
		Tenue des campagnes de sensibilisation		
	A3.R.3 Réduction des conflits conjugaux	Soutien à l'action des assistants des affaires sociales	PM (Coût pris en compte dans le secteur de la femme et de la famille)	
TOTAL			106 200	

SECTEUR 15 : Promotion de la Femme et de la famille				
PROBLÈME REFORMULE : Faible épanouissement de la femme et de la famille dans la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources/méthodes de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'épanouissement de la femme et de la famille dans la commune de Baham			
Objectifs spécifiques	1-Augmenter le personnel à la délégation départementale du MINPROFF	Le nombre de nouveaux cadres	Rapports de DDPROFF Hauts-Plateaux (H-P)	
	2. Solliciter la création, la construction et l'équipement d'un Centre de Promotion de la Femme et de la Famille (CPFF) dans la commune en vue de l'accompagnement de la femme à son autonomisation	Le nombre de séances de formation	Rapports de DDPROFF (H-P)	
		Le nombre de femmes accompagnées dans le montage des requêtes de financement et dans la mise en œuvre des microprojets	Rapports de DDPROFF (H-P)	
		01 CPFF créé	Rapports de DDPROFF (H-P)	
		Le nombre de séances de sensibilisation des femmes sur leurs droits.	Rapports de DDPROFF (H-P)	
		Le nombre de réunions de sensibilisation sur les méfaits des violences faites aux femmes passe de 15 à au moins 40	Rapports de DDPROFF (H-P)	
	3. Contribuer à la gestion des conflits conjugaux, amener les couples vivant en union libre à légaliser leur union et	Le nombre de conflits conjugaux et familiaux résolus	- Rapports de DDPROFF H-P - Rapport à la	

faciliter l'accès à la citoyenneté des enfants		commune	
	Le nombre de séances de sensibilisation des femmes sur leurs droits passe de 10 à au moins 100 dans de la commune	- Rapports de DDPROFF H-P	
	Le nombre de réunions de sensibilisation sur les méfaits des violences faites aux femmes passe de 15 à au moins 40	- Rapports de DDPROFF H-P - Rapports communaux	
	Le nombre de mariages collectifs célébré	- Rapports de DDPROFF H-P	
	Le nombre de campagnes de sensibilisation sur la nécessité d'établir les actes de naissance avec souche aux enfants	- Rapports de DDPROFF H-P - Rapport à la commune	
R.1 De nouveaux cadres affectés à la délégation départementale du MINPROFF	03 cadres en service à la délégation départementale du MINPROFF	Rapports de DDPROFF (H-P)	
R.2 Un CPFF créé, construit et équipé et fonctionnel -Les femmes autonomisées	Le nombre de CPFF passe de 0 à 1	Rapports de DDPROFF (H-P)	
	Le nombre de séances de formation dans 10 secteurs porteurs passe de 0 à au moins 10 dans la commune	Rapports de DDPROFF (H-P)	
	Le nombre de femmes accompagnées dans le montage des requêtes de financement et dans la mise en œuvre des microprojets passe de 0 à 45 dans la commune	Rapports de DDPROFF (H-P)	
	Le nombre d'AGR nouvelles pratiquées passe de 3 à 7	Rapports de DDPROFF (H-P)	
R.3 Les confits conjugaux et le nombre de couples vivant en union libre réduits	Le nombre de conflits conjugaux et familiaux résolus passe de 12 à 100	Rapports de DDPROFF (H-P)	
	Le nombre de mariages collectifs célébrés passe de 10 à 50	Rapports de DDPROFF (H-P)	
	Le nombre de réunions de sensibilisation sur les méfaits des violences faites aux femmes passe de 0 à au moins 5 dans la commune	Rapports de DDPROFF (H-P)	
	Le nombre de campagnes de sensibilisation sur la nécessité d'établir les actes de naissance avec souche aux enfants passe de 0 à 40	Rapports de DDPROFF (H-P)	

Activités à mener		Tâches	Coûts X 1 000 FCFA	
A1.R.1 Affectation de 05 nouveaux cadres à la délégation départementale du MINPROFF	Constituer les dossiers de demande d'affectation de 05 cadres	30		
	Transmission des dossiers et suivi			
A.2.R.2 Création, construction et équipement d'un Centre de Promotion de la Femme et de la Famille (CPFF) dans la commune	Constitution des dossiers de création, de construction et d'équipement du CPFF aux autorités compétentes	200		
	Transmission des dossiers et suivi			
	Construction et équipement du CPFF de la commune de Baham	100 000		
A.3.R.2 Organisation de 05 campagnes annuelles de sensibilisation des femmes sur l'existence du MINPROFF et la nécessité de prendre part aux sessions de formation organisées par la DDPROFF à leur attention	Préparation de la campagne de sensibilisation	1500		
	Sensibilisation des femmes/organisations féminines			
A.4.R.2 Organisation d'au moins 5 séances de formation dans 5 secteurs porteurs dans la commune	Identification participative des Activités Génératrices de Revenus(AGR) à mener par les femmes.	1 000		
	Elaboration des TDR	3 000		
	Recrutement des formateurs			
	Formation des femmes aux AGR			
A5.R.2 Accompagnement de 45 femmes dans le montage de requêtes de financement et dans la mise en œuvre des microprojets.	Recrutement des formateurs	3 000		
	Formation des femmes aux AGR			
A.6.R.2 Etablissement d'un répertoire communal de filles-mères	Identification des filles-mères	1500		
	Constitution d'un répertoire des filles-mères			
A.1.R.3 Organisation d'au moins 90 séances de sensibilisation des femmes sur leurs droits dans les 16 villages de la commune	Préparation des séances de sensibilisation	1 600		
	Sensibilisation des femmes sur leurs droits			
A2.R.3 Organisation de 35 réunions de	Préparation des séances de sensibilisation	2 500		

	sensibilisation sur les méfaits des violences faites aux femmes de la commune	Sensibilisation des femmes sur les méfaits des violences faites aux femmes		
	A.3.R.3 Organisation de 40 campagnes de sensibilisation des populations et chefs de centre secondaires d'état civil sur les risques liés à l'établissement des faux actes de naissance	Préparation des séances de sensibilisation	2 000	
		Sensibilisation des populations et chefs de centre secondaires d'état civil sur la nécessité d'établir les actes de naissance des enfants avec souches		
	A.4.R.3 Organisation d'au moins 40 mariages collectifs	Sensibilisation des femmes sur les avantages de l'enregistrement des mariages par devant officier d'état civil	4 000	
		Célébration des mariages collectifs		
TOTAL			120130	

SECTEUR 16 : Jeunesse				
PROBLÈME REFORMULE : Faible épanouissement de la jeunesse de la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Contribuer à l'épanouissement de la jeunesse dans la commune.			
Objectifs spécifiques	1 Renforcer les infrastructures et les équipements dans les structures de la jeunesse	Le nombre de Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes (CMPJ) construit et équipé	Rapport à DDJEC-Hauts-Plateaux	
		Le nombre d'équipements en mobiliers mis à la disposition de la DAJEC	Rapport à DDJEC- H-P	
	2 Lutter contre les maux qui minent la jeunesse (Délinquance juvénile, grossesses précoces, incivisme, conflit intergénérationnel) et favoriser leur insertion socioprofessionnelle	Le nombre de tables- rondes, de réunions- interactives sur la délinquance juvénile	- Rapport à DDJEC- H-P - Documents communaux	
		Le nombre de sessions de formation organisé pour les jeunes	- Rapport à DDJEC- H-P - Documents communaux	
	Le nombre de projets socio-économiques portés par les jeunes et financés	- Rapport à DDJEC- H-P - Documents communaux		

		Le nombre des jeunes ayant accédé aux appuis	- Rapport à DDJEC- H-P - Documents communaux	
	3 Mener des actions visant à rendre fonctionnels les bureaux communal et départemental du Conseil National de la Jeunesse	Le nombre de bureaux communal et départemental du CNJC passe de 0 1 bureau communal et 1 bureau départemental opérationnel	- Rapport à DDJEC- H-P - Documents communaux	
Résultats	R.1Le CMPJ construit et équipé	Le nombre de CMPJ construit dans la commune passe de 0 à 1	- Rapport à DDJEC- H/P - Documents communaux	
	4.2 La DAJEC équipée	Le nombre d'équipements en mobiliers à la DAJEC et au CMPJ passe de 0 à au moins 10	- Rapport à DDJEC-H/P - Documents communaux	
	R.3 - Les maux qui minent la jeunesse réduits -L'insertion socioprofessionnelle facilitée	Le nombre des jeunes ayant accédé aux appuis passe de 45 à 100 dans la commune	- Rapport à DDJEC-H/P - Documents communaux	
	R.4 Les bureaux communal et départemental du Conseil National de la Jeunesse fonctionnels	Le nombre de projets socio-économiques portés par les jeunes de la commune de Baham financés passe de 45 à au moins 100	- Rapport à DDJEC- H-P - Documents communaux	
Activités à mener		Tâches	Coûts X 1000	
	A1.R.1. Sollicitation de la construction et de l'équipement du Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes (CMPJ)	Constitution des dossiers de demande de la construction et de l'équipement du Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes (CMPJ)	50 000	
		Transmission des dossiers et suivi		
		Construction du Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes (CMPJ)		
	Equipement du Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes (CMPJ)	25 000		
A2.R.1 Achèvement de la construction du centre multifonctionnel à compétence communale	Etudes de faisabilité en vue de la construction du Centre Multifonctionnel à Compétence Communale	PM (Coût pris en compte dans le cadre logique de l'institution communale)		
	Achèvement des travaux de construction			

	A.1.R.2 Sensibilisation des jeunes sur les opportunités qu'offrent les CMPJ	Organisation de 05 campagnes de sensibilisation sur les opportunités du CMPJ	500	
		Sensibilisation des jeunes		
	A.2.R2 Equipement en mobiliers de bureau la DAJEC	Obtention des pro formats	25 000	
		Achat du mobilier de bureau		
	A1.R.3 Organisation de 05 tables rondes sur ces fléaux qui minent la jeunesse (Délinquance juvénile, grossesses précoces, mésententes/divisions, incivisme, conflit intergénérationnel)	Préparation des tables rondes sur ces fléaux qui minent la jeunesse	500	
		Tables rondes		
	A2.R.3 Organisation des causeries éducatives sur les questions liées à la sexualité	Préparation des causeries éducatives	1 000	
		Causeries éducatives		
	A3.R.3 Organisation des jeunes en mouvements associatifs	Sensibilisation des jeunes sur les opportunités qu'offrent les mouvements associatifs	700	
		Organisation des jeunes en mouvements associatifs		
		Accompagnement de ces mouvements de jeunes à la légalisation		
		Recensement des mouvements associatifs des jeunes existants		
		Dynamisation des mouvements associatifs de jeunes existants		
	A4.R3 Organisation des campagnes d'informations sur les programmes d'appui existants	Préparation des campagnes d'informations	500	
		Campagnes d'informations sur les programmes d'appui existants		
	A5.R.3 Formation des groupes de jeunes sur la méthodologie de rédaction des requêtes de financement	Elaboration des TDR	5 000	
Recrutement du formateur				
Formation des jeunes				
A6.R.3 Sensibilisation des jeunes et de leurs parrains sur la nécessité de	Préparation de la campagne de sensibilisation	2 500		

	rembourser les appuis obtenus auprès du PAJER-U ceci afin de faciliter le financement d'autres projets de jeunes	Campagne de sensibilisation		
A7.R.3 Sensibilisation des jeunes sur l'importance de la formation professionnelle et information sur les secteurs porteurs		Préparation de la campagne de sensibilisation	PM (Coût pris en compte dans le secteur Emploi et formation)	
		Campagne de sensibilisation		
A8.R.3 Sollicitation de la création d'un centre de formation professionnelle public rapide		Constitution des dossiers en vue de la création d'un centre de formation professionnelle public rapide	PM (Coût pris en compte dans le secteur Emploi et formation)	
		Dépôt des dossiers et suivi		
A9.R.3 Création de 02 centres de formation professionnelle privée		Constitution des dossiers de demande de la création d'un centre de formation professionnelle public rapide	PM (Coût pris en compte dans le secteur Emploi et formation)	
		Dépôt des dossiers et suivi		
A10.R.3 Construction d'une ferme-école		Facilitation de la procédure d'obtention de l'agrément d'ouverture de 02 auto-écoles	PM (Coût pris en compte dans le secteur Emploi et formation)	
A11.R.3 Création de nouvelles aires de jeu		Etude de faisabilité en vue de la création de nouvelles aires de jeu	PM (Coût pris en compte dans le secteur Sport et éducation physique)	
		Création de nouvelles aires de jeu		
A1.R.4 Dynamisation des bureaux communal et départemental du Conseil National de la Jeunesse		Diagnostic de la situation des bureaux communal et départemental du CNJC	500	
		Dynamisation des bureaux communal et départemental du CNJC	300	
TOTAL			111 500	

SECTEUR 17 : Sport et Education Physique				
PROBLÈME REFORMULE : Difficultés à promouvoir le sport et l'éducation physique dans la commune de Baham.				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter la pratique du sport et de l'éducation physique dans la commune de Baham			
Objectifs spécifiques	1. Augmenter le personnel d'éducation physique et sportive de 18 dans les établissements secondaires publics de la commune	Le nombre de nouveaux enseignants d'éducation physique et sportive affectés	- Rapports du DDSEP- Hauts-Plateaux	
		Le nombre de salle de gymnastique et du sport de combat	- Rapports du DDSEP- H-P - Documents communaux	
		Le stade municipal et le complexe multi sport communal construits	- Rapports du DDSEP- H-P - Documents communaux	
	2. Renforcer les infrastructures et les équipements sportifs en vue de faciliter l'enseignement de l'éducation physique et sportive	Le nombre d'infrastructures et d'équipement de l'espace communal	- Rapports du DDSEP- H-P - Documents communaux	
	3. Organiser les sportifs en corps de métiers sportifs et susciter la pratique de nouvelles disciplines sportives dans la commune	Le nombre de corps de métiers sportifs constitué	- Rapports du DDSEP- H-P - Documents communaux	
Le nombre de nouvelles disciplines sportives pratiquées		Rapports du DDSEP- Hauts-Plateaux		
Résultats	R.1 Le personnel enseignant d'éducation physique et sportive a augmenté 10 dans les établissements scolaires de la commune	Le nombre d'enseignants d'éducation physique et sportive affectés est passé de 8 à 18 dans la commune	- Rapports du DDSEPH/P - Documents communaux	
	R.2 Les infrastructures et les équipements sportifs renforcés	Le stade municipal et le complexe multi sport communal construits	- Rapports du DDSEP H/P - Documents communaux	
		Le nombre de salle de gymnastique et du sport de combat passe de 0 à 1 dans la commune	- Rapports du DDSEPH/P - Documents communaux	
R.3 La pratique de nouvelles disciplines sportives vulgarisées dans la commune -Des corps de métiers sportifs créés	Le nombre de disciplines sportives pratiquées dans la commune passe de 4 à 9	- Rapports du DDSEPH/P - Documents communaux		
	Le nombre de corps de métiers sportifs dans la commune passe de 0 à 3	Rapports du DDSEP- Hauts-Plateaux		
Activités à mener		Tâches	Coûts X 1000 FCFA	

	A1.R.1 Affectation de 18 nouveaux enseignants d'éducation physique et sportive pour renforcer l'effectif en service dans les 07 établissements d'enseignement	Constitution des dossiers de demande d'affectation de 18 nouveaux enseignants Transmission des dossiers et suivi	PM (Coût pris en compte dans les secteurs Education de base et Enseignements secondaires)
	A.2.R.1 Formation de 05 cadres d'EPS (Auditeurs libres)	Formation de 05 cadres d'EPS (Auditeurs libres)	3000
	A.1.R.2 Construction et équipement d'une salle de gymnastique et du sport de combat.	Etudes de faisabilité en vue de la construction et de l'équipement d'une salle de gymnastique et du sport de combat. Construction et équipement d'une salle de gymnastique et du sport de combat	90 000
	A.2.R. 2Achèvement de la construction du stade municipal.	Etudes de faisabilité en vue de l'achèvement de la construction du stade municipal. Achèvement de la construction du stade municipal	PM (Coût pris en compte dans l'institution communale)
	A3.R.2Achèvement de la construction du complexe multi sport communal	Etudes de faisabilité en vue de l'achèvement de la construction du complexe multi sport communal. Achèvement de la construction du complexe multi sport communal	PM (Coût pris en compte dans l'institution communale)
	A.4.R.2 Aménagement des aires de jeux dans tous les établissements scolaires	Etudes de faisabilité en vue de l'aménagement des aires de jeu dans tous les établissements scolaires. Aménagement des aires de jeu	10 000
	A.5.R.2 Acquisition de nouveaux équipements sportifs	Obtention des pro formats Acquisition des équipements sportifs	10 000
	A.6.R.2 Construction et équipement de la DDSEP et la DASEP	Etudes de faisabilité en vue de la construction et de l'équipement de la DDSEP et la DASEP Construction et équipement de la DDSEP et la DASEP	100 000
	A.1.R.3 Vulgarisation de la pratique de 05 nouvelles disciplines (Tennis, arts	Constitution des dossiers de création des centres de formation spécialisés en	1 000

	martiaux,...) sportives	tennis, arts martiaux...		
		Transmission des dossiers et suivi		
	A2.R.3 Création de 03 corps de métiers sportifs dans la commune	Sensibilisation des sportifs sur l'importance de la constitution des corps de métiers sportifs	500	
		Constitution des corps de métiers sportifs		
TOTAL			214 500	

SECTEUR 18: Transport				
PROBLÈME REFORMULE : Difficulté de déplacement des personnes et d'évacuation des biens dans la commune de Baham				
	Logique d'intervention	Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter le déplacement des personnes et d'évacuation des biens dans la commune de Baham			
Objectifs spécifiques	Contribuer à l'amélioration des infrastructures routières et de transport	Le nombre de gares routières construites Le nombre de comité d'entretien routier	- Rapport du DDT - Rapports commune	
	2. Contribuer à la structuration des transporteurs, au renforcement de leurs capacités, à la réduction des tracasseries des forces de l'ordre et à la facilitation de la constitution des dossiers de transport public	Le nombre d'associations des moto-taximen légalisé Le nombre de nouveaux moto-taximen formé Les tracasseries issues des acteurs de la route réduit de moitié	- Rapport du DDT - Rapports commune	
Résultats	R.1 Les infrastructures routières et de transports améliorés	Le nombre de comités d'entretien routier dans la commune passe de 01 à 16	- Rapport DDT - Rapports commune	
		01 comité d'entretien routier est redynamisé à Medjo	- Rapport DDT - Rapports commune	
		Le nombre de gares routières passe de 01 à 02	- Rapport du DDT - Rapports commune	
	R.2.1 Les transporteurs organisés et structurés	Le nombre d'auto-école passe de 01 à 02	- Rapport DDT - Rapports commune	
		Le nombre de moto-taximen formé passe de 10 à au moins 100	- Rapport DDT - Rapports commune	
		Le nombre d'associations des moto-taximen légalisé passe de 0 à 1	- Rapport DDT - Rapports commune	
	A.1.R.2.2 Les tracasseries issues des	Les tracasseries issues des acteurs de la route	- Rapport DDT	

	acteurs de la route réduit	réduit de moitié	- Rapports commune	
Activités à mener		Tâches	Coût X 1000	
	A1.R.1 Construction de la gare routière de Baham	Achat du site de la construction	PM (Coût pris en compte dans l'institution communale)	
		Etudes de faisabilité en vue de la construction de la gare routière de Baham		
		Construction de la gare routière de Baham		
	A2.R.1. Aménagement et construction de la gare routière de Poumze	Etudes de faisabilité en vue de la construction et de l'aménagement de la gare routière de Poumze	50 000	
		Construction de la gare routière de Poumze		
	A1.R.2 .1 Recensement des transporteurs	Identification des transporteurs	1000	
		Etablissement du fichier/ répertoire des transporteurs		
	A2.R.2 .1 Organisation de 02 campagnes annuelles de sensibilisation des transporteurs sur l'importance de leur structuration	Préparation des campagnes	500	
		Campagnes de sensibilisation		
	A3.R.2.1 Regroupement des moto-taximen au sein d'une organisation	Sensibilisation des moto-taximen sur l'importance de leur structuration	500	
		Constitution d'une organisation		
		Légalisation de cette association des moto- taxi		
A4.R.2.1 Organisation des campagnes de sensibilisation des moto-taximen sur l'importance de l'obtention de permis de conduire	Préparation des campagnes	2 000		
	Campagnes de sensibilisation			
A5.R.2.2 Création d'une nouvelle auto-école	Constitution des dossiers en vue de la création d'une auto-école	500		
	Transmission des dossiers et suivi			
A6.R.2 .2 Organisation de 04 campagnes annuelles de sensibilisation des forces de maintien de l'ordre à plus de conscience professionnelle	Préparation des campagnes	1 000		
	Campagnes de sensibilisation			
A7.R.2 .2 Plaidoyer auprès des autorités administratives sur la facilitation de la constitution des dossiers de transport	Identification des autorités administratives détenteurs du pouvoir en matière de transport	1 000		
	Rencontre avec ces autorités administratives			
TOTAL			115 000	

SECTEUR 19 : Emploi et formation professionnelle				
PROBLÈME REFORMULE : Difficultés d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle dans la commune Baham				
Logique d'intervention		Indicateur(IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Promouvoir un environnement propice au développement du secteur privé et à la création des emplois décents			
Objectifs spécifiques	1. Créer les structures de formation professionnelle, et d'encadrement des jeunes aux métiers dans la commune de Baham	Le nombre de centres de formation professionnelle public rapide et professionnelle privé créés et fonctionnels	Rapport DDFOP-Hauts-Plateaux	
	2. Augmenter le nombre d'emplois stables de la commune de 50%.	Le nombre d'emplois directs et indirects dans la commune	Rapport DDFOP-Hauts-Plateaux	
	3. Porter à la connaissance des chercheurs d'emploi toutes les informations sur les opportunités d'emploi qui existent dans la commune.	L'étude sur les opportunités d'emploi dans la commune disponible La liste des projets et programmes de financement des projets disponible	- Rapport communaux - Rapport DDFOP-H-P Copie de la liste à la commune	
Résultats	R.1 Les structures de formation professionnelle, et d'encadrement des jeunes aux métiers créées dans la commune	Le nombre de centres de formation professionnelle publics créé et construit dans la commune	Rapport DDFOP-Hauts-Plateaux	
		Le nombre de centres de formation professionnelle privé créés et fonctionnels dans la commune passe de 1 à au moins 3	Rapport DDFOP-Hauts-Plateaux	
	R.2 Au moins 25% de la population active de Baham a accès à un emploi stable et décent dans la commune	Le nombre d'emplois directs et indirects dans la commune	Rapport DDFOP-Hauts-Plateaux	
	R.3 Les informations sur les opportunités d'emploi dans la commune contenues dans une base de données diffusées.	L'étude sur les opportunités d'emploi dans la commune disponible	- Rapport communaux - Rapport DDFOP-Hauts-Plateaux	
Activités à mener		Tâches	Coûts X 1000 FCFA	
	A.1.R.1Création, construction et équipement d'un centre de formation professionnelle public rapide dans la commune	Création du centre de formation professionnelle	120 000	
		Etude de faisabilité technique et environnementale		
		Exécution des travaux de construction		

		Suivi des travaux		
A.2.R.1 Organisation d'un atelier de réflexion de la situation de la SAR /SM		Elaboration des TDR	1 000	
		Recrutement du consultant		
		Tenu de l'atelier		
		Mise en œuvre des résolutions		1 000
A.3.R.1 Facilitation de l'octroi des agréments à au moins 02 centres de formation professionnelle privés		Sensibilisation des élites		
		Constitution des dossiers d'agrément		
		Octroi des agréments		
A.4.R.1 Construction d'une ferme-école		Etude de faisabilité technique et environnementale	70 000	
		Exécution des travaux de construction		
		Suivi des travaux		
A.1.R.2 Création des emplois directs et indirects dans la commune		Création des emplois stables		PM (voir les autres secteurs)
A.1.R.2 Signature des conventions de partenariats entre le FNE et les entreprises pour le placement des chercheurs d'emplois.		Négociation de partenariat	1000	
		Signature des conventions		
A.1.R.3 Réalisation d'une étude sur les opportunités d'emploi dans tous les secteurs		Elaboration des TDR	2 000	
		Recrutement du consultant		
		Réalisation de l'étude		
A.2.R.3 Diffusion des projets et programmes de financement des projets existants		-Confection des prospectus et affiches -Tenue des réunions d'information	2 000	
A.3.R.3 Organisation de 02 sessions de formation en renforcement des capacités des jeunes / des opérateurs économiques sur les thèmes : - Montage de projets, et recherche de financement -. Créations des activités génératrices de revenus et auto-emploi		Elaboration des TDR de la formation	2 000	
		Recrutement du consultant		
		Tenu des formations		
TOTAL			199 000	

SECTEUR 20: Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat				
PROBLÈME REFORMULE: Difficultés à développer les PME/PMI dans la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter la création et le développement des PME/PMI			
Objectifs spécifiques	1. Créer nouveaux établissements de promotion de PME/PMI et du secteur artisanal dans la commune.	-Le nombre de centre de formation aux métiers de l'artisanat/ de promotion d'appui et de suivi des PME/PMI -Le nombre de corps de métiers artisanaux	Rapport MINPMEESA Hauts-Plateaux	
	2. Appuyer techniquement et financièrement les jeunes de la commune	Le taux de jeunes ayant accès aux appuis techniques et financiers Une vitrine de promotion du secteur artisanal dans la commune est créée d'ici fin 2016	Rapports commune	
Résultats	R.1.1 Deux nouveaux établissements liés aux PME/PMI créés dans la commune.	Le nombre de centre de promotion d'appui et de suivi des PME/PMI créé dans la commune est passé de 0 à 1 en 2017	Rapport MINPMEESA Hauts-Plateaux	
	R.1.2 Une vitrine de promotion du secteur artisanal est créée dans la commune	Le nombre de vitrine de promotion du secteur artisanal dans la commune	Rapports commune	
	R.2.1 Le personnel et l'équipement de la DDMINPMEESA renforcés	Le nombre de personnel à la DDMINPMEESA passe de 04 à 07	Rapport MINPMEESA H-P	
	R.2.2 Les appuis techniques et financiers aux accordés aux jeunes de la commune	Le nombre de jeunes formés à la création et à la gestion des entreprises dans la commune est passé de 0 à 50	- Rapport MINPMEESA H-P - Rapports commune	
Activités à mener		Tâches	Coûts x 1000 Fcfa	
	A.1.R.1.1 Création, construction et équipement d'un centre de formation aux métiers de l'artisanat dans la commune.	Création du centre de formation professionnelle	30 000	
		Obtention du site		
		Etude de faisabilité technique et environnementale		
		Exécution des travaux de construction		
		Suivi des travaux		
	A.2.R.1.1 Création, construction et équipement d'un centre de promotion d'appui et de suivi des PME/PMI.	Création du centre de formation professionnelle	25 000	
		Obtention du site		
		Etude de faisabilité technique et environnementale		
		Exécution des travaux de construction		

		Suivi des travaux		
	. A.1.R 1.2 Création d'une vitrine de promotion du secteur artisanal	Elaboration des TDR	1 000	
		Recrutement du consultant		
		Création de la vitrine		
	A.2.R.1.2 Mise en place des sociétés coopératives par filières	Identification des filières partenaires dans les différents secteurs d'activités	1 000	
		Sensibilisation des potentiels membres		
		Constitution des dossiers		
		Création des sociétés coopératives		
	A.1.R.2.1 Affectation de 03 personnels à la DDMINPMEESA	Constitution des dossiers d'affectation de 03 personnels à la DDMINPMEESA et les soumettre aux autorités compétentes	200	
	A.2.R.2.1 Informatisation du bureau communal de l'artisanat/ DDMINPMEESA	Informatisation du bureau communal de l'artisanat/ DDMINPMEESA	1 000	
	A.1.R.2.2 Organisation d'un atelier de formation de 50 jeunes de la commune à la création et la gestion des PME/PMI	Elaboration des TDR	1 000	
		Recrutement du consultant		
		Tenue de l'atelier de formation		
	A.2.R.2.2 Création des réseaux de distribution entre producteurs et vendeurs.	Création des réseaux de distribution entre producteurs et vendeurs	500	
	A.3.R.2.2 Mise sur pied d'un mécanisme de recherche des partenaires financiers pour appuyer l'installation de 20 PME/PMI	Identification des partenaires financiers	2 000	
		Sensibilisation partenaires financiers		
		Mise sur pied du mécanisme de financement		
	. A.3.R.2.2 Organisation d' au moins 01 salon artisanal par an sur 5 ans dans la commune	Elaboration des TDR	5 000	
		Recrutement du consultant		
		Tenue du salon artisanal communal		
	A.3.R.2.2 Accompagnement des jeunes à la recherche des débouchés et à la création des points de vente des produits artisanaux	Identification des différents débouchés	2500	
		Information mise à la disposition des jeunes		
		Sensibilisation des jeunes à la création des points de vente des produits artisanaux		
TOTAL			69 200	

SECTEUR 21 : Recherche scientifique et innovations				
PROBLÈME REFORMULE : Difficultés d'accès aux résultats de la recherche scientifique et de l'innovation dans la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès aux résultats de la recherche scientifique et de l'innovation dans la commune de Baham			
Objectifs spécifiques	1 Augmenter le niveau d'intervention de la Cellule Régionale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (CRRI-Ouest) au sein des activités des communautés		Rapport MINRESI/CRRI-Ouest	
	2-Promouvoir les informations sur les innovations scientifiques et technologiques		Rapport MINRESI/CRRI-Ouest	
Résultats	R.1.1 l'utilisation du matériau local amélioré valorisé		- Le nombre d'unités de fabrication du matériau local amélioré dans la commune - L'utilisation des foyers améliorés effective	Rapport MINRESI/CRRI-Ouest
	R.1.2 La pharmacopée traditionnelle valorisée		Le nombre de jardins de plantes médicinales	Rapport MINRESI /CRRI-O
	R.1.3 Les semences et races améliorées accessibles		03 champs semenciers créés et mis en valeur	Rapport MINRESI/CRRI-Ouest
	R.2.Un système d'informations sur les innovations scientifiques et technologiques mis sur pied		Le nombre de centre communautaire de documentation et d'informations sur les innovations scientifiques et technologiques fonctionnel	Rapport MINRESI/CRRI-Ouest
			Le nombre de ménages utilisant les foyers améliorés passe de 15 à au moins 100	Rapport MINRESI/CRRI-Ouest
Activités à mener		Tâches	Coût X 1000	
	A.1.R.1.1 Organisation d'une journée de sensibilisation des populations par an sur la vulgarisation du matériau local amélioré	Elaboration des TDR de la journée	1 000	
		Recrutement du consultant		
		Sensibilisation sur la vulgarisation du matériau local amélioré (Journée porte ouverte)		
	A.2 R.1.1 Construction d'une unité de fabrication du matériau local amélioré	Acquisition du site	10 000	
		Etude de faisabilité technique et environnementale		
		Exécution des travaux de construction		

		Suivi des travaux		
A.3 .R.1.1	Organisation de 02 sessions de formation sur l'utilisation des foyers améliorés	Identification des potentiels participants,	2000	
		Recrutement du consultant		
		Organisation de la formation		
A.1. R.1.2	Etablissement d'un répertoire de phytothérapeutes	Identification des phytothérapeutes	500	
		Confection du répertoire de phytothérapeutes		
A.2.R.1.2	Création de 02 jardins des plantes médicinales	Identification des sites de production	2500	
		labour, semis entretien, récolte et suivi des activités		
A.1.R.1.3	Organisation de 02 ateliers de formation des organisations paysannes sur la multiplication des semences	Identification des organisations paysannes	2 000	
		Recrutement du consultant		
		Organisation de la formation		
A.2.R.1.3	Création de 03 champs semenciers	Identification des sites de production	20 000	
		labour, semis entretien, récolte et suivi des activités		
A.1.R.2.	Renforcement du partenariat avec la MIPROMALO	Programmation des rencontres trimestrielles	500	
A.2.R.2	Création et construction d'un centre communautaire de documentation (centre de distribution des semences et races améliorées) et d'informations sur les innovations scientifiques et technologiques	Acquisition du site	15 000	
		Etude de faisabilité technique et environnementale		
		Exécution des travaux de construction		
		Suivi des travaux		
TOTAL			53 500	

SECTEUR 22 : Tourisme et Loisirs				
PROBLÈME REFORMULE : Difficultés à promouvoir un tourisme rentable et durable dans la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Promouvoir un tourisme rentable et durable dans la commune de Baham			
Objectifs spécifiques	1. Faciliter la viabilisation des sites et potentialités touristiques importants de la commune de Baham en vue de leur vulgarisation	Le nombre de sites touristiques aménagés	- Rapports DRTOUL - Rapports de la commune	
		Le répertoire des sites touristiques de la commune disponible	- Rapports DRTOUL - Rapports de la commune	

		Le nombre de voies d'accès aménagées pour désenclaver les sites	- Rapports DRTOUL - Rapports de la commune		
	2. Contribuer au renforcement des infrastructures de loisir, à l'amélioration de l'offre de service dans les structures d'hébergement	Le nombre d'infrastructures de loisir	- Rapports DRTOUL		
		La qualité de service offerte	- Rapports DRTOUL		
		Le nombre de réunions de sensibilisation des acteurs organisé	- Rapports DRTOUL - Rapports de la commune		
		Le nombre d'acteurs du tourisme identifié	- Rapports DRTOUL - Rapports de la commune		
Résultats	R.1.Les sites touristiques et potentialités situés sur le territoire communal vulgarisés	Le nombre de sites touristiques aménagés passe de 0 à 07 en d'ici 2025	- Rapports DRTOUL - Rapports de la commune		
		Le répertoire des sites touristiques de la commune est disponible en 2015	- Rapports DRTOUL - Rapports de la commune		
		Le nombre d'office du tourisme passe de 0 à 1 d'ici fin 2016	- Rapports DRTOUL- - Comptes administratifs de la commune		
		Le nombre de sites touristiques aménagés dans la commune passe de 0 à 7	- Répertoire touristique de la commune - Rapports DRTOUL- -		
	R.2.1. L'offre de service des structures d'hébergement améliorée	Le nombre de structures de loisir dans la commune passe de 04 à 10	- Rapports DRTOUL-		
		La qualité de service offerte par les structures d'hébergement passe de médiocre à bonne	- Rapports DRTOUL - Rapports de la commune		
	R.2.2 Une synergie d'action entre les acteurs du secteur touristique mise en place dans la commune.	Le nombre de plate forme des acteurs impliqués dans le secteur touristique mise sur pied passe de 0 à 1	Rapports DRTOUL-		
		Le nombre de réunions de sensibilisation des acteurs organisé passe de 0 à 7 par an pendant 7 ans	- Rapports DRTOUL - Rapports de la commune		
	Activités à mener		Tâches	Coûts X 1 000 FCFA	
		A1.R.1 Recensement des sites et potentialités touristiques existants	Identification des sites et potentialités touristiques existants		700

		Etablissement d'un répertoire des sites		
A2.R.1 Création et construction d'un office du tourisme		Rapprochement de la commune de Dschang pour s'enquérir de leur expérience en matière de création d'un office de tourisme	20 000	
		Rapprochement de la DDTOUL		
		Constitution des dossiers en vue de la création d'un office du tourisme à Baham		
		Transmission des dossiers et suivi		
		Construction de l'office du tourisme		
A3.R.1 Recyclage des guides touristiques		Elaboration des TDR	600	
		Recrutement d'un formateur		
		Recyclage des guides touristiques		
A4.R.1 Organisation de 05 campagnes de sensibilisation des populations sur les opportunités du tourisme		Préparation des campagnes	600	
		Campagnes de sensibilisation		
A5.R.1 Organisation de 02 salons de tourisme au niveau communal		Préparation des salons	5 000	
		Tenue des salons		
A6.R.1 Entretien des voies d'accès existantes		Etudes de faisabilité en vue de l'entretien des routes desservant les sites touristiques	PM (Coût pris en compte dans le secteur des travaux publics)	
		Entretien des routes desservant les sites touristiques		
A7.R.1 Ouverture de nouvelles voies d'accès aux sites touristiques		Etudes de faisabilité en vue de l'ouverture de nouvelles routes devant desservir les sites touristiques	PM (Coût pris en compte dans le secteur des travaux publics)	
		Ouverture de nouvelles routes devant desservir les sites touristiques		
A.8.R.1 Aménagement des sites touristiques		Etudes de faisabilité en vue de l'aménagement des sites touristiques	300 000	
		Aménagement des sites touristiques		
A.9.R.1 Entretien du monument de « trois statues » de Kenmali		Etudes de faisabilité en vue de l'entretien du monument de Kenmali	2 000	
		Entretien du monument de Kenmali		
A10.R.1 Amélioration de l'hôtellerie existante		Recyclage/ formation du personnel	50 000	
		Amélioration des infrastructures		
A11.R.1 Réhabilitation du patrimoine bâti :		Etudes de faisabilité	25 000	

	architecture traditionnelle des chefferies, décoration des façades extérieures en matériaux locaux (paille, bambou, piliers sculptés...)	Réhabilitation du patrimoine bâti		
	A.12.R.1 Création d'un espace d'exposition temporaire au musée.	Etudes de faisabilité	1 000	
		Création d'un espace d'exposition temporaire au musée.		
	A1.R.2 Construction de 02 nouvelles structures de loisir	Etudes de faisabilité en vue de la construction de deux structures de loisir	50 000	
		Construction de deux structures de loisir		
	A2.R.2.1 Organisation d'un camp de jeunes et d'une colonie de vacances par an sur 5 ans	Préparation des camps	5 000	
		Tenue des camps		
	A3.R.2.1 Dotation des structures d'hébergement de groupes électrogènes	Obtention des pro formats	3 000	
		Achat des groupes électrogènes		
	A4.R.2.1 Construction des points d'eau dans les structures d'hébergement	Etudes de faisabilité en vue de la construction des forages/puits dans les structures d'hébergement de la commune de Baham	PM (Pris en compte dans le secteur Eau et Energie)	
		Construction des forages dans les structures d'hébergement de la commune de Baham		
	A5.R.2.1 Identification des acteurs du tourisme au niveau communal	Identification des acteurs du tourisme	1 000	
		Constitution d'un fichier des acteurs du tourisme		
	A1.R.2.2 Organisation de 03 réunions de sensibilisation des acteurs du secteur touristique sur l'importance de la création d'une plate forme de concertation entre les acteurs du secteur touristique	Préparation des réunions de sensibilisation	1 500	
		Réunions de sensibilisation		
		Création d'une plate forme de concertation		
TOTAL			465 400	

SECTEUR 23 : Arts et Culture				
PROBLÈME REFORMULE : Difficultés à promouvoir les valeurs culturelles de la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement vérifiable (IOV)	Source de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter la promotion des valeurs culturelles de la commune de Baham			
Objectifs spécifiques	1. Contribuer à la création de nouveaux espaces de valorisation et de vulgarisation du patrimoine culturel de la commune de Baham	Le nombre d'espace culturel disponible	Rapports DRAC-OUEST	
	2. Contribuer à l'établissement d'un inventaire du patrimoine culturel et sa préservation dans la commune de Baham	Le fichier du patrimoine socioculturel disponible	Rapports DRAC-OUEST	
	3. Promouvoir et valoriser le patrimoine culturel de la commune de Baham	Le nombre de campagnes de sensibilisation organisé en faveur des populations.	Rapports DRAC-OUEST	
Résultats	R.1 De nouveaux espaces de valorisation du patrimoine culturel de la commune créés	Le nombre de musées d'art et de la culture construits dans la commune passe de 1 à 5	Rapports DRAC-OUEST	
		Le nombre de foyers communautaires dans la commune passe de 05 à 16	Rapports DRAC-OUEST	
		Le répertoire des objets d'art et documents historiques est disponible	Rapports DRAC-OUEST	
	R.2 Le patrimoine culturel de la commune de Baham inventorié et préservé	Le nombre d'ateliers de formation sur la recherche des débouchés dans la commune passe de 0 à 3 par an en 05 ans	Rapports DRAC-OUEST	
	R.3 Le patrimoine culturel de commune de Baham Promu et valorisé	Le nombre de séminaires de formation organisé sur les recettes culinaires traditionnelles passe de 0 à 03 par an	Rapports DRAC-OUEST	
Activités à mener		Tâches	Coût X 1000	
	A1.R.1 Achèvement de la construction des foyers (Demgo, Boukue ,Banka,Chengne)	Etudes de faisabilité en vue de l'achèvement de la construction des foyers (Demgo, Boukue ,Banka,Chengne)	60 000	
		Construction des foyers (Demgo, Boukue ,Banka,Chengne)		
	A2.R.1 Construction de nouveaux foyers culturels à Baho, Baghom, Bapi, Ngougoua, Pougze, Kaffo,Batoussouo)	Etudes de faisabilité en vue de la construction de nouveaux foyers culturels à Baho, Baghom, Bapi, Ngougoua, Pougze, Kaffo,Batoussouo)	250 000	
		Construction de nouveaux foyers culturels à Baho, Baghom, Bapi, Ngougoua, Pougze,		

		Kaffo,Batossouo)		
A3.R.1 Construction et équipement de 04 nouveaux musées d'art et de la culture (à raison d'un par espace)	Etudes de faisabilité en vue de la construction et l'équipement de 04 musées d'art et de la culture		80 000	
	Construction et équipement de 04 musées d'art et de la culture			
A1.R.2 Recensement et collecte des objets d'art et documents historiques	Identification et collecte des objets d'arts et documents historiques		10 000	
	Etablissement d'un répertoire des objets d'arts et documents historiques			
A2.R.2 Etiquetage des objets d'art de la commune	Attribution d'un code à chaque objet d'art		5000	
A3.R.2 Organisation des campagnes de sensibilisation sur les risques liés au vol et à l'abandon des objets traditionnels	Préparation des campagnes			
	Campagnes de sensibilisation			
A4.R.2 Etablissement d'un repertoire des différentes danses traditionnelles	Identification des différentes danses traditionnelles		1 000	
	Etablissement d'un fichier/répertoire des danses traditionnelles			
	Légalisation de 54 associations/groupes de danses traditionnelles		200	
A1.R.3 Organisation des journées culturelles	Préparation des journées culturelles		2 000	
	Journées culturelles			
A2.R.3 Organisation des festivals socio culturels	Préparation des festivals socioculturels		3 000	
	Festivals socioculturels			
A3.R.3 Organisation des séminaires de formation sur les recettes culinaires traditionnelles	Elaboration des TDR		2 000	
	Recrutement du formateur/consultant			
	Formation sur les recettes culinaires			
A4.R.3 Organisation des campagnes de sensibilisation des populations sur l'influence des médias sur les valeurs traditionnelles	Préparation des campagnes		1 000	
	Campagnes de sensibilisation			
A5.R.3 Organisation des journées d'apprentissage de la langue locale	Elaboration des TDR		3 000	
	Recrutement des formateurs			
	Journées d'apprentissage de la langue vernaculaire			
TOTAL			417 200	

SECTEUR 24: Industrie, Mines et Développement Technologique				
PROBLÈME REFORMULE : Difficulté d'exploitation minière dans la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'exploitation minière à Baham			
Objectifs spécifiques	1. Faire la prospection totale minière du sous-sol de la commune de Baham	Le potentiel total minier du territoire communal Le nombre de sites d'exploitation minière sécurisés d'ici 2015	Rapport DDINDT-Hauts-Plateaux	
	2. vulgariser de la réglementation minière.	Le nombre de sessions de formation des artisans miniers sur la réglementation minière	Rapport DDINDT-Hauts-Plateaux	
	.3. Faciliter la mise en place des petites unités de transformation et de production	Le nombre de petites unités de transformation et de production passe de 0 à 2 d'ici 2035	Rapport DD INDT-Hauts-Plateaux	
Résultats	R.1. La prospection minière d sous-sol de la commune est faite	Le potentiel total minier du territoire communal est connu	- Rapport DDINDT-HP - Fichier de contribuables de la commune	
	R.2.1 Les capacités des artisans miniers de la commune renforcées sur la réglementation minière	Le nombre de sessions de formation des artisans miniers sur la réglementation minière est passé de 0 à 03 par an pendant 05 ans	Rapport DDINDT-Hauts-Plateaux	
	R.2.2 Une synergie entre les acteurs impliqués dans le secteur minier créée	Le nombre de plates formes des acteurs impliqués du secteur minier est passé de 0 à 1 d'ici 2020	Rapport DDINDT-Hauts-Plateaux	
	R.3 La mise en place des petites unités de transformation de production facilitée	Le rapport des études disponible Le nombre d'innovateurs de la commune mise en place d'ici 2035	Rapport DDINDT-Hauts-Plateaux	
Activités à mener		Tâches	Cout X 1000 FCFA	Conditions de réalisation
	A.1.R.1 Prospection du sous-sol de la commune de Baham	Identification des sites de prospection minière	100 000	
		Sécurisation des sites de prospection minière de la commune		
		Etudes		
	A.1.R.2 .1 Etablissement d'un répertoire des exploitants /artisans miniers de la commune	Identification des exploitants miniers	500	
		Confection du répertoire des artisans miniers par type d'exploitation		

A.2.R.2.1 Organisation d'une session de formation par an à l'intention des artisans miniers de la commune sur 03 ans	Elaboration des TDR de la formation	1 000	
	Recrutement du consultant		
	Organisation de la formation		
A.2.R.2.1 Sensibilisation des acteurs du secteur minier sur la nécessité de la création d'une plate forme de concertation (Exploitants miniers / commune/ sectoriel)	Organisation d'un atelier	2 000	
	Tenu de l'atelier		
	Mise sur pied de la plate forme		
A.1.R.3 Aménagement de l'accès au site de la carrière de gravier de Ngougoua	Aménagement de l'accès au site de la carrière de gravier de Ngougoua	PM pris en compte dans le secteur Travaux Public)	
A.2.R.3 Construction d' 01 unité de transformation et de production de pierres ornementales à Ngougoua	Acquisition du site	100 000	
	Etude de faisabilité technique et environnementale		
	Exécution des travaux de construction		
	Suivi des travaux		
A.3.R.3 Mise sur pied de 02 unités de concassage de pierres industrielles à Chengne et Kaffo	Etude de faisabilité technique et environnementale	80 000	
	Recherche d'investisseurs		
	installation de l'unité de concassage de pierres		
TOTAL		283 500	

SECTEUR 25 : Commerce

PROBLÈME REFORMULE : Faible niveau d'organisation du commerce dans la commune de Baham

Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'organisation de l'activité commerciale dans la commune			
Objectifs spécifiques	1. Contribuer à l'amélioration qualitative et quantitative des infrastructures et équipements des marchés	Le nombre de marché créés et aménagés	- Rapport DDCOMMERCE - Sommier de bâtiments communaux	
	2. Encourager la collaboration entre la commune et les commerçants de l'espace communal en vue d'accroître	- Le montant des recettes communales issues du secteur commercial - Le nombre de campagnes de sensibilisation	Fichier de contribuables de la commune	

	les recettes au niveau communal	des commerçants organisé	Rapport DDCOMMERCE	
Résultats	R.1.1 Les infrastructures et les équipements marchands améliorés qualitativement et quantitativement	Le nombre de nouvelles infrastructures / équipements marchands aménagés par an	Rapport DDCOMMERCE	
	R.1.2 un mécanisme de gestion des marchés mis en place	- Le niveau d'organisation dans les marchés - Une association de commerçants de l'espace de la commune est légalisée et fonctionnelle	Rapport DDCOMMERCE	
	R.2.1 Le revenu annuel des commerçants s'est amélioré	Le revenu moyen des commerçants est passé de X % à Y %	Rapport DDCOMMERCE	
	R.2.2. La part des recettes communales issue du secteur commercial	Le montant des recettes communales issues du secteur commercial	Rapport DDCOMMERCE	
Activités à mener		Tâches	Coûts X1000	Conditions de réalisation
A.1.R.1.1 Construction d'un point d'eau dans les marchés de Banka, Poumze, Hiala	Etudes de faisabilité technique et environnementale	PM (Coût pris en compte dans le secteur Eau et Energie)		
	Exécution des travaux			
	Suivi des travaux			
A.2.R.1.1 Construction de 04 blocs de 02 latrines à fosses ventilées chacun dans les marchés de Banka, Poumze, Hiala et de l'espace urbain	Etudes de faisabilité	PM (Coût pris en compte dans le secteur Eau et Energie)		
	Exécution des travaux de réhabilitation			
	Suivi des travaux			
A.3.R.1.1 Construction d'un hangar de 30 comptoirs dans chacun des marchés de Banka, Poumze, Hiala	Etudes de faisabilité	45 000		
	Exécution des travaux de réhabilitation			
	Suivi des travaux			
A.4.R.1.1 Construction de la chambre froide du marché de l'espace urbain	Etudes de faisabilité	PM (Coût pris en compte dans le secteur de l'élevage)		
	Exécution des travaux de réhabilitation			
	Suivi des travaux			
A.5.R.1.1 Réhabilitation des toilettes du marché de l'espace urbain	Etudes de faisabilité	PM (Coût pris en compte dans l'institution communale)		
	Exécution des travaux de réhabilitation			
	Suivi des travaux			
A.6.R.1.1 Construction de 02 marchés périodiques (Lagweu, Medjo)	Etudes de faisabilité technique et environnementale	40 000		

		Exécution des travaux de réhabilitation		
		Suivi des travaux		
		Plaidoyer auprès des opérateurs économiques	500	
		Ouverture d'un magasin		
A.1.R.1.2	Création d'un comité de gestion des marchés de Banka, Poumze, Hiala	Sensibilisation des commerçants	3 000	
		Désignation des membres du comité		
A.2.R.1.2	Formation et déploiement du personnel communal supplémentaire dans le marché de l'espace urbain	Formation du personnel communal		PM (Coût pris en compte dans l'institution communale)
		Redéploiement du personnel formé		
A.3.R.1.2	Organisation du marché central de Baham en secteurs d'activités	Sensibilisation des commerçants du marché central	200	
		Réorganisation du marché central de Baham en secteur d'activité		
A.1.R. 2.1	Etablissement d'un répertoire communal de commerçants	Achat d'un registre	500	
		Identification des commerçants		
		Etablissement du répertoire		
A.2.R. 2.	Organisation de 02 campagnes de sensibilisation des commerçants par an sur l'importance de leur structuration	sensibilisation des commerçants sur l'importance de leur structuration	1 500	
A.4.R. 2.1	Accompagnement des commerçants à la légalisation de leur association	sensibilisation des commerçants	1 000	
		Constitution et dépôt des dossiers		
		Suivi du dossier de légalisation		
A.1.R.2.2	Mise en place d'une plate forme d'échange et de communication entre la commune et les commerçants de l'espace urbain	sensibilisation des commerçants	500	
		Organisation des échanges		
		Mise en place de la plate forme	800	
A.2.R.2.2	Organisation des commerçants par type d'activités	Réunion avec les commerçants	2 000	
		Organisation les commerçants par type d'activités		
TOTAL			95 000	

SECTEUR 26: Poste et Télécommunication

PROBLÈME REFORMULE : Difficultés d'accès au réseau de poste et télécommunication dans la commune de Baham

Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources / méthodes vérification	Hypothèse
Objectif global	Améliorer l'accès au réseau de poste et télécommunication de la commune.			
Objectifs spécifiques	1. Favoriser la couverture de l'espace communal par les réseaux de téléphonie mobile Orange, MTN, CAMTEL, NEXTTEL.	Le taux de couverture des émetteurs des réseaux de téléphonie mobile	Rapports de DR MINPOSTEL	
	2. Renforcer l'offre des services postaux dans la commune	Le nombre de nouvelles structures postales	Rapports de DR MINPOSTEL	
Résultats	R.1. L'espace communal couverte par les réseaux de téléphonie mobile Orange, MTN et CAMTEL, NEXTTEL.	Le nombre de pylônes de télécommunication passe de 2 à 3 dans la commune	Rapports de DR/MINPOSTEL	
	R.2. 1 L'offre des services postaux dans la commune renforcée	Le nombre de télécentre communautaire polyvalent passe de 0 à 1	Rapports de DR MINPOSTEL	
	R.2.2 Les capacités opérationnelles du personnel au service de poste au sein de la commune renforcées	Le nombre de personnel de poste passe de 1 à 3 dans la commune	Rapports de DR MINPOSTEL	
Activités à mener		Tâches	Coût x 1000 FCFA	Conditions de réalisation
	A.1.R.1 Installation d'01 pylône de télécommunication par un des opérateurs de téléphonie mobile dans la commune	Rencontre des opérateurs de téléphonie mobile	50 000	
		Suivi des résolutions		
		Installation d' 01 pylône de télécommunication		
	A.2.R.1 Renforcement de la puissance des émetteurs CTPHONE	Rédaction de la demande	100	
		Suivi de la demande		
		Renforcement de la puissance des émetteurs		
	A.3.R.1 Renforcement des Base Station Transmitter (BTS) soit à Batié, soit à Bangou, soit à Bandjoun	Etudes de faisabilité	5 000	
		Renforcement de la BTS (Batié, Bangou, Bandjoun)		
	A.1.R.2.1 Création et construction d'un télécentre communautaire polyvalent à (Kaffo ou Chengne)	Sollicitation de la création d'01 télécentre communautaire	72 000	
		Construction du télécentre communautaire polyvalent		

		(Kaffo ou Chengne)		
		Equipement du télécentre communautaire polyvalent (Kaffo ou Chengne)		
	A.2.R.2.1 Ouverture d'un point poste CAMPOST et d'une messagerie au centre commercial de Baham	Composition du dossier de demande d'ouverture	1 000	
		Suivi du dossier		
		Ouverture du point poste CAMPOST et la messagerie		
	A.3.R.2.1 Organisation de 02 journées portes ouvertes sur les services offerts par la poste.	Elaboration des TDR	3 000	
		Recrutement du consultant		
		Organisation des journées portes ouvertes		
	A.4.R.2.1 Création d'une messagerie privée	création d'une messagerie privée	500	A condition qu'il y ait une agence de transport en commun à Baham
	A.5. 2.1 Création d'un centre multimédia dans la commune avec accès internet et un roteur 3G.	Création d'un centre multimédia commune	10 000	
	A.1.R.2.2 Affectation du personnel dans le centre postal de Baham	Composition d'un dossier de demande d'affectation d'01 personnel au centre postal de Baham	50	
		Suivi du dossier		
		Affectation de l'agent		
TOTAL			141 250	

SECTEUR 27 : Travail et Sécurité Sociale

PROBLÈME REFORMULE : Difficultés d'accès au travail et à la sécurité sociale dans la commune de Baham

Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources/méthodes vérification	Hypothèse
Objectif global	Améliorer les conditions de travailleurs et faciliter l'accès de ceux –ci à la sécurité sociale dans la commune de Baham			
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'accès des travailleurs et ex-employés de la commune aux prestations de la CNPS (paiement des pensions retraites, allocations familiales et indemnités, etc.) et l'installation des structures de protection sociale dans l'espace communal	Le nombre d'employés de la commune jouissant des prestations CNPS	- Rapports commune - Rapports DRTSS	
		Le nombre d'ex-employés de la commune jouissant des prestations CNPS	- Rapports DRTSS - Documents communaux	
		Le nombre de mutuelles de santé	- Rapports DRTSS - Documents communaux	
	2. Vulgariser la procédure d'immatriculation CNPS et toute la réglementation en matière de sécurité sociale au Cameroun	Le nombre de campagnes de sensibilisation sur l'importance de la protection sociale	- Documents communaux	
		Le pourcentage de travailleurs connaissant les procédures d'inscription au registre de protection sociale	- Rapports commune - Rapports DRTSS	
		Le nombre de session de formation pour les travailleurs sur la procédure d'immatriculation à la CNPS	- Rapports commune - Rapports DRTSS	
Résultats	R.1.1-L'accès des travailleurs et ex-employés de la commune aux prestations de la CNPS facilité	100 % de travailleurs de la commune bénéficient des prestations CNPS	- Rapports DRTSS - Documents communaux	
		100 % d'ex- travailleurs de la commune bénéficient des prestations CNPS	- Rapports DRTSS - Documents communaux	
	R.1.2 Les structures de protection sociale installées dans l'espace communal	01 mutuelle de santé par aire de santé créée	Rapports DRTSS	
	R.2 La procédure d'immatriculation CNPS largement diffusée dans la commune -Toute la réglementation en matière de sécurité sociale connue par les travailleurs	Les campagnes de sensibilisation sur l'importance de la protection sociale passent de 0 à 2	Documents communaux	
		Les campagnes de sensibilisation sur l'assurance volontaire à la CNPS passent de 0 à 2 par an	Documents communaux	

		Le nombre de sessions de formation des travailleurs sur la procédure d'immatriculation CNPS passe de 0 à 3 par an	Documents communaux	
		Le nombre de sessions de formation des travailleurs sur la législation du travail au Cameroun passe de 0 à 3 par an	Documents communaux	
		Le nombre de campagnes de sensibilisation	Rapports DRTSS	
Activités à mener		Tâches	Coûts x 1000 FCFA	
	A1.R.1.1 Plaidoyer auprès de la CNPS pour l'apurement des allocations familiales et de retraite des employés et ex-employés de la commune	Identification des détenteurs du pouvoir décisionnel à la CNPS	PM (Coût pris en compte dans l'institution communale)	
		Rencontre avec détenteurs de pouvoir		
	A2.R.1.1 Plaidoyer auprès de la CNPS pour une accélération des procédures de paiement des pensions retraite	Identification des détenteurs du pouvoir décisionnel à la CNPS	300	
		Rencontre avec ces détenteurs de pouvoir		
	A1.R.1 .2 Sensibilisation des élites et des leaders de communautés à créer et à suivre le fonctionnement une mutuelle de santé dans chaque aire de santé	Préparation de la campagne de sensibilisation	PM (Coût pris en compte dans le secteur de la santé)	
		Campagne de sensibilisation		
		Création des mutuelles de santé dans chaque aire de santé		
		Suivi de ces mutuelles de santé		
	A.2.R.1 Organisation des campagnes de sensibilisation des populations de la commune de Baham sur l'importance de la souscription d'une police d'assurance individuelle, associative, familiale ou professionnelle auprès d'une société d'assurance	Préparation des campagnes	2 000	
		Campagnes de sensibilisation		
	A1.R.2 Organisation d'1 campagne de sensibilisation sur l'importance de la protection sociale par an et pendant 2 ans.	Préparation des campagnes	5 000	
		Campagnes de sensibilisation		
	A2.R.2 Organisation d'au moins 03 sessions de formation des travailleurs sur la procédure d'immatriculation CNPS et la législation du travail en	Elaboration des TDR	3 000	
		Recrutement du formateur		
		Formation		

général.			
TOTAL		10 300	

SECTEUR 28 : Communication				
PROBLÈME REFORMULE : Difficultés d'accès à l'information et à la communication de masse dans la commune de Baham				
Logique d'intervention		Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Améliorer l'accès à l'information et à la communication de masse			
Objectifs spécifiques	1. Favoriser la couverture de l'espace communal par les signaux de communication dans la commune	Le nombre de pylône de communication dans la commune	Rapports de DDCOM H-P	
	2. Accroître l'accès à l'information et à l'éducation de masse dans la commune	Le nombre de radio communautaire fonctionnelle dans la commune	Rapports de DDCOM H-P	
		Le nombre de kiosques à journaux dans la commune	Rapports de la commune	
		Une cellule de communication communale fonctionnelle	Rapports de la commune	
	3. Augmenter l'effectif du personnel à la DDCOM de 1 à 3	Le nombre de cadre en service à la DDCOM	Rapports de DDCOM H-P	
	R.1 L'espace communal couvert par les signaux de communication dans la commune	Le nombre de pylônes de communication dans la commune de 2 à au moins 3 dans la commune	Rapports de DDCOM H-P	
	R.2. L'accès à l'information et à l'éducation de masse accru dans la commune	Le nombre de radio communautaire fonctionnelle dans la commune passe de 0 à 1 dans la commune	Rapports de DDCOM H-P	
		Le nombre de kiosques à journaux passe de 1 à 3 dans la commune	Documents communaux	
		Une cellule de communication communale fonctionnelle	Documents communaux	
R.3 L'effectif du personnel à la DDCOM de 1 à 3 a augmenté de 01 à 03	Le personnel de la DDCOM passe de 1 à 3	Rapports de DDCOM H-P		
Activités à mener		Tâches	Coûts X 1000 Fcfa	Conditions

			de réalisation
A.1.R.1 Installation d' 01 pylône de télécommunication par un des opérateurs de téléphonie mobile dans la commune	Rencontre des opérateurs de téléphonie mobile	PM (Pris en compte dans le secteur poste et télécommunication)	
	Suivi des résolutions		
	Installation de 01 pylône de télécommunication		
A.1.R.2 Plaidoyer auprès des élites en vue de rendre fonctionnelle la radio communautaire	plaidoyer auprès des élites en vue de rendre fonctionnelle la radio communautaire dans la commune	1 000	
A.2.R.2 Création de 02 kiosques à journaux	Prise de contact avec MESSAPRESSE	3 000	
	Création de Kiosques		
A.3.R.2 Dotation des bibliothèques existantes en livres et divers parutions	Rédaction de la demande d'obtention de livre auprès de la diaspora/Elites	1 000	
	Suivi de la demande		
	Acquisition des livres et divers parutions		
A.4.R.2 Création d'une cellule de communication communale	Création de la cellule de communication communale	PM (Coût pris en compte dans le l'institutioncommunale)	
A.5 .R.2 Recherche des partenariats avec des organismes nationaux et internationaux	Choix des potentiels partenaires et définition des termes du partenariat	PM (Coût pris en compte dans le secteur l'institution communale)	
	Elaboration des demandes du partenariat		
	Transmission et suivi des demandes		
	Signature des conventions de partenariat		
A.6.R.2 Création d'un journal mural communal et d'un journal d'informations sur les activités de la commune	Constitution de l'équipe d'animation du journal	PM (Coût pris en compte dans l'institution communale)	
	Création du journal d'informations sur les activités de la commune		
A.7.R.2 Incitation à la création d'au moins 01 librairie	Création d'au moins 01 librairie	1 000	
A.1.R.3 Affectation de 02 nouveaux personnels à la DDCOM	Composition d'un dossier de demande d'affectation de 02 personnels la DDCOM-H-P	500	
	Suivi du dossier		
	Affectation des cadres		
TOTAL			6 500

4.3. Coût estimatif du PCD

Tableau 24 : Coût estimatif du PCD

SECTEURS	ACTIVITES	Coûts x mille FCFA
Institution communale	A.1 .R.1.1 Organisation d'au moins 03 séminaires de renforcement des capacités à l'intention du personnel communal sur les thèmes (Connaissance des missions de la commune, la maîtrise d'ouvrage communal...)	1 500
	A.2.R.1.1 Recrutement de 04 cadres communaux	1 000
	A.3.R.1.1 Actualisation de la notice individuelle du personnel communal	200
	A.4.R.1.1 Reconstitution /actualisation de l'organigramme de l'institution communale et son opérationnalisation	1 500
	A.5 R.1.1 Plaidoyer auprès de la CNPS pour l'apurement des allocations familiales et de retraite du personnel communal	500
	A.6 .R.1.1 Elaboration d'un manuel de procédures de gestion des ressources humaines et comptable	1 000
	A.1.R.1.2 Organisation de 02 séminaires de formation à l'intention des conseillers sur les thèmes (Rôle du Conseiller municipal, Communication entre les conseillers et population et la maîtrise de l'exécution et du suivi du budget communal)	1 000
	A.2.R.1.2 Organisation des forums de discussion sur le rôle de chaque commission au sein du CM	2 000
	A.3 R.1.2 Tenue d'au moins 06 rencontres par an au sein de chaque commission du CM	2 400
	A.1.R.2.2 Identification de toutes les sources de recette propres de la commune	500
	A.2.R.2.2 Organisation d'un séminaire sur les techniques de recouvrement des taxes propres de la commune.	500
	A.3.R.2.2 Promotion des approches HIMO dans les investissements publics	120 000
	A.3 .R.2.2 Sensibilisation des contribuables et des élites sur le bien- fondé du paiement de l'impôt	400
	A.4.R 2.2 Elaboration d'un plan de communication autour des finances communales	500
	A.5.R.2.2 Elargissement de l'assiette fiscale par la réalisation d'une étude sur les possibilités d'aménagement et d'exploitation des sites touristiques et des carrières existants sur le territoire communal	500
	A.6.R.2.2 Recherche de nouveaux partenariats avec des organismes nationaux et internationaux	500
	A.7.R.2.2 Facilitation de la création d'une agence de développement local au sein de la commune	1000
	A.1. R.3.1 Formation du Préposé-Matière sur la gestion du patrimoine	500
	A.2.R.3.1 Constitution des dossiers d'incorporation dans le domaine communal des terrains abritant les immeubles communaux.	10 000
	A.3.R.3.1 Acquisition d'au moins une réserve foncière communale et sa sécurisation	15 000

	A.4.R.3.1 Elaboration de tous les documents de la comptabilité- matière (Compte de gestion-matière, Inventaire de base....)	1 000
	A.1 R.3.2Construction d'un hôtel de ville de la commune	415 000
	A.2.R.3.2Construction d'une gare routière au centre ville de Baham	50 000
	A.3 R.3.2 Achever la construction de l'abattoir municipal	PM
	A.4. R.3. Achèvement de la construction du complexe multi-sport communal	450 000
	A.5.R.3.2 Achèvement de la construction du centre multifonctionnel communal	20 000
	A.6.R.3.2 Achèvement de la construction de la tribune	15 000
	A.7.R.3.2Création de l'office de tourisme	500
	A.8.R.3.2Acquisition de 03 engins lourds pour le service technique (Niveleuse, Compacteuse et un Caterpillar)	450 000
	A.9.R.3.2 Actualisation du Plan Sommaire d'Urbanisme (PSU) existant	2 500
	A.10.R.3.2 Création d'un cimetière communal	4 000
	A.1.R.4.1. Organisation de 04 rencontres commune-population dans l'espace communal.	1 000
	A.2.R.4.1 Mise sur pied d'une plate forme de concertation avec les autres acteurs de développement de commune.	200
	A.1.R.4.2 Mise en place d'une stratégie de communication/ collaboration avec tous les SDE.	200
	A.2.R.4.2 Plaidoyer auprès des élites en vue de rendre fonctionnelle la radio communautaire dans la commune	PM
	A.3.R.4.2 Création d'une cellule communale de communication	1 000
	A.4.R.4.2 Création d'un journal d'informations sur les activités de la commune	500
	A .5.1.3 Création d'un journal mural communal et d'un journal d'informations sur les activités de la commune	200
	TOTAL.....	1 626 600
AGRICULTURE	A1.R1.1. Organisation d'au moins 12 sessions de formation des agriculteurs de Baham par semestre sur : - l'itinéraire technique culturale - les techniques de fertilisation à base des plantes améliorantes - le processus de fabrication du compost - la mise en place des jachères améliorées à base des espèces fertilisantes dans la Commune	1 200
	A.2.R.1.1 Affectation du nouveau personnel dans les services déconcentrés du MINADER	200
	A.1.R1.2.Organisation d'au moins 03 campagnes de sensibilisation des agriculteurs par semestre sur l'importance et la mise en place des nouvelles organisations d'agriculteurs par filière de production	96 000
	A.2 R.1.2 Subventionnement des producteurs existants dans la commune en intrants agricoles	200 000
	A.3.R.1.2 Organisation de 10 campagnes d'achats groupés des intrants agricoles.	4 000
	A.4.R.1.2 Incitation et facilitation de l'installation des opérateurs privés	500

	A.5.R.1.2 Organisation des ventes groupées de produits agricoles	500
	A.1.R.1.3 Organisation d'au moins 02 campagnes de sensibilisation des producteurs sur la délimitation et le respect des aires agricoles et pastorales	2 000
	A.2.R.1.3 Institutionnalisation des cadres de concertation permanente entre agriculteurs et éleveurs au niveau village et communal	2 000
	A 1.R.2.1. Construction de 03 postes agricoles (Ngougoua, Djemgheu, Poumze)	66 000
	A.2.R.2.1. Construction d'un magasin de stockage	40 000
	A 3..R.2.1. Construction et équipement du CEAC	75 000
	A. 4.R.2.1. Construction d'une chambre froide	PM
	A.5.R.2.1 Construction de 02 cases communautaires	80 000
	A.6.R.2.1 Ouverture des pistes de collecte ou de desserte	PM ()
	A.1.R.2.2 Réalisation d'une étude sur l'aménagement des bas-fonds	2 000
	A.2.R.2.2 Fourniture de 10 motos pompes à 10 organisations paysannes et renforcer les stocks de produits disponibles dans les brigades phytosanitaires	15 000
	A.3.R.2.2 Equipement de 03 postes agricoles (Ngougoua, Djemgheu, Poumze)	1 000
	A.4.R.2.2 Augmentation des stocks des produits disponibles dans les brigades pour mener une lutte phytosanitaire préventive et curative ;	8 000
	A.5.R.2.2 Mise sur pied d'une unité de transformation des produits agricoles	50 000
	TOTAL.....	604 600
ELEVAGE	A1.R.1.1 Organisation d'au moins 03 sessions de formation par semestre des éleveurs de Baham sur l'itinéraire technique d'élevage en mettant un accent particulier sur les thèmes associés:	3 000
	A2.R.1.1 Organisation d'au moins 03 campagnes de sensibilisation par semestre des éleveurs sur l'importance et la mise en place des nouvelles organisations des éleveurs par type d'élevage	3 000
	A3.R.1.1 Appui aux éleveurs de Baham approvisionnement en intrants d'élevage	6 000
	A4.R1.1 Appui aux éleveurs à l'organisation des ventes groupées des produits d'élevage	25 000
	A1.R.1.2 Organisation d'au moins 02 campagnes de sensibilisation des producteurs sur la délimitation et le respect des aires agricoles et pastorales	PM
	A2.R.1.2 Sensibilisation des populations sur les bienfaits de l'élevage en claustration	5 000
	A3.R.1.2 Organisation de 03 séances de formation des éleveurs sur les techniques de fabrication des aliments du bétail sur la base des produits locaux	1 500
	A1.R.3 Mise en place des comités de vigilance dans 15 villages de la commune excepté Banka	PM
	A2.R.3 Mise en place d'un cadre de concertation entre éleveurs et agriculteurs	500

	A1.R.2 Construction de 05 points d'eau	PM
	A2.R.2 Achèvement de la construction de l'abattoir municipal	55 000
	A3.R.2 Construction de 02 centres zootechniques (Ngougoua, Espace urbain	50 000
	A4.R.2 Mise en place d'une mélangeuse broyeuse assortie d'un point de vente	25 000
	A5.R.2 Aménagement d'un marché et un parc à bétail	30 000
	A6.R.2 Mise sur pied d'une unité de transformation des produits d'élevage	15 000
	A7.R.2 Construire une chambre froide	30 000
	A8.R.2 Equipement des deux CVZ en produits courants (Vaccins...)	500
	Total.....	249 500
Domaines et Affaires Foncières	A.1.R.1.1 Organisation d'au moins 10 réunions de sensibilisation sur l'importance du titre foncier (appropriation du plan cadastral) dans la commune.	5 000
	A.1.R.1.2 Vulgarisation de la procédure d'obtention du titre foncier	10 000
	A.2.R.1.2 Vulgarisation de la législation foncière domaniale	5 000
	A.3.R.1.3 Organisation d'au moins 3 réunions d'échanges entre les autorités administratives et traditionnelles sur la gestion du foncier	600
	A.1.R.2 Acquisition d'au moins une réserve foncière communale et la sécuriser	PM
	A.2.R.2 Planification /finalisation des procédures d'immatriculation des terrains communaux existants	PM
	A.3.R.2 Elaboration d'un sommier foncier communal	PM
	A.4.R.2 Acquisition d'au moins une réserve foncière communautaire pour chacun des villages et la sécuriser	48 000
	Total.....	68 600
Habitat et Développement Urbain	A.1.R.1 Actualisation du Plan Sommaire d'Urbanisme (PSU) existant	PM
	A.2.R.1 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation pour le respect du PSU existant	2 000
	A.3.R.1 Elaboration du Plan d'Occupation des Sols (POS)	13 000
	A.4.R.1 Elaboration d'un Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres (PUGDT) de la commune de Baham.	PM
	A.1.R.2 Mise en fonctionnement du service d'hygiène et d'assainissement	PM
	A.2.R.2 Organisation d'au moins 03 campagnes de sensibilisation des populations par semestre sur le respect des normes de construction	1 500
	A.3.R.2 Choix et aménagement d'un site de décharge des déchets	PM (Secteur environnement)
	A.4.R.2 Construction de 10 latrines ventilées	PM (Secteur environnement)
	A.5.R.2 Reprofilage et entretien de 5 Km de route dans l'espace urbain	25 000

	<ul style="list-style-type: none"> - Axe carrefour Pavillon vert- Abattoir sur 1,2km - Carrefour Sado-Derrière hôtel Palace sur 1,3 Km - DD MINEPN / Hauts Plateaux-Ecole Bilingue du centre sur 0,5 km - Carrefour Brigade de gendarmerie-DD MINMINDT- Whouom sur 1km 	
	A.6.R.2 Bitumage de 5 Km de route dans l'espace urbain <ul style="list-style-type: none"> - carrefour Colonel DJOKO- DD MINMAP / Hauts Plateaux –sous préfecture de Baham sur (1,312km) - Mairie-DD MINEPAT-Résidence du préfet sur (2X0,3 km) - Carrefour ancien-collège Henirich-carrefour foyer Lagweu sur (0,8km) 	215 500
	A.7.R.2 Construction de 02 ouvrages d'art dans l'espace urbain.	25 000
	A.8.R.2 Achèvement de la construction des logements sociaux communaux	100 000
	A.9.R.2 Construction de 40 nouveaux logements sociaux communaux	400 000
	A.1.R.3 Construction d'une unité de fabrication du matériau local amélioré	200 000
	Total.....	982 000
Environnement et Protection de la Nature	A.1.R1.1 Choix et aménagement d'un site de décharge des déchets.	500 000
	A.2.R.1.1 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation des populations sur la collecte et la gestion des déchets par an et pendant 4 ans	1 000
	A.3.R.1.1 Formation de 4 agents de collecte des ordures	1000
	A.4.R.1.1 Mise en place d'un dispositif de collecte et de gestion (bacs, camions, machine de traitement etc.) et d'une unité de recyclage des déchets non-biodégradables	50 000
	A.5.R.1.1 Organisation de 03 ateliers sur les thèmes: <ul style="list-style-type: none"> - Transformation des déchets en compost. - Lutte contre l'érosion des sols 	1 500
	.A.6.R.1.1 Mise en place de 16 comités de relais d'hygiène et de salubrité pour l'assainissement des poches d'espace public ;	1 600
	A.7.R.1.1 Organisation de 03 séances de formation sur l'hygiène et la salubrité faisant intervenir M.Chemise pour qu'il partage son expérience	1 500
	A.8.R.1.2 Construction de 25 latrines à fosses ventilées dans toutes les écoles	25 000
	A.1.R.1.2 Rapprochement de la commune du DDFOF pour choisir au moins 02 espèces arbustives pour le reboisement	500
	A.2.R.1.2 Choix de 03 sites et conduite les pépinières communales de 3000 arbres diversifiés (Pijum africanus <i>Cipresus sp, Podocarpus sp.....</i>)	6 000
A.3.R.1.2 Formation d'au moins 05 pépiniéristes dans la commune	500	

	A.4.R.1.2 Elaboration d'un Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres (PUGDT) de la commune de Baham.	15 000
	A.5.R.1.2 Création des espaces verts dans les établissements scolaires et les services publics	2 000
	A.1.R.2.1.Organisation d'au moins 3 campagnes triennales de sensibilisation: - des populations sur les risques liés à la pratique des feux de brousse - des bouchers et des garagistes sur les méfaits de la pollution (Déversement des déchets d'huiles à moteur usées à même au sol et des déchets des produits de boucheries) - des populations sur l'utilisation des foyers améliorés	3 000
	A.1.R.2.2 . Organisation d'au moins 3 campagnes de sensibilisation des populations sur l'utilisation des pesticides.	900
	A.2.R.2.2 Formation de 16 formateurs villageois sur l'identification de la qualité, la gestion et l'utilisation des produits phytosanitaires.	1600
	A.3.R.2.2Création de 04 nouveaux clubs des amis de la nature au sein des établissements.	400
	Total.....	611 500
Forêt et Faune	A1.R.1.1Organisation de 05 campagnes de plantation d'arbres pendant 05ans	PM (Secteur environnement)
	A2.R.1.2 Formation d'au moins 05 pépiniéristes dans la commune	1 000
	A3.R.1.3 Création d'une pépinière communale de 1000 pieds d'arbres diversifiés	PM(Secteur environnement)
	A.4.R.1.4 Recensement des exploitants d'eucalyptus à chaque point de vente	200
	A.4.R.15 Sensibilisation des populations sur la nécessité de créer des organisations œuvrant pour le reboisement	200
	A.4.R.1.6 Appui aux organisations œuvrant pour le reboisement	5 000
	A.4.R.1.7Création des marchés intérieurs des espèces fauniques et des produits forestiers ligneux.	5 000
	A2.R.2.1Organisation d'une campagne de sensibilisation par an et pendant 5 ans des populations sur le respect de la réglementation en matière de chasse	3 000
	A2.R.2.2 Organisation de 03 sessions de formation des chasseurs par an sur la réglementation en matière de chasse	2000
	A3.R.2.3Organisation de 03 journées de formation des populations sur les techniques d'élevage non-conventionnel	10 000
	A4.R.2.4 Etablissement d'un fichier de détenteurs d'armes à feu	300
	A5.R.2.5 Etablissement d'un fichier de chasseurs en fonction des espèces fauniques	300
	A6.R.2.6Organisation de 05 patrouilles et 05 contrôles inopinés par an sur les différents sites à protéger	500

	A7.R.2.7 Mise en place d'un comité local de vigilance de la réserve de Chengne	1 000
	Total.....	29 500
Administration Territoriale, Décentralisation et Maintien de l'Ordre	A1.R.1.1 Création de 02 nouveaux services déconcentrés de l'Etat (MINTSS, MINTOUL)	600
	A2.R.1.2 Sollicitation de l'ouverture et la construction du palais de justice.	100
	A1.R.2.11 Organisation de 03 sessions de formation sur le processus de décentralisation par an pendant 4 ans	3 000
	A2.R.2.1.2 Promotion des valeurs éthiques et lutte contre la corruption	1 000
	A1.R.3.1.1 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation des populations et notamment les chefs de villages par an sur 5 ans sur la nécessité de collaborer avec les services de sécurité publique	500
	A2.R.3.1.2 Création de 04 comités de vigilance dans les villages (Demgo, Poumze, Baghom, Medjo)	6 500
	A3.R.3.1.3 Redynamisation des comités de vigilance dans les villages (Kaffo, Bapi, Batoussou, Banka)	2 500
	A4.R.3.1.4 Dotation des services de maintien de l'ordre de 02 véhicules pour le déplacement	50 000
	A5.R.3.1.5 Mise en place d'une instance faitière/fédératrice des comités de vigilance	1 000
	A6.R.3.1.6 Dotation de la prison de Baham en équipements	5 000
	Total	70 200
Education de base	A1.R.1.1.1 Création d'une école primaire publique et bilingue à Baghom	500
	A2.R.1.1.2 Transformation de l'un des deux groupes de l'école publique de Batoussou en école primaire bilingue	
	A3.R.1.1.3 Transformation de l'école primaire de Chengne en école primaire bilingue	
	A4.R.1.1.4 Création d'une école maternelle bilingue à Chengne	
	A5.R.1.1.5 Transformation de l'école maternelle de Bahiala en école maternelle bilingue.	
	A1.R.2.1 Affectation de nouveaux enseignants (119) dans les 36 écoles primaires et maternelles publiques de la commune, y compris 03 enseignants spécialisés pour élèves malentendants et malvoyants	500
	A1.R.2.2 Construction de 30 nouvelles salles de classe dans 12 écoles primaires de la commune en prévoyant des rampes pour personnes handicapées lorsque jugées importantes	240 000
	A2.R.2.2 Construction de 19 logements pour enseignants dans 19 écoles primaires publiques de la commune.	161 500
	A3.R.2.2 Aménagement de 25 points d'eau potable dans 25 écoles primaires de la commune	PM
	A4.R.2.2 Construction de 32 blocs de 02 latrines ventilées chacun dans 32 écoles primaires de la commune	122 500
	A5.R.2.2 Construction de 15 blocs administratifs dans 15 écoles primaires publiques de la commune	75 000
	A8.R.2.2 Aménagement de 10 aires de jeux et de loisir dans 10 écoles primaires publiques de la commune	10 000
	A9.R.2.2 Dotation de 10 écoles primaires publiques de la commune de bibliothèques d'ici 2024	100 000
A10.R.2.2 Réhabilitation de 26 salles de classe dans les écoles primaires publiques de la commune	26 000	
A11.R.2.2 Extension du réseau électrique dans 13 écoles primaires publiques de la commune	PM	

	A1.R.2.3. Equipement de 54 salles de classe en bureaux pour enseignants dans 16 écoles primaires de la commune	13 500
	A2.R.2.3 Dotation de 05 écoles primaires publiques de 279 tables-bancs	932 900
	A3.R.2.3 Dotation de 08 écoles primaires de boites à pharmacie (06 dans l'espace urbain et des autres à Banka, Baho et Medjo)	1600
	A4.R.2.3 Dotation de 08 écoles primaires du matériel didactique (livres pour enseignants) dans 08 écoles (06 de l'espace urbain et les autres à Banka, Baho et Medjo)	480
	A1.R.2.4 Construction de 30 clôtures dans 30 écoles primaires et maternelles de la commune qui en sont dépourvues	225 000
	A2.R.2.4 Immatriculation des parcelles de terrain abritant les 36 écoles (21 écoles primaires et de 15 écoles maternelles publiques) de la commune	21 000
	A3.R.2.4 Plantation des arbres dans 54 écoles primaires et maternelles de la commune	PM
	A4.R.2.4 Equipement de 36 écoles primaires et maternelles de 108 bacs à ordures	480
	TOTAL.....	1 478 500
Enseignements secondaires	A1.R.1. Création d'un lycée agricole dans la commune	500
	A2.R.1. Création d'un CETIC dans la commune	
	A3.R.1. Création d'un CES bilingue dans la commune	
	A4.R.1 Transformation du CES bilingue de Chengne en lycée bilingue	
	A1.R.2.1 Affectation de 61 nouveaux enseignants qualifiés et 14 enseignants d'EPS dans les 07 établissements d'enseignement secondaire public de la commune	410
	A1R.2.2 Construction de 02 salles de classe et 01 atelier au CETIC Medjo	80 000
	A2.R.2.2 Construction de 08 salles de classe (02 au CES bilingue de Chengne de, 02 au lycée de Medjo, 02 au lycée de Poumze, 02 à l'E.N.I.E.G de Baham)	80 000
	A3.R.2.2 Réhabilitation de 15 salles de classe dans les six établissements d'enseignement secondaire public	120 000
	A4.R.2.2 Construction de 06 logements pour enseignants dans 06 établissements publics de la commune.	51 000
	A5.R.2.2 Construction et équipement de 03 bibliothèques avec le matériel informatique	30 000
	A6.R.2.2 Aménagement de 05 points d'eau potable dans les établissements d'enseignement secondaire public de la commune	PM
	A7.R.2.2 Construction et équipement de 03 laboratoires scientifiques au lycée bilingue et aux lycées de Poumze et de Medjo)	45 000
	A8.R.2.2 Construction de 04 blocs de 02 latrines ventilées (CES bilingue de Chengne, au lycée de Medjo, au CETIC de Medjo, au lycée de Poumze)	16 000

	A9.R.2.2 Construction de 06 blocs administratifs au CES bilingue de Chengne, au CETIC de Medjo, et à l'ENIEG de Baham, aux lycées bilingue, de Poumze et de Medjo.	150 000
	A10.R.2.2 Aménagement de 07 aires de jeux et de loisir dans les établissements d'enseignement secondaire public de la commune	4 000
	A11.R.2.2 Construction de 05 cantines scolaires aux lycées bilingue de Baham, de Poumze et de Medjo à l'ENIEG et au lycée technique de Djemgheu,	10 000
	A12.R.2.2 Extension du réseau électrique dans 03 établissements d'enseignement secondaire de la commune (Chengne, Medjo, Poumze)	PM
	A1.R.2.3.Equipement de 10 établissements d'enseignement secondaire de 30 bacs à ordures.	3 000
	A2.R.2.3 Dotation de 04 établissements d'enseignement secondaire public de 155 tables-bancs (40 au CETIC de Medjo, 45 à Chengne, 25 à Djemgheu et 45 à l'ENIEG de Boukue	4 650
	A3.R.2.3 Equipement de l'atelier du lycée technique de Djemgheu	15 000
	A2.R.2.5.Immatriculation des parcelles de terrain abritant des 07 établissements d'enseignement secondaire public	3 500
	A1.R.3 Plantation des arbres dans les 10 établissements d'enseignement secondaire de la commune	PM
	TOTAL.....	650 560
Enseignement Supérieur	Plaidoyer pour la création et l'installation de 01 établissement d'enseignement supérieur public dans la commune	25 000
	Organisation de 03 campagnes de sensibilisation auprès des élites pour création d' 01 établissement supérieur privé	3 000
	Plaidoyer en vue de la réduction du coût des logements des étudiants dans les villes universitaires	1 000
	Octroi de 50 aides / bourses de 50 000fcfa par an à 50 étudiants de la commune de Baham et sur 10 ans	25 000
	Recrutement d'au moins 200 étudiants par an sur 5 ans dans le cadre de stage de vacances à la commune.	50 000
	TOTAL.....	104 000
Santé publique	A1.R.1. Création de 03 structures de santé dans la commune	500
	A2.R.1 Transformation du Poste de stratégie Avancée de Banka en un centre de santé intégré	300
	A1.R.2.1Affectation de 28 nouveaux personnels médicaux dans les 08 CSI de la commune	280
	A1.R.2.2 Aménagement de 05 points d'eau potable dans 05 structures de santé (Bapi, Chengne, Poumze, Medjo et l'hôpital de district)	PM
	A2.R.2.2 Construction des clôtures dans les 08 CSI de la commune	60 000
	A3.R.2.2Aménagement de 07 fosses de traitement des déchets dans 07 CSI	7 000

	A4.R.2.2Construction de 04 logements d'astreinte	140 000
	A5.R.2.2Construction d'un incinérateur de déchets à l'hôpital de district de Baham	8 000
	A1.R.2.3 Dotation du CSI de Poumze de 06 lits d'hospitalisation	600
	A1.R.2.3 Dotation les 08 CSI de la commune en 02 tables d'accouchement, 08 tensiomètres, 05 masques de ventilation	2 000
	A2.R.2.3 Dotation de 08 CSI de la commune en matériels de petite chirurgie, et escabeau, matériel de laboratoire et en médicaments	5 000
	A1.R.3 Sensibilisation des élites et des leaders de communautés à créer et à suivre le fonctionnement une mutuelle de santé dans chaque aire de santé (Baham, Ngougoua, Kamsim, Bahiala	500
	A2.R.3 Redynamisation de 04 COGE et 04 COSA de la commune	800
	A3.R.3 Sensibilisation des populations sur les dangers liés à la consommation des médicaments de la rue	500
	A4.R3 Sensibilisation des populations sur les techniques de potabilisation de l'eau	500
	A5.R3 Sensibilisation des populations sur les risques liés au recours aux charlatans	500
	A6.R.3Organisation des campagnes de sensibilisation sur la prévention des maladies de carence par la bonne alimentation des bébés	500
	TOTAL.....	218 980
Eau et Energie		
Eau	A.1.R.1 Création de 45 nouveaux points d'eau potable (forages et puits) dans la commune	360 000
	A.2.R.1. Construction du réseau d'adduction d'eau potable par système gravitaire à Kaffo	45 000
	A.3.R.1. Achèvement de la construction du système d'adduction d'eau gravitaire de Chengne	35 000
	A.4.R.1. Construction d'un château de rétention d'eau dans la commune de Baham	123 000
	A.1.R.2. Réhabilitation de 06 forages/puits à Lagweu, Boukue, Bahiala, Poumze, Chengne, Banka	400
	A.2.R.2. Achèvement de la construction du puits du CSI à Bapi	6 000
	A.3.R.2. Aménagement de 02 sources à Baghom, Lagweu	3 000
	A.4.R.2 Réhabilitation de 04 bornes fontaines en panne à Djemgheu	2 000
	A.1.R.3.Sensibilisation des populations sur les dangers liés à la pollution humaine des points d'eau dans la commune et les former aux techniques de traitement de l'eau.	17 000
	A.2.R.3.Mise en place des mécanismes de lutte contre la pollution des sources d'eau dans la commune	1 200
	Total.....	592 600
ENERGIE	A1.R.1. Extension du réseau électrique de basse tension sur 66,5 Km dans les 16 villages de la commune et l'espace urbain de Baham <u>Village Baghom</u> 2km :Ma Odette-Tapokam(1,8km)	363 000

	<p>Chefferie –Simkem (600m)Tabougue – Tekeu Kuate <u>Village Poumze 7km</u> Magaing – carrefour Bu'tagne ,kamdem Laurent –Mamyom , Mission catholique – Bu'kamdem ,Nzutamgula – Té Djonoue <u>Village Banka(3,5km)Village Cheffou(6,5km)Village Bapi(4,5km) VillageBaho (5,km)Village Boukue(4,5km)</u> <u>Village Bahiala(3,km) Village Batoussouo (2,5km) Village Lagwue(4,5km) VillageChengne(2,5km)</u> <u>Village Demgo(6,5km) VillageMedjo(4 km) VillageDjemgheu (3,5km)</u></p>	
	<p>A2.R.1. Extension du réseau électrique de moyenne tension sur 29.2 Km dans les 16 villages de la commune de et l'espace urbain de Baham <u>Village Banka(1,5km)Village Cheffou(4,5km)Village Bapi(2,5km) VillageBaho(3,km)Village Boukue(1,5km)</u> <u>Village Bahiala(2,km) Village Batoussouo (1,5km) Village Lagwue(1,5km) VillageChengne(2,km) Village Baghom</u> 2km :Ma Odette-Tapokam(1,km) Chefferie –Simkem (600m)Tabougue – Tekeu Kuate(0;4,km)<u>Village Poumze 5 km</u> Magaing – carrefour Bu'tagne ,kamdem Laurent –Mamyom , Mission catholique –Bu'kamdem ,Nzutamgula – Té Djonoue <u>Village Demgo(4,5km) VillageMedjo(2 km) VillageDjemghue (3,5km)</u></p>	438 000
	A3.R.1 Installation de 18 transformateurs et 1032 poteaux électriques dans les 16 villages de la commune	38 000
	A4.R1Organisation de 05 campagnes d'informations sur les procédures de branchement du courant électrique dans la commune	1 500
	A5.R.1 Sensibilisation des populations sur les dangers de la manipulation du courant électrique	2 000
	A6.R.1 Sensibilisation des populations sur les conséquences liées au vol des câbles électriques et des prises de terre	2 000
	A7.R.1 Sollicitation de la réinstallation des câbles électriques	10
	A8.R.1 Mise en place de 04 comités de vigilance du réseau électrique	800
	A9.R.1Sensibilisation d'ENEO sur la nécessité de réagir promptement aux sollicitations des clients	200
	A1.R.2 Réhabilitation de 03 transformateurs à Baho, Djemgheu et Demgo et remplacement 105 poteaux dans 11 villages	13 000
	A2.R.2 Réalisation des études pour la construction d'un mini-barrage hydro-électrique à Chengne	5 000
	<p>A3R.2 Action de plaidoyer auprès d'ENEO sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la baisse du coût de consommation de l'énergie électrique • la nécessité d'entretenir le réseau existant (élagage des branchages d'arbres, remplacement des poteaux, transformateurs défectueux...) 	1 000
	A1.R.3 Création de 03 points de vente du pétrole lampant	600
	Total.....	758 110
Travaux publics	<p>A.1 R.1 Ouverture de 45 km de route dans la commune de Baham <u>Village Baho:Axe Tockpa Sa'sem-Defo kuate en passant par le Te Meteng, (1,5km) ;axe Te Fedjo-Souop</u> <u>kamgaing(0,7km)</u></p>	250 000

	<p><u>Village Baghom</u> axe Simken- Wabo Tamsa'(1,3 km); axe Mekam Tafenwahtah Pokam, (2 km) ;axe Tagne Teto-Defo ka'am, (1km) ;axe Feche-Tadombou(0.3km)</p> <p><u>Village Batoussouo</u> Axe Kouosouo-site du foyer, (1 km) ;Axe Mougue-Kamer Samuel (1,5km) ;Axe Tokpa Tachouo-tchouop(2km)<u>Village Kaffo</u>Kouogui-école publique) (1km) ;Deffo kamdem-Deffo waka(0.8 km) ;Sekem-Tchebeu (1km)</p> <p><u>Village Chengne</u>Axe souop tasseu-djempouh, (1km) ;Axe souop talom- C.E.S, (2 km) ;Axe feyou-souop tekue djemguia (0,5km) ;axe Dr djoko-maitre Kamgaing(1.5km)</p> <p><u>Village Ngougoua</u> :axe centre de santé intégré-kenmali en passant par l'école publique (10 km)<u>Village Bapi</u> axe Lanbin-Bankar par Tacher kamdem, (2km) ;axe route Banka-chefferie Bapi par Ndefoko'o(2,5km) ;axe mouafo nouaname I-chefferie bapi 1km;axe mouafo nouaname II-carrefour chefferie,0.5km ;axe chefferie bapi-banka par Jean Totche, (2,5km) ;axe C.S.I- feusega (frontière bapa), (0,1km) ;axe mission catholique-meko'o, (0.1km) ;axe kam temoin-jean toche, (0,75km) axe drema-route kam-temoin (0,75km)<u>Village Banka</u> Axe KEUM-Bahwouum (3 km)</p>	
	<p>A.1. R.2 .1 Bitumage de 35 km des axes :</p> <p>du carrefour ancien-collège Henrich-carrefour foyer Lagweu (0,8km) Carrefour Kamghom- Carrefour Guépard) Phase 2 ;l'axe Kamghom – Kamkansim – inter D63 long de 3.54 Km ;Carrefour kamghom-Carrefour Djemgheu-école publique de Djemgheu long de 2 km ;des routes des écoles (Hougne Lycée de Medjo 3,8 km - Kamghom lycée technique 2,5 km - Kamghom CES B de Chengne 4,5 km) .(10,8 Km) ;Route Kam Djemgheu-Batoussouo-Kaffo Chefferie-Cheffou Chefferie - inter D62 (15 km)</p>	1 376 000
	<p>A.1.R.2.2 Reprofilage/Entretien de 98,5 Km de route dans les 16 villages de la commune.</p> <p><u>Village Baho</u> la traversée Tockpa tchoueng kouo, descente tayouo) (0,85km)<u>Village Baghom</u>axe Mekam-tetapouh (2km) ;<u>Village Poumze</u> :axe Djimkum-To Poumze(2km) ;axe chefferie Poumze-Bamendjou (1,5km) ;axe chefferie Poumze-Mamyom sans passer par Tochie-(1.5km) ;axe Tochie-Mamyom (2.5 km)<u>Village Medjo</u> :axe Fougne-Tega(6km) ;axe CSI-Cheffou(2km) ;axe CETIC- kamdjemoo(2km)</p> <p><u>Village Batoussouo</u> axe Kamkatse-Chemgheu, (2,5km) axe beau séjour-Chedja'a, (1,5km) ;axe école publique-kouossouo, (3,5 km) ;axe carrefour chemise-marché supérieur-chedja (2km)<u>Village Chengne</u>Axe carrefour kamtain-carrefour trois status badenkop(6km)Axe limite Baho /chengne (carrefour souop téguia) – chweké(4km)Axe route venant de l'école publique Baho passant par souop talom-carrefour tekeu kouam(1 ,5km) ;axe defo gouanom-chiekouo(4 km)</p> <p><u>Village Cheffou</u> AxeDzuyou-Penkwa (1,5km) ;Axe Plaque Cheffou- Tamdjaa(2km) ;Axe Dzuyou-Kamkatse(2 km)</p> <p><u>Village Lagweu</u>Carrefour Tamo Watchoum-SAR/SM-(1,5km) ;Foyer Lagweu –carrefour Deffo Kamwa (5 km) ; Carrefour Sado- chefferie Lagwe(1,5 km)</p> <p><u>Village Djemgheu</u> Mekam demlo-E Pub-(1,5km) ;E.Pub-DemDjemgheu(1km) ;Tofemgwo-Ngougoua ;ToDjemgheu-Kamtin (1,8km) ;Kamghouon-Palm d'or (2km) ;Souop Sefo-Ngougoua ;Teta-E.publique ;kamghouon-Chefferie (1,5km)</p> <p><u>Village Ngougoua</u> :axe centre de santé-carrefour djoko(3km) axe Yomgne-carrefour wambodefo, (5km); axe defo kuipou-fossi(1,5km) ;axe fetse-antenne TV Bangou (4km)<u>Village Bapi</u> :kamdjoum-banka (2,5km) ;chefferie djougou-banka(2km) ;cours d'eau teyam barthélemy-</p>	490 000

	kamdjourn(1km) Village Banka Ecole publique-Poumze (2,5km) ;CEBEC-Bapi(1,5km) ;Ecole publique-CEBEC(0,8km) ;Carrefour tonmo-Prison(0,9km) ;Carrefour Djache-Djegouo(1km)Village DemgoBeng-Tobeng (6km) ;Beng-Kabeng (5km) ;Carr Ba'Somagne - Beng(2,5km) ;Carr Ba'Somagne – Tobeng ;Carr Ba'Somagne – Kabeng (2,5km) Village BahialaChefferie-Medjo (1,5km)Chefferie Sup –Boukue (1,5km)Village BoukueMafoche-Touevveen(1,5km);Mafoche-Rte Nat.N°5(1,7km) Centre urb-Mafoche(2 km) ;Chefferie –Mafoche (1,2km)	
	A.1.R.2.3 Construction de 27 ponts (04 à Baghom (Tabougeu ,Tekeu isidore , Tapokam ,Paul Tsemo), 02 à Poumze (Djimkum-To Poumze, axe Poumze-Bamendjou) 02 à Batoussouo (Gouotcheu, Kouosouo) 06 à Chengne (Feuyou 1 et 2, derrière le C.S.I, chez Souop tasieu, veudjoue chez Tachetjeu, chez Dr Kamdem) ,02 à Lagweu(Mbouo et entre Tochié et Lasseu) 05 à Djemdheu(Tcho'dja, entrée lycée technique, en bas de la chefferie, Tafock entre Kamghom et l'église catholique)04 à Ngougoua (Wambo sobgui, tadiekouam, talomkam et defo kuipou) 02 à Demgo (Sileu et Totimen) 01 à Banka(Keum) et 08 (pose de buse) à Bapi (chez tewabo tagne, route de Djeugoue, en bas Mr kam jacques, chez Feuke kenmogne, à la mission catholique, chez jean totche, kamdjourn, limite bapi-banka) dans la commune de Baham	135 000
	A.2.R.2.3 Réhabiliter 18 ponts (01 à Baghom, 01 à Medjo (Téta'a), 02 à Batoussouo (Chedja'a et Chemgheu), 02 à Kaffo (Touebeu et Kuekem),03 à Cheffou)01 à Djemgheu (pont de tako),02à Ngougoua(Méla'a denki) 04 à Banka(Bouo, Teku kouwe, Teche, Keum, le pont situé sur le troncon reliant Baho et Banka) 01 à Demgo (Lekwap) dans les villages de la commune.	27 000
	A.1.R.2.4Constitution des dossiers de création des 16 comités de routes et leur soumission à la sous- préfecture	1 600
	A.2.R.2.4 Organisation de 2 séminaires de formation pour les 16 comités de routes de la commune.	3 200
	A.3.R. 2.4 Dotation en matériels les 16 comités de routes.	16 000
	Total.....	2 298 000
Affaires Sociales	A1.R.1 Accompagnement des personnes vulnérables de l'espace géographique communal à la création d'une structure fédératrice des associations	
	A2.R.1 Etablissement de la carte nationale d'invalidité à au moins 150 handicapés physiques de la commune de Baham	300
	A2.R.1 Augmentation des appuis aux personnes vulnérables dans le cadre du transfert des compétences	20 000
	A3.R.1 Création, construction et équipement d'un centre de formation professionnelle adapté aux handicapés	80 000
	A4.R.1 Octroi de l'agrément à au moins 3 œuvres sociales privées	1000
	A2.R.2 Organisation de 5 ateliers de sensibilisation en vue d'un regain de considération en faveur des personnes vulnérables de la commune	1500
	Organisation de 04 campagnes de sensibilisation sur la nécessité d'établir les actes de naissance avec souche aux enfants issus des parents vulnérables	1500
	A1.R2 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation des jeunes sur les conséquences des grossesses	800

	précoces par an pendant 05 ans	
	A2.R3 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation sur la parenté responsable par an sur 05 ans	400
	A3.R.3 Réduction des conflits conjugaux	PM
	TOTAL	106 200
Promotion de la Femme et de la famille	A1.R.1 Sollicitation de l'affectation de 03 nouveaux cadres à la délégation départementale du MINPROFF	30
	A.2.R.2 Création, construction et équipement d'un Centre de Promotion de la Femme et de la Famille (CPFF) dans la commune	100 000
	A.3.R.2 Organisation de 05 campagnes annuelles de sensibilisation des femmes sur l'existence du MINPROFF et la nécessité de prendre part aux sessions de formation organisées par la DDPROFF à leur attention	1 500
	A.4.R.2 Organisation d'au moins 5 séances de formation dans 5 secteurs porteurs dans la commune	4 000
	A5.R.2 Accompagnement de 45 femmes dans le montage de requêtes de financement et dans la mise en œuvre des microprojets.	3 000
	A.6.R.2 Etablissement d'un répertoire communal de filles-mères	1 500
	A.1.R.3 Organisation d'au moins 90 séances de sensibilisation des femmes sur leurs droits dans les 16 villages de la commune	1 600
	A2.R.3 Organisation de 35 réunions de sensibilisation sur les méfaits de la violence faite aux femmes de la commune	2 500
	A.3.R.3 Organisation de 40 campagnes de sensibilisation des populations et chefs de centre secondaires d'état civil sur les risques liés à l'établissement des faux actes de naissance	2 000
	A.4.R.3 Réduction des conflits conjugaux	5 000
	A.5.R.3 Organisation d'au moins 40 mariages collectifs	4 000
		TOTAL
Jeunesse	A1.R.1. Sollicitation de la construction et l'équipement du Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes (CMPJ)	75 000
	A2.R.1 Achèvement de la construction du Centre Multifonctionnel à Compétence Communale	PM
	A.1.R.2 Sensibilisation des jeunes sur les opportunités qu'offrent les CMPJ	500
	A.2.R2 Equipement de la DAJEC en mobiliers de bureau	25 000
	A1.R.3 Organisation de 05 tables rondes sur ces fléaux qui minent la jeunesse (Délinquance juvénile, grossesses précoces, mésententes/divisions, incivisme, conflit intergénérationnel)	500
	A2.R.3 Organisation des causeries éducatives sur des questions liées à la sexualité	1 000
	A3.R.3 Organisation des jeunes en mouvements associatifs	700
	A4.R3 Organisation des campagnes d'informations sur les programmes d'appui existants	500

	A5.R.3 Formation des groupes de jeunes sur la méthodologie de rédaction des requêtes de financement	5 000
	A6.R.3 Sensibilisation des jeunes et de leurs parrains sur la nécessité de rembourser les appuis obtenus auprès du PAJER-U ceci afin de faciliter le financement d'autres projets de jeunes	2 500
	A7.R.3 Sensibilisation des jeunes sur l'importance de la formation professionnelle et les secteurs porteurs	PM
	A8.R.3 Sollicitation de la création d'un centre de formation professionnelle public rapide	PM
	A9.R.3 Création de 02 centres de formation professionnelle privée	PM
	A10.R.3 Construction d'une ferme-école	PM
	A11.R.3 Création de nouvelles aires de jeu	PM
	A1.R.4 Dynamisation des bureaux communal et départemental du Conseil National de la Jeunesse	800
	TOTAL.....	111 500
Sport et Education Physique	A1.R.1 Sollicitation de l'affectation de 18 nouveaux enseignants d'éducation physique et sportive pour renforcer l'effectif en service dans les 07 établissements d'enseignement	PM
	A.2.R.1 Formation de 05 cadres d'EPS (Auditeurs libres)	3 000
	A.1.R.2 Construction et équipement d'une salle de gymnastique et du sport de combat.	90 000
	A.2.R.2 Achèvement de la construction du stade municipal.	PM
	A3.R.2 Achèvement de la construction du complexe multi sport communal	PM
	A.4.R.2 Aménagement des aires de jeux dans tous les établissements scolaires	10 000
	A.5.R.2 Acquisition de nouveaux équipements sportifs	10 000
	A.6.R.2 Construction et équipement du DDMINSEP	100 000
	A.1.R.3 Vulgarisation de la pratique de 05 nouvelles disciplines (Tennis, arts martiaux,...) sportives	1 000
	A2.R.3 Création de 03 corps de métiers sportifs dans la commune	500
	TOTAL.....	214 500
Transport	A1.R.1 Construction de la gare routière de Baham	PM
	A2.R.1. Aménagement et construction de la gare routière de Poumze	50 000
	A1.R.2 .1 Recensement des transporteurs	1 000
	A2.R.2 .1 Organisation de 02 campagnes annuelles de sensibilisation des transporteurs sur l'importance de leur structuration	500
	A3.R.2.1 Regroupement des moto-taximen au sein d'une organisation	500
	A4.R.2.1 Organisation des campagnes de sensibilisation des moto-taximen sur l'importance de l'obtention de permis de conduire	2 000
	A5.R.2.2 Création d'une nouvelle auto-école	500
	A6.R.2 .2 Organisation de 04 campagnes annuelles de sensibilisation des forces de maintien de l'ordre à plus de	1 000

	conscience professionnelle	
	A7.R.2 .2Plaidoyer auprès des autorités administratives sur la facilitation de la constitution des dossiers de transport	1 000
	Total.....	115 000
Emploi et formation professionnelle	A.1.R.1Création, construction et équipement d'un centre de formation professionnelle public rapide dans la commune	120 000
	A.2.R.1Organisation d'un atelier de réflexion de la situation de la SAR /SM	1 000
	A.3.R.1Facilitation de l'octroi des agréments à au moins 02 centres de formation professionnelle privés	1 000
	A.4.R.1Construction d'une ferme-école	70 000
	A.1.R.2 Création des emplois directs et indirects dans la commune	PM
	A.1.R.2 Signature des conventions de partenariat entre le FNE et les entreprises pour le placement des chercheurs d'emplois.	1000
	A.1.R.3 Etude sur les opportunités d'emploi dans tous les secteurs	2 000
	A.2.R.3 Diffusion des projets et programmes de financement des projets existants	2 000
	A.3.R.3 Organisation de 02 sessions de formation en renforcement des capacités des jeunes / des opérateurs économiques sur les thèmes : - Montage de projets, et recherche de financement - Créations des activités génératrices de revenus et auto-emploi	2 000
	TOTAL.....	199 000
Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat	A.1.R.1.1 Création, construction et équipement d'un centre de formation aux métiers de l'artisanat dans la commune.	30 000
	A.2.R.1.1 Création, construction et équipement d'un centre de promotion d'appui et de suivi des PME/PMI.	25 000
	. A.1.R 1.2 Création d'une vitrine de promotion du secteur artisanal	1 000
	A.2.R.1.2 Mise en place des sociétés coopératives avec plusieurs filières	1 000
	A.1.R.2.1 Affectation de 03personnels à la DDMINPMEESA	200
	A.2.R.2.1Informatisation du bureau communal de l'artisanat/ DDMINPMEESA	1 000
	A.1.R.2.2 Organisation d'un atelier de formation de 50 jeunes de la commune à la création et la gestion des PME/PMI	1 000
	A.2.R.2.2 Création des réseaux de distribution entre producteurs et vendeurs.	500
	A.3.R.2.2 Mise sur pied d'un mécanisme de recherche des partenaires financiers pour appuyer l'installation de 20 PME/PMI	2 000
	. A.3.R.2.2 Organisation d'au moins 01 salon artisanal par an sur 5 ans dans la commune	5 000
A.3.R.2.2 Accompagnement des jeunes à la recherche des débouchés et à la création des points de vente des produits artisanaux	2 500	

	TOTAL	69 200	
Recherche scientifique et innovations	A.1.R.1.1 Organisation d'une journée de sensibilisation par an sur la vulgarisation du matériau local amélioré	1 000	
	A.2.R.1.1 Construction d'une unité de fabrication du matériau local amélioré	10 000	
	A.3 .R.1.1 Organisation de 02 sessions de formation sur l'utilisation des foyers améliorés	2 000	
	A.1. R.1.2 Etablissement d'un répertoire de phytothérapeutes	500	
	A.2.R.1.2 Création de 02 jardins des plantes médicinales	2 500	
	A.1.R.1.3 Organisation de 02 ateliers de formation des organisations paysannes sur la multiplication des semences	2 000	
	A.2.R.1.3 Création de 03 champs semenciers	20 000	
	A.1.R.2.Renforcement du partenariat avec la MIPROMALO	500	
	A.2.R.2 Création et construction d'un centre communautaire de documentation (centre de distribution des semences et races améliorées) et d'informations sur les innovations scientifiques et technologiques	15 000	
		TOTAL	53 500
Tourisme	A1.R.1 Recensement des sites et potentialités touristiques existants	700	
	A2.R.1 Création et construction d'un office du tourisme	20 000	
	A3.R.1 Recyclage des guides touristiques	600	
	A4.R.1 Organisation de 05 campagnes de sensibilisation des populations sur les opportunités du tourisme	600	
	A5.R.1 Organisation de 02 salons de tourisme au niveau communal	5 000	
	A6.R.1 Entretien des voies d'accès existantes	PM	
	A7.R.1 Ouverture de nouvelles voies d'accès aux sites touristiques	PM	
	A8.R.1 Aménagement des sites touristiques	175 000	
	A9.R.1 Entretien du monument de « trois statues » de Kenmali	2 000	
	A10.R.1 Amélioration de l'hôtellerie existante	50 000	
	A11.R.1 Réhabilitation du patrimoine bâti: architecture traditionnelle des chefferies, décoration des façades extérieures en matériaux locaux (paille, bambou, piliers sculptés...)	25 000	
	A.12.R.1 Création d'un espace d'exposition temporaire au musée.	1000	
	A1.R.2 Construction de 02 nouvelles structures de loisir	50 000	
	A2.R.2.1 Organisation d'un camp de jeunes et d'01 colonie de vacances par an sur 5 ans	5 000	
	A3.R.2.1 Dotation de ces structures d'hébergement de groupes électrogènes	3 000	
	A4.R.2.1 Construction des points d'eau dans les structures d'hébergement	PM	
	A5.R.2.1 Identification des acteurs du tourisme au niveau communal	1 000	
	A1.R.2.2 Organisation de 03 réunions de sensibilisation des acteurs du secteur touristique sur l'importance de la création d'une plate forme de concertation entre les acteurs du secteur touristique	1 500	
		TOTAL	465 400
	Culture	A1.R.1 Achèvement de la construction des foyers (Demgo, Boukue, Banka, Chengne)	60 000

	A2.R.1 Construction de nouveaux foyers culturels à Baho, Baghom, Bapi, Ngougoua, Poumze, Kaffo, Batoussouo)	250 000
	A3.R.1 Construction et équipement de 04 nouveaux musées d'art et de la culture (à raison d'un par espace)	80 000
	A1.R.2 Recensement et collecte des objets d'art et documents historiques	5 000
	A2.R.2 Etiquetage des objets d'art de la commune	5000
	A3.R.2 Organisation des campagnes de sensibilisation sur les risques liés au vol et à l'abandon des objets traditionnels	
	A4.R.2 Etablissement d'un répertoire des différentes danses traditionnelles	1 200
	A5.R.2 Organisation des journées culturelles	2 000
	A6.R.2 Organisation des festivals socio culturels	3 000
	A7.R.2 Organisation des séminaires de formation sur les recettes culinaires traditionnelles	2 000
	A8.R.2 Organisation des campagnes de sensibilisation des populations sur l'influence des médias sur les valeurs traditionnelles	1 000
	A9.R.2 Organisation des journées d'apprentissage de la langue vernaculaire	3 000
	TOTAL.....	412 200
Industrie, Mines et Développement Technologique	A.1.R.1 Prospection du sous-sol de la commune de Baham	100 000
	A.1.R.2 .1 Etablissement d'un répertoire des exploitants /artisans miniers de la commune	500
	A.2.R.2.1 Organisation d'une session de formation par an à l'intention des artisans miniers de la commune sur 03 ans	1 000
	A.2.R.2.1 Sensibilisation des acteurs du secteur minier sur la nécessité de la création d'une plate forme de concertation (Exploitants miniers / commune/ sectoriel)	2 000
	A.1.R.3 Aménagement de l'accès au site de la carrière de gravier de Ngougoua	PM
	A.2.R.3 Construction d'une unité de transformation et de production de pierres ornementales à Ngougoua	100 000
	A.3.R.3 Mise sur pied de 02 unités de concassage de pierres industrielles à Chengne et Kaffo	80 000
	TOTAL.....	283 500
Commerce	A.1.R.1.1 Construction d'un point d'eau dans les marchés de Banka, Poumze, Hiala	PM
	A.2.R.1.1 Construction de 04 blocs de 02 latrines à fosses ventilées chacun dans les marchés de Banka, Poumze, Hiala et de l'espace urbain	PM
	A.3.R.1.1 Construction d'un hangar de 30 comptoirs dans chacun des marchés de Banka, Poumze, Hiala	45 000
	A.4.R.1.1 Construction de la chambre froide du marché de l'espace urbain	PM
	A.5.R.1.1 Réhabilitation des toilettes du marché de l'espace urbain	PM
	A.6.R.1.1 Construction de 02 marchés périodiques (Lagweu, Medjo)	40 000
	A.7.R.1.1 Facilitation de l'installation d'un opérateur pour l'ouverture d'un magasin afin de lutter contre la vie chère	500
	A.1.R.1.2 Création d'un comité de gestion des marchés de Banka, Poumze, Hiala	3 000
	A.2.R.1.2 Formation et déploiement du nouveau personnel communal dans le marché de l'espace urbain	PM
	A.3.R.1.2 Organisation du marché central de Baham en secteur d'activité	200

	A.1.R. 2.1 Etablissement d'un répertoire communal de commerçants	500
	A.2.R. 2.1 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation des commerçants par an sur l'importance de leur structuration	1 500
	A.4.R. 2.1 Accompagnement des commerçants à la légalisation de leur association	1 000
	A.1.R.2.2 Mise en place d'une plate forme d'échanges et de communication entre la commune et les commerçants de l'espace urbain	1300
	A.2.R.2.2 Organisation des commerçants par type d'activités	2 000
	TOTAL.....	95 000
Poste et Télécommuni- cation	A.1.R.1 Installation d'un pylône de télécommunication par un des opérateurs de téléphonie mobile dans la commune	50 000
	A.2.R.1 Renforcement de la puissance des émetteurs CTPHONE	100
	A.3.R.1 Renforcement des Base Station Transmitter (BTS) soit à Batié, soit à Bangou, soit à Bandjoun	5 000
	A.1.R.2.1 Création et construction d'un télécentre communautaire polyvalent à (Kaffo ou Chengne)	72 000
	A.2.R.2.1 Ouverture d'un point poste CAMPOST au centre commercial de Baham	500
	A.3.R.2.1 Organisation de 02 journées portes ouvertes sur les services offerts par la poste.	3 000
	A.4.R.2.1 Création d'une messagerie privée	500
	A.5. 2.1 Création d'un centre multimédia dans la commune	10 000
	A.1.R.2.2 Sollicitation de l'affectation du personnel dans le centre postal de Baham	50
	TOTAL.....	141 250
Travail et Sécurité Sociale	A1.R. 1.1 Plaidoyer auprès de la CNPS pour l'apurement des allocations familiales et de retraite des employés et ex-employés de la commune	PM
	A2.R. 1.1 Plaidoyer auprès de la CNPS pour une accélération des procédures de paiement des pensions retraite	300
	A1.R. 1 .2 Sensibilisation des élites et des leaders de communautés à créer et à suivre le fonctionnement une mutuelle de santé dans chaque aire de santé	PM
	A.2.R.1 Organisation des campagnes de sensibilisation des populations de la commune de Baham sur l'importance de la souscription d'une police d'assurance individuelle, associative, familiale ou professionnelle auprès d'une société d'assurance	2 000
	A1.R.2 Organisation d'une campagne de sensibilisation sur l'importance de la protection sociale par an	5 000
	A2.R.2 Organisation d'au moins 03 sessions de formation des travailleurs sur la procédure d'immatriculation CNPS et la législation du travail en général.	3 000
	TOTAL.....	10 300
Communication	A.1.R.1 Installation d'un pylône de télécommunication par un des opérateurs de téléphonie mobile dans la commune	PM
	A.1.R.2 Plaidoyer auprès des élites en vue de rendre fonctionnelle une radio communautaire dans la commune	10 000
	A.2.R.2 Création de 02 kiosques à journaux	3 000
	A.3.R.2 Dotation des bibliothèques existantes en livres et divers parutions	1 000

A.4.R.2 Création d'une cellule de communication communale	PM
A.5 .R.2 Recherche des partenariats avec des organismes nationaux et internationaux	PM
A.6.R.2 Création d'un journal mural communal et d'un journal d'informations sur les activités de la commune	PM
A.7.R.2 Incitation des opérateurs économiques à la création d'au moins 01 librairie	1 000
TOTAL.....	6 500
TOTAL GENERAL.....	11 014 480

4.4. Développement de l'Economie Locale

4.4.1 Situation de référence

L'économie de la commune de Baham repose essentiellement sur le **secteur agropastoral**.

Bien qu'elle soit quasiment une activité de subsistance, c'est-à-dire basée sur la quête permanente et quotidienne de la satisfaction des besoins physiologiques (se nourrir), **il n'en demeure pas moins vrai que l'agriculture** est la principale source de revenus pour les nombreux habitants de la commune. Les emplois que génère ce secteur sont de type saisonnier. On remarque que dans l'espace communal, le développement des activités agricoles dépend en majeure partie des facteurs physiques. L'un des points forts de cette agriculture demeure sa diversification avec notamment les cultures maraîchères (pomme de terre, choux, poireau, poivron, oignon, morelle noire, tomate) et vivrières (maïs, haricot, bananier-plantain, igname, patate douce, macabo, haricot, arachides, pommes de terre, maïs, manioc-tubercule... etc.) et des cultures pérennes (café arabica). Les pratiques agricoles restent traditionnelles, voire archaïques et cela ajoutées à l'étroitesse des surfaces cultivables et cultivées, à la cherté des intrants et à l'insuffisance d'encadrement technique suffit à expliquer les faibles rendements enregistrés ça et là.

Au regard de la superficie cultivée estimée par hectare, les spéculations par ordre d'importance se classent de la manière suivante: maïs et haricot (200), café arabica (150), pomme de terre (80), arachide (30), plantain (15), macabo (15), tomate (10), et manioc tubercule (7).

En prenant en compte le tonnage des produits récoltés, la liste de ces cultures du plus important au moins important se présente comme suit: la pomme de terre (800), le plantain et le macabo (225), la tomate et le maïs (200), le haricot (195), le manioc-tubercule (140), la morelle noire et le café arabica (120) et les arachides (37).

Le maïs, la banane-plantain, le manioc-tubercule, les arachides, le haricot et le macabo se cultivent dans toute la commune. Par contre, certaines cultures ont des zones de production bien connues: il en est ainsi de la morelle noire dont la culture s'observe à Demgo, Banka, Poumze et Djemgheu. Les champs de pomme de terre se trouvent à Chengne, Ngougoua, Demgo, Banka, Poumze et Djemgheu. C'est à Boukue et Batoussouo que les producteurs s'activent à cultiver des tomates.

L'on se rend vite à l'évidence en prenant du recul que les cultures vivrières et céréalières prises globalement dament le pion aux autres spéculations telles le café arabica (culture pérenne) à cause de la baisse du prix de cette culture sur le marché international. Cette situation a conduit à la conversion des producteurs de café en maraîchers. Il existe dans la commune quelques unités familiales de transformation de produits agricoles. Les produits, objet de transformation sont: le maïs, le manioc et le haricot niébé.

Les femmes sont fortement représentées dans ce secteur de la transformation. Leur travail quotidien pour l'essentiel concerne:

- la transformation du manioc en beignets, farine de couscous, et bâtons de manioc;
- la transformation du maïs en beignets, en bouillie et farine de couscous;
- la transformation du haricot niébé en beignets.

L'activité agricole dans certains des 16 villages de la commune a favorisé la création des marchés locaux. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à citer les marchés de Magaing, de Mamyom, de Hiala et de Banka. Ces trois marchés constituent des sources de recettes non négligeables pour la commune de Baham. Soulignons non pour nous en réjouir que certains d'entre eux ne disposent pas pour le moment d'infrastructures adéquates pour la promotion des activités commerciales. D'où la nécessité de les aménager dans le souci d'accroître les recettes communales.

A cette agriculture se couple l'activité pastorale et plus exactement l'élevage des caprins, des ovins, des porcins et de la volaille car l'élevage du gros bétail ne fait pas partie des habitudes des populations de la commune qui dispose pourtant de deux centres zootechniques et vétérinaires, l'un dans l'espace urbain et l'autre à Ngougoua. Cet élevage passe non seulement pour être une source de protéines animales pour ceux qui se livrent à cette activité, mais en plus, il leur procure des profits pécuniaires. L'élevage de la volaille est représenté par deux fermes abritées par les villages Banka et Boukue, La non-pratique de l'élevage du gros bétail se justifierait peut-être par l'absence de véritables zones de pâturages. Les produits de l'élevage sont écoulés sur le marché central de Baham et les autres marchés ci-dessus cités et des fois acheminés à Bafoussam, Douala et même au Tchad. La Mairie pour renforcer le secteur pastoral a en projet de doter la commune de Baham de quelques infrastructures d'élevage telle que la chambre froide et la tuerie. Une fois achevés, ces projets contribueront à l'élargissement de l'assiette fiscale de la commune qui travaille à asseoir son autonomie financière. Nous espérons que cette action s'étendra sur le long terme et que l'un des axes de cette politique pourra être dans les prochaines années, la promotion de cette activité qui, à coup sûr, facilitera la création de nombreux emplois et engendrera de ressources financières pour de nombreuses familles comme c'est le cas dans certaines localités de la région de l'Ouest, parce que pour le moment, l'élevage peine encore à nourrir ceux qui s'y intéressent et qui en ont fait leur gagne-pain à cause de son rendement extensif à l'exception de quelques exploitations pastorales.

Le secteur de l'élevage au niveau communal compte environ 335 actifs. La majorité d'entre eux s'adonne au quotidien à l'élevage traditionnel et se télécopie sans pour autant se gêner avec une minorité qui s'attèle à développer un élevage aux méthodes modernes. Tous ces éleveurs ne pratiquent pas le même type d'élevage: 35 parmi eux élèvent les poulets pondeuses, 120 le porc, 75 le poulet de chair, 60 les chèvres et 45 les moutons. Le village Banka et l'espace urbain sont reconnus pour être les bassins de production des poulets pondeuses, tandis que les autres élevages suscitent l'intérêt de tous les villages qui font partie du territoire de la commune. 37505 est l'effectif total des espèces animales élevées. De

façon détaillée, ce chiffre se répartit par type d'élevage ainsi qu'il suit: 12 860 têtes pour les pondeuses et 20 235 têtes pour le porc. Le cheptel ovin quant à lui s'élève à 85 moutons et celui des caprins et des poulets de chair respectivement à 225 et 4100 têtes.

Hormis le domaine agropastoral, d'autres activités à l'instar **du tourisme, du commerce, de l'exploitation des carrières de pierres** (Kaffo, Chengne, Ngougoua) et de latérites (Baho) participent à la construction de l'économie locale de cette localité. Mais elles sont encore au stade embryonnaire au regard de la série des problèmes qui empêchent leur décollage.

En dehors de quelques de petites activités industrielles liées à la pâtisserie, l'artisanat, la soudure métallique, la menuiserie (avec machine de transformation du bois), la couture et la transformation des produits agricoles, la commune du chef-lieu du département des Hauts-plateaux ne possède pas un tissu industriel. Des activités visant à inciter les opérateurs économiques privés à venir investir à Baham s'imposent. L'artisanat prime sur l'industrie et les produits artisanaux fabriqués sont vendus aussi bien dans les autres parties du pays qu'à l'étranger.

Le commerce n'est pas en reste dans l'espace urbain puis qu'on y observe une floraison des services dont les importants sont les cabines téléphoniques (call box), les garages de dépannage des motos et véhicules, quelques commerces de gros et de détail, les entreprises de transfert d'argent, les sociétés d'assurance, les hôtels...L'apport de ces structures au développement ne souffre d'aucune contestation vu qu'elles pourvoient des emplois aux jeunes et s'acquittent de leurs obligations fiscales vis-à-vis de la commune.

Parlant de ressources minières, on dénombre dans la commune quelques carrières de pierres qui ne font pas encore l'objet d'une exploitation. Les voies d'accès à ces différents sites sont encore non-viabilisées. Leur exploitation permettra à la commune de percevoir des taxes sur les granula. Les latérites ainsi mentionnées serviront pour le reprofilage des routes. De même, on peut, pour valoriser ces latérites, construire une unité de fabrication des briquettes de terre et au-delà de cette action, vulgariser le matériau local.

En effet le sol et le sous-sol communal nécessitent une prospection ne serait-ce qu'artisanale, ceci afin qu'on arrive à répertorier des mines qui pourront à court, moyen, voire long terme être des sources de recettes pour la commune en quête de son autonomie financière.

Pour sortir de ce chapitre sur l'économie locale, une autre ressource, retient notre attention: la ressource humaine. Le dynamisme des populations de la commune ne se conteste pas du tout, car c'est elle qui fait vivre cette économie par la force de son travail

4.4.2 Economie locale

Tableau 25 : Economie locale

Secteur	Potentialités/atouts	Axes stratégiques	Activités génératrices de revenus possibles	Possibilités d'emploi	Indicateurs d'impact	Observations (contraintes, ...)
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de 05 postes agricoles: Ngougoua, Bapi, Hiala, Poumze et Djemgheu. - Climat favorable - Présence de quelques associations, GIC et d'une coopérative de producteurs de pommes de terre - Existence d'une ferme-école à BOUKUE - Présence de quelques programmes d'appui aux producteurs: le Programme Semencier Cacao-Café (P.S.C.C), le Programme National de Vulgarisation de la Recherche Agricole (P.N.V.R.A) - Le Dynamisme des producteurs - Pratique des cultures de contre -saison dans les bas-fonds à Bapi, Baho, Djemgheu, Ngougoua , Boukue, Cheffou, Hiala, Lagweu, Poumze, Chengne, Batossouo - Nombreuses cultures vivrières pratiquées dans toute l'étendue de toute 	Améliorer la productivité et la rentabilité des activités agricoles	Construire un magasin de stockage	<ul style="list-style-type: none"> -Maçons -Menuisiers -Ferrailleurs -Magasiniers -Maintenancier 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de chômage en baisse - Augmentation du revenu des producteurs - Baisse des pertes après récolte 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée
			Mettre sur pied une unité de transformation des produits agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Maçons - Menuisiers - Ferrailleurs - Magasiniers - Machiniste - Ingénieurs en produits alimentaires - Maintenancier 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de chômage en baisse - Augmentation du revenu des producteurs - Existence d'une plus value sur les produits agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée
			Construire une chambre froide	<ul style="list-style-type: none"> -Maçons -Menuisiers -Ferrailleurs -Magasiniers -Maintenancier 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction des denrées périssables - Réduction des maladies 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée
			Etendre les parcelles cultivées, de maïs, de pommes de terre, tomate et autres cultures	<ul style="list-style-type: none"> - Ouvriers agricoles - Vendeurs de produits agricoles - Fabricants de cageots - Producteurs de provendes 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de véritables bassins de productions - Augmentation des revenus des producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée
			Pratiquer les cultures de contre- saison dans	<ul style="list-style-type: none"> - Ouvriers agricoles - Vendeurs de 	<ul style="list-style-type: none"> - La sécurité alimentation est assurée 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix

	<ul style="list-style-type: none"> la commune Brigades phytosanitaires mises en place Plusieurs points de vente des produits vivriers ; Plusieurs sources de financement des projets agricoles existants (MC2, coopératives, projets/programmes, tontines). Présence d'une DDMINADER et d'une Délégation d'Arrondissement du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (DAMINDER) Présence du CEAC au chef-lieu de l'arrondissement 		les bas-fonds	produits agricoles	- Augmentation des revenus des producteurs	menacée
			Relancer la culture du café	Ouvriers agricoles	Nombre de nouveaux producteurs de café	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> Présence de 02 Postes Zootechniques (CPZ) dans l'Arrondissement Présence de plusieurs GIC et associations Existence d'une ferme-école Plusieurs types d'élevage Présence d'une délégation départementale et d'une délégation d'arrondissement de l'élevage, des pêches et des industries animales 	Améliorer la productivité et la rentabilité de l'activité d'élevage	Construire la tuerie	<ul style="list-style-type: none"> - Maçons - Menuisiers - Ferrailleurs - Magasiniers - Abatteurs 	Réduction des maladies dues au non-respect des règles d'hygiène lors de l'abattage des animaux	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée
			Promouvoir les activités apicoles	<ul style="list-style-type: none"> - Fabricants de ruches - Eleveurs d'abeilles - Vendeurs des produits apicoles (miel, cire, ruches) 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des l'offre du miel sur le marché - Augmentation du pouvoir d'achat des apiculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée
			Promouvoir l'élevage non- conventionnel	<ul style="list-style-type: none"> - Fabricants de cages - Multiplicateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'autres sources de protéines animales 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix

	<p>dans le chef-lieu du département des Hauts-Plateaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence de plusieurs projets/programme logés à la délégation (PNVRA, etc...) 			<p>des souches d'aulacodes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eleveurs des aulacodes (rats, hérissons, cochons dinde,) 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du pouvoir d'achat des éleveurs 	menacée
Tourisme	<ul style="list-style-type: none"> - Relief à caractère touristique (montagneux) par endroit dans la commune (Chengne, Ngougoua) - Belle architecture des 16 chefferies de 3e degré et de la chefferie supérieure Baham - Plusieurs sites touristiques (Monument de « trois statues » à Kenmali, réserve forestière à Chegne, Roches de Fovu musée culturel LAGWEU, Musée de la chefferie supérieure Baham) - Présence des roches de Lembeng - Lieu sacré de Touocmsi à Banka - Le site du Laakam à la chefferie Hiala - Présence du festival « LIE LA TATOMDJAP » - Présence des guides endogènes - Présence de conservateurs de musée - Présence 04 hôtels 	Promouvoir le tourisme	Viabiliser les sites touristiques	<ul style="list-style-type: none"> - Guides touristiques - Restaurateurs - Hôteliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du flux des touristes - Augmentation des recettes liées à l'activité touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée - La crainte de la profanation de ces lieux qui sont pour la plupart des lieux sacrés
			Construire 04 musées	<ul style="list-style-type: none"> - Maçons - Menuisier - Conservateur de musée 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du flux des touristes - Augmentation des recettes des musées 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée
			Faire du festival « Lie La Tatomdjap » un festival de très grande envergure	<ul style="list-style-type: none"> - Organisateur de festivals - Opérateur touristique 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du flux des touristes - Le développement d'autres activités autour du festival 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée
			Créer un office du tourisme	Opérateurs touristiques	Viabilisation permanente des sites touristiques existants	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée

Mine, Industrie et Développement Technologique	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de carrières de pierres (à Chengne, Ngougoua et Kaffo) et de latérites à Baho - Présence d'une Délégation Départementale des Mines, Industries et Développement Technologique au chef-lieu de l'arrondissement à Baham 	Faciliter l'exploitation des ressources minières de la commune de Baham	Installer une unité de transformation de pierres ornementales à Ngougoua	<ul style="list-style-type: none"> - Machinistes - Maçons - Menuisiers - Négociants et intermédiaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de chômage - Augmentation des recettes communales 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée
			Installer quelques concasseurs de pierres industrielles à Chengne et Kaffo	<ul style="list-style-type: none"> - Machinistes - Maçons - Menuisier - Négociants et intermédiaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de chômage - Augmentation des recettes communales 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée
Energie et énergie	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des grands vents - Relief favorable à l'exploitation de l'énergie éolienne - Présence de la chute de Vac-vac à Chengne 	Développer des potentialités communales en vue de produire de l'énergie hydroélectrique et éolienne	Construire le mini-barrage hydroélectrique de Chengne	<ul style="list-style-type: none"> - Ingénieurs en transport d'énergie - Techniciens en bâtiment 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de chômage - Augmentation des recettes communales - Mise sur pied d'un mécanisme en vue d'assurer la pérennisation de cette infrastructure hydroélectrique 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée
			Réaliser des études en vue de l'exploitation du potentiel éolien de la commune pour produire l'énergie éolienne	Technicien en énergies renouvelables	Réduction de la très forte dépendance de l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée
			Construire un château de rétention d'eau dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Géologue - Technicien hydraulique - Maçon - Menuisier 	Réduction du déficit en eau observé dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés financières - La paix menacée

4.5. Recapitulatif de la prise en compte de la petite enfance

La problématique liée à la petite enfance dans l'espace urbain de Baham a été ressortie après diagnostic dans les secteurs qui en sont concernés. Au nombre de sept, ces secteurs ont permis d'identifier les problèmes, les causes, les effets liés à cette catégorie sociale, et d'en exprimer les besoins

Tableau 26 : Problèmes liés à la petite enfance

N°	Secteur	Probleme identifié	Causes	Effets	Causes pertinentes	Besoins
1	Sport et éducation physique	Difficultés d'accès aux infrastructures sportives et au matériel didactique dans les écoles	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise structuration de l'enseignement d'EPS à l'éducation de base - Insuffisance des infrastructures sportives et du matériel didactique dans les écoles - Insuffisance caractérisée du taux d'enseignement d'EPS à l'éducation de base - Incompétence et Insuffisance de volonté des instituteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Très peu d'enfants pratiquent le sport à l'Ecole Maternelle (EM) et à l'Ecole Publique (EP) - Note insuffisante en sport à l'examen du Certificat d'Etudes Primaires (CEP) 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise structuration de l'enseignement d'EPS à l'éducation de base - Insuffisance des infrastructures sportives et du matériel didactique dans les écoles - Insuffisance caractérisée du taux d'enseignement d'EPS à l'éducation de base 	<ul style="list-style-type: none"> - Doter les 54 écoles primaires et maternelles de la commune de Baham des matériels sportifs et didactiques propres à la petite enfance (ballons de Basketball . de volleyball, de handball messieurs et dames et de foot ; Chasubles ; masse) - Organiser 01 séminaire par an de renforcement des capacités des instituteurs en service dans la commune à l'enseignement d'EPS - Organiser une fois par semaine des après-midi s sportifs dans les écoles - Aménager 35 aires de jeu dans les écoles primaires et maternelles de l'espace communal. - Aménager les 25 blocs dans les équipements ludiques, sanitaires pour l'épanouissement de la petite enfance

N°	Secteur	Probleme identifié	Causes	Effets	Causes pertinentes	Besoins
2	Agriculture	Faible encadrement familial des enfants mineurs de Baham	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance des droits des enfants - Pauvreté - Ignorance des parents - Exploitation des enfants à des fins lucratifs 	Utilisation recorrente des enfants comme main-d'œuvre agricole	Méconnaissance des droits des enfants	Organiser 04 campagnes de sensibilisation des populations sur le respect des droits des enfants notamment la Convention N°138 des Nations- Unies sur l'âge minimum au travail par an et par village
3	Education de base	Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité	Insuffisance des infrastructures et équipement dans les EM et écoles primaires du centre urbain	Mauvaises conditions de fréquentation des élèves	Insuffisance des infrastructures et équipement dans les EM et primaires	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les infrastructures et équipements dans les écoles primaires et maternelles de la commune: - Construire 30 salles de classe dans 12 écoles (...) - Construire 10 aires de jeux et de loisir dans 10 écoles primaires publiques de la commune - réhabiliter 25 salles de classe dans les écoles primaires des villages suivantes: Batossouo (09) ;Cheffou (03) ;Espace urbain (06) ;Chengne (03) ;Ngougoua(03) ;Demgo (02)) dans les écoles primaires publiques de la commune - Doter les écoles primaires de 94 table-bancs (Djemgheu (32), Cheffou (17), Demgo (19), Ngougoua (09), Espace urbain (290), Boukue (05), Banka (02), Pomze (09), Chengne (08) et Bapi (01))

N°	Secteur	Probleme identifié	Causes	Effets	Causes pertinentes	Besoins
			<ul style="list-style-type: none"> - Absence de points d'eau, latrines et bacs à ordures dans certains établissements scolaires - Mauvais état des latrines et points d'eau dans certains établissements scolaires - Insuffisance de sensibilisation des enfants sur les conditions d'hygiènes élémentaires 	Risques élevés de contamination des enfants	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de points d'eau, latrines et bacs à ordures dans certains établissements scolaires - Mauvais état des latrines et points d'eau dans certains établissements scolaires - Insuffisance de sensibilisation des enfants sur les conditions d'hygiènes élémentaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Construire/Réhabiliter 25 points d'eau dans les 25 établissements (...) - Construire 32 blocs de latrines dans toutes les écoles primaires et maternelles de l'espace urbain - Installer 162 bacs à ordures dans les 54 écoles primaires et maternelles de la commune (à raison de 03 par école) - Organiser 04 campagnes de sensibilisation par an dans les 54 écoles primaires et maternelles de la commune sur les règles d'hygiène élémentaire
4	Santé	Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de couverture vaccinale des enfants - Insuffisance de connaissances sur le VIH/SIDA par les adolescents - Insuffisance de prise en charge des enfants et orphelins de VIH/SIDA 	Faibles mesures preventives de lutte contre certaines maladies	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de couverture vaccinale des enfants - Insuffisance de connaissances sur le VIH/SIDA par les adolescents - Insuffisance de prise en charge des enfants et orphelins de VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer une couverture vaccinale complète aux enfants dans la commune de Baham - Redynamiser les 16 comités locaux de lutte contre le SIDA - Relancer le programme PNS-OEV

N°	Secteur	Probleme identifié	Causes	Effets	Causes pertinentes	Besoins
5	Administration territoriale et Décentralisation	Difficultés d'accès au service de l'administration	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance dans l'identification des enfants (acte de naissance) - Etablissement des actes de naissance frauduleux (sans souche) 	Présence de quelques enfants sans acte de naissance	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance dans l'identification des enfants (acte de naissance) - Etablissement des actes de naissance frauduleux (sans souche) 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser deux campagnes annuelles de sensibilisation des populations dans tous les villages de la commune, y compris l'espace urbain sur l'importance des actes de naissance - Organiser deux campagnes annuelles de sensibilisation des populations dans tous les villages de la commune, y compris l'espace urbain sur les conséquences liées à l'établissement frauduleux des actes de naissance
6	Commerce	Difficultés d'épanouissement des enfants mineurs Baham	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance des droits des enfants - Absence de structure d'encadrement et de divertissement 	Forte implication des petits enfants dans le commerce (vente ambulante)	Méconnaissance des droits des enfants	Organiser 03 campagnes de sensibilisation/vulgarisation des populations dans tous les villages de la commune, y compris l'espace urbain sur les droits des enfants notamment la Convention N°138 des Nations- Unies sur l'âge minimum au travail

N°	Secteur	Probleme identifié	Causes	Effets	Causes pertinentes	Besoins
7	Promotion de la femme et de la famille	Difficultés d'insertion socioprofessionnelle des filles-mères	<ul style="list-style-type: none"> - Non-identification des filles-mères en général et des mineurs en particulier - Absence d'appui en faveur de la fille-mère mineurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêt précoce des études - Exposition aux maladies 	<ul style="list-style-type: none"> - Non-identification des filles-mères en général et des mineurs en particulier - Absence d'appui en faveur de la fille-mère mineurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser 01 recensement des filles-mères mineurs de la commune Baham dans le but d'établir leur repertoire - Organiser 02 sessions de formation aux AGR en faveur des filles-mères mineurs de la ville et leur apporter des appuis conseils - Organiser 04 campagnes d'informations/éducation sur la sexualité en faveur de la jeune fille par an dans toute la commune de Baham

4.6. Récapitulatif de la prise en compte des changements climatiques

Tableau 27 : Problèmes liés aux changements climatiques

Secteur	Tendances	Problèmes/ Contraintes	Villages concernés	Causes du problème	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Mesures d'adaptation	Solutions envisageables
Communication	Fortes précipitations	Détériorations des outils de communication (poste radio et télévision)	Tous les villages de la commune	Perturbation des ondes	Interruptions des émissions	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses financières pour achat d'un nouvel appareil ou pour le dépannage de l'ancien - Absence des informations à temps réel 	Utiliser des contre-tonnerres	Renforcer en matériel les installations existantes.

Secteur	Tendances	Problèmes/ Contraintes	Villages concernés	Causes du problème	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Mesures d'adaptation	Solutions envisageables
Sport et éducation physique	Fortes précipitations	<ul style="list-style-type: none"> - Perturbation du calendrier sportif - Faible participation des populations aux activités d'EPS - Agression du froid 	Espace urbain	Risque d'accident du fait du mauvais état de la piste d'athlétisme/aire de jeu	<ul style="list-style-type: none"> - Exposition aux courbatures (mal de dos, crampes, mal de reins, etc.) - Exposition aux maladies cardiovasculaires et métaboliques 	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses pour se faire soigner - Arrêt momentané des activités 	Pratiquer le sport de salle /fitness	Multiplier des activités d'EPS avec la prise régulière des paramètres (tension, taux de glycémie, indice de masse corporelle...)
Agriculture	Vents violents	Destruction des cultures par le vent	Tous les villages + Espace urbain	Cultures sur billons et dans le sens de la pente		<ul style="list-style-type: none"> - Réduction du rendement agricole - Faible pouvoir d'achat des agriculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Pratique de la polyculture - Pratique du bon buttage - Construction des haies vives - Utilisation des tuteurs dans les bananeraies 	Pratiquer une association des cultures multi-étagées par le décalage spatial et temporel des semis
	Abondance de pluies	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de fortes adverses en période de récolte - Chute des fleurs 	Tous les villages + Espace urbain	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvais choix des périodes de semis et des variétés - Perturbation du régime pluviométrique dans la commune 		<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté de conservation (humidité élevée) - Pertes des produits récoltés dues aux moisissures - Faible rendement agricole 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des cribs de séchage - Administration aux plantes d'un traitement anti-fongique après chaque trois jours 	Actualiser le calendrier agricole pour un meilleur choix des périodes de semis et des variétés

Secteur	Tendances	Problèmes/ Contraintes	Villages concernés	Causes du problème	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Mesures d'adaptation	Solutions envisageables
Education	Vents violents	Destruction des infrastructures scolaires	Espace urbain	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de brise-vents - Utilisation du matériel de construction non- adapté - Non-respect des normes de construction 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'accident - Inondation des salles de salle 	<ul style="list-style-type: none"> - Pertes matérielles - Dépenses financières pour la reconstruction des infrastructures scolaires 	Culture des espèces (Eucalyptus sp, Podocarpus manii, Pinus sp etc.) capables d'être exploitées pour brise- vents	<ul style="list-style-type: none"> - Installer les brise- vents autour des infrastructures - Promouvoir le matériel durable de construction - Sensibiliser les populations au respect des normes de construction
	Fortes précipitations	Perturbation des enseignements (Calendrier scolaire)	Toute la commune y compris l'espace urbain	Bruits acoustiques		Retard dans la couverture des programmes		Organiser les cours de rattrapage
Habitat et développement urbain	Vents violents	Destruction des toits des habitations		<ul style="list-style-type: none"> - Absence de brise-vents - Utilisation du matériel de construction non-adapté - Réhabilitation tardive des infrastructures 	<ul style="list-style-type: none"> -Inondations - Risques d'accident 	<ul style="list-style-type: none"> - Pertes matérielles 	<ul style="list-style-type: none"> -Culture des espèces (Eucalyptus sp, Podocarpus manii, Pinus sp etc.) pouvant d'être exploitées pour brise- vents -Recours aux contre-vents lors de la construction des maisons d'habitation 	<ul style="list-style-type: none"> - Installer les brise-vents autour des infrastructures - Promouvoir le matériel durable de construction - Sensibiliser les populations au respect des normes de construction

Secteur	Tendances	Problèmes/ Contraintes	Villages concernés	Causes du problème	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Mesures d'adaptation	Solutions envisageables
Travaux publics	Abondance des pluies	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation de la voirie - Stagnation des eaux en surface 	Tous les villages de la commune, y compris l'espace urbain	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de rigoles - Présence des buses et caniveaux bouchés - Relief de plaine (Sur socle probablement saturé ou inerte) 	<ul style="list-style-type: none"> - Inondation de certaines voies - Accélération de la dégradation de la chaussée - Risques d'accident 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté de circulation des biens et des personnes - Cherté du transport - Périssément des denrées alimentaires - Faible pouvoir d'achat des agriculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Pose des planches sur la chaussée pour créer des passages pour la population - Entretien régulier (débouchage des caniveaux par la Commune) 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des comités de gestion de routes - Réaliser un plan d'assainissement de la ville - Réaliser les travaux de reboisement du périmètre urbain.

4.7. Esquisse du Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres de l'Espace Communal

Tableau 28 : Matrice des unités de paysages

Unité de paysage	Villages concernés	Caractéristiques	Utilisation actuelle	Potentialités	Problèmes /Contraintes	Solutions endogènes	Solutions préconisées
Haies vives	Demgo, Medjo, Lagweu	<ul style="list-style-type: none"> •Sols ferrallitiques •Végétation constituée d'herbes, de cultures, d'<i>eucalyptus</i> et d'arbres fruitiers, •Cultures en bocage 	<ul style="list-style-type: none"> •Zone de petit élevage (chèvres, porcs, volailles...) •Zone de cultures •Zone d'habitation 	<ul style="list-style-type: none"> •Relief peu accidenté •Pratique de l'agroforesterie •Cultures en courbes de niveau par endroit 	<ul style="list-style-type: none"> •Pauvreté des sols •Absence de parcelles agricoles pures (Lagweu, Medjo, Demgo) •Sols lessivés et surexploités (Demgo, Lagweu, Medjo) 	<ul style="list-style-type: none"> •Pratique de courtes jachères •Utilisation des fientes •Utilisation des 	<ul style="list-style-type: none"> •Pratique de l'assolement •Utilisation des plantes améliorantes •Utilisation du compost •Pratique de la jachère

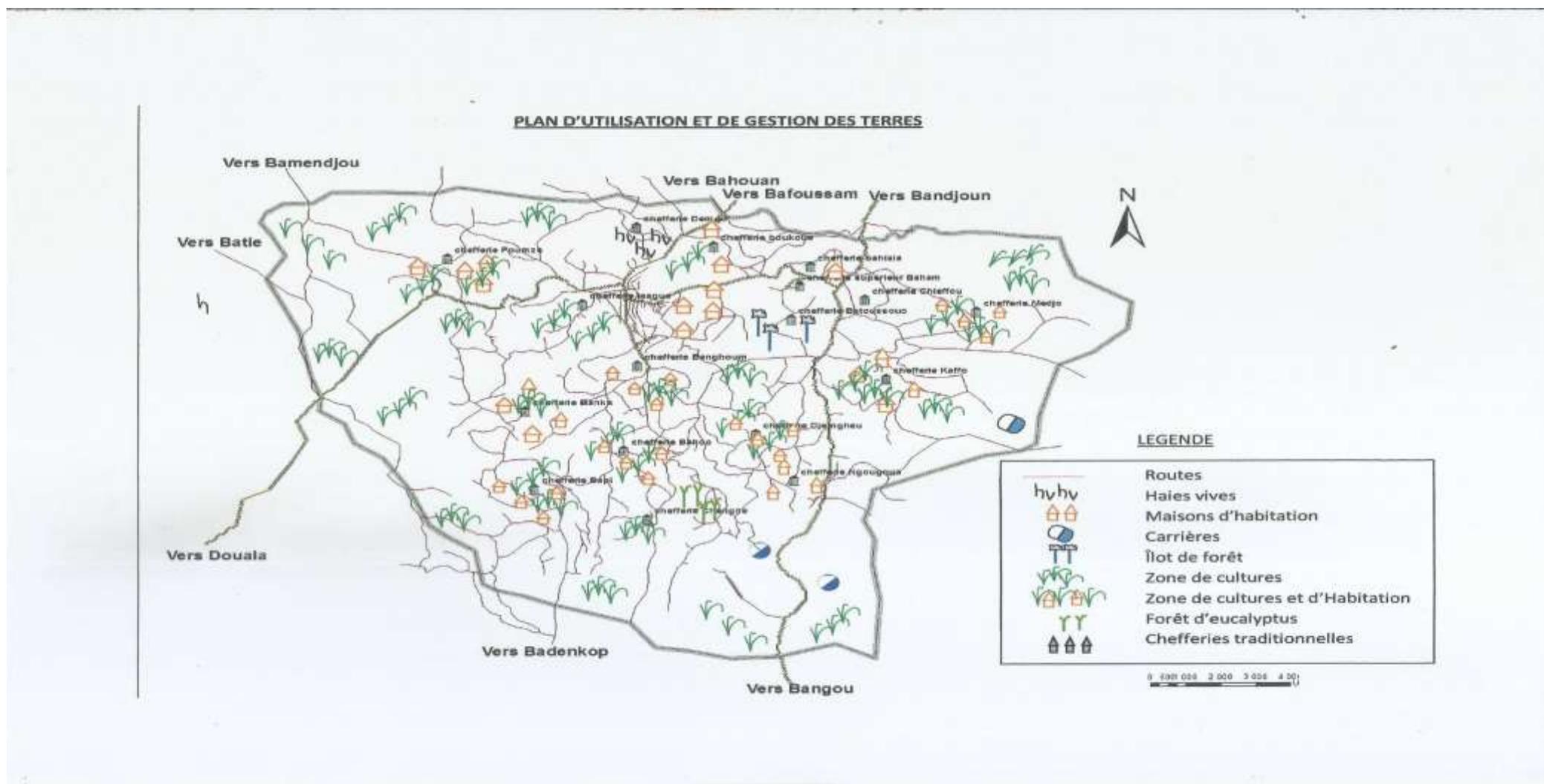
		<ul style="list-style-type: none"> • Clôtures faites du draecena et d'autres arbustes (Demgo, Medjo) • Brise-vents • Limites foncières 				engrais chimiques	améliorée
Zones de cultures et d'habitation (zones mixtes)	Ngougoua, Baghom, Djemgheu, Poumze, Cheffou, Baho, Kaffo, Banka, Batoussouo, Medjo, Bapi, Boukue, Lagweu, Chengne, Bahiala, Demgo	<ul style="list-style-type: none"> • Sols rouges ferrallitiques • Sols alluvionnaires et ferrallitiques • Végétation de savane (herbacée, arborée et arbustive). • Végétation avec prédominance des bananiers • Sols alluvionnaires (Chengne,) • Sols rocheux et argileux • Sols noirâtres et latéritiques par endroit • Présence de pentes et collines • Sols rouges et caillouteux par endroit (Poumze) • Sols argileux et sableux • Sols limoneux et argilo-latéritique, puis latéritiques (Medjo) 	<ul style="list-style-type: none"> • Zone de cultures (cultures vivrières, cultures pérennes, cultures maraîchères) • Zone d'habitation (prédominance de maisons faites en briques de terre) • Zone de pratique du petit élevage (chèvres, porcs, volaille, ...) • Lieu de cultes animistes du fait de la présence dans cet endroit de lieux sacrés 	<ul style="list-style-type: none"> • Présence des bas-fonds (Ngougoua, Baghom, Djemgheu, Poumze, Cheffou) • Présence des raphias (Baghom, Baho, Kaffo...) • Pratique des cultures en courbes de niveau par endroit (Baghom, Ngougoua, Banka...) • Présence d'une zone de captage au-dessus du mont SEKEM à KAFFO • Présence de quelques rivières pouvant faciliter l'irrigation des champs pendant la saison sèche (Cheffou) • Présence des zones agro-forestières dans toute la commune • Pratique de courtes jachères (Banka, Batoussouo, Cheffou) • Climat favorable à l'agriculture et à la vie • Relief favorable à la mécanisation agricole 	<ul style="list-style-type: none"> • Usage des feux de brousse (Baho,) • Erosion des sols • Surexploitation des sols • Perte de fertilité des sols • Disposition verticale des billons (dans le sens de la pente) • Pratique de l'écobuage • Routes non entretenues • Associations culturelles et anarchiques (Djemgheu, Medjo) • Pratique d'une agriculture rudimentaire • Occupation des routes par les billons • Destruction des raphias au profit des cultures maraîchères (Djemgheu) 	<ul style="list-style-type: none"> • Rotation des cultures • Apport en engrais biologiques • Ecobuage • Utilisation de l'engrais chimique 	<ul style="list-style-type: none"> • Pratique des cultures en courbes de niveau • Utilisation des plantes améliorantes • Apport important en engrais biologiques aux plantes • Pratique de la jachère améliorée • Pratique de la rotation des cultures

				<p>par endroit (Baho)</p> <ul style="list-style-type: none"> •Présence de quelques plantes améliorantes (Medjo) •Présence d'un cours d'eau pouvant aider à irriguer les cultures (Cheffou, Baghom) 			
Zones de cultures	<p>Ngougoua , Baghom, Djemgheu , Poumze, Cheffou, Baho, Kaffo, Banka, Batousso uo, Medjo, Bapi, Boukue, Lagweu, Chengne, Bahiala, Demgo</p>	<ul style="list-style-type: none"> •Sols sablonneux et rocheux •Sols latéritiques •Savane arborée •Sols alluvionnaires, ferralitiques et latéritiques •Savane herbacée •Présence d'un affleurement rocheux •Zones agro-forestières •Sols rouges, 	Pratique de l'agriculture	<ul style="list-style-type: none"> •Cultures en courbe de niveau (Baghom, Ngougoua), •Présence des bas-fonds pour les cultures de contre-saison (Baghom) •Présence des raphias (Baghom) 	<ul style="list-style-type: none"> •Relief accidenté •Pauvreté de la faune (papillons et oiseaux) •Pauvreté des sols •Etroitesse des parcelles cultivées •Climat favorable à l'agriculture •Absence de parcelles agricoles pures (Banka, Djemgheu, Bapi...) •Pratique des feux de brousse (Baho, •Pistes agricoles mal entretenues •Présence des ravageurs de cultures •Rétrécissement des pistes agricoles à cause de leur occupation par les billons (Djemgheu, Batoussouo) •Assèchement des cours d'eau du fait de la culture des eucalyptus (Chengne) •Non-respect de 	<ul style="list-style-type: none"> •Utilisation des engrais organiques (fientes de poules et déchets de cuisine) •Tendance du sol à l'acidité 	<ul style="list-style-type: none"> •Pratique de l'agroforesterie •Utilisation des engrais organiques et chimiques •Pratique de l'assolement •Organisation des producteurs et rapprochement des chefs de poste agricoles

					l'itinéraire technique		
Îlot de forêt	Batoussouo	<ul style="list-style-type: none"> •Sols mixtes (latérite mélangée avec de l'humus) •Végétation constituée d'arbres sauvages •Zone de petite chasse (Batoussouo) 	<ul style="list-style-type: none"> •Lieu de pratique de quelques cultures •Lieu de cultes animistes du fait de la présence dans cet endroit de lieux sacrés 	<ul style="list-style-type: none"> •Zone touristique •Ecosystème favorable au développement des espèces fauniques 	Difficulté d'accès		
Forêt artificielle d'eucalyptus	Chengne	<ul style="list-style-type: none"> •Sols latéritiques, basaltiques et gravillonnaires •Végétation constituée d'un mélange d'eucalyptus et d'herbes •Sols basaltiques et •Puits de carbone 	Zone de culture des eucalyptus, des arbres à pin, du pidjum africanus)	<ul style="list-style-type: none"> •Présence de bas-fonds •Présence de raphias 	<ul style="list-style-type: none"> •Présence de fortes pentes •Pratique des feux de brousse (Chengne, 		<ul style="list-style-type: none"> •Recours au fumier végétal pour élever le niveau de fertilité du sol •Sensibiliser les populations sur les inconvénients de la pratique des feux de brousse

La carte 2 ci-dessous présente l'esquisse du plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal. Il y apparaît 07 modes d'utilisation des terres lesquelles terres sont gérées par les populations locales, la commune et les autorités (traditionnelles et administratives). Sur le plan spatial, les zones de cultures et d'habitats sont présentes et de façon éparse sur tout le territoire communal. Les zones de carrières de pierre se situent dans le Sud - Est de la commune et ce sont elles en réalité qui sont propices à l'exploitation minière, tandis que les îlots de forêts se retrouvent dans la partie septentrionale du territoire communal.

Carte 2 : Esquisse du PUGT



5. PROGRAMMATION

5.1 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

Tableau 28 : CDMT

Secteurs	Intitulé du projet	Lieu de réalisation	Indicateur de résultat	Période de réalisation			Respon-sable	Partenaires	Coût du projet (x1000 FCFA)	Sources de financement	
				2015	2016	2017				Com-mune	Partena-ires et autres
Education de base	Construction du bloc maternel à l'école maternelle publique	Baho	01 école maternelle publique construite				Maire	DDBASE Baham	25 000	X	X
	Construction du bloc maternel à l'école maternelle publique	Lagweu	01 école maternelle publique construite				Maire	DDBASE Baham	25 000	X	X
	Construction de 02 salles de classe à l'école primaire bilingue du Centre Urbain	Espace urbain	02 salles de classe construites				Maire	DDBASE Baham	16 000	X	X
	Construction du bloc maternel à l'école maternelle publique	Bapi	01 école maternelle publique construite				Maire	DDBASE Baham	25 000	X	X
	Construction du bloc maternel à l'école maternelle bilingue publique	Hiala	01 école maternelle publique construite				-Maire	-DDBASE Baham	25 000	X	X
	Construction du bloc maternel à l'école maternelle publique	Banka	01 école maternelle publique construite				Maire	DDBASE Baham	25 000	X	X

	Equipement de 60 tables bancs à l'école publique de Demgo	Demgo	60 tables bancs acquis				Maire	DDBASE Baham	1800	X	BIP
	Construction du bloc maternel à l'école maternelle	Ngougoua	01 bloc maternel construit				Maire	DDBASE Baham	25 000	X	X
Energie	Extension du réseau électrique sur les axes : Magaing – carrefour Bu'tagne, kamdem Laurent –Mamyom, Mission catholique –Bu'kamdem, Nzutamgula – Té Djonoue	Poumze	Nombre d'axes électrifiés				Maire	- DDEE Baham	50 000	X	X
	Extension du réseau ENEO sur les axes: Ma Odette Tapokam (1,8km) Chefferie –Simkem (600 m) Tabougue – Tekeu Kuatse	Baghom	Nombre d'axes électrifié				Maire	- DDEE Baham	20 000	X	X
	Electrification de l'axe Demgo – Mboukue centre	Demgo-Boukue	L'axe Demgo-Boukue électrifié				Maire	DDEE Baham	22 000	X	X
Eau	Forage à Motricité Humaine	Demgo	01 forage à motricité humaine construit à Demgo				Maire	DDEE Baham	8 000	X	BIP
	Captage et Adduction d'Eau du Mont Sekem à Kaffo (AEP)	Kaffo	La longueur du linéaire d'extension				Maire	DDEE Baham	76 875	X	Etat
	Construction d'un point d'eau (forage/puits) à l'hôpital de district de	Espace urbain	01 point d'eau construit à				Maire	DDEE Baham	8 000	X	X

	Baham		l'hôpital de Baham								
	Création d'un 01 point d'eau potable à Cheffou	Cheffou	01 point d'eau potable créé à Cheffou				Maire	DDEE Baham	8 000	X	X
	Construction d'un château d'eau y compris forage équipé de pompe et mini-adduction d'eau au centre administratif	Espace urbain	01 mini adduction d'eau construit				Maire	- DDEE Baham	40 000	X	X
	Construction d'un point d'eau à MEWAIN 1	Baho	01 point d'eau construit				Maire	DDEE Baham	8 000	X	X
	Diagnostic de l'état de fonctionnement des puits et forages de la commune de Baham avec l'appui technique du MINEE	Tous les 16 villages+Es pace urbain	01 diagnostic de l'état de fonctionnement des puits et forages réalisé				Maire	DDEE Baham	4 000	X	
	Construction d'un forage à l'école publique de Kaffo	Kaffo	01 forage construit				Maire	DDEE Baham	8 000	X	X
Travaux Publics	Ouverture/ Réhabilitation Route Baham-Bapi (4km)	Bapi	01 route réhabilitée				Maire	DDTP Baham	20 000	X	X
	Elargissement de la route principale de l'école EEC à la chefferie Demgo (5km)	Demgo	01 axe routier élargi				Maire	DDTP Baham	20 000	X	X
	Entretien des routes sur 2,5km des axes: <ul style="list-style-type: none"> • Kamkatse-Chefferie • Djemgheu-Général • CSI-Axe principal • Eglise catho-Yomnie 	Ngougoua	04 axes routiers entretenus				Maire	DDTP Baham	30 000	X	X

Bitumage du tronçon : • carrefour Colonel DJOKO-DD MINMAP / Hauts Plateaux –sous préfecture de Baham (1,312km) •Mairie-DD MINEPAT- Résidence du préfet (2X0,3 km)	Espace urbain					Maire	DDTP Baham	205 500	X	X
Construction 04 ponceaux: Tabougeu ,Tekeu Isidore , Tapokam ,Paul Tsemo	Baghom	04 ponceaux construits				Maire	DDTP Baham	25 000	X	X
Construction de 01 pont à Djemgheu	Djemgheu	01 pont construit				Maire	DDTP Baham	20 000	X	X
Entretien routier sur 3 km des axes • Mekam Demlo- Ecole.Pub • Ecole Pub – DemDjemgheu • Tofemgwo- Ngougoua • ToDjemgheu-Kamtin	Djemgheu	04 axes routiers				Maire	DDTP Baham	25 000	X	X
Construction de 01 pont à (kouossouo, Gouetchom)	Batoussouo	01 pont construit				Maire	DDTP Baham	35 000	X	X
Construction d'un pont à Banka (Keum)	Banka	01 pont construit à Banka				Maire	DDTP Baham	25 000	X	X
Entretien routier sur les axes : • Fougne-Tega • CSI-Cheffou • CETIC kamdjemoo	Medjo	03 axes routiers entretenus				Maire	DDTP Baham	10 000	X	BIP

Entretien routier des axes de la commune <ul style="list-style-type: none"> KamWhouon- Kamtain-Chengne- Inter D63 Lycée Bilingue de Baham-Djemghue (inter route Batossouo) Djemghue (inter route Batossouo) – Lycée technique- Inter route vers KamDjemghue Route MARIMAR KamWhouon- Kam Djemghue –EP Djemghue-Chefferie Ngougoua (Inter-D62) 	Toute la commune	05 d'axes routiers de la commune entretenus			Maire	DDTP Baham	27 778	X	BIP
Réhabilitation Piste agricole : <ul style="list-style-type: none"> Carrefour Tamo Watchoum-SAR/SM- Foyer Lagweu – carrefour Deffo Kamwa (5 km) 	Lagweu	01 piste agricole réhabilitée			Maire	DDTP Baham	25 000	X	BIP
Entretien routier Tchomso (Inter N5)-Kouobouo et bretelle	Toute la commune	01 axe routier entretenu			Maire	DDTP Baham	45 000	X	BIP
Tarring works of the road Route Nleubsem-Tsela (Carrefour Kamghom-Carrefour Guépard) Phase 2	Toute la commune	01 axe bitumé			Maire	DDTP Baham	45 000	X	BIP
Entretien routier D64-Kammey 01-CSI de Toumi	Toute la commune	01 axe routier entretenu			Maire	DDTP Baham	45 000	X	BIP

	Construction d'un pont reliant Dindjoue à Demchengne et à Chengne y compris ouverture de la route	Chengne	Nombre de caniveaux construits				Maire	DDTP Baham	28 000	X	X
	Bitumage des axes : <ul style="list-style-type: none"> • du carrefour ancien-collège Henirich-carrefour foyer lagweu (0,8km) • l'axe Kamghom – Kamkansim – inter D63 long de 3.54 Km • Carrefour Kamghom- Carrefour Djemgheu- école publique de Djemgheu long de 2 km • des routes des écoles (Hougne Lycée de Medjo 3,8 km - Kamghom Lycée Technique 2,5 km - Kamghom CES B de Chengne 4,5 km) (10,8 Km) • route Kam Djemgheu- Batossouo-Kaffo Chefferie-Cheffou Chefferie - inter D62 (15 km) 	Espace Urbain BaWouom , Djemgheu, Medjo, Kaffo , Cheffou	05 axes bitumés				Maire	DDTP Baham	1 331 000	X	X
Enseignements secondaires	Construction de 02 salles de classes à l'E.N.I.EG Boukue	Boukue	02 salles de classe construites à l'ENIEG de Boukue				Maire	DDES Baham	21 000	X	BIP
	Réhabilitation des	Espace urbain	des infrastructure				Maire	DDBASE	3 000	X	BIP

	infrastructures scolaires Baham		s réhabilitées								
	Construction de 02 salles de classe au CES de Chengne	Chengne	02 salles de classe construit				Maire	DDES Baham	16 000	X	X
	Construction et d'équipement d'un atelier au CETIC de Medjo	Medjo	01 atelier construit et équipé				Maire	DDES Baham	25 000	X	X
	Construction de 02 salles de classe au lycée de Poumze	Poumze	02 salles de classe construit				Maire	DDES Baham	16 000	X	X
	Equipement de 60 tables bancs à l'ENIEG	Boukue	60 tables bancs acquis				Maire	DDES Baham	1800	X	BIP
Santé	Equipement bloc d'accouchement	Ngougoua	01 bloc d'accouchement équipé				Maire	DS Baham	8 000	X	BIP
	Equipement bloc d'accouchement	Hiala	01 bloc d'accouchement équipé				Maire	DS Baham	8 000	X	BIP
	Promotion de la santé par l'achèvement de la construction du CSI	Batoussouo	01 CSI achevé à Batoussouo				Maire	DS Baham	25 000	X	X
	Construction et équipement d'une maternité au CSI de Chengne	Chengne	01 maternité construite et équipée				Maire	DS Baham	50 000	X	X
	Equipement en outil informatique à l'hôpital de district	Toute la commune	01 équipement en outil informatique remis à l'hôpital				Maire	DS Baham	4 950	X	BIP
	Construction d'un incinérateur à l'hôpital de district	Espace Urbain	01 incinérateur de déchets				Maire	DS Baham	5 000	X	X

			construit								
	Construction du Centre de Santé de Intégré (du poste de stratégie avancée) Banka	Banka	01 CSI construit				Maire	DS Baham	50 000	X	X
Emploi et formation professionnelle	Projet de structuration des différents corps de métiers de l'espace urbain	Espace urbain	Nombre de corps de métiers structurés				Maire	DDEFOP Baham	3 000	X	X
Agriculture	Construction d'une case communautaire	Cheffou	01 case communautaire construite				Maire	DDADER Baham	15 000	X	X
	Construction de la case communautaire	Bapi	01 case communautaire construite				Maire	DDADER Baham	14 000	X	BIP
	Construction d'un hangar pour conservation de pommes de terre	Chengne	01 hangar de conservation des pommes construit				Maire	DDADER Baham	15 000	X	X
	Construction d'un magasin de stockage	Djemgheu	01 magasin de stockage de Djemgheu construit				Maire	DDADER Baham	40 000	X	X
Commerce	Construction d'un marché périodique à Medjo	Medjo	01 marché construit				Maire	DDCOMM ERCE Baham	40 000	X	X
	Construction d'un hangar de 24 places au marché de Banka	Banka	01 hangar construit				Maire	DDCOMM ERCE Baham	15 000	X	X
	Appui financier Société Coopérative Full Belly	Toute la commune	Le montant de l'appui				Maire	DDCOMM ERCE Baham	2 000	X	BIP

	Construction d'un hangar de 24 places et un bloc latrines de 03 cellules marché de Bahiala	Bahiala	01 hangar construit				Maire	DDCOMM ERCE Baham	16 980	X	PNDP et autres
Elevage	Construction d'un abattoir municipal (tuerie) du centre urbain	Espace urbain	01 abattoir construit				Maire	DDEPIA Baham	53 098	X	X
	Projet de création d'une ferme-école	Ngougoua	01 ferme-école créée				Maire	DDEPIA Baham	25 000	X	X
	Construction d'une chambre froide au marché central de Baham	Espace urbain	01 chambre froide construite				Maire	DDEPIA Baham	28 106	X	PNDP et autres
Petites et Moyennes Entreprises Economie Sociale et Artisanat	Appui à l'informatisation de l'enregistrement des artisans	Toute la commune	01 système d'informatisation de l'enregistrement des artisans mis en place				Maire	DDPEMESA Baham	1 000	X	BIP
Transport	Construction d'une gare routière à Magaing	Poumze	01 gare routière construite à Poumze				Maire	DDT Baham	45 000	X	X
Culture	Achèvement du foyer social et culturel de Boukue	Boukue	01 foyer social achevé				Maire	DR CULT Bfsam	15 000	X	X
	Construction d'un centre d'art et de la culture à la chefferie	Lagweu	01 centre d'art et de la culture construit				Maire	DR CULT Bfsam	25 000	X	X
Institution communale	Constitution d'une banque de projets et recherche des financements	Commune	-01 banque de projets constituée				Maire		2 000	X	X

Achèvement des toilettes extérieures de la Mairie	Commune	Nombre de toilettes extérieures de achevées				Maire		2 500	X	
Construction de l'hôtel de ville de Baham	Commune	01 hôtel de ville de Baham construite				Maire	DDHDU	415 000	x	FEICOM
Achèvement de la construction du complexe sportif communal	Commune	01 complexe sportif achevé				Maire	DDESEP	40 000	X	X
Promotion des approches HIMO dans les investissements publics	Commune	Les investissements publics réalisés avec l'approche HIMO				Maire	DDTP	120 000	X	MINEPAT
Constitution des réserves foncières pour logement sociaux à Baham 100ha	Commune	Nombre de parcelles de terrains acquis				Maire	DDCAF	19 000	X	BIP
Construction de 04 portails aux entrées du marché central de Baham	Commune	04 portails construits				Maire		2 000	X	
Reboisement des forêts communales de Baham	Commune	Au moins une forêt reboisée				Maire	DDFOF	60 000		
Aménagement d'un site de décharge communale des déchets	Commune	01 site de charge des déchets aménagé				Maire	DDEPN/DDHDU	500 000	X	X
Plantation des gazons sur tout le terre-plein central du centre urbain de Baham	Commune	Surface du terre-plein central couverte par le gazon				Maire	DDEPN/DDHDU	2 000	X	

Habitat et développement urbain	Elaboration du Plan Sommaire d'urbanisme de la commune de Baham	Commune	01 plan sommaire d'urbanisme actualisé				Maire	DDHDU	2 500	X	
Sport et éducation physique	Construction d'un centre de formation en disciplines sportives	Cheffou	01 centre de formation en disciplines sportives construit				Maire	DDESEP	4 500	X	X
	Equipement de 05 écoles primaires en matériels sportifs propres à la catégorie de cette tranche scolaire	Espace urbain	05 écoles équipées en matériels sportifs				Maire	DDESEP	3 000	X	X
Promotion de la femme et de la famille	Construction du Centre de la Promotion de la Femme et de la Famille de Baham	Toute la commune	Un Centre de la Promotion de la Femme et de la Famille construit				Maire	DDPFF	100 000	X	X
TOTAL									4 029 029		

5.2 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Le CDMT de la Commune de Baham contient des microprojets d'ordre infrastructurel (social, énergétique, hydraulique et routier) lesquels peuvent relativement affecter l'environnement et avoir une influence sur le plan social. Ces impacts environnementaux et sociaux les plus significatifs peuvent être positifs ou négatifs. Les mesures d'optimisation et d'atténuation envisageables des impacts environnementaux et sociaux liés à la mise en œuvre de ces projets pour les trois années prochaines sont formulées dans les tableaux suivants:

5.2.1 Principaux impacts environnementaux potentiels

Tableau 30 : Impacts environnementaux potentiels

No	Nature des projets	Activités principales à impacts	Impacts environnementaux négatifs	Mesures environnementales d'atténuation	Impacts environnementaux positifs potentiels	Mesures environnementales d'optimisation
1	<p><u>Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction de 08 salles de classe à Boukue, Espace urbain, Chengne, Poumze - Construction de 06 blocs maternels à Ngougoua, Banka, Hiala, Baho, Bapi et Lagweu - Construction d'un atelier au CETIC de Medjo - Construction de 02 CSI à Batoussouo, Banka et 01 bâtiment (de la maternité) au CSI de Chengne-Bapi - Construction d'un incinérateur à l'hôpital de district - Construction d'une case communauté à Cheffou - Construction d'un marché à Medjo - Construction d'un magasin de 	<p>Terrassement pour implantation de chaque chantier et de chaque infrastructure</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de perte des espèces ligneuses - Disparition du couvert végétal due à la destruction des arbres sur le site de construction des infrastructures. 	<ul style="list-style-type: none"> - Reboisement des sites (Arbres adaptés) des ouvrages - Bon choix des sites. 	<p>Consolidation de la gouvernance locale à travers le screening environnemental participatif et l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en concertation avec le public.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des comités de gestion et de protection de l'environnement. - Sensibiliser et impliquer les populations dans le remplissage du formulaire du screening environnemental - Organiser dans la commune une journée sur l'hygiène et la salubrité récompensant l'établissement
	<p>Travaux de menuiserie et de maçonnerie</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'érosion des sols - Risque de réduction de la stabilité du sol 	<p>Engazonnement des pentes perturbées</p>			
			<ul style="list-style-type: none"> - Risque de pollution atmosphérique (élévation de la poussière, - contamination de la couche superficielle du sol par les huiles de vidange) 	<p>Réaliser des vidanges des engins/ véhicules dans les stations service</p>		

	<ul style="list-style-type: none"> stockage à Djemgheu - Construction de 03 hangars à Hiala, Banka et Chengne - Construction d'un centre de la promotion de la femme et de la famille - Construction d'un hôtel de ville - Construction d'un centre de formation en disciplines sportives à Cheffou - Construction d'un centre d'art et de la culture à la chefferie Lagweu - Construction d'une gare routière à Magaing - Construction d'une chambre froide au marché du centre urbain - Construction d'un abattoir municipal (tuerie) du centre urbain - Achèvement de la construction du complexe sportif communal 	Construction des latrines dans les écoles et autres établissements publics	Contamination des eaux des puits traditionnels dans les alentours des latrines	Respecter une distance d'au moins 50 mètres du point d'eau pour la construction des latrines		scolaire le plus propre pendant laquelle M.Chemise interviendra et partagera son expérience sur l'hygiène et la salubrité
2	<p><u>Microprojet hydrauliques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction de 5 points d'eau (Forage/Puits) à Demgo, Espace Urbain, Kaffo, Baho et Cheffou - Captage et Adduction d'Eau du Mont Sekem à Kaffo (AEP) - Construction d'un château de retention dans l'espace urbain 	<p>Implantation de nouveaux points d'eau</p>	<p>Risques de contamination et d'infiltration des eaux souillées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Bon choix des sites. - Maintenir les ouvrages à risques (latrines) à au moins 50 m du point d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du nombre des points d'eau - Redynamisation des systèmes de gouvernance locale à travers le screening environnemental participatif ainsi que l'utilisation du formulaire screening environnemental impliquant l'avis du public 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des comités de gestion et établir les règles d'usage ainsi que le mécanisme de fonctionnement et d'entretien - Sensibilisation et implication du public dans le remplissage du formulaire du screening environnement
		<p>Aménagement des lieux de captage et creusement des tranchées pour</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'envasement et de stagnation des eaux usées - Risque de pollution de l'eau depuis le point de captage 	<ul style="list-style-type: none"> - Bien concevoir ou exécuter l'ouvrage - Eviter en amont du captage : les traitements phytosanitaires, le 		

		mettre en place des drains et canalisations		deboisement et l'enfouissement des corps d'animaux, l'implantation des tombes	- Diminution de la pression sur les ressources hydrauliques	al
		Construction des margelles pour puits d'eau	Effets des eaux stagnantes (insalubrité) autour du point d'eau	- Eliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Aménagement des puits perdus		
		Traitement de l'eau	Risque d'intoxication des populations dû au mauvais dosage du chlore	Respecter les prescriptions des spécialistes		
3	Microprojets structurants <ul style="list-style-type: none"> - Extension du réseau électrique ENEO sur un linéaire de 17,5 km - Entretien de 15 km de route - Ouverture de 18 km de route - Bitumage du réseau routier sur 40 km - Construction de 4 ponts à Banka, Chengne, Djemgheu et Batoussouo - Construction de 04 ponceaux à Baghom - Promotion des approches HIMO dans les investissements publics 	Mise en place des câbles électriques	Risque d'incendie	Interdiction des feux de brousse	Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative de même que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public	Sensibiliser et impliquer les populations lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental
		Construction des rigoles et canaux de ruissèlement	Ensablement du fait des eaux de ruissèlement des parcelles fertiles dans les bas-fonds.	Construire les rigoles en les orientant hors des parcelles cultivées.		
		Aménagement des voies avec rechargement	Risque d'embourbement - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunt - Risque de perte des espèces ligneuses	Installation des barrières de pluie - Engazonner les pentes perturbées - Reboiser avec les arbres - Remise en état des zones d'emprunt		

		Transport par camions des matériaux (pierres, latérite, ciment etc.)	Risque de contamination de la couche superficielle du sol par les huiles de vidange et les poussières	- Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Arroser en saison sèche l'itinéraire des travaux		
4	<p><u>Microprojet de gestion des ressources naturelles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement d'un site de décharge • Plantation des gazons sur tout le terre-plein central du centre urbain de Baham 	Terrassement pour l'implantation du site de la décharge	Risque d'érosion du sol	Engazonnements des pentes perturbées	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire du screening environnemental impliquant la consultation du public - Diminution de la pression sur les ressources naturelles - Conservation de la biodiversité 	Sensibilisation des populations à la protection de l'environnement
Risque de pertes d'espèces ligneuses			Elaboration d'un plan simple de gestion des ressources communales			
Risques d'incendie du gazon			Sensibilisation des fumeurs			
		Transport par camions des matériaux (pierres, latérite, ciment etc.) et circulation des engins	<ul style="list-style-type: none"> • Risques de pollution de l'atmosphère par la poussière et les odeurs • Contamination du sol de la nappe phréatique par les huiles de vidange 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire un tri entre les déchets biodégradables et non biodégradables - Créer une unité de recyclage des déchets biodégradables - Réaliser des vidanges des engins/ véhicules dans les stations service 		

5.2.2 Principaux impacts sociaux potentiels

Tableau 31: Impacts sociaux potentiels

No	Nature des projets	Activités principales à impacts	Impacts sociaux négatifs	Mesures sociales d'atténuation	Impacts sociaux positifs potentiels	Mesures sociales d'optimisation
1	<p><u>Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction de 08 salles de classe à Boukue, Espace urbain, Chengne, Poumze - Construction de 06 blocs maternels à Ngougoua, Banka, Hiala, Baho, Bapi et Lagweu - Construction d'un atelier au CETIC de Medjo - Construction de 02 CSI à Batoussouo, Banka et 01 bâtiment (de la maternité) au CSI de Chengne-Bapi - Construction d'un incinérateur à l'hôpital de district - Construction d'une case communauté à Cheffou - Construction d'un marché à Medjo - Construction d'un magasin de stockage à Djemgheu - Construction de 03 hangars à Hiala, Banka et Chengne - Construction d'un centre de la promotion de la femme et de la famille - Construction d'un hôtel de ville - Construction d'un centre de formation en disciplines sportives à Cheffou - Construction d'un centre d'art et de la culture 	<p>Acquisition des sites de construction</p>	<p>Risque de conflits sur le choix de site</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Négocier de façon concertée les sites des ouvrages. - Obtenir l'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site. 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la gouvernance locale à travers la gestion des fonds mobilisés et des ouvrages réalisés - Amélioration des conditions de fréquentation des populations - Amélioration de la qualité de l'éducation offerte - Amélioration des revenus de la population (main d'œuvre) - Facilitation de l'accès aux soins de santé - Développement des mouvements associatifs. - Amélioration du suivi psychosocial des populations - Facilitation et amélioration des activités sportives - Facilitation de la 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations sur la protection des ouvrages communautaires - Mettre en place les comités de vigilance.
		<p>Exécution des travaux de construction des infrastructures</p>	<p>Risque de déplacement et de réinstallation involontaire des populations avec perte d'activités et biens</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêter et vulgariser les mesures de compensation des biens et cultures mis en cause - Activer le plan de recasement 		
			<p>Risque d'insécurité des personnes et biens.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nettoyer et cantonner les ouvrages. - Mettre en place des sous-comités de vigilance contre l'insécurité. 		
			<p>Risque des conflits entre les bénéficiaires du microprojet.</p>	<p>Solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles et administratives.</p>		
			<p>Risque de marginalisation des personnes vulnérables.</p>	<p>Identifier les priorités des personnes vulnérables dans le</p>		

	<p>à la chefferie Lagweu</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction d'une gare routière à Magaing - Construction d'une chambre froide au marché du centre urbain - Construction d'un abattoir municipal (tuerie) du centre urbain - Achèvement de la construction du complexe sportif communal 			PCD	<p>formation professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> - Facilitation de l'insertion socio professionnelle 	
2	<p><u>Microprojets hydrauliques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction de 5 points d'eau (Forage/Puits) à Demgo, Espace Urbain, Kaffo, Baho et Cheffou - Captage et Adduction d'Eau du Mont Sekem à Kaffo (AEP) - Construction d'un château dans l'espace urbain 	Choix du site du microprojet	Risque de conflits sur le choix de site	<ul style="list-style-type: none"> - Négocier de façon concertée les sites des ouvrages. - Obtenir l'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site. 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds - Amélioration de la gouvernance locale à travers l'institution des comités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations sur l'hygiène des points de captage de l'eau potable
		Construction et exploitation de l'ouvrage	Risque de déplacement involontaire et de réinstallation	Indemniser les populations déplacées à juste prix	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des revenus (main-d'œuvre locale) à travers augmentation des offres d'emploi - Diminution des maladies hydriques du fait de l'augmentation de l'accès à l'eau 	
			Risque d'intoxication dû aux fautes techniques de dosage en chlore et mauvaises manipulations des ouvrages	Former le comité de gestion au dosage du chlore et à la bonne manipulation des ouvrages		
			Leadership autour de la gestion des ouvrages	Mettre en place un comité de gestion de l'ouvrage y inclure les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et	<ul style="list-style-type: none"> - Diminution de la corvée d'eau pour les femmes et les enfants 	

				d'entretien de l'ouvrage		
			Risques d'envasement et maintenance des ouvrages	Bien concevoir ou exécuter l'ouvrage		-
3	<p><u>Microprojets structurants</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Extension du réseau électrique ENEO sur un linéaire de 17,5 km - Entretien de 15 km de route - Ouverture de 18 km de route - Bitumage du réseau routier sur 40 km - Construction de 4 ponts à Banka, Chengne, Djemgheu et Batoussouo - Construction de 04 ponceaux à Baghom - Promotion des approches HIMO dans les investissements publics 	Exécution des travaux	<p>Risque d'accident,</p> <p>Insécurité des personnes et des biens</p> <p>Risque de déplacement et de réinstallation</p> <p>Risque d'augmentation des IST/VIH/SIDA, des grossesses non désirées avec la présence de la main d'œuvre importée et l'intensification du trafic.</p> <p>Risque d'incendie dû au courant électrique</p>	<p>- Installer les panneaux de signalisation le long des routes et limiter la vitesse</p> <p>- Installer les barrières de pluie.</p> <p>Activer le plan de recasement</p> <p>- Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et VIH/SIDA</p> <p>- Privilégier la main-d'œuvre locale ainsi que l'approche HIMO</p> <p>Sensibiliser les populations sur les dangers du courant électrique</p>	<p>- Renforcement de la dynamique locale à travers la mobilisation de la contribution communautaire</p> <p>- Amélioration de la gouvernance locale à travers l'opérationnalisation des comités de gestion</p> <p>- Amélioration des revenus</p> <p>- Amélioration de l'accès à l'énergie</p> <p>- Développement des activités socio économique.</p> <p>- Diminution des cas de vol, d'agression et de grand banditisme dans les villages</p>	<p>- Sensibiliser les conducteurs sur la limitation de vitesse.</p> <p>- Sensibiliser les populations sur le respect des normes et qualités techniques des installations et appareillages électriques</p> <p>- Mettre en place des comités de gestion de route</p>
4	<p><u>Microprojet de gestion des ressources naturelles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement d'un site de décharge • Plantation des gazons sur tout le terre-plein central du centre urbain de 	Terrassement pour implantation de site de la	Risque de déplacement involontaire des populations dû à la délimitation de la zone	Activer le plan de recasement	Augmentation du niveau d'assainissement de la commune Amélioration de la	- Sensibiliser les populations sur la protection de l'environnement.

	Baham	décharge	de décharge des déchets		gouvernance locale.	
			Recrudescence de certaines maladies	Sensibiliser les populations sur les règles hygiènes et de la salubrité		

5.2.3 Plan sommaire de gestion de l'environnement

Tableau 32: Plan sommaire de l'environnement

No	Nature des projets	Activités principales à impacts	Impacts environnementaux négatifs	Mesures environnementales d'atténuation	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (FCFA)	Observations
1	<u>Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base</u> - Construction de 08 salles de classe à Boukue, Espace urbain, Chengne, Pougze - Construction de 06 blocs maternels à Ngougoua, Banka, Hiala, Baho, Bapi et Lagweu - Construction d'un atelier au CETIC de Medjo - Construction de 02 CSI à Batoussouo, Banka et 01 bâtiment (de la maternité)	Terrassement pour l'implantation de chaque chantier et de chaque infrastructure	- Risque de perte des espèces ligneuses - Disparition du couvert végétal due à la destruction des arbres sur le site de construction des infrastructures.	- Reboisement des sites (Arbres adaptés) des ouvrages - Bon choix des sites.	- Maire, - Entrepreneur	2015-2017	PNDP/DD EPNED,	Lors de l'étude de faisabilité technique et environnementale de chaque projet	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts du microprojet
			- Risque d'érosion des sols - Risque de réduction de la stabilité du sol	Engazonnement des pentes perturbées	Entrepreneur	2015-2017	DD EPNED/Commune (ACD)	Idem	idem
		Travaux de menuiserie et	- Risque de pollution	Réaliser des vidanges des	Entrepreneur	2015-2017	DD EPNED/		

<p>au CSI de Chengne-Bapi</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un incinérateur à l'hôpital de district - Construction d'une case communauté à Cheffou - Construction d'un marché à Medjo 	de maçonnerie	<p>atmosphérique (élévation de la poussière,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contamination de la couche superficielle du sol par les huiles de vidange) 	engins/ véhicules dans les stations service			Commune (ACD)	Idem	idem
<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un magasin de stockage à Djemgheu - Construction de 03 hangars à Hiala, Banka et Chengne - Construction d'un centre de la promotion de la femme et de la famille - Construction d'un hôtel de ville - Construction d'un centre de formation en disciplines sportives à Cheffou - Construction d'un centre d'art et de la culture à la chefferie Lagweu - Construction d'une gare routière à Magaing - Construction d'une chambre froide au marché du centre urbain - Construction d'un abattoir municipal (tuerie) du centre urbain - Achèvement de la construction du complexe sportif communal 	Construction des latrines dans les écoles et autres établissements publics	Contamination des eaux des puits traditionnels dans les alentours des latrines	Respecter une distance d'au moins 50m du point d'eau pour la construction des latrines	Maire	2015-2017	DD EPNED/ Commune (ACD)	Lors de l'étude de faisabilité technique et environnementale de chaque projet	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts du microprojet

2	<u>Microprojet hydrauliques</u> - Construction de 5 points d'eau (Forage/Puits) à Demgo, Espace Urbain, Kaffo, Baho et Cheffou - Captage et Adduction d'Eau du Mont Sekem à Kaffo (AEP) - Construction d'un château dans l'espace urbain -	Implantation de nouveaux points d'eau	Risques de contamination et d'infiltration des eaux souillées	- Bon choix des sites. - Maintenir les ouvrages à risques (latrines) à au moins 50 m du point d'eau	Maire/ Entrepreneur	2015-2017	DD EPNED/ Commune (ACD)	Idem	idem
		Aménagement des lieux de captage et creusement des tranchées pour mettre en place des drains et canalisations	- Risque d'envasement et de stagnation des eaux usées - Risque de pollution de l'eau depuis le point de captage	- Bien concevoir ou exécuter l'ouvrage - Eviter en amont du captage: les traitements phytosanitaires, le déboisement et l'enfouissement des corps d'animaux, l'implantation des tombes	Entrepreneur	2015-2017	DD EPNED/ Commune (ACD)	Lors de l'étude de faisabilité technique et environnementale de chaque projet	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts du microprojet
		construction des margelles pour puits d'eau	Effets des eaux stagnantes (insalubrité) autour du point d'eau	- Eliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Aménagement des puits perdus	Entrepreneur	2015-2017	DD EPNED/ Commune (ACD)	Idem	idem
		Traitement de l'eau	Risque d'intoxication des populations dû au mauvais dosage du chlore	Respecter les prescriptions des spécialistes	Entrepreneur	2015-2017	DD EPNED/ Commune (ACD)	Idem	idem
3	<u>Microprojets structurants</u> - Extension du réseau	Mise en place des câbles électriques	Risque d'incendie	Interdiction des feux de brousse	Entrepreneur	2015-2017	DD EPNED/ Commune (ACD)	Idem	idem

	<p>électrique ENEO sur un linéaire de 17,5 km</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entretien de 15 km de route - Ouverture de 18 km de route - Bitumage du réseau routier sur 40 km - Construction de 4 ponts à Banka, Chengne, Djemgheu et Batoussouo - Construction de 04 ponceaux à Baghom - Promotion des approches HIMO dans les investissements publics 	<p>construction des rigoles et canaux de ruissèlement</p>	<p>Ensablement du fait des eaux de ruissellement des parcelles fertiles dans les bas-fonds.</p>	<p>Construire les rigoles en les orientant hors des parcelles cultivées</p>	<p>Maire/Entrepreneur</p>	<p>2015-2017</p>	<p>DD EPNED/ (ACD)</p>	<p>Idem</p>	<p>idem</p>
		<p>aménagement des voies avec rechargement</p>	<p>Risque d'embourbement</p>	<p>Installation des barrières de pluie</p>	<p>Entrepreneur</p>	<p>2015-2017</p>	<p>DD EPNED/ (ACD)</p>	<p>Idem</p>	<p>idem</p>
			<ul style="list-style-type: none"> - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunt - Risque de perte des espèces ligneuses 	<ul style="list-style-type: none"> - Engazonner les pentes perturbées - Reboiser avec les arbres - Remise en état des zones d'emprunt 	<p>Entrepreneur</p>	<p>2015-2017</p>	<p>DD EPNED/ Commune (ACD)</p>	<p>Idem</p>	<p>idem</p>
		<p>transport par camions des matériaux (pierres, latérite, ciment etc.)</p>	<p>Risque de contamination de la couche superficielle du sol par les huiles de vidange et les poussières</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées - Arroser en saison sèche l'itinéraire des travaux 	<p>Maire/Entrepreneur</p>	<p>2015-2017</p>	<p>DD EPNED/ Commune (ACD)</p>	<p>Idem</p>	<p>idem</p>
<p>4</p> <p><u>Microprojet de gestion des ressources naturelles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement d'un site de décharge • Plantation des gazons sur tout le terre-plein central du centre urbain de Baham 	<p>Terrassement pour implantation de site de la décharge</p>	<p>Risque d'érosion du sol</p>	<p>Engazonnements des pentes perturbées</p>	<p>Entrepreneur</p>	<p>2015-2017</p>	<p>DD EPNED/ (ACD)</p>	<p>Idem</p>	<p>idem</p>	
		<p>Risque de pertes d'espèces ligneuses</p>	<p>Elaboration d'un plan simple de gestion des ressources communales</p>	<p>Entrepreneur</p>	<p>2015-2017</p>	<p>DD EPNED/ (ACD)</p>	<p>Idem</p>	<p>idem</p>	
		<p>Risques d'incendie du gazon</p>	<p>Sensibilisation des fumeurs</p>	<p>Maire</p>	<p>2015-2017</p>	<p>DD EPNED/ (ACD)</p>	<p>Idem</p>	<p>idem</p>	

	Transport par camions des matériaux (pierres, latérite, ciment etc.) et circulation des engins	<ul style="list-style-type: none"> - Risques de pollution de l'atmosphère par la poussière et les odeurs - Contamination du sol de la nappe phréatique par les huiles de vidange 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire un tri entre les déchets biodégradables et non biodégradables - Créer une unité de recyclage des déchets biodégradables - Réaliser des vidanges des engins/ véhicules dans les stations service 		2015-2017	DD EPNED/ Commune (ACD)	Idem	idem
--	--	--	---	--	-----------	-------------------------	------	------

5.3 Plan d'investissement annuel (PIA)

5.3.1 Ressources mobilisables et échéances

Le tableau ci-dessous indique le plan d'investissement annuel, des ressources mobilisables et échéances de la commune.

Tableau 33: Ressources mobilisables et échéances de la commune

SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT (FCFA)	PERIODE												OBSERVATIONS
		J	F	M	A	J	J	A	S	O	N	D		
Subvention PNDP	84 684 000													Apport du partenaire
FEICOM	373 500 000													Prêt du partenaire
Budget d'Investissement Public (BIP)	244 378 000													Apport du Budget d'Investissement "Public
Centimes Additionnels Communaux (CAC)	50 000 000													Ressources mobilisables par la commune
Ressources propres	10 000 000													Ressources mobilisables par la commune
Autres (Bénéficiaires)	11 000 000													L'apport des populations peut- être en nature ou espèce
TOTAL	773 562 000													

5.3.2 Programmation annuelle des projets prioritaires

Tableau 34: Plan d'investissement annuel (PIA)

Secteurs	Intitulé du projet	Lieu de réalisation	Indicateur de résultat	Période de réalisation												Porteur du Projet	Coût du projet (Millier FCFA)	Sources de financement		
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			Commune	Partenaires et autres	
Eau et energie	Forage à Motricité Humaine	Demgo	01 forage à motricité humaine construit à Demgo														Maire	8 000	X	BIP
	Diagnostic de l'état de fonctionnement des puits et forages de la commune de Baham avec l'appui technique du MINEE	Tous les 16 villages+Es pace urbain	01 diagnostic de l'état de fonctionnement des puits et forages réalisé														Maire	4 000	X	
Travaux Publics	Projet d'ouverture/ Réhabilitation Route Baham-Bapi (4km)	Bapi	01 route réhabilitée														Maire	20 000	X	X
	Projet d'entretien routier sur les axes: <ul style="list-style-type: none"> Fougne-Tega CSI-Cheffou CETIC kamdjemoo 	Medjo	03 axes routiers entretenus														Maire	10 000	X	BIP

Secteurs	Intitulé du projet	Lieu de réalisation	Indicateur de résultat	Période de réalisation												Porteur du Projet	Coût du projet (Millier FCFA)	Sources de financement	
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			Commune	Partenaires et autres
	Entretien routier des axes de la commune <ul style="list-style-type: none"> KamWhouon- Kamtain- Chengne- Inter D63 Lycée Bilingue de Baham- Djemghue (inter route Batossouo) Djemghue (inter route Batossouo) – Lycée technique- Inter route vers KamDjemghue Route MARIMAR KamWhouon- Kam Djemghue –EP Djemghue- Chefferie Ngougoua (Inter- D62) 	Toute la commune	Nombre d'axes routiers de la commune entretenus												Maire	27 778	X	BIP	
	Réhabilitation Piste agricole: <ul style="list-style-type: none"> Carrefour Tamo Watchoum-SAR/SM- Foyer Lagweu –carrefour Deffo Kamwa(5 km) 	Lagweu	01 piste agricole réhabilitée												Maire	25 000	X	BIP	
	Entretien routier Tchomso (Inter N5)-Kouobouo et bretelle	Toute la commune	01 axe routier entretenu												Maire	45 000	X	BIP	
	Bitumage (Tarring works of the road Route) Nieubsem-Tsela (Carrefour Kamghom- Carrefour Guepard) Phase 2	Toute la commune	01 axe bitumé												Maire	45 000	X	BIP	

Secteurs	Intitulé du projet	Lieu de réalisation	Indicateur de résultat	Période de réalisation												Porteur du Projet	Coût du projet (Millier FCFA)	Sources de financement	
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			Commune	Partenaires et autres
Enseignements secondaires	Construction de 02 salles de classes à l'E.N.I.EG Boukue	Boukue	02 salles de classe construites à l'ENIEG de Boukue													Maire	21 000	X	X
	Rehabilitation des infrastructures scolaires au lycée de Baham	Espace Urbain	infrastructures scolaires réhabilitées													Maire	3 000	X	BIP
	Equiperment de 60 tables bancs à l'ENIEG	Boukue	60 tables bancs acquis													Maire	1 800	X	BIP
Enseignements de base	Equiperment de 60 tables bancs à l'école publique de Demgo	Demgo	60 tables bancs acquis													Maire	1 800	X	BIP
Santé	Equiperment bloc d'accouchement	Ngougoua	01 bloc d'accouchement équipé													Maire	8 000	X	BIP
	Equiperment bloc d'accouchement	Hiala	01 bloc d'accouchement équipé													Maire	8 000	X	BIP
Agriculture	Construction de la case communautaire	Bapi	01 case communautaire construite													Maire	14 000	X	BIP
Commerce	Construction d'un marché périodique à Medjo	Medjo	01 marché construit													Maire	20 000	X	X
	Appui financier Société Coopérative Full Belly	Toute la commune	Le montant de l'appui													Maire	2 000	X	BIP
	Construction d'un hangar de 24 places et un bloc latrines de 03 cellules marché de Bahiala	Bahiala	01 hangar construit													Maire	16 980	X	X

Secteurs	Intitulé du projet	Lieu de réalisation	Indicateur de résultat	Période de réalisation												Porteur du Projet	Coût du projet (Millier FCFA)	Sources de financement	
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			Commune	Partenaires et autres
Elevage	Construction d'un abattoir municipal (tuerie) du centre urbain	Espace urbain	01 abattoir construit													Maire	53 098	X	PNDP et autres
	Construction d'une chambre froide au marché central de Baham	Espace urbain	01 chambre froide construite													Maire	28 106	X	PNDP et autres
Petites et Moyennes Entreprises Economie Sociale et Artisanat	Appui à l'informatisation de l'enregistrement des artisans	Toute la commune	01 système d'informatisation de l'enregistrement des artisans mis en place													Maire	1 000	X	BIP
Institution communale	Achèvement des toilettes extérieures de la Mairie	Commune	Nombre de toilettes extérieures de achevées													Maire	2 500	X	
	Construction de l'hôtel de ville de Baham	Commune	01 hôtel de ville de Baham construite													Maire	415 000	x	FEICOM
	Eclairage du marché central de Baham par 04 ampoules	Commune	04 ampoules installées													Maire	400	X	
	Constitution des réserves foncières pour logements sociaux à Baham 100ha	Commune	Nombre de parcelles de terrains acquis													Maire	19 000	X	BIP
	Construction de 04 portails aux entrées du marché central de Baham	Commune	04 portails construits													Maire	2 000	X	

Secteurs	Intitulé du projet	Lieu de réalisation	Indicateur de résultat	Période de réalisation												Porteur du Projet	Coût du projet (Millier FCFA)	Sources de financement		
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			Commune	Partenaires et autres	
	Plantation des gazons sur tout le terre-plein central du centre urbain de Baham	Commune	Surface du terre-plein central couverte par le gazon														Maire	2 000	X	
Habitat et développement urbain	Elaboration du Plan Sommaire d'urbanisme de la commune de Baham	Commune	01 plan sommaire d'urbanisme actualisé														Maire	2 500	X	
				TOTAL													773 562			

5.3.3 Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Tableau 35: Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

ACTIVITES	Indicateur de résultat	Période de réalisation (2015)				Responsable/ collaborateur	Coût du projet (Millier Fcfa))	Sources de financement	
		TRI 1	TRI 2	TRI 3	TRI 4			Commune	Partenaires
Accompagner les personnes vulnérables de l'espace géographique communal à la création d'une structure fédératrice	Liste des associations membres de la structure fédératrice					-Exécutif Communal - DDAS	1 000	X	X
Apporter un appui à l'AHP ^{2V} (Association Humanitaire pour la Promotion des Personnes Vulnérables) dans la mise en œuvre de ses activités	Fiches de décharge					-Exécutif Communal - DDAS	1 500	X	X
Organiser un atelier de sensibilisation sur la prise en compte des activités des personnes vulnérables	Résultats Atelier organisé connus					Exécutif Communal - DDAS	5 00	X	X
Appuis multiformes aux personnes vulnérables	Le nombre d'appui réalisé						2 500		
TOTAL							5 500		

Plan de Passation des marchés du PIA

Tableau 36: Plan opératoire de passation de marché de la Commune de Baham (PPM) année 2015

PPM travaux					Elaboration de la requête		Elaboration de la convention		Responsable	Partenaire
N°	Projet	Nbre de lot	Montant (million CFA)	Méthode de sélection	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée		
1.	Construction d'un marché périodique à Medjo	1	20 000 000	Appel d'Offre National Ouvert (AONO)	/	/	/	/	Commune de Baham	DDADER
2.	Forage à Motricité Humaine à Demgo	1	8 000 000	AONO	/	/	/	/	Commune de Baham	DDEE
3.	Réhabilitation Piste agricole: Carrefour Tamo Watchoum-SAR/SM-Foyer Lagweu – carrefour Deffo Kamwa (5 km) à Lagweu	1	25 000 000	AONO	/	/	/	/	Commune de Baham	DTP
4.	Construction de l'hôtel de ville de Baham	1	415 000000	AONO		15/5/15	15/06/15		Commune de Baham	FEICOM
5.	Construction d'un hangar de 24 places et un bloc latrines de 03 cellules au marché de Bahiala	1	16 980 000	AONO		6/03/15	10/04/15		Commune de Baham	PNDP DDADER
6.	Construction d'un abattoir municipal du centre urbain	1	53 098 000	AONO		6/03/15	10/04/15		Commune de Baham	PNDP DDEPIA
7.	Construction d'une chambre froide au marché central de Baham	1	28 106 000	AONO		6/03/15	10/05/15		Commune de Baham	PNDP DDEPIA
8.	Construction de 04 portails aux entrées du marché central de Baham	1	2 000 000	AONO		04/04/15	15/05/15		Commune de Baham	
9.	Réhabilitation de la route Baham-Bapi (04 km)	1	20 000 000	AONO	/	/	/	/	Commune de Baham	DTP
10.	Achèvement de la construction de la case communautaire de Bapi-Baham	1	14 000 000	AONO	/	/	/	/	Commune de Baham	DDADER

PPM travaux					Elaboration de la requête		Elaboration de la convention		Responsable	Partenaire
N°	Projet	Nbre de lot	Montant (million CFA)	Méthode de sélection	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée		
11.	Entretien routier de la commune: (KamWhouon- Kamtain- Chengne- Inter D63 ; Lycée Bilingue de Baham- Djemghue (inter route Batossouo) ;Djemghue (inter route Batossouo) – Lycée technique- Inter route vers KamDjemghue ;Route MARIMAR ;KamWhouon- Kam Djemghue –EP Djemghue- Chefferie Ngougoua (Inter- D62)	5	27 778 000	AONO	/	/	/	/	Commune de Baham	
12.	CSI : équipement du bloc opératoire de Bahiala	1	8 000 000	AONO	/	/	/	/	Commune de Baham	District de Santé H-P
13.	CSI de Ngougoua: équipement du bloc d'accouchement	1	8 000 000	AONO	/	/	/	/	Commune de Baham	District de Santé H-P
14.	Elaboration du Plan Sommaire d'urbanisme de la commune de Baham	1	2 500 000	AONO			03/04/15		Commune de Baham	DDH DU
15.	Plantation des gazons sur tout le terre-plein central du centre urbain de Baham	1	2 000 000	AONO			03/04/15		Commune de Baham	DDEPN
16.	Acquisition des terrains	1	8 000 000	AONO			03/04/15		Commune de Baham	DDCAF
17.	Constitution d'une banque de projets et recherche des financements	1	3 000 000	AONO			03/04/15		Commune de Baham	
18.	Construction de 02 salles de classes à l'E.N.I.EG Boukue	1	8 000 000	AONO	/	/	/	/	Commune de Baham	DDES

Suite du tableau 34 : Plan opératoire de passation de marchés de la commune de Baham (PPM) année 2015

PPM		Dossier d'appel d'offres	Evaluation des offres			Exécution du marché		
No	Projet	Publication Avis DAO	Date d'ouverture des plis	Date rapport d'évaluation	Validation de l'autorité contractante	Date signature contrat	Démarrage des travaux	Date de Livraison
1	Construction d'un marché périodique à Medjo	13/02/2015	08/04/2015			28/04/2015	11/05/2015	10/08/2015
2	Forage à Motricité Humaine à Demgo	26/01/2015	20/03/2015			08/04/2015	20/04/2015	19/04/2016
3	Réhabilitation Piste agricole: Carrefour Tamo Watchoum-SAR/SM-Foyer Lagweu –carrefour Deffo Kamwa (5 km) à Lagweu	13/02/2015	08/04/2015			28/04/2015	11/05/2015	10/05/2016
4	Construction de l'hôtel de ville de Baham	05/08/15	26/08/15			15/09/15	25/09/15	
5	Construction d'un hangar de 24 places et un bloc latrines de 03 cellules au marché de Bahiala	05/05/15	26/06/15			15/07/15	25/07/15	
6	Construction d'un abattoir municipal du centre urbain	05/05/15	26/06/15			15/07/15	25/07/15	
7	Construction d'une chambre froide au marché central de Baham	05/05/15	26/06/15			15/07/15	25/07/15	
8	Construction de 04 portails aux entrées du marché central de Baham	05/06/15	26/06/15			15/07/15	25/07/15	
9	Réhabilitation de la route Baham-Bapi (04 km)	13/02/2015	16/03/2015			03/04/2015	15/04/2015	14/04/2016
10	Achèvement de la construction de la case communautaire de Bapi-Baham	13/02/2015	08/04/2015			28/04/2015	11/05/2015	10/08/2015
11	Entretien routier de 05 axes de la commune de Baham (KamWhouon-Kamtain-Chengne- Inter D63 ; Lycée Bilingue de Baham- Djemghue (inter	21/01/2015	16/03/2015			03/04/2015	15/04/2015	14/04/2016

PPM		Dossier d'appel d'offres	Evaluation des offres			Exécution du marché		
No	Projet	Publication Avis DAO	Date d'ouverture des plis	Date rapport d'évaluation	Validation de l'autorité contractante	Date signature contrat	Démarrage des travaux	Date de Livraison
	route Batossouo) ;Djemghue (inter route Batossouo) – Lycée technique- Inter route vers KamDjemghue ;Route MARIMAR ;KamWhouon- Kam Djemghue –EP Djemghue- Chefferie Ngougoua (Inter- D62)							
12	CSI : équipement du bloc opératoire de Bahiala	30/01/2015	25/03/2015			14/04/2015	27/04/2015	27/05/2015
13	CSI de Ngougoua: équipement du bloc d'accouchement	30/01/2015	25/03/2015			14/04/2015	27/04/2015	27/05/2015
14	Elaboration du Plan Sommaire d'urbanisme de la commune de Baham	05/04/15	21/04/15			25/07/2015	02/8/ 2015	02/10 /2015
15	Plantation des gazons sur tout le terre-plein central du centre urbain de Baham	05/03/15	21/03/15			25/06/2015	02/7/ 2015	02/09 /2015
16	Constitution des réserves foncières pour logements sociaux à Baham 100ha	05/04/15	21/04/15			25/07/2015	02/08/ 2015	/
17	Constitution d'une banque de projets et recherche des financements	05/05/15	21/04/15			25/07/2015	02/08/ 2015	02/09 /2015
18	Construction de 02 salles de classes à l'E.N.I.EG Boukue	30/01/2015	25/03/2015			14/04/2015	27/04/2015	27/05/2015

6. MÉCANISME DE SUIVI-EVALUATION

Le suivi –évaluation est un aspect essentiel et permanent du développement communal; il va sans dire qu'il renseigne sur:

- le degré de progression dans la réalisation des activités prévues et le niveau d'engagement des responsables dans leurs tâches,
- les résultats atteints et leurs impacts sur les personnes, les structures et la Commune. C'est dire en somme que l'on peut avoir une maîtrise des mécanismes socio-économiques, politico-culturels qui favorisent la réduction de la pauvreté dès lors que l'on est en mesure d'apprécier l'impact des projets réalisés.

Pour être capable de lire tous ces signaux, la Commune doit se constituer maître d'ouvrage du suivi-évaluation du développement communal; tout en s'interrogeant sur les fonctions capitales, de ce travail de suivi-évaluation qui se résument:

- à la conformité des activités programmées au calendrier d'exécution, aux moyens et responsabilités prévues;
- aux mesures correctives, aux ajustements des actions et stratégies des projets en cas de blocage;
- aux relevés des écarts ou changements de situation, d'acteurs et mobiles de ces changements;
- à l'information régulière des populations, bailleurs des fonds et structures en charge d'exécution du plan;
- au suivi de l'adéquation du budget communal –PCD;
- à la détermination systématique et objective de la pertinence, de l'efficacité, de l'efficience, de l'effet et de l'impact des activités au regard de leurs objectifs.

Au lendemain de l'adoption et validation du PCD de la Commune de Baham, un mécanisme de suivi –évaluation de sa mise en œuvre sera mis en place. Il s'agit de choisir un personnel compétent et de le doter de moyens de travail et outils adéquats afin d'assurer la productivité de tout un chacun dans ce travail de suivi –évaluation. De surcroît, il est également question de former ce personnel composite et multi-acteurs pour mieux le préparer à regarder dans la même direction en matière de suivi –évaluation participatif du développement communal. Le souci du pragmatisme réduira le champ d'action de cette activité au suivi des réalisations et au suivi axé sur les résultats et changements.

Les personnes choisies pour assurer le suivi–évaluation du PCD de Baham doivent présenter le profil ci-après:

- être capable de définir la situation de référence des domaines à suivre;
- d'apprécier l'impact des réalisations (réduction de la pauvreté sur les populations cibles);
- connaître leurs rôles d'acteurs de suivi-évaluation;
- d'apprécier l'utilité du suivi-évaluation;
- mettre à profit les leçons des suivi-évaluations antérieurs;
- capitaliser les données du suivi;
- mettre en place un système de collecte, de traitement et de diffusion des informations.

Le suivi-évaluation du PCD doit suivre la démarche suivante: la préparation et l'exécution du suivi-évaluation.

- La préparation permettra aux membres du comité de:
 - Fixer les objectifs de chaque mission;
 - Définir les indicateurs de suivi et de résultat;
 - Mettre sur pied les stratégies de suivi –évaluation participatif;
 - Répartir les tâches aux intervenants.

- L'exécution du suivi – évaluation consistera à :
 - Descendre sur le site de l'opération;
 - Rechercher les écarts entre les réalisations et les prévisions;
 - Faire une évaluation continue;
 - Identifier les succès et les échecs;
 - Formuler les recommandations en cas d'échecs;
 - Opérer les ajustements du dispositif mis en jeu.

6.1 Composition, attribution du comité de suivi du PCD

Une structure de mise en œuvre, de suivi-évaluation des activités du PCD est mis en place: le Comité Communal de Suivi (CCS).

C'est un organe qui doit servir de courroie de transmission entre la municipalité et les partenaires au sujet du PCD. Il est constitué de 05 membres dont:

- un président;
- un rapporteur (agent de développement de la commune);
- 03 membres.

Les conditions d'éligibilité au CCS sont les suivantes:

- * Etre issu du comité de pilotage du PCD de Baham;
- * Etre membre d'une organisation de la société civile présente dans l'espace communal de Baham;
- * Avoir suivi entièrement le processus d'élaboration du Plan Communal de Développement de Baham;
- * Etre conseiller municipal et / ou acteur de développement en activité sur l'espace communal de Baham;
- * Etre disponible et accepter le travail sans rémunération.

Les moyens matériels et financiers liés au fonctionnement du CCS seront à la charge de la commune.

Le CCS a pour mission de suivre au plus près la mise en œuvre du PCD afin de:

- Suivre les activités du PIA tout en interpellant les acteurs de la mise en œuvre à la prise en compte des aspects socio-environnementaux.
- Informer l'exécutif communal et autres parties prenantes sur les indicateurs d'évaluation dans la mise en œuvre du PCD;
- S'assurer de la conformité des activités au calendrier de déroulement, aux moyens et responsabilités prévues;
- Prendre les mesures correctives idoines en cas de blocage constaté;
- Relever les écarts ou changements de situations et d'acteurs ainsi que les mobiles de ces changements;
- Informer régulièrement les populations, bailleurs de fonds afin de maintenir la crédibilité des élus;
- Programmer les actions du PIA de l'année suivante;
- Actualiser la banque de données du PRO-ADP (Progiciel d'Aide au Développement participatif) chaque fois qu'un projet a été exécuté, faisant ainsi évoluer la situation de référence.

La composition du comité communal de suivi est la suivante:

- Président: KAMDEM Roger Gustave
- Rapporteur: FODOP Guy Alain
- Membres 1: WOKAM Joseph
- Membres 2: CHOUOB GUIADEM Rosine
- Membres 3: KENMOGNE Polycarpe

6.2 Indicateurs de suivi-évaluation (par rapport au PIA)

Un indicateur est un signe qui sert à mesurer et à comparer, c'est également un outil qui sert à rendre compte d'une situation à un moment donné. Utilisés pour suivre la mise en œuvre d'un projet, les indicateurs, de nature diverse sont déterminés avant cette mise en œuvre. Ainsi on peut distinguer:

- Les indicateurs d'impacts: ce sont des signes qui renseignent sur les changements négatifs ou positifs orchestrés par la mise en œuvre d'un projet;
- Les indicateurs de performances renseignent sur la qualité du rendement;
- Les indicateurs techniques qui permettent d'apprécier le côté technique d'une action;
- Les indicateurs économiques permettent d'apprécier l'aspect économique d'une action;
- Les indicateurs de fonctionnement ou d'organisation qui aident à cerner les problèmes d'organisation et de fonctionnement d'une action;
- Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui respectivement aident à déterminer les valeurs chiffrées et non chiffrées des actions.

Dans le cas d'espèce du CDMT de la Commune de Baham, des indicateurs de suivi – évaluation de nature diverse seront mis à contribution dans le suivi, entre autres indicateurs:

- Les indicateurs techniques;
- Les indicateurs de fonctionnement et d'organisation;
- Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

Le rapprochement de ces indicateurs du PIA donne le résultat contenu dans le tableau suivant:

Tableau 37: Indicateurs de suivi – évaluation du PIA – Commune de Baham

Secteurs	Intitulé de projet	Lieu d'implantation	Indicateur de résultats	Indicateurs de suivi – évaluation	Aspect du PIA en suivi – évaluation
Eau et Energie	Forage à Motricité Humaine	Demgo	01 forage à motricité humaine construit à Demgo	- Quantitatif - Qualitatif - Impact - Economique	- Présence de l'adduction d'eau - Traitement de l'eau - Santé sociale - Charges de fonctionnement
	Diagnostic de l'état de fonctionnement des puits et forages de la commune de Baham avec l'appui technique du MINEE	Tous les 16 villages+Espace urbain	01 diagnostic de l'état de fonctionnement des puits et forages réalisé	- Technique - Quantitatif - Economique - Impact	- Nombre de points d'eau - Normes techniques de la mise en œuvre - Nombre de personnes privées de l'eau potable - Charges de fonctionnement - Environnement social,
Travaux publics	Projet d'ouverture/ Réhabilitation Route Baham-Bapi(4km)	Bapi	01 route réhabilitée	- Quantitatif - Technique - Economique - Impact	- Longueur de route ouverte - Dimensionnement des routes (normes) - Environnement, social - Equipement technique des routes (panneaux)... - Non respect des règles de la circulation (excès de vitesse..)
	Bitumage du tronçon (Tarring works of the road Route) Nleubsem-Tsela (Carrefour Kamghom- Carrefour Guepard) Phase 2	Toute la commune	01 axe bitumé	- Quantitatif - Technique - Impact	- Longueur de route bitumée - Dimensionnement des routes (normes) - Environnement, social - Equipement technique des routes (panneaux)... - Non respect des règles de la circulation (excès de vitesse..)
	Projet d'entretien routier sur les axes: • Fougne-Tega • CSI-Cheffou • CETIC kamdjemoo	Medjo	03 axes routiers entretenus	- Quantitatif - Technique - Impact	- Longueur de route reprofilée - Dimensionnement des routes (normes) - Environnement, social - Equipement technique des routes (panneaux)...
	Entretien routier de 05 axes de la commune	Toute la commune	Nombre d'axes routiers de la	- Quantitatif - Technique	Non -respect des règles de la

			commune entretenus	- Impact	circulation (excès de vitesse..)
	Réhabilitation Piste agricole : <ul style="list-style-type: none"> • Carrefour Tamo Watchoum-SAR/SM- • Foyer Lagweu –carrefour Deffo Kamwa (5 km) 	Lagweu	01 piste agricole réhabilitée	- Quantitatif - Technique - Impact	
	Entretien routier Tchomso (Inter N5)- Kouobouo et bretelle	Toute la commune	01 axe routier entretenu	- Quantitatif - Technique - Impact	
SANTE	Equipelement bloc d'accouchement	Ngougoua	01 bloc d'accouchement équipé	- Quantitatif - Technique - Impact	- Identification chiffrée des équipements - Coût des équipements - Qualité des équipements
	Equipelement bloc d'accouchement	Hiala	01 bloc d'accouchement équipé	-	
Enseignement secondaire	Projet de construction de 02 salles de classes à l'E.N.I.EG Boukue	Boukue	02 salles de classe construites à l'ENIEG de Boukue	- Quantitatif - Impact - Technique - Organisation - Qualitatif	- Social et environnement - Mise en œuvre du projet - Coût (valeur économique du projet) - Structuration de l'action par rapport aux résultats attendus
	Equipelement de 60 tables bancs à l'ENIEG	Boukue	60 tables bancs acquis		- Identification chiffrée des équipements - Coût des équipements - Qualité des équipements
Agriculture	Projet de construction de la case communautaire	Bapi	01 case communautaire construite	- Quantitatif - Technique - Impact	- Développement des AGR - Normes techniques de la mise en œuvre - Qualité technique du prestataire de service - Environnement social, - Valeur(Conformité) des matériaux
Commerce	Construction d'un marché périodique à Medjo	Medjo	01 marché construit	- Quantitatif - Technique - Impact	- Développement des AGR - Social et environnement - Mise en œuvre du projet - Coût (valeur économique du projet) - Valeur(Conformité) des matériaux

Elevage	Construction d'un hangar de 24 places et un bloc latrines de 03 cellules au marché de Bahiala	Bahiala	01 hangar construit	- Quantitatif - Technique - Impact	- Développement des AGR - Social et environnement - Mise en œuvre du projet - Coût (valeur économique du projet)
	Construction d'une chambre froide au marché central de Baham	Espace urbain	01 chambre froide construite		
Habitat et développement Urbain	Elaboration du Plan Sommaire d'urbanisme de la commune de Baham	Commune	01 plan sommaire d'urbanisme actualisé	- Quantitatif - Technique - Impact	- Normes techniques de la mise en œuvre - Social et environnement
Institution communale	Construction de l'hôtel de ville de Baham	Commune	01 hôtel de ville de Baham construite	- Quantitatif - Technique - Impact	- Formulation du projet - Normes techniques de la mise en œuvre - Qualité technique du prestataire de service - Charges de fonctionnement - Environnement social, - Valeur(Conformité) des matériaux
	Eclairage du marché central de Baham par 04 ampoules	Commune	04 ampoules installées	- Technique - Impact	- Normes techniques de la mise en œuvre - Social et environnement
	Acquisition des terrains	Commune	Nombre de parcelles de terrains acquis	- Quantitatif - Technique - Impact	- Normes techniques de la mise en œuvre - Social et environnement
	Construction de 04 portails aux entrées du marché central de Baham	Commune	04 portails construits	- Quantitatif - Technique - Impact	- Valeur(Conformité) des matériaux - Social et environnement

6.3 Dispositif, outils et fréquence de suivi

Dispositif de suivi

Le PCD de la Commune de Baham prévoit un ensemble d'activités planifiées à mettre en œuvre. Dans le cadre de cette mise en œuvre, le CCS travaillera en étroite collaboration avec l'exécutif communal afin de l'informer sur le retard qu'accusent la mise en œuvre des actions planifiées et les écarts observés dans la réalisation par rapport aux résultats attendus.

Outils de suivi

Les outils de suivi s'adaptent à chaque type de projet, de même qu'à la nature de l'activité à évaluer. Mais le tout premier outils auxquels l'on doit faire recours restent les tableaux de planification du PCD de Baham car ils contiennent la plupart des activités auxquels peuvent être associés quelques autres outils notamment le cahier de chantier, le cahier de charges de la prestation, le chronogramme des activités du PCD, la matrice des normes et qualité et tout autre document (cartes schéma) liés au projet à l'instar des rapports d'avancement et l'échelle d'appréciation. Les outils ci-dessous pourront être utilisés pendant le suivi:

Tableau 38: Matrice de suivi des activités de projets

Activités programmées	Lieu d'implantation	Indicateurs de résultats	Période de réalisation	Montant global prévu	Montant mobilisé	Responsable	Niveau de réalisation opérationnelle	Ecart observé	Observation du comité de suivi	Date de suivi

Tableau 39: Matrice de rédaction du rapport de suivi-évaluation de projet

Date et suivi-évaluation	Identités des personnes en charge de suivi	Objet de la visite	Activités menées	Montant global prévu pour l'activité menée	Montant mobilisé	Niveau de réalisation	Écarts/changements par rapport au dernier niveau	Difficultés rencontrées	Solutions envisagées

Fréquence de suivi

Les activités programmées et planifiées dans le PCD doivent être examinées et observées de façon continue ou périodique à chaque étape de la réalisation afin d'établir les écarts entre le prévu et la réalisation, d'apporter les correctifs nécessaires au dysfonctionnement et de permettre une meilleure appropriation par les bénéficiaires. Ainsi le suivi sera fait une fois par mois et un rapport de suivi doit être fait et remis à l'exécutif tous les trimestres.

Les axes de suivi du PCD :

Plusieurs axes constitueront les articulations de l'activité de suivi menée par les intervenants de cet organe:

- La contribution des bénéficiaires;
- L'exécution des tâches;
- Le respect des procédures;
- Le respect du calendrier d'exécution;
- Les résultats obtenus;
- Les changements intervenus;
- L'utilisation des finances;
- Les activités prévues.

6.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Le comité communal de Suivi (CCS) est la principale structure de mise en œuvre du PCD de Baham. Le calendrier de travail de cet organe prévoit quatre réunions, chaque réunion se tient à la fin du de chaque trimestre. La dernière réunion permettra de:

- Préparer le nouveau PIA;
- Réviser le PCD.

6.4.1 Préparation du PIA

La préparation du PIA se fera de la manière suivante:

- L'évaluation du PIA en fin d'exécution;
- La reconduction dans le nouveau PIA des projets non-réalisés issus de l'ancien;
- L'examen des situations d'urgences qui obligent une action impérative;
- Le choix des projets à financement autonome certain;
- Le choix des projets dont la participation des populations locales est assurée;
- Le choix des projets qui demandent des études préalables;
- Le choix des projets dont l'exécution s'étend tout le long du plan.

6.4.2 La révision du PCD

La révision du PCD devrait avoir lieu tous les trois ans. Elle consistera en une modulation des projets du CDMT aux urgences de développement, aux disponibilités financières de la commune, aux desideratas des bailleurs de fonds venus au chevet de la Commune, aux modifications de la politique nationale de développement.

7. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

Le PCD de Baham est un répertoire des activités planifiées à mettre en œuvre par secteur avec un point d'honneur sur les infrastructures sociales et psychosociales. L'exécution de ce vaste et lourd programme demande de moyens matériels, financiers et humains assez important dont la toute jeune commune ne peut mobiliser à moyen terme. Elle se doit par conséquent de mettre sur pied une stratégie de communication marketing sur la mise en œuvre de ce PCD. L'objectif à terme de cette communication- marketing étant de:

- faire une large diffusion des informations sur l'avancée dans la réalisation des activités du PCD;
- permettre aux parties prenantes de faire un feed back;
- permettre au CCS du PCD de prendre des décisions et de procéder aux ajustements;
- vulgariser le PCD.

La mise en œuvre du PCD suivra les communications avec:

- les partenaires locaux (leaders d'opinions et religieux, élites, GIC, CDV, CC, opérateur économique, autorité traditionnelle, député...) sur le PIA, le CDMT et les autres projets issus du PCD afin d'obtenir leur adhésion;
- les partenaires extérieurs (élites, ambassade, programme PNDP, PADDL/GIZ, Projet, Diaspora Baham, ONG...) pour bénéficier des appuis financiers et techniques;
- les autres parties prenantes (tutelle, sectoriels...) sur les activités, les rapports d'évaluations, rapports financiers des projets inscrits dans le PCD;
- les bailleurs de fonds existants (FEICOM, ETAT etc..) afin de bénéficier des appuis financiers;
- la commune de Saint Germain au mont d'or et les communes membres du syndicat des communes des Hauts-Plateaux afin de bénéficier des retombées de la coopération décentralisée et de soutenir matériellement, financièrement les projets du PCD.

La matrice ci-après donne une idée substantielle de cette stratégie de communication sur la mise en œuvre du PCD.

Tableau 40: Matrice du plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

Objectif du message	Contenu du message	Public visé	Canaux de communication	Période/durée indiquée	Feed-back	Responsible
Informer les partenaires locaux	- CDMT et programme d'Investissement Annuel (PIA) - Projet en exécution	- Elites, - Populations, - GICs, CDV, CC, - Opérateurs économiques, - Députés, - Chefs traditionnels, - Autorités religieuses, - Sectoriels	- Radio Bafoussam - Correspondances - Prospectus, - Campagnes de - Sensibilisation, - Contact direct	6mois (Janvier-Juin)	- Niveau de contribution - Niveau d'appropriation du PCD par les communautés	- Service de communication de la commune - Comité communal de suivi évaluation
Informer les partenaires extérieurs	- CDMT - PIA - Différentes contributions	- PNDP, PADDL, ONG, - Eglise, - Elites extérieurs, - Ambassades - Communes - Diaspora	- Correspondance - Visite - Presse - Internet	6mois (Janvier-Juin)	- Financements obtenus - Réponses des partenaires	- Maire - Service communication de la commune - Comité de suivi évaluation
Informer les bailleurs de fonds	- CDMT - PIA (projets et activités) - Niveau de contribution	- FEICOM - Etat	- Internet - Correspondances - Contact direct - Presse	6mois (Janvier-Juin)	- Niveau de financement obtenu - Réponse des bailleurs de fonds	- Maire - Comité de gestion des microprojets - Comité de suivi - évaluation
	- Projet du PIA - Niveau de contribution	- Commune de Saint Germain au mont d'or	- Contacts directs - Internet - Correspondances - Presse	6mois (Janvier-Juin)	- Financement obtenus - Réponses des partenaires	- Maire - Comité de suivi-évaluation - Comité communal de coordination - Service de communication de la commune

CONCLUSION

A la fin de cette mission d'accompagnement de la commune de BAHAM dans l'actualisation de son PDC, nous notons avec satisfaction que les conditions qui garantissent la qualité du document ont été réunies. La participation effective de toutes les parties prenantes au processus a été remarquable.

Cet important outil de développement qui met en exergue la situation de référence de la commune, la planification stratégique ressort aussi les programmations annuelles (2015) et triennales (2015-2017) sur la base des fonds mobilisables par la commune. L'exécutif communal doit se servir de ce document comme boussole en vue des réalisations des actions de développement. Ce guide flexible est une richesse pour la commune dans la mesure où il est un outil de référence pour les Services Déconcentrés de l'Etat, les populations locales, les élites, les ONG, l'Administration de l'espace géographique communal. Les axes de renforcement prioritaires de la commune concernent les domaines suivants:

- La maîtrise de l'ouvrage communale;
- L'accès des populations aux services sociaux de base;
- L'augmentation des recettes communales.

Le fonctionnement du Comité de Suivi Communal de mise en œuvre du PCD, l'utilisation du progiciel d'aide au développement (PRO –ADP) et la mise en œuvre du plan de communication permettront à l'institution communale d'exploiter efficacement le Plan Communal de Développement, document sur lequel les populations fondent beaucoup d'espoir.

BIBLIOGRAPHIE

- PDC Commune de Baham, réalisé en 2007 par l'ONG ACAFIA
- Comptes administratifs 2011-2012-2013 de la Commune de Baham
- Budget de la commune de Baham exercices 2011-2012-2013
- Supports pédagogiques de formation des OAL de l'Ouest par le PNDP tenue en Juin 2014 à Bana
- Rapport de l'accompagnement en gestion du patrimoine communal de Baham réalisé par le CEPAD en août 2010
- Guide méthodologique de planification Régionale et Locale
- Document Stratégique de Croissance et de l'Emploi (DSCE)
- Rapport de la 3^{ème} Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM3)
- Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)
- Rapport National sur le Développement Humain 2008/2009

ANNEXES

Fiches signalétiques des projets du PIA

Fiche signalétique du projet N° 1

Titre du projet: Construction d'un forage à DEMGO

Localisation: Le village Demgo est situé dans le groupement Baham, Commune de Baham

Organisme porteur du projet: Commune de Baham, Département des Hauts-plateaux, région de l'Ouest - Cameroun

Bénéficiaires: Tous les habitants de Demgo et ses environs

Bureau d'étude de contrôle: service déconcentré de l'Etat

Coût du projet: 8. 000 000 millions de FCFA

Apport de la Commune: _____0__ franc CFA

Subvention sollicitée: 8. 000 000 millions de francs CFA

Objectif global: Le présent projet vise l'amélioration de l'accès des populations de Demgo à l'eau potable

Objectifs spécifiques: L'atteinte de l'objectif global suscitée, passe par la réalisation des objectifs spécifiques suivants:

- Construire un forage
- Améliorer de la qualité de vie par l'offre en eau potable,
- Eradiquer des maladies d'origine hydrique.

Résultats attendus :

- Le village Demgo dispose d'un forage construit et équipé,
- Le village et ses environs ont accès à l'eau potable,
- Les maladies d'origine hydrique sont éradiquées

Durée du projet : _____

Fiche signalétique du projet N° 2

Titre du projet: Diagnostic de l'état de fonctionnement des puits et forages de la commune de Baham avec l'appui technique du MINEE.

Localisation: La commune de Baham est située dans le département des Hauts-Plateaux

Organisme porteur du projet: Commune de Baham, Département des Hauts-Plateaux, région de l'Ouest - Cameroun

Bénéficiaires: Tous les 16 villages de la commune de Baham sans oublier l'espace urbain.

Bureau d'étude de contrôle: service déconcentré de l'Etat

Coût du projet: 04 millions FCFA

Apport de la Commune 04 millions de francs CFA

Subvention sollicitée: 0 franc CFA

Objectif global: Le présent projet vise l'amélioration de l'accès des populations de toute la commune de Baham à l'eau potable

Objectifs spécifiques: L'atteinte de l'objectif global ci-dessus cité passe par la réalisation des objectifs spécifiques suivants:

- Réaliser le diagnostic de l'état de fonctionnement des puits et forages de la commune;
- Améliorer l'offre qualitative et quantitative en eau;
- Réduire les maladies hydriques.

Résultats attendus:

- Le diagnostic de l'état des puits et forages réalisé;
- L'offre qualitative et quantitative en eau améliorée;
- Les maladies hydriques réduites.

Durée du projet: 04 mois

Fiche signalétique du projet N° 3

Titre du projet: Réhabilitation Piste agricole:

- Carrefour Tamo Watchoum-SAR/SM
- Foyer Lagweu –carrefour Deffo Kamwa(5 km)

Localisation: La commune de Baham est située dans le département des Hauts-Plateaux, région de l'Ouest.

Organisme porteur du projet: Commune de Baham, Département des Hauts-Plateaux, région de l'Ouest - Cameroun

Bénéficiaires: Les bénéficiaires de ce projet sont les producteurs en particulier et les populations du village Lagweu en général.

Bureau d'étude de contrôle: service déconcentré de l'Etat

Coût du projet: 25 millions de FCFA

Apport de la Commune (Bénéficiaires): 0 franc CFA

Subvention sollicitée: Du BIP 25 millions de francs CFA

Objectif global: Le présent projet vise à faciliter l'évacuation des produits agricoles des zones de production vers les points de vente.

Objectifs spécifiques: Pour atteindre l'objectif global suscité, les objectifs spécifiques suivants ont été fixés:

- Réhabiliter ces pistes agricoles (axe Carrefour Tamo Watchoum-SAR/SM, axe Foyer Lagweu –Carrefour Deffo Kamwa);
- Réduire le coût de transport des biens des produits agricoles;
- Réduire le risque de périssabilité des produits agricoles;
- Augmenter la rentabilité de l'activité agricole;

Résultats attendus:

- Les pistes agricoles (axe Carrefour Tamo Watchoum-SAR/SM, axe Foyer Lagweu –Carrefour Deffo Kamwa) réhabilitées;
- Le coût de transport des biens des produits agricoles réduit;
- Le risque de périssabilité des produits agricoles réduit;
- La rentabilité de l'activité agricole augmentée.

Durée du projet: _____ mois

Fiche signalétique du projet N° 4

Titre du projet: Projet de construction de 02 salles de classes à l'E.N.I.EG Boukue

Localisation: L'ENIEG de Boukue est située dans le groupement Baham, Commune de Baham.

Organisme porteur du projet: Commune de Baham, Département des Hauts-Plateaux, région de l'Ouest

Bénéficiaires:

- Les élèves-enseignants de l'ENIEG
- La commune en général

Bureau d'étude de contrôle: service déconcentré de l'Etat

Coût du projet: 21 millions FCFA

Apport de la Commune: ____ 0 franc CFA

Subvention sollicitée: du BIP: 21 millions soit x%

Objectif global: Le présent projet vise l'amélioration de la qualité de la formation des élèves-enseignants de l'ENIEG de Boukue.

Objectifs spécifiques: L'atteinte de l'objectif global ci-dessus cité passe par la réalisation des objectifs spécifiques suivants:

- Construire en matériaux définitifs 02 salles de classe à l'ENIEG;
- Améliorer les conditions de fréquentation des élèves-enseignants de l'ENIEG;
- Améliorer les conditions de travail des enseignants- formateurs de l'ENIEG;
- Améliorer la capacité d'accueil de l'ENIEG;
- Créer un cadre adéquat pour l'épanouissement intellectuel des élèves-enseignants de l'ENIEG.

Durée du projet : 04 mois

Les résultats attendus :

- 02 salles de classe construites en matériaux définitifs à l'ENIEG de Boukue dans le strict respect des normes officielles en la matière;
- Les conditions de fréquentation et de travail des élèves-enseignants et enseignants formateurs sont améliorées;
- La capacité d'accueil de l'ENIEG s'est accrue;
- Un cadre adéquat pour l'épanouissement des élèves-enseignants est créé.

Fiche signalétique du projet N° 5

Titre du projet: Equipement du bloc d'accouchement du CSI de Ngougoua

Localisation: Le CSI de Ngougoua est situé dans le groupement Baham, Commune de Baham.

Organisme porteur du projet: Commune de Baham, Département des Hauts-Plateaux, région de l'Ouest

Bénéficiaires:

- Les populations de l'aire de santé de Ngougoua
- La commune en général

Bureau d'étude de contrôle: service déconcentré de l'Etat

Coût du projet: 8 000 000 FCFA

Apport de la Commune: ____0 franc CFA

Subvention sollicitée: du BIP:8 000 000 soit x%

Objectif global: Le présent projet vise à faciliter l'accès des populations aux soins de santé de qualité dans l'aire de santé de Ngougoua et ses environs.

Objectifs spécifiques: L'atteinte de l'objectif global ci-dessus cité passe par la réalisation des objectifs spécifiques suivants:

- Equiper le bloc d'accouchement du CSI de Ngougoua;
- Améliorer les conditions d'accouchement des femmes au CSI de Ngougoua;
- Améliorer la capacité d'intervention du CSI;
- Créer un cadre de travail acceptable pour le personnel soignant du CSI.

Les résultats attendus:

- Le bloc d'accouchement du CSI de Ngougoua est équipé;
- Les conditions d'accouchement des femmes sont améliorées;
- La capacité d'intervention du CSI améliorée;
- Un cadre de travail acceptable pour le personnel soignant est créé.

Durée du projet:

Fiche signalétique du projet N° 6

Titre du projet: Projet de construction de la case communautaire de Bapi

Localisation: Bapi est un village du groupement Baham, Commune de Baham.

Organisme porteur du projet: Commune de Baham, Département des Hauts-Plateaux, région de l'Ouest

Bénéficiaires: Les populations du village Bapi et ses environs

Bureau d'étude de contrôle: service déconcentré de l'Etat

Coût du projet: 14 000 000 FCFA

Apport de la Commune: _____ 0 franc CFA

Subvention sollicitée: du BIP:14 000 000 soit x%

Objectif global: Le présent projet vise à doter le village d'un lieu/cadre de rassemblement des populations du village

Objectifs spécifiques: L'atteinte de l'objectif global ci-dessus cité passe par la réalisation des objectifs spécifiques suivants:

- Construire la case communautaire;
- Doter le village d'une infrastructure d'encadrement psychosocial.

Les résultats attendus:

- La case communautaire est construite
- Le village Bapi est doté d'une infrastructure d'encadrement psychosocial

Durée du projet:

Fiche signalétique du projet N° 7

Titre du projet: Construction d'un hangar de 24 places et un bloc latrines de 03 cellules au marché de Bahiala

Localisation: Bahiala est un village situé dans le groupement Baham, commune de Baham.

Organisme porteur du projet: Commune de Baham, Département des Hauts-Plateaux, région de l'Ouest.

Bénéficiaires:

- Les commerçants du village;
- Les populations du village Bahiala et ses environs.

Bureau d'étude de contrôle: service déconcentré de l'Etat

Coût du projet: 16 980 000FCFA

Apport de la Commune: 2 547 000 soit 15%

Subvention sollicitée: du PNDP 14 433 000 soit 85%

Objectif global: Le présent projet vise à faciliter l'exercice de l'activité commerciale à Bahiala.

Objectifs spécifiques: L'atteinte de l'objectif global ci-dessus cité passe par la réalisation des objectifs spécifiques suivants:

- Construire un hangar de 24 places et un bloc latrines de 03 cellules marché de Bahiala
- Créer une autre source de recettes pour la commune de Baham;
- .Doter le village Bahiala d'infrastructures marchandes;
- Contribuer au respect des règles d'hygiène alimentaire.

Les résultats attendus:

- Un hangar de 24 places et un bloc latrines de 03 cellules marché de Bahiala;
- Une autre source de recettes communales est créée;
- Le village Bahiala est doté d'infrastructures marchandes;
- Les règles d'hygiène alimentaire sont respectées.

Durée du projet:

Fiche signalétique du projet N° 8

Titre du projet: Construction d'une chambre froide au marché central de Baham

Localisation: Le marché central de Baham est situé dans l'espace urbain, c'est-à-dire au niveau du chef-lieu de l'arrondissement de la commune de Baham.

Organisme porteur du projet: Commune de Baham, Département des Hauts-Plateaux, région de l'Ouest.

Bénéficiaires:

- Les bouchers et les producteurs de vivres frais;
- Les populations de la commune et ses environs.

Bureau d'étude de contrôle: service déconcentré de l'Etat

Coût du projet: 28 106 000FCFA

Apport de la Commune: 4 215 900

Subvention sollicitée: du PNDP: 23 890 100 Soit 85%

Objectif global: Le présent projet vise à doter l'espace urbain communal d'une infrastructure indispensable à la conservation des produits agricoles.

Objectifs spécifiques: L'atteinte de l'objectif global ci-dessus cité passe par la réalisation des objectifs spécifiques suivants:

- Construire un abattoir dans l'espace urbain;
- Créer une autre source de recettes pour la commune de Baham;
- Contribuer au respect des règles d'hygiène en matière d'abattage des animaux.

Les résultats attendus:

- **Un** abattoir construit dans l'espace urbain;
- Une autre source de recettes communales est créée;
- Le village Bahiala est doté d'infrastructures marchandes;
- Les règles hygiéniques en matière d'abattage des animaux sont respectées.

Durée du projet:

Fiche signalétique du projet N° 9

Titre du projet: Construction de l'hôtel de ville de Baham

Localisation: L'hôtel de ville de Baham sera implanté dans l'espace urbain, c'est-à-dire au niveau du chef-lieu de l'arrondissement de la commune de Baham.

Organisme porteur du projet: Commune de Baham, Département des Hauts-Plateaux, région de l'Ouest.

Bénéficiaires:

- L'institution communale;
- Les populations de la commune de Baham et ses environs.

Bureau d'étude de contrôle: service déconcentré de l'Etat

Coût du projet: 415 000 000 FCFA

Apport de la Commune: 41 500 000

Prêt sollicité: du FEICOM: 373 500 000 soit 90%

Objectif global: Le présent projet vise à doter la commune de Baham d'un somptueux bâtiment tenant lieu d'hôtel de ville qui reflète la physionomie d'un chef-lieu de département.

Objectifs spécifiques: L'atteinte de l'objectif global ci-dessus cité passe par la réalisation des objectifs spécifiques suivants:

- Construire un hôtel de ville;
- Créer un cadre spacieux et acceptable de travail pour le personnel communal;

Les résultats attendus:

- Un hôtel de ville construit dans l'espace urbain;
- Un cadre spacieux et acceptable de travail pour le personnel communal est créé.

Durée du projet:

Fiche signalétique du projet N° 10

Titre du projet: Constitution des réserves foncières à Baham (100 hectares)

Localisation:

Organisme porteur du projet: Commune de Baham, Département des Hauts-Plateaux, région de l'Ouest.

Bénéficiaires:

- **L'institution communale;**
- Les populations de la commune de Baham et ses environs.

Bureau d'étude de contrôle: service déconcentré de l'Etat

Coût du projet: 19 000 000 FCFA

Apport de la Commune: _____ 0 franc CFA

Subvention sollicitée: du BIP: 19 000 000 soit x%

Objectif global: Le présent projet vise à doter la commune de logements sociaux en qualité et en quantité suffisante

Objectifs spécifiques: L'atteinte de l'objectif global ci-dessus cité passe par la réalisation des objectifs spécifiques suivants:

- Constituer des réserves foncières communales;
- Construire des logements sociaux;
- Faciliter l'installation du plus nombre de fonctionnaires à Baham;
- Rendre la ville de Baham attrayante.

Les résultats attendus:

- Des réserves foncières communales constituées;
- Des logements sociaux construits;
- La plupart des fonctionnaires installée à Baham;
- La ville de Baham rendue attrayante.

Durée du projet:

Fiche signalétique du projet N° 11

Titre du projet: Plantation des gazons sur tout le terre-plein central du centre urbain de Baham

Localisation: Ce projet sera mis en œuvre dans l'espace urbain, c'est-à-dire au niveau du chef-lieu de l'arrondissement de la commune de Baham.

Organisme porteur du projet: Commune de Baham, Département des Hauts-Plateaux, région de l'Ouest.

Bénéficiaires:

- **L'institution communale;**
- Les populations de la commune de Baham et ses environs.

Bureau d'étude de contrôle: service déconcentré de l'Etat

Coût du projet: 2 000 000 FCFA

Apport de la Commune: 2 000 000 FCFA

Subvention sollicitée: 0 : franc CFA

Objectif global: Le présent projet vise à doter la commune d'espaces verts.

Objectifs spécifiques: L'atteinte de l'objectif global ci-dessus cité passe par la réalisation des objectifs spécifiques suivants:

- Planter des gazons sur tout le terre-plein central du centre urbain;
- Protéger l'environnement urbain.
- Rendre la ville de Baham attrayante.

Les résultats attendus:

- Le terre plein central de l'espace urbain couvert par le gazon;
- L'environnement urbain protégé;
- La ville de Baham rendue attrayante.

Durée du projet:.....

Fiche signalétique du projet N° 12

Titre du projet: Construction d'un abattoir municipal (tuerie) dans le centre urbain

Localisation: Le centre urbain est l'espace urbain situé au niveau du chef-lieu de l'arrondissement de la commune de Baham.

Organisme porteur du projet: Commune de Baham, Département des Hauts-Plateaux, région de l'Ouest.

Bénéficiaires:

- **Les bouchers;**
- Les populations de la commune et ses environs.

Bureau d'étude de contrôle: service déconcentré de l'Etat

Coût du projet: 53 098 000 FCFA

Apport de la Commune: 7 964 700

Subvention sollicitée: du PNDP: 45 133 300 soit 85 %

Objectif global: Le présent projet vise à doter l'espace urbain communal d'une infrastructure d'élevage.

Objectifs spécifiques: L'atteinte de l'objectif global ci-dessus cité passe par la réalisation des objectifs spécifiques suivants:

- Construire un abattoir dans l'espace urbain;
- Créer une autre source de recettes pour la commune de Baham;
- Contribuer au respect des règles d'hygiène en matière d'abattage des animaux

Les résultats attendus:

- **Un abattoir construit dans l'espace urbain;**
- Une autre source de recettes communales est créée;
- Le village Bahiala est doté d'infrastructures marchandes;
- Les règles hygiéniques en matière d'abattage des animaux sont respectées.

Durée du projet:



PROCES VERBAL DE VALIDATION DU PCD DE LA COMMUNE DE BAHAM PAR LE COMES

L'an deux mil quinze et le 13 du mois de mars s'est réuni dans la salle des actes de la Commune de Baham, le Conseil municipal Elargi aux Sectoriels (COMES) dans le but d'examiner le Plan Communal de Développement (PCD) de la dite commune.

Cette réunion était présidée par le Préfet du Département des Hauts-Plateaux, le Délégué départemental du MIEPAT rapportait les travaux. La liste des participants est jointe en annexe.

Les points inscrits à l'ordre du jour portaient sur :

- Mot du Maire ;
- Mot du Préfet ;
- Présentation du PCD par le Consultant ;
- Travaux en sous-commissions d'analyse ;
- Débats, recommandations et synthèse des observations ;
- Elaboration du plan d'action.

Après toutes les formalités protocolaires, le responsable du Centre d'Education Populaire et d'Animation pour le Développement (CEPAD) qui est l'Organisme d'Appui Local sélectionné pour cette consultation, a présenté le PCD de la Commune de Baham.

Après avoir présenté les objectifs du PCD, le consultant a rapidement rappelé la méthodologie de rédaction de ce précieux document (les sept étapes de la planification). Il a ensuite insisté sur le cadre logique de planification dans les 28 secteurs retenus et celui de l'institution communale. L'analyse de ces cadres logiques donnait à chaque fois lieu à des échanges permettant à la fois la compréhension et la reformulation de certaines activités.

A la suite des débats, les membres du COMES ont approuvé le PCD de la Commune de Baham sous réserves de la prise en compte des amendements apportés à ce document. Ces amendements portent essentiellement sur la formulation de certaines activités, l'élimination des coquilles, la prise en compte de certaines activités spécifiques.

Ces différents amendements sont présentés ainsi qu'il suit :

N°	POINT D'ATTENTIONS	PROPOSITIONS D'AMENDEMENT/REACTIONS
1	Fiche signalétique	
	La population de la commune de Baham est estimée à 24 795 habitants d'après le RGPH de 2005 et 32 000 habitants d'après le Compte Administratif	Pour Mme Nzuno Elisabeth, il faut juste insérer le chiffre utilisé par la commune (32000 habitants) et préciser dans les notes de bas de pages que d'après le recensement démographique de la population et de l'habitat de 2005, cette population est 24 795 habitants.
	Les cadres logiques	
2	Secteur agriculture et développement rural: L'indicateur objectivement vérifiable correspondant au résultat «R.2.1» (De nouvelles infrastructures présentes dans la commune) est «Le nombre de nouveaux d'infrastructures agricoles dans la commune».	Le sectoriel animé par le besoin de précision a indiqué entre parenthèse les types d'infrastructures agricoles: routes, pistes de collecte, magasins de stockage.
	Formulant l'indicateur objectivement vérifiable lié au résultat «R.1.1», l'OAL a dit «Le nombre de campagnes de sensibilisation des agriculteurs par semestre sur l'importance et la mise en place des nouvelles coopératives par filière de production passe de 0 à au moins 3».	Le sectoriel réagissant par rapport à cet indicateur a encore ajouté à la suite «par filière de production passe de 0 à au moins 3», «par villages».
	Concernant l'activité «A.1.R.1.2.»(Organisation d'au moins 03 campagnes de sensibilisation des agriculteurs par semestre sur l'importance et la mise en place des nouvelles organisations d'agriculteurs par filière de production), le coût proposé par l'OAL est de 6000 000 FCFA.	Le sectoriel a tenu à ajouter deux choses: -Au sujet de l'activité elle-même, il a ajouté à côté de par «filiale de production» par village. -Au sujet du coût, il a multiplié le montant proposé par le CEPAD par seize, soit 96 000 000 FCFA.
	Concernant l'activité «A.2.R.1.2»: «Subventionnement des producteurs existants dans la commune en intrants agricoles», la deuxième tâche choisie par l'OAL pour y parvenir est «Rédaction des demandes de subvention» et la troisième tâche, «Transmission et suivi des demande»	Mme Nzuno a préféré que soit écrit «Rédaction des projets de producteurs». Pour le sectoriel, une modification de la tâche s'impose et donc on devrait compte tenu des modifications ci-dessus effectuées dire «Transmission et suivi de la mise en œuvre des projets»
3	Secteur Elevage, pêche et industries animales	RAS
4	Secteur Domaines et affaires foncières	RAS
5	Secteur Habitat et développement urbain: Le coût de l'activité «élaboration du POS» proposé par l'OAL est de 13 000 000 FCFA.	Le sectoriel a pour sa part revu ce montant à la hausse: soit 80 000 000 FCFA au lieu de 13 000 000 FCFA.
	Parlant de l'activité « Bitumage de 5 km de route dans l'espace urbain: -carrefour colonel Djoko-DDMARP/hauts-Plateaux-Sous-Préfecture de Baham sur (1,312 km). -Mairie-DDMINEPAT-Résidence du Préfet sur (2X0,3 km) -Carrefour ancien-Collège Heinrich-carrefour foyer Lagweu sur (0,8 km), le coût estimé par l'OAL est de 215 500 000 FCFA	Le sectoriel du MINH DU a fait remarquer que le devis de cet axe a déjà été réalisé par le DDH DU/hauts-Plateaux et s'élève à 330 000 000 FCFA à raison de: -140 millions pour l'axe carrefour colonel Djoko-DDMINMARP/hauts-Plateaux -60 millions pour l'axe Mairie – DDMINEPAT-Résidence du Préfet -130 millions pour l'axe Carrefour ancien Heinrich-Carrefour foyer Lagweu.
	Construction de 40 nouveaux logements sociaux	Réagissant par rapport au coût des ouvrages,



	000 FCFA.	soit 10 000 000 FCFA.
25	Secteur Commerce	L'activité ajoutée c'est «Faciliter l'installation d'un opérateur pour l'ouverture d'un magasin pour lutter contre la vie chère».
26	Secteur Poste et télécommunication Pour faire face à la faible couverture du territoire communal par le réseau téléphonique, l'OAL a proposé l'activité «Installation d'01 pylône de télécommunication par un des opérateurs de téléphonie mobile dans la commune».	Selon, le sectoriel, il y a mutualisation et donc tous les opérateurs sont présents dans la commune. Mais comme le problème se pose toujours, la seule chose à faire, c'est de renforcer les BTS (Batié, Bangou, Bandjoun) pour résoudre le problème.
	Pour mettre un terme au problème du difficile accès à l'internet, l'OAL a proposé «la création d'un cyber café» (A.5.2.1). Son coût selon le document de l'OAL est 5 000 000 FCFA.	Le sectoriel indique comme solution, la création d'un centre multimédia avec accès internet. Son coût selon le sectoriel s'élève à 1 000 000 FCFA.
	Comme l'une des activités visant à renforcer l'offre des services postaux dans la commune, l'OAL a choisi l'«ouverture d'un point poste CAMPOST au centre commercial de Baham» (A.2.R.2.1).	Le sectoriel préfère la formulation suivante: l'«ouverture d'un point poste CAMPOST et d'une messagerie au centre commercial de Baham». La demande est adressée au DG de CAMPOST S/C du Directeur régional de CAMPOST. Son coût est de 1000 000 FCFA.
	Pour assurer un service de qualité au centre postal de Baham, l'OAL a donné comme solution l'«affectation du personnel dans le centre postal de Baham» et le coût de cette activité, il l'a évalué à 300 000 FCFA.	Le coût correspondant selon le sectoriel est de 50 000 FCFA.
27	Secteur Travail et Sécurité Sociale	RAS
28	Secteur Communication	RAS

Fait à Baham, le 13 Mars 2015



 DE RAPPORTEUR,
MOISE NGOUNI MO NGOUYOU
Economiste

ARRETE MUNICIPAL N° 10 /AM/C/BAH / SG / SAG /2015

Portant création, Attributions , Composition du Comité Municipal de suivi, chargé d'appuyer le processus de planification dans la Commune de Baham.

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE BAHAM

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n°2004/017 du 22 Juillet 2004 d'Orientation de la Décentralisation ;
- Vu la loi N°2004/018 du 22 Juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes ;
- Vu le Décret n°77/91 du 25 Mars 1977 déterminant les pouvoirs de tutelle sur les Communes, Syndicats de Communes et Etablissements Communaux ;
- Vu L'Arrêté n° 229/CAB/PM du 07 octobre 2009 du Premier Ministre Chef du Gouvernement, portant réorganisation du cadre institutionnel d'exécution du Programme National de Développement Participatif- PNDP-
- VU Le Contrat de services de consultants N° 44/C/PR/MINMAP/SG/DR-OU/DDMAP-HAUTS PLATEAUX/CDPM-SPI de juin 2014 entre la Commune de Baham, l'OAL CEPAD et le PNDP l'accompagnement de la Commune de Baham pour la planification et l'actualisation de son PDC
- Vu Le procès verbal d'élection de Monsieur TEGUIA KAMDEM Isidore aux fonctions de Maire de la Commune de Baham en date du 16 Octobre 2013 et l'Arrêté N° 00000323 /A/MINATD/DCTD du 18/11/2013 constatant la dite élection.

Considérant les nécessités de service ;

A R R E T E :

Article 1er : Création :

Il est créé dans la Commune de Baham, en date du 13 mars 2015, un Comité Communal de Suivi –CCS- , chargé d'appui au processus de planification, en vue de la mise en œuvre des activités contenues dans le Plan Communal de Développement –PCD.

Article 2 : Missions :

- Les missions principales du CCS, en vue de la mise en œuvre du PCD, sont les suivantes :
- Suivre les activités du PIA, tout en interpellant les acteurs de la mise en œuvre, à la prise en compte des aspects socio–environnementaux ;
 - Informer l'Exécutif Communal et Autres Parties Prenantes, sur les Indicateurs d'Evaluation, dans la Mise en Œuvre du PCD ;
 - S'assurer de la Conformité des Activités au Calendrier de Déroulement, aux Moyens et Responsabilités prévus ;
 - Prendre les Mesures Correctives idoines, en cas de Blocage Constaté ;
 - Relever les Ecart ou Changements de situation et d'Acteurs ainsi que les Mobiles de ces Ecart ou Changements ;
 - Informer régulièrement les Populations, les Bailleurs de Fonds, afin de maintenir des élus ;
 - Programmer les activités du PIA de l'année suivante ;
 - Actualiser la banque de données du PRO-ADP –Progiciel d'Aide au Développement Participatif- chaque fois qu'un projet a été exécuté, faisant ainsi évoluer la situation de référence

Le Comité Communal de Suivi travaille en étroite collaboration avec les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités du Plan Communal de Développement et rend compte mensuellement au Maire.

Article 3 : Durée du Mandat :

Le Mandat du Comité Communal de Suivi prend fin dès la fin de la mise en œuvre du Cadre de Dépenses à Moyen Terme du Plan Communal de Développement.

Article 4 : Composition :

Le Comité Communal de Suivi est composé de :

- Un Président : M. KAMDEM Roger Gustave, 1^{er} Adjoint au Maire de la Commune de Baham ;
- Un Rapporteur, M. FODOP Guy Alain, Cadre Communal de Développement.

Membres :

- M. WOKAM Joseph, Cadre Communal en cours d'intégration ;
- Mme CHOUOB GUIEDEM Rosine, Chef SAF de la Commune de Baham ;
- M. KENMOGNE Polycarpe, Conseiller Municipal.

Article 5 : Informations :

Toute personne pourrait, en fonction de ses compétences et sur décision du Président du Comité de Suivi, être invitée à assister aux travaux du Comité ; avec voix consultative. Le Président pourrait aussi inviter tout Conseiller Municipal, en fonction du programme de planification.

Article 6 : Réunions :

Les réunions du Comité Communal de Suivi se tiennent au moins une fois par trimestre sur convocation du Président du Comité Communal de Suivi. Les réunions du Comité Communal de Suivi sont sanctionnées par un Procès-verbal et un Rapport élargé par tous les participants.

Article 7 : Prise en charge :

Les fonctions du Comité Communal de Suivi sont gratuites ; toute fois, la Commune de Baham prendra toutes les dispositions nécessaires pour faciliter le bon fonctionnement du Comité, et en fonction des moyens disponibles.

Article 6 : Le présent Arrêté sera communiqué partout où besoin sera./-

AMPLIATIONS :

- MINATD/DCTD/YDE
- G/R.O/BFSSAM
- PREFET/HP/
- S-PREFET/BAHAM
- RECETTE MUNI.
- MANDATEMENT
- AFFICHAGE
- CHRONO/ ARCHIVES.



10 APR 2015

LE MAIRE,

Isidore TEGUIA KAMDEM



Photo de famille à l'issue de la tenue du Conseil Muicipal Elargi aux Sectoriels (COMES)